



www.itie.sn



Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Sénégal

Rapport ITIE 2020

Décembre 2021



GOUNGUÉ & GUINDÉ
GOVERNANCE & GUIDANCE



Table des matières

1.	RESUME EXECUTIF	10
1.1.	Introduction	10
1.2.	Chiffres clés du Rapport ITIE 2020	11
1.3.	Principaux constats	18
1.4.	Recommandations	19
2.	APERÇU SUR L'ITIE SENEGAL	21
2.1	L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)	21
2.2	L'ITIE Sénégal	21
2.3	Aperçu sur les activités de l'ITIE Sénégal en 2020	21
2.4	Politique de données ouvertes.....	21
3.	PERIMETRE ET RESULTATS DE RAPPROCHEMENT	24
3.1	Périmètre du Rapport ITIE 2020	24
3.2	Approche pour la collecte et le rapprochement des données	28
3.3	Résultats des travaux de rapprochement	30
4.	CONTEXTE DU SECTEUR EXTRACTIF AU SENEGAL	46
4.1	Secteur Minier.....	46
4.2	Secteur des Hydrocarbures.....	88
4.3	Résumé des faits marquants de l'exercice 2020	122
4.4	Gestion des revenus extractifs.....	123
4.5	Qualité des données et assurance de la qualité	135
4.6	Bénéficiaires Effectifs	139
4.7	Divulgaration des contrats.....	142
5.	SECTEUR EXTRACTIF EN CHIFFRES.....	145
5.1	Recettes budgétaires	145
5.2	Paiements des entreprises.....	147
5.3	Contribution dans l'économie.....	151
5.4	Production	153
5.5	Exportations et ventes locales	154
5.6	Dépenses sociales	156
5.7	Dépenses environnementales	157
5.8	Dépenses quasi budgétaires	158
5.9	Autres paiements/recettes	158
6.	RECOMMANDATIONS DE L'AI	161
6.1	Recommandations 2020	161
6.2	Suivi des Recommandations 2019	166
6.3	Suivi des recommandations des rapports ITIE antérieures.....	178
	ANNEXES (VOIR FICHER EXCEL JOINT AU RAPPORT)	196
	Annexe 1 - Profil des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement	196
	Annexe 2 - Sociétés retenues pour une déclaration unilatérale.....	196
	Annexe 3 - Structure de capital et Bénéficiaires Effectifs des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement	196

Annexe 4 - Fiabilisation des déclarations	196
Annexe 5 - Effectif des employés	196
Annexe 6 - Paiements sociaux obligatoires	196
Annexe 7 - Paiements sociaux volontaires	196
Annexe 8 - Paiements environnementaux	196
Annexe 9 - Répertoire des titres pétroliers.....	196
Annexe 10 - Répertoire des titres miniers	196
Annexe 11 - Définition des flux de paiement.....	196
Annexe 12 - Fiche de conciliation par société	196
Annexe 13 - Détail des revenus budgétaires par société extractive	196
Annexe 14 - Détail des revenus budgétaires par flux de paiement	196
Annexe 15 - Détail des paiements des entreprises par société extractive.....	196
Annexe 16 - Détail des paiements des entreprises par flux de paiement	196
Annexe 17 - Détail de la déclaration Unilatérale de l'Etat.....	196
Annexe 18 - Formulaire de déclaration 2020	196
Annexe 19 - Etat des permis octroyés et des permis renouvelés en 2020	196
Annexe 20 - Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données après ajustements pour l'année 2019.....	196
Annexe 21 - Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données après ajustements pour l'année 2020.....	196
Annexe 22 - Détail des transactions effectuées avec les fournisseurs locaux.....	196
Annexe 23 - Détail des transactions effectuées avec les fournisseurs étrangers.....	196
Annexe 24 - Détail des ventes du Gaz	196

Liste des Abréviations

Désignation	Abréviation
ACI	Accord de Coopération International
AECP	Autorisation d'Ouverture et d'Exploitation de Carrières Publiques
AECPV	Autorisation d'Ouverture et d'Exploitation de Carrières Privées
AECT	Autorisation d'Ouverture et d'Exploitation de Carrières Temporaires
AEPM	Autorisation d'Exploitation des Petites Mines
AGC	Agence de Gestion et de Coopération entre la Guinée-Bissau et le Sénégal
AGEM	Agem Sénégal Exploration SUARL
AI	Administrateur Indépendant
AIG	African Investment Group SA
Bbl	Baril
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BE	Bénéficiaires Effectifs
BNC	Bénéfices Non Commerciaux
CDS	Ciments du Sahel
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CM	Concessions minières
CN	Comité National
CNSCL	Comité National de Suivi du Contenu local Sénégal
COGECA	Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière
COS Petrogaz	Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz
COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs
CRPP	Contrat de Recherche et de Partage de Production
DANGOTE	Dangote Industries Sénégal SA
DEEC	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
DEFCCS	Direction des Eaux, Forêts, Chasses et Conservation des Sols
DGCPT	Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor
DGD	Direction Générale des Douanes
DGID	Direction Générale des Impôts et des Domaines
DH	Direction des Hydrocarbures
DMG	Direction des Mines et de la Géologie
EIE	Etude d'Impact Environnementale
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GECAMINES	Générale de Carrières Agriculture et Mines Gécamines
GTA	Projet Grand Tortue Ahmeyim
ICS	Industries Chimiques du Sénégal
IPRES	Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal
ISRS	International Standard on Related Services
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
JO	Journal Officiel
LSPD	Lettre de Politique Sectorielle de Développement
MIFERSO	Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental
PE	Permis d'exploitation
PETROSEN	Société des Pétroles du Sénégal
PMC	Petowal Mining Company SA
PR	Permis de Recherche

Désignation	Abréviation
PSE	Plan Sénégal Émergent
RBE	Registre de Bénéficiaires effectifs
SEPHOS	Sephos Sénégal SA
SGO	Sabodala Gold Operations
SMC	Sabodala Mining Company
SOCOCIM	Société de Commercialisation du Ciment
SODEVIT	Société pour le Développement de l'Industrie, du Tourisme et de l'Habitat au Sénégal
SOMIVA	Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal
SP	Société Publique
SSPT	Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar Américain

Liste des tableaux

Tableau 1 : Total des revenus du secteur extractif par secteur en 2020	11
Tableau 2 : Evolution des revenus (hors paiements sociaux et environnementaux) du secteur extractif 2015-2020.....	11
Tableau 3 : Affectation des revenus du secteur extractif 2019-2020	12
Tableau 4 : Détail des revenus du secteur extractif par origine en 2020.....	13
Tableau 5 : Revenus des Entreprises de l'Etat dans le secteur extractif en 2020.....	13
Tableau 6 : Etat des recettes recouvrées sur le compte du Trésor 2019-2020	13
Tableau 7 : État récapitulatif de la production du secteur des hydrocarbures par substance et par projet	14
Tableau 8 : État récapitulatif des productions du secteur minier par substance.....	14
Tableau 9 : État récapitulatif des productions du secteur minier par projet	15
Tableau 10 : État récapitulatif des exportations et ventes locales du secteur minier par substance et par zone.....	15
Tableau 11 : Contribution du secteur extractif dans l'économie.....	16
Tableau 12 : État récapitulatif des écarts de rapprochement des flux de paiement en numéraire	18
Tableau 13 : Liste des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement du secteur des hydrocarbures.....	25
Tableau 14 : Liste des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement du secteur minier.....	25
Tableau 15 : Liste des organismes collecteurs retenus dans le périmètre	26
Tableau 16 : Liste des flux de paiement retenus dans le périmètre.....	26
Tableau 17 : Participations directes de l'Etat dans les sociétés minières au 31 décembre 2020	78
Tableau 18 : Évaluation du Cadre de Contrôle et d'Audit au Sénégal.....	137
Tableau 19 : Revenus budgétaires par organisme collecteur	147
Tableau 20 : Revenus globaux par organisme collecteur	149
Tableau 21 : Etat de suivi de Reporting par projet (secteur des hydrocarbures).....	149
Tableau 22 : Etat de suivi de Reporting par projet (secteur minier).....	150
Tableau 23 : Paiements par projet déclarés par les sociétés pétrolières.....	150
Tableau 24 : Paiements par projet déclarés par les sociétés minières	150
Tableau 25 : Répartition des revenus budgétaires au Sénégal (2020)	151
Tableau 26 : Contribution des revenus budgétaires du secteur extractif dans les recettes totales du pays	151
Tableau 27 : Contribution des recettes budgétaires du secteur extractif dans le PIB	152
Tableau 28 : Contribution du secteur extractif dans les exportations du pays.....	152
Tableau 29 : Détail de l'emploi désagrégé par genre et par qualification.....	152
Tableau 30 : Contribution du secteur extractif dans l'emploi	153
Tableau 31 : Détail des productions du secteur des hydrocarbures.....	153
Tableau 32 : Détail des productions du secteur minier.....	154
Tableau 33 : Détail des exportations et ventes locales du secteur minier.....	155
Tableau 34 : Détail des dépenses sociales par société.....	156
Tableau 35 : Détail des dépenses environnementales par société.....	157
Tableau 36 : Analyse des autres paiements/recettes significatifs.....	158

Liste des graphiques

Figure 1 - Affectation des revenus du secteur extractif 2020 (en milliards de FCFA)	12
Figure 2 - Contribution du secteur extractif dans l'économie	16
Figure 3 : Carte des principaux gisements miniers.	46
Figure 4 : Carte des blocs On shore et Offshore du Sénégal 2020.....	91
Figure 5 : Schéma de circulation des flux (secteur des hydrocarbures).....	133
Figure 6 : Schéma de circulation des flux (secteur minier)	134
Figure 7 - Contribution par secteur aux revenus budgétaires du secteur extractif.....	145
Figure 8 - Contribution par société aux revenus budgétaires du secteur des hydrocarbures.....	145
Figure 9 - Contribution par société aux revenus budgétaires du secteur minier	146
Figure 10 - Contribution par flux aux revenus budgétaires du secteur des hydrocarbures	146
Figure 11 - Contribution par flux aux revenus budgétaires du secteur minier.....	146
Figure 12 - Contribution par secteur aux revenus globaux du secteur extractif	147
Figure 13 - Contribution par société aux revenus globaux du secteur des hydrocarbures	147
Figure 14 - Contribution par société aux revenus globaux du secteur minier	148
Figure 15 - Contribution par flux aux revenus globaux du secteur des hydrocarbures	148
Figure 16 - Contribution par flux aux revenus globaux du secteur minier	148
Figure 17 - Contribution par pays destinataires et par substance minière aux exportations globales	156

Comité National ITIE
Sénégal

25/12/2021

A l'attention de Madame la Présidente du Comité National de l'ITIE

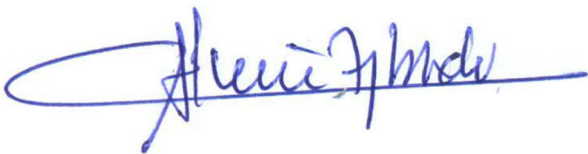
Le groupement BDO Tunisie Consulting / G&G Professional Services SAS a été nommé par le Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (CN-ITIE) comme Administrateur Indépendant pour l'élaboration du Rapport ITIE 2020 du Sénégal. Les travaux pour l'élaboration du présent rapport ont été réalisés entre le 1^{er} septembre 2021 et le 25 octobre 2021 et ont été conduits conformément aux Termes de Référence (TdR) tels qu'approuvés par le Comité National ITIE.

Notre mission a été effectuée selon la norme internationale de services connexes (International Standard on Related Services, Norme ISRS) relative aux missions de procédures convenues et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues ».

Les procédures convenues ne constituent ni un audit ni un examen limité des revenus extractifs selon les normes internationales d'audit ou les normes internationales d'examen limité. L'audit des données incluses dans le présent rapport n'entre pas dans les Termes de Référence de notre mission. Toutefois, les informations rapprochées dans le présent rapport portent sur des données auditées et/ou attestées par les parties déclarantes.

Si nous avons mis en œuvre des procédures complémentaires ou si nous avons réalisé un audit ou un examen limité des états financiers des parties déclarantes selon les normes internationales d'audit ou les normes internationales d'examen limité, d'autres éléments auraient pu être portés à notre connaissance et vous auraient été communiqués.

Notre rapport n'a pour seul objectif que celui indiqué dans le premier paragraphe. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de l'Administrateur Indépendant (AI) et ne reflètent en aucun cas l'avis officiel de l'ITIE Sénégal.



Adnene Zghidi
Managing Partner

BDO Tunisie Consulting



Ndèye Marième FALL
Associée Directrice Générale

G&G Professional Services SAS



1 Résumé Exécutif

1. Résumé Exécutif

1.1. Introduction

1.1.1 Contexte

L'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)¹ est un mécanisme volontaire qui vise à renforcer, dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, la bonne gouvernance des revenus issus de leurs exploitations. L'ITIE exige la publication annuelle de rapports ITIE, incluant la divulgation des revenus significatifs de l'État issus des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises pétrolières, gazières et minières².

Le Sénégal a déjà publié sept (7) rapports couvrant les années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019. Le groupement G&G / BDO a été recruté par le Comité National ITIE en tant qu'Administrateur Indépendant (AI) pour l'élaboration du 8^{ème} rapport ITIE couvrant l'année 2020.

La première validation du Sénégal a abouti le 08 mai 2018 à la décision du Conseil d'Administration (CA) de l'ITIE internationale qui a reconnu le Sénégal comme pays ayant accompli des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Norme ITIE³. En effet, le Conseil d'Administration de l'ITIE a indiqué que : « Le Sénégal a réalisé des progrès rapides au cours de ses quatre années de mise en œuvre de l'ITIE, qui ont débouché sur des impacts concrets grâce à des réformes gouvernementales et à des actions de sensibilisation renforcées auprès des communautés hôtes relativement à leurs droits et leurs prérogatives. La Validation a confirmé que le Sénégal a utilisé l'ITIE en appui aux réformes promulguées dans le cadre de la supervision des industries extractives et de la gestion des finances publiques. ».

La deuxième validation du Sénégal a démarré le 1^{er} juillet 2021. Le projet de rapport d'évaluation des progrès accomplis par le Sénégal dans la mise en œuvre de la Norme ITIE a été finalisé et soumis au Groupe multipartite pour examen, il présente les résultats de la validation du Sénégal par rapport à trois composantes : « l'engagement des parties prenantes », « la transparence » et « les résultats et l'impact ». Sur la base des commentaires du Groupe multipartite, préparés par le comité national ITIE et envoyés au Secrétariat international de l'ITIE le 15 septembre 2021, le rapport de validation sera finalisé et soumis à l'examen du Conseil d'administration de l'ITIE.

Le 21 octobre 2021, le Conseil d'administration de l'ITIE a conclu que le Sénégal a atteint un score très élevé dans la mise en œuvre de l'ITIE, à la suite de sa seconde validation⁴. Le Sénégal a atteint un score global très élevé (93 points) dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019. Le score global est une moyenne des scores des trois composantes afférentes à l'engagement des parties prenantes, à la transparence, et aux résultats et à l'impact. La décision complète du Conseil d'administration de l'ITIE peut être consultée à travers le lien suivant : <https://eiti.org/fr/decision-conseil/2021-62> .

1.1.2 Mandat de l'Administrateur Indépendant (AI)

Le mandat de l'AI couvre principalement les points suivants :

- Mise en œuvre des procédures convenues avec le Comité National ITIE ;
- Collecte des données contextuelles et des données financières complémentaires des parties déclarantes ;
- Compilation et rapprochement des données reportées par les entreprises extractives et par le gouvernement ;
- Enquête sur les écarts identifiés lors des travaux de rapprochement ; et
- Préparation du rapport ITIE conformément à la Norme ITIE et aux Termes de Référence.

La préparation du rapport du cadrage ainsi que la collecte des données contextuelles et financières ont été assurées par le Secrétariat Technique de l'ITIE Sénégal.

1.1.3 Participants dans le Rapport ITIE 2020

Les entités gouvernementales recevant des revenus significatifs des sociétés extractives et les entreprises ayant effectué ces paiements, ont été sollicitées pour participer au processus de rapprochement des données financières, des données de production et d'exportation, et fournir des informations contextuelles sur le secteur extractif.

Les entités gouvernementales et les entreprises, ayant participé aux travaux de rapprochement, sont énumérées à la section 3.1.3 du présent rapport.

La mission a été réalisée avec l'appui du Secrétariat National et sous la supervision du Comité National ITIE.

¹ <https://eiti.org/fr>

² Exigence 4 de la Norme ITIE (2019)

³ <https://eiti.org/BD/2018-23>

⁴ <https://eiti.org/fr/news/senegal-atteint-score-tres-eleve-dans-mise-en-oeuvre-litie>

1.1.4 Limitations des travaux du Rapport ITIE 2020

Les conclusions formulées dans le présent rapport se sont basées sur les données financières se rapportant à l'année 2020 ainsi que sur les réformes et les faits marquants survenus ultérieurement, et jusqu'à la date du présent rapport. Ces conclusions ne peuvent donc pas être extrapolées au-delà de cette période puisque les lois et le contexte régissant le secteur extractif peuvent être sujets à des changements.

1.2. Chiffres clés du Rapport ITIE 2020

1.2.1 Revenus du secteur extractif

Sur la base des données déclarées par les entités publiques, après travaux de conciliation, le total des revenus générés par le secteur extractif pour l'année 2020 s'élève à 185,20 milliards de FCFA (322,24 millions USD), dont 167,75 milliards affectés au budget de l'Etat.

Le détail des revenus par secteur se présente comme suit :

Tableau 1 : Total des revenus du secteur extractif par secteur en 2020

Revenus du secteur extractif 2020	Montant en Milliards de FCFA	%
Secteur minier	162,85	87,93%
Secteur des hydrocarbures	16,07	8,68%
Total paiements du secteur extractif (hors paiements sociaux et environnementaux)	178,91	96,61%
Paiements sociaux	5,77	3,11%
- Paiements sociaux du secteur minier	4,16	2,24%
- Paiements sociaux du secteur des hydrocarbures	1,61	0,87%
Paiements environnementaux du secteur minier	0,52	0,28%
Total paiements sociaux et environnementaux	6,28	3,39%
Total des revenus du secteur extractif 2020	185,20	
Total en Millions USD⁵	322,24	

Le tableau suivant retrace l'évolution des revenus générés par le secteur extractif hors paiements sociaux et environnementaux par secteur depuis 2015 :

Tableau 2 : Evolution des revenus (hors paiements sociaux et environnementaux) du secteur extractif 2015-2020

En Milliards FCFA	2020	%	2019	%	2018	%	2017	%	2016	%	2015	%
Sociétés Minières	162,85	91,02%	132,17	86%	111,9	93%	105,2	84%	105,9	92%	106,7	92%
Sociétés Pétrolières	16,07	8,98%	22,58	14%	8,4	7%	19,3	16%	9,2	8%	9,7	8%
Total secteur extractif	178,91	100,00%	154,75	100%	120,3	100%	124,5	100%	115,1	100%	116,4	100%
Evolution annuelle	24,16	15,6%	34,45	29,0%	-4,2	-3%	9,4	8%	-1,3	-1%	-0,1	-0,10%

Le total des revenus générés par le secteur extractif au Sénégal a évolué de 24,16 milliards de FCFA par rapport à l'exercice 2019, enregistrant ainsi, une hausse de 15,6%. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs.

Les revenus du secteur minier sont en hausse de 30,68 milliards de FCFA, passant de 132,17 milliards de FCFA en 2019 à 162,85 milliards de FCFA en 2020. Cette hausse est expliquée principalement par :

- la bonne tenue des productions d'or⁶, de minéraux lourds et la hausse des cours mondiaux de ces produits miniers⁷ ; et
- les paiements au titre de la taxe sur ciment, instituée par le décret n°2020-986 du 24 avril 2020, et qui a généré 7,5 milliards de FCFA,

⁵ Conversion faite au cours moyen annuel 2020, BCEAO page 9, 1000 FCFA = 1,74 US\$ (USD/FCFA =574,71)

https://www.bceao.int/sites/default/files/2021-05/Rapport%20annuel%20de%20la%20BCEAO%202020_0.pdf

⁶ <https://www.bullionbypost.fr/cours-de-lor/10-year-gold-price-chart-usd/>

⁷ <https://itie.sn/prix-produits-miniers/>

- l'évolution des paiements perçus par la DGD au titre des droits de douane qui ont évolué de 7,4 milliards de FCFA, (certaines entreprises étant en phase de développement/construction ont augmenté leurs volumes d'importation).

En revanche, les revenus du secteur des hydrocarbures sont en baisse de 6,51 milliards de FCFA, passant de 22,58 milliards de FCFA en 2019 à 16,07 milliards de FCFA en 2020. Cette baisse s'explique par l'absence de recettes exceptionnelles similaires à celles payées en 2019 qui étaient principalement ;

- le paiement de la deuxième tranche de financement de la construction de l'Institut National du Pétrole et du Gaz effectué par la société TOTAL E&P pour un montant de 10 Millions de USD (= 5,91 milliards de FCFA) au profit de l'Etat du Sénégal (conformément à l'article 19.6 du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'hydrocarbures du bloc Ultra Deep Offshore (UDO)) ; et
- des paiements effectués par la société KOSMOS Energy en 2019, relatifs à des redressements fiscaux d'un montant de 5,21 milliards de FCFA.

Le secteur minier artisanal a été affecté négativement par la pandémie à COVID-19 avec la suspension des activités d'orpaillage suite à l'arrêté du Gouverneur de la région de Kédougou en date du 25 mars 2020. La reprise des activités n'a été permise que le 02 novembre 2020 suite à un arrêté d'abrogation du précédent arrêté.

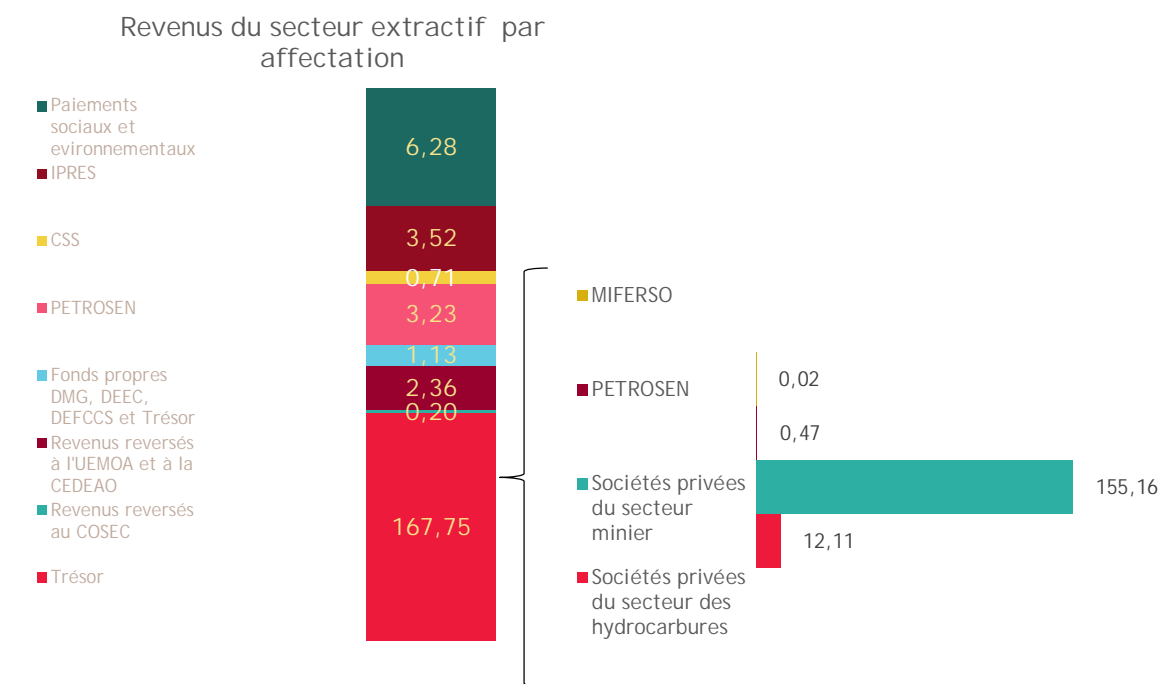
Les revenus générés par le secteur extractif en 2020 ont été affectés à 90,58% au Budget de l'Etat. Le reste des revenus est réparti entre le compte d'exploitation de la société nationale PETROSEN, les fonds propres des organismes collecteurs, les fonds revenant à l'UEMOA et à la CEDEAO, et les dépenses sociales et environnementales.

Tableau 3 : Affectation des revenus du secteur extractif 2019-2020

Revenus du secteur extractif	2020 en Milliards de FCFA	%	2019 en Milliards de FCFA	%
Revenus repris dans le budget de l'Etat	167,75	90,58%	147,58	91,65%
Paiements sociaux & environnementaux	6,28	3,45%	3,95	2,45%
Revenus encaissés dans les fonds propres des organismes collecteurs	5,37	2,89%	4,97	3,09%
Revenus encaissés par PETROSEN	3,23	1,92%	1,98	1,23%
Revenus reversés à l'UEMOA et à la CEDEAO	2,36	1,40%	2,37	1,47%
Revenus reversés au Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)	0,20	0,12%	0,18	0,11%
Total en Milliards de FCFA	185,20	100,36%	161,03	100,00%
Total en Millions USD	322,24		274,07⁸	

Le détail des paiements des 185,20 milliards de FCFA du secteur extractif en 2020, par entité perceptrice et par destination se présente comme suit :

Figure 1 - Affectation des revenus du secteur extractif 2020 (en milliards de FCFA)



⁸ Conversion faite au cours moyen annuel 2019, BCEAO (USD/FCFA = 587,54) <https://www.bceao.int/sites/default/files/2020-06/Rapport%20annuel%202019%20de%20la%20BCEAO.pdf>

Le détail des paiements des sociétés extractives par nature de contribution se présente comme suit :

Tableau 4 : Détail des revenus du secteur extractif par origine en 2020

Secteur	Revenus repris dans le budget de l'Etat	Revenus reversés à l'UEMOA et à la CEDEAO	Revenus reversés au COSEC	Fonds propres DMG, DEEC, DEFCCS et Trésor	Paiements aux EP (PETROSEN)	Paiements sociaux & environnementaux	CSS	IPRES	Total
Sociétés privées du secteur minier	155,16	2,33	0,20	1,13	-	4,67	0,69	3,32	167,50
Sociétés privées du secteur des hydrocarbures	12,11	0,04	-	-	3,23	1,61	0,02	0,14	17,14
PETROSEN	0,47	-	-	-	-	-	0,01	0,06	0,54
MIFERSON	0,02	-	-	-	-	-	-	-	0,02
Total en Milliards de FCFA	167,75	2,36	0,20	1,13	3,23	6,28	0,71	3,52	185,20
Total en Millions USD	291,89	4,11	0,35	1,97	5,62	10,93	1,24	6,13	322,24

Le détail des paiements par société, par flux, par organisme collecteur et par projet est présenté à la section 5.2 du présent rapport.

1.2.2 Revenus des entreprises d'Etat

Les revenus encaissés par PETROSEN s'élèvent en 2020 à 3,23 milliards de FCFA, et se détaillent comme suit :

Tableau 5 : Revenus des Entreprises de l'Etat dans le secteur extractif en 2020

Revenus	Montant en milliards de FCFA
Appui à la formation	1,46
Données techniques	1,06
Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de PETROSEN	0,17
Loyer superficiaire	0,17
Appui à la promotion de la recherche et de l'exploitation	0,16
Appui à l'équipement	0,09
Autres flux de paiements significatifs (> 25 millions de FCFA) (réconciliables)	0,09
Bid Package Licensing Round	0,04
Total en Milliards de FCFA	3,23
Total en Millions USD	5,62

1.2.3 Revenus reversés au Trésor

En 2020, les revenus encaissés du secteur extractif par le Trésor s'élèvent à 167,75 milliards FCFA (291,89 millions USD). Ils se détaillent par secteur comme suit :

Tableau 6 : Etat des recettes recouvrées sur le compte du Trésor 2019-2020

Revenus	2020	2019 ⁹
Secteur des hydrocarbures	12,58	20,41
Secteur minier	155,18	127,17
Total en Milliards de FCFA	167,75	147,58
Total en Millions USD	291,89	251,18

Le détail des recettes budgétaires par société, par flux et par organisme collecteur est présenté à la Section 5.1 du présent rapport.

⁹ Rapport ITIE 2019

1.2.4 Production du secteur extractif

Secteur des hydrocarbures

La production du secteur des hydrocarbures en 2020, telle que déclarée par PETROSEN, se présente comme suit :

Tableau 7 : État récapitulatif de la production du secteur des hydrocarbures par substance et par projet

Produit	Projet	Unité	Quantité	Valeur en milliards de FCFA	Valeur en millions de USD ¹⁰
Gaz naturel	DIENDER	Nm3	14 494 076	2,39	4,16

Le détail par société et par région est présenté à la section 5.4 du présent rapport.

Secteur minier

La production du secteur minier en 2020, telle que déclarée par la DMG, se présente comme suit :

Tableau 8 : État récapitulatif des productions du secteur minier par substance

Substance	Unité	Volume	Valeur en milliards de FCFA	Valeur en millions de USD
Or	Tonnes	13	397,02	735,22
Phosphate	Tonnes	2 138 434	107,70	127,92
Ilménite 54%	Tonnes	345 531	36,87	68,27
Ilménite 58%	Tonnes	139 768	17,70	32,78
Ilménite 56%	Tonnes	26 700	3,51	6,51
Zircon Premium	Tonnes	34 924	27,82	51,52
Zircon Standard	Tonnes	26 917	20,33	37,64
Medium Grade Zircon	Tonnes	21 416	3,78	6,99
Rutile	Tonnes	3 980	2,79	5,16
Leucoxène	Tonnes	5 640	2,38	4,41
Attapulgites	Tonnes	186 615	8,30	15,38
Calcaire	Tonnes	5 369 278	11,37	24,21
	Mètre cube	6 742	N/C	N/C
Latérites	Tonnes	61 844	N/C	N/C
	Mètre cube	138 896	0,07	0,12
Marnes	Tonnes	1 845 762	4,05	3,86
Argile	Tonnes	574 022	1,89	3,43
Basalte	Mètre cube	3 077 473	N/C	N/C
Manganèse*	Tonnes	15 310	N/C	N/C
Total Substances (en Tonnes)			645,58	1 123,44

* Cette production a été reprise des statistiques de production minière 2015-2020 publiée par le Ministère des Mines et de la Géologie en Octobre 2021

¹⁰ Conversion faite au cours moyen annuel 2020, BCEAO page 9, 1000 FCFA = 1,74 US\$ (USD/FCFA =574,71)
https://www.bceao.int/sites/default/files/2021-05/Rapport%20annuel%20de%20la%20BCEAO%202020_0.pdf

Tableau 9 : État récapitulatif des productions du secteur minier par projet

Projet	Substance	Unité	Volume	Valeur en milliards de FCFA	Valeur en millions de USD
Sabodala	Or	Tonnes	7,0	217 681 439 395	403 113 776,7
Mako	Or	Tonnes	5,8	179 339 822 228	332 110 781,9
Diogo	Ilménite 54%	Tonnes	345 531,2	36 866 336 232	68 270 993,0
	Ilménite 56%	Tonnes	26 700,3	3 513 689 437	6 506 832,3
	Ilménite 58%	Tonnes	139 767,6	17 700 857 102	32 779 365,0
	Leucoxène	Tonnes	5 640,0	2 379 423 413	4 406 339,7
	Medium Grade Zircon	Tonnes	21 416,2	3 775 434 542	6 991 545,4
	Rutile	Tonnes	3 980,0	2 786 713 473	5 160 580,5
	Zircon Premium	Tonnes	34 923,7	27 822 870 212	51 523 833,7
	Zircon Standard	Tonnes	26 917,2	20 328 016 978	37 644 475,9
Tobene	Phosphate	Tonnes	1 649 000,0	56 151 426 388	97 703 481,9
Lam Lam	Phosphate	Tonnes	58 310,2	36 866 336 232	3 032 028,3
Ndendori	Phosphate	Tonnes	431 124,0	14 680 550 364	27 186 204,4
Alloukagne	Attapulgites	Tonnes	186 615,1	8 303 211 040	15 376 316,7
Kirene	Calcaire	Tonnes	2 404 017,0	5 048 435 700	9 348 955,0
	Argile	Tonnes	367 462,0	1 212 624 600	2 245 601,1
Bargny	Marnes	Tonnes	1 845 762,0	4 051 447 590	3 863 313,8
	Calcaire	Tonnes	950 428,0	2 086 189 460	7 502 680,7
	Latérites	Mètre cube	138 896,2	69 448 088	120 839,7
Pout	Calcaire	Tonnes	2 014 833,0	4 231 149 300	7 362 199,8
	Argile	Tonnes	206 560,0	681 648 000	1 186 067,5
	Latérites	Tonnes	61 844,0	-	-
Diack	Basalte	Mètre cube	3 077 473,2	-	-
Bandia	Calcaire	Mètre cube	6 741,9	-	-
GH-MINING	Manganèse	Tonnes	15 310,0	-	-

Le détail de la production est présenté à la section 5.4.

1.2.5 Exportations et ventes locales du secteur extractif

Secteur des hydrocarbures : Non applicable.

Secteur minier : Les exportations et ventes locales du secteur minier en 2020 en quantité et en valeur, telles que déclarées par les entreprises, se présentent comme suit :

Tableau 10 : État récapitulatif des exportations et ventes locales du secteur minier par substance et par zone

Zone	Substance	Unité	Volume	Valeur en milliard de FCFA	Valeur en millions de USD
Hors UEMOA	Or	Once	388 700	376,9	655,8
Hors UEMOA	Argent	Once	35 050	0,4	0,7
Hors UEMOA	Sables minéralisés	Tonne	604 876	115,2	200,4
Hors UEMOA	Attapulgite	Tonne	182 332	8,1	14,1
Hors UEMOA	Phosphate	Tonne	30 136	12,0	20,9
Hors UEMOA	Ciment	Tonne	244 392	9,6	16,7
Hors UEMOA	Autre	Tonne	N/C	0,0	0,0
Hors UEMOA	Engrais *	Tonne	8 778	1,8	3,1
Hors UEMOA	Acide Phosphorique *	Tonne	457 943	166,0	288,9
Exportations Hors zone UEMOA				689,9	1 200,5
UEMOA	Ciment	Tonne	1 325 088	52,6	91,5
UEMOA	Clinker	Tonne	226 093	7,2	12,6
UEMOA	Autre	Tonne	N/C	0,0	0,0
UEMOA	Phosphate	Tonne	28 174	0,8	1,5
UEMOA	Engrais *	Tonne	151 096	30,6	53,2
UEMOA	Acide Phosphorique *	Tonne	9	0,0	0,0
UEMOA	Gypse *	Tonne	72 599 410	0,4	0,8

Zone	Substance	Unité	Volume	Valeur en milliard de FCFA	Valeur en millions de USD
UEMOA	Silex *	Tonne	825 772	1,2	2,2
UEMOA	Acide Sulfurique *	Tonne	174	0,0	0,1
UEMOA	Cendres *	Tonne	26 774 172	0,1	0,1
UEMOA	Or	Once	8 500	8,7	15,1
Ventes zone UEMOA				101,8	177,1
Total ventes locales et exportations				791,7	1 377,6

* Le volume et la valeur de la vente/ exportation de cette substance ont été repris des états financiers de la société ICS.

Le détail par société, par substance et par pays destinataire est présenté à la section 5.5 du présent rapport.

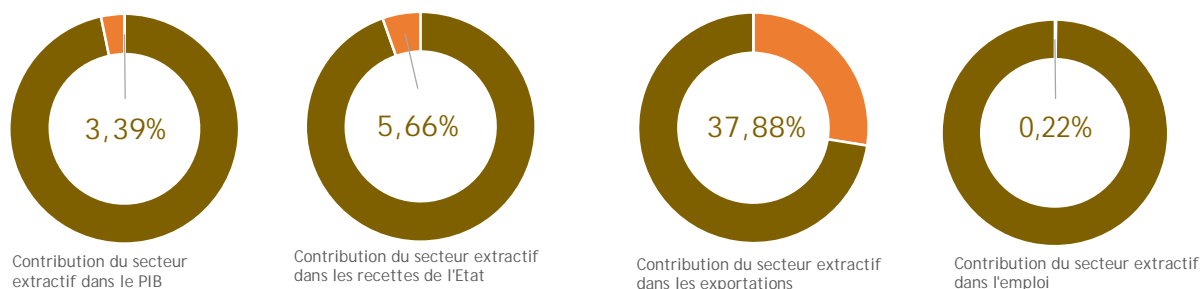
1.2.6 Contribution du secteur extractif à l'économie

La contribution du secteur dans son ensemble sur la période 2019-2020 se présente comme suit :

Tableau 11 : Contribution du secteur extractif dans l'économie

Statistiques extractives	2020	2019 ¹¹
PIB	3,39%	3,52%
Revenus	5,66%	5,30%
Export	37,88%	39,84%
Emploi	0,22%	0,19%

Figure 2 - Contribution du secteur extractif dans l'économie



Le détail de calcul des contributions ci-dessus est présenté à la Section 5.3 du présent rapport.

Il ressort de l'analyse de la contribution, au même titre que les années précédentes que le poids du secteur extractif est surtout perceptible à travers son effet positif sur la balance des paiements tandis que sa contribution dans le PIB ou dans l'emploi reste marginale.

En effet, le cours de l'or a été en moyenne de 1773 dollars US¹² l'once¹³ atteignant un pic de 2063 dollars US le 06 Aout 2020¹⁴. Du fait des restrictions sanitaires et de la crise économique qui s'en est suivie, l'or étant considéré comme une valeur refuge a vu son cours s'envoler.

La courbe ci-après décrit l'évolution du cours d'or en 2020 en US\$¹⁵.

¹¹ Rapport ITIE 2019

¹² Gold Prices - Historical Annual Data, <https://www.macrotrends.net/1333/historical-gold-prices-100-year-chart>

¹³ 1 once = 31 grammes d'or environ

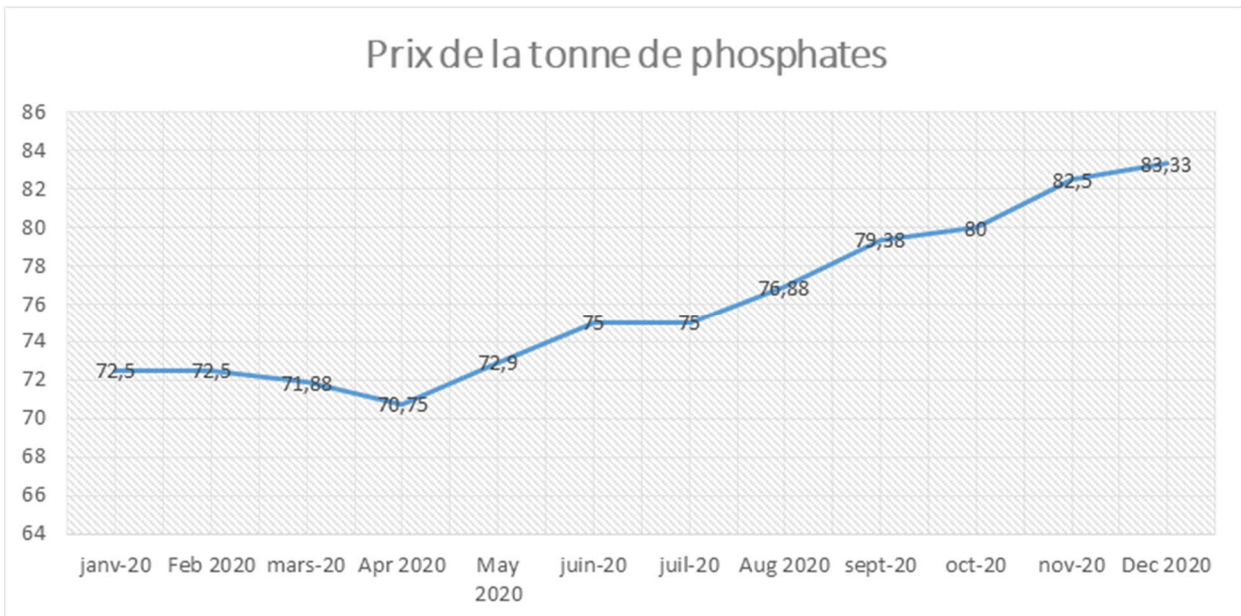
¹⁴ Cours de l'or <https://itie.sn/prix-produits-miniers/>

¹⁵ <https://or.fr/cours/or/usd>



La demande de zircon a été impactée par la pandémie à COVID-19 et son cours oscillait selon sa provenance entre 1700 et 1300 dollars US la tonne de premium (min. 66% de ZrO₂)¹⁶.

Le phosphate qui s'est échangé autour de 70 dollars US la tonne durant le 1^{er} semestre de 2020, a franchi la barre des 80 dollars durant le second semestre à la faveur de la reprise des activités économiques à l'échelle mondiale¹⁷.



A l'heure actuelle, le secteur extractif sénégalais est composé essentiellement d'exploitations de mines et carrières (or, phosphates, sables minéralisés et calcaires pour la fabrication du ciment). De ce fait, le potentiel de création d'emplois est limité. Par ailleurs, la faible contribution du secteur au PIB dénote un manque de diversification, de transformation sur place des produits miniers en produits finis ayant une plus grande valeur ajoutée, et de renforcement des liaisons intersectorielles pouvant accélérer le développement industriel.

Une plus grande implication des nationaux dans la sous-traitance et la fourniture de biens et services constituerait un bon levier pour pallier la faiblesse des emplois directs.

¹⁶ Cours des minéraux lourds (Zircon, Ilménite, Rutile) <https://itie.sn/prix-produits-miniers/>

¹⁷ <https://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=rock-phosphate>

1.3. Principaux constats

1.3.1 Exhaustivité des données

Toutes les entreprises extractives sélectionnées dans le périmètre ont soumis leurs déclarations de paiements.

Toutes les entités publiques retenues dans le périmètre ont soumis leurs formulaires de déclaration.

1.3.2 Résultats des travaux de rapprochement

Le rapprochement des paiements a été effectué sur la base du périmètre arrêté par le Comité National ITIE tel que détaillé à la Section 3.1 du présent rapport. L'exercice de rapprochement a permis de couvrir 98,16% du total des revenus extractifs reportés par l'État.

Le total compensé des écarts n'ayant pas pu être rapprochés s'élève à 0,1 milliards de FCFA, soit l'équivalent de (0,06) % des revenus reportés par l'État. Ce total est au-dessous du seuil d'erreur acceptable fixé à 2 % par le Comité National ITIE et par conséquent, il n'est pas de nature à impacter la fiabilité des données reportées dans le présent rapport. Le tableau suivant présente un récapitulatif des travaux de rapprochements.

Tableau 12 : État récapitulatif des écarts de rapprochement des flux de paiement en numéraire

Déclarations initiales	En milliards de FCFA (Déclaration initiale)	Ajustement	En milliards de FCFA (Déclaration ajustée)
Entreprises extractives	177,092	(1,269)	175,823
État	157,485	18,441	175,926
Écart initial	19,607		0,103
% Écart initial	12,45%		(0,06) %

Le détail des travaux de rapprochement est présenté à la Section 3.3 du présent rapport.

Le rapprochement des données sur la production et sur les exportations a relevé des écarts qui ont été analysés et expliqués au niveau des sections 3.3.5 et 3.3.6.

1.3.3 Assurance des données

Les procédures d'assurance convenues par le Comité National ITIE ainsi que l'évaluation du respect de ces procédures par les entités déclarantes sont détaillées à la Section 3.2.4 du présent rapport.

(i) Sur les vingt-six (26) sociétés retenues dans le périmètre de conciliation, six (6) sociétés ne se sont pas conformées aux procédures d'assurances convenues par le Comité National ITIE. La liste des sociétés concernées est présentée en Annexe 4. Le total des paiements effectués par ces sociétés s'est élevé à 32,74 milliards de FCFA représentant 18,62% du total des paiements rapportés par les sociétés retenues dans le périmètre de conciliation.

(ii) Pour les formulaires de déclaration des organismes collecteurs, la situation se présente comme suit :

- ✓ Pour les six (06) régies financières retenues dans le périmètre de rapprochement, toutes les déclarations ont fait l'objet de certification par la Cour des Comptes à l'exception de la déclaration unilatérale de la DGID. Le total des recettes déclarées par ces régies s'est élevé à 171,45 milliards de FCFA dont 169,85 milliards de FCFA représentant 99,07% des recettes totales ont été perçus des sociétés du périmètre ;
- ✓ Pour l'entreprise publique PETROSEN, le formulaire de déclaration n'a pas été signé par un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise, et n'a pas été certifié par un auditeur externe. Le total des recettes déclarées par PETROSEN s'est élevé à 3,23 milliards de FCFA dont 66,11% ont été perçues des sociétés du périmètre ;
- ✓ Les formulaires de déclaration de la CSS et de l'IPRES portent la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée, et celui de l'IPRES a été certifié par un auditeur externe. Les recettes déclarées par la CSS et l'IPRES se sont élevées à 0,71 milliards de FCFA et 3,52 milliards de FCFA respectivement.

Le détail d'évaluation est présenté dans la section 4.5.6 du présent rapport.

Sur la base de cette évaluation, et sous réserve des déclarations non certifiées des sociétés extractives, de la déclaration de PETROSEN et de la déclaration unilatérale de la DGID, nous pouvons conclure avec une assurance raisonnable sur le caractère exhaustif et fiable des données ITIE présentées dans le présent rapport.

1.4. Recommandations

Sans remettre en cause les données et les conclusions du présent rapport, nous avons formulé les recommandations suivantes destinées à améliorer le processus de déclaration ITIE dont le résumé se présente comme suit :

N°	Exigence	Recommandation	Niveau de priorité	Structure concernée
1	2.2 Octroi des licences et des contrats	Réexaminer et clarifier les conclusions de l'étude sur l'application du cadre légal et réglementaire applicable régissant les octrois et les transferts des licences	1	DMG
		Elargir le champ d'application de l'étude aux transferts opérés sur les titres pétroliers		Comité National ITIE
2	2.3 Registre des licences	Mettre les données du cadastre minier dans un format de données ouvertes Mise à jour du cadastre minier	1	DMG
3	4.1 Divulgate exhaustive des taxes et des revenus	Automatiser le traitement des liquidations et des recouvrements pour toutes les amendes, pénalités et redressements douaniers Vérifier les déclarations des entreprises au titre de ces flux	1	DGD
4	4.9 Qualité des données et assurance de la qualité	Respect des mécanismes de fiabilisation des données retenus par le Comité National	1	Comité National ITIE
5	Exigence 4.9 Qualité des données et assurance de la qualité	Communiquer systématiquement les ajustements identifiés par l'Administrateur Indépendant à la Cour des Comptes pour qu'elle puisse les prendre en compte dans l'appréciation de la régularité des déclarations des régies	1	Régies financières
6	Exigence 4.9 Qualité des données et assurance de la qualité	Prendre les mesures nécessaires afin de pallier les réserves et insuffisances relevées dans le rapport de certification de la Cour des comptes.	1	Trésor/DGID.

Niveaux de priorité à utiliser pour classer les recommandations

Priorité 1 - Une mesure corrective est requise d'urgence

Priorité 2 - Une mesure particulière est requise rapidement

Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est souhaitable

Le détail de ces recommandations ainsi que le suivi des recommandations des précédents rapports ITIE sont présentés à la Section 6.



2 Aperçu sur l'ITIE Sénégal

2. Aperçu sur l'ITIE Sénégal

2.1 L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

L'ITIE est une initiative d'envergure mondiale lancée en 2002 visant à promouvoir une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources naturelles. La Norme ITIE exige la publication d'informations sur l'ensemble de la chaîne de valeur des industries extractives, depuis le point d'extraction des ressources naturelles jusqu'à la manière dont les revenus sont collectés par le gouvernement et leur utilisation au profit des populations.

A l'échelle internationale, la supervision de l'Initiative est assurée par un Conseil d'Administration dirigé par un Président et composé par les représentants des pays de mise en œuvre, des donateurs, des pays partenaires, des sociétés internationales et nationales d'exploitation du pétrole, du gaz et des ressources minières, de la société civile. Appuyé par un Secrétariat, le Conseil d'administration de l'ITIE internationale veille au respect des exigences de la Norme ITIE. Pour en savoir plus sur l'ITIE internationale, veuillez consulter le site : <https://eiti.org/fr>.

2.2 L'ITIE Sénégal

Le Sénégal a adhéré à l'ITIE en octobre 2013, date à laquelle, il a été déclaré « pays candidat », actuellement équivalent de « pays de mise en œuvre ». L'ITIE est mise en œuvre par un Comité National institué par le décret 2013-881 du 20 Juin 2013. Le Comité National est présidé par un Ministre rattaché à la Présidence de la République, et comprend douze (12) représentants de l'Administration, six (6) représentants des sociétés extractives, six (6) représentants de la Société Civile (Ordre des Experts Comptables et Presse inclus), deux (2) représentants de l'Assemblée Nationale et un (1) représentant des Elus locaux. Le Comité national s'appuie sur un Secrétariat Technique.

Depuis son adhésion, le pays a entrepris la mise en œuvre de la Norme à travers des activités visant à renforcer la transparence dans la gestion des revenus du secteur extractif. Ces activités sont définies dans les programmes de travail annuels approuvés par le Groupe Multipartite (le Comité National ITIE - CN-ITIE). Le Comité a adopté en 2017 un plan stratégique portant sur la période 2017-2021¹⁸. Les documents de travail sont disponibles sur le site du Comité (www.itie.sn). Pour plus d'information sur l'ITIE-Sénégal, veuillez consulter le site : www.itie.sn.

Un nouveau décret n° 2021-1145 fixant les règles de l'organisation et de fonctionnement du Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives a été signé le 07 septembre 2021. Il décrit les nouvelles attributions, l'organisation et le fonctionnement du CN-ITIE et du Secrétariat Technique du CN-ITIE et il abroge et remplace le décret 2013-881 du 20 Juin 2013.

Le Décret ouvre la composition des membres à d'autres entités appelées à jouer un rôle dans la divulgation des bénéficiaires effectifs dans le secteur extractif, notamment le ministère en charge de la justice et autres institutions jadis non représentées comme le Conseil Economique Social et Environnemental et le Haut Conseil des Collectivités Territoriales.

Il porte aussi le nombre des représentants du secteur des hydrocarbures de deux (02) à quatre (04) et les représentants du Gouvernement de cinq (05) à six (06), la société civile bénéficie de deux (02) nouveaux sièges en plus.

2.3 Aperçu sur les activités de l'ITIE Sénégal en 2020

En 2020, les activités de l'ITIE Sénégal étaient constituées des axes suivants :

- Approbation du plan de travail et Budget Annuel (PTBA) 2020 de l'ITIE-Sénégal ;
- Suivi des recommandations et élaboration du rapport ITIE selon les exigences de la Norme ITIE ;
- Renforcement de l'accès à l'information dans le secteur extractif ;
- Renforcement de la mise en œuvre de la stratégie de communication ;
- Accompagnement des réformes nécessaires au renforcement de la bonne gouvernance ;
- Renforcement des capacités des parties prenantes ; et
- Amélioration de la performance du Comité National et de la coordination en son sein.

2.4 Politique de données ouvertes

Le Sénégal a rejoint en juillet 2018 le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Celui-ci est une initiative qui vise à obtenir des engagements concrets de la part des gouvernements afin de promouvoir un gouvernement ouvert, de renforcer le pouvoir des citoyens, de combattre la corruption et d'exploiter les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance.

Un avant-projet de loi portant sur l'accès à l'information (LAI) pour tous les secteurs a fait l'objet d'un partage avec les parties prenantes le 17 novembre 2020¹⁹.

¹⁸ Décret n°2013-881 portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les industries Extractives (<https://eiti.org/files/2%203%20decret%20GMP%2020-07-2013.pdf>). Ce décret est en cours de révision.

¹⁹ Cf. Courrier V/L no 05639 no MJ/SG/DPBG/AD en date du 27 Octobre 2020 du Garde des Sceaux.

Le Sénégal a mis en place un système de télédéclaration et de base de données du secteur extractif pour l'amélioration de la traçabilité des revenus extractifs dans les statistiques des finances publiques du pays, durant la période décembre 2019 à Mai 2020. Ce dispositif comprend deux systèmes interconnectés, et connectés avec les systèmes gouvernementaux déjà en place :

- une plateforme dénommée FUSION²⁰, pour la centralisation périodique des données sur les flux financiers collectés par les administrations publiques ;
- un module de soumission électronique des données appelé GovIn²¹ pour les déclarations en ligne des entreprises extractives ; et
- Un portail d'information accessible au grand public²².

²⁰ <http://senegal-mcas.revenuedev.org/NTR/login/auth>

²¹ <https://sn.itie.govweb.revenuedev.org/login>

²² <https://itiesenegal.revenuedev.org/>



3 Périmètre et résultats des travaux de rapprochement

3. Périmètre et résultats de rapprochement

3.1 Périmètre du Rapport ITIE 2020

Le Périmètre du Rapport ITIE 2020 présenté ci-dessous a été préparé en tenant compte des exigences de la Norme ITIE 2019 et des Termes de Référence de l'AI qui ont été approuvés par le Comité National ITIE-Sénégal lors de sa réunion du 11 Février 2021²³.

3.1.1 Période couverte

Le Rapport ITIE 2020 couvre les flux de paiement réalisés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

3.1.2 Secteurs couverts

Le Rapport ITIE 2020 couvre le secteur des hydrocarbures et le secteur minier.

3.1.3 Périmètre de rapprochement

3.1.3.1 Périmètre des entreprises

Critères de matérialité retenus par le Comité National ITIE

	Secteur des hydrocarbures	Secteur minier
Critères de Matérialité pour la sélection dans le périmètre de rapprochement	Toutes les sociétés pétrolières et gazières dont le total des paiements déclarés par les organismes collecteurs ²⁴ est supérieur à 200 millions FCFA ; Toutes les sociétés retenues dans le périmètre du rapport ITIE 2019 même si leurs contributions se trouvent en dessous du seuil de matérialité ci-dessus indiqué.	Toutes les sociétés minières dont le total des paiements déclarés par les organismes collecteurs ²⁵ est supérieur à 200 millions FCFA ; Toutes les entreprises publiques opérant dans le secteur minier même si leurs paiements se trouvent en dessous du seuil de matérialité mentionné ci-dessus ; Toutes les sociétés retenues dans le périmètre du rapport ITIE 2019 même si leurs contributions se trouvent en dessous du seuil de matérialité ci-dessus indiqué.
Nombre final de sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement (*)	8	18
Critères de matérialité pour la déclaration unilatérale de l'État	Les entreprises du secteur des hydrocarbures dont le total des paiements est inférieur au seuil de matérialité de 200 millions FCFA.	Les entreprises minières et de carrières dont le total des paiements est inférieur au seuil de matérialité de 200 millions FCFA.
Nombre de sociétés retenues pour la déclaration unilatérale de l'État	3	401
Taux global de couverture par l'exercice de rapprochement	100,00%	98,83%

²³ <http://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/CR-Reunion-GMP-n%C2%B01-2021-11-fevrier-2021.pdf>

²⁴ Les organismes collecteurs dont les paiements ont été retenus pour la détermination du périmètre des entreprises sont : DGID, DGD, DMG, DGCPT, DEEC, DEFCCS, PETROSEN, IPRES et CSS

²⁵ Les organismes collecteurs dont les paiements ont été retenus pour la détermination du périmètre des entreprises sont : DGID, DGD, DMG, DGCPT, DEEC, DEFCCS, PETROSEN, IPRES et CSS

Tableau 13 : Liste des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement du secteur des hydrocarbures

N°	Société Pétrolière	NINEA
Entreprise de l'Etat		
1	Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	000024498
Entreprises en exploitation		
2	Fortesa International Sénégal	000415770
Entreprises en exploration		
3	Capricorn Sénégal Limited	4888056 2G2
4	Kosmos Energy Sénégal	005251822 2G2
5	Oranto Petroleum	003059434
6	TOTAL E&P Sénégal	6501383
7	BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	006420509 2A2
8	Woodside Energy Sénégal	6011291

Tableau 14 : Liste des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement du secteur minier

N°	Société Minière	Abréviation	Substance	NINEA
Entreprise d'Etat				
1	La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (a)	MIFERSO	Fer	0023896 2G3
Entreprises titulaires d'une concession minière				
2	Société de Commercialisation du Ciment	SOCOCIM	Calcaire/Marne	0016627 2G3
3	Sabodala Gold Operations	SGO	Or	2850023 2G3
4	Ciments du Sahel	CDS	Calcaire/Argile/Latérite	0325995 2G3
5	Grande Côte Opérations	GCO	Minéraux lourds	002849258 2G3
6	Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès	SSPT	Attapulgites/Phosphates	000028797 2G3
7	Industries Chimiques du Sénégal	ICS	Phosphates	000022955/2G3
8	Dangote Industries Sénégal SA	DANGOTE	Argile, Calcaire, Latérite	002707208 2G3
9	Petowal Mining Company (PMC) SA	PMC	Or/Argent	005844700 2G3
10	Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal -SOMIVA	SOMIVA	Phosphates	004475142 2G3
Entreprises titulaires de permis d'exploitation				
11	Iamgold BOTO (b)	Iamgold	Or	7768007
Entreprises titulaires de permis de recherche				
12	Agem Sénégal Exploration SUARL	AGEM	Or	004151750 2G2
13	Sabodala Mining Company	SMC	Or	002464410 2G2
Entreprises titulaires de permis d'exploitation de petite mine				
14	Sephos Sénégal SA (a)	SEPHOS	Phosphates	004013041 2G3
15	G-PHOS (a)	G-PHOS	Phosphates	4716033
16	African Investment Group SA	AIG	Phosphates / Minéraux lourds	004507995 2G3
Entreprises titulaires de permis d'exploitation de carrières				
17	Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière	COGECA	Basalte/calcaire	196784
18	Gécamines	GECAMINES	Basalte	2292168

(a) Sociétés dont les contributions sont inférieures au seuil de matérialité en 2020.

(b) Nouvelles sociétés retenues en 2020.

(c) Les paiements de la société SODEVIT, qui était dans le périmètre de 2019, et qui a été absorbée par la société Gécamines, seront inclus dans les paiements de cette dernière.

(**) Entreprises retenues pour une déclaration unilatérale de l'Etat le périmètre de rapprochement

Le Comité National ITIE-Sénégal a convenu de retenir pour une déclaration unilatérale par les organismes collecteurs toutes les sociétés pétrolières, gazières, minières et de carrières, dont le total des paiements n'atteint pas le seuil de matérialité.

La liste des entreprises retenues pour la déclaration unilatérale de l'Etat est présentée en annexe 2.

Pour certaines sociétés propriétaires de carrières, les paiements déclarés par les administrations ne sont pas liés aux activités de carrières mais plutôt à d'autres activités commerciales. Pour ces sociétés, le Comité National ITIE-Sénégal a convenu de les retenir pour une déclaration unilatérale spécifique des paiements reçus par la DMG.

Ces entités sont listées également en Annexe 2 du présent rapport.

3.1.3.2 Périmètre des organismes collecteurs

Sur la base du périmètre arrêté par le Comité National ITIE-Sénégal, neuf (9) organismes collecteurs ont été retenus pour la déclaration pour le compte de l'État des paiements reçus des sociétés extractives.

Tableau 15 : Liste des organismes collecteurs retenus dans le périmètre

Organismes Collecteurs	Secteur des hydrocarbures	Secteur minier
A. Régies financières et entités gouvernementales		
1 Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)	✓	✓
2 Direction Générale des Douanes (DGD)	✓	✓
3 Direction des Mines et de la Géologie (DMG)		✓
4 Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)	✓	✓
5 Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)		✓
6 Direction des Eaux, Forêts, Chasses et Conservation des Sols (DEFCCS)		✓
7 Caisse de Sécurité Sociale (CSS)	✓	✓
8 Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES)	✓	✓
B. Entreprise d'État		
9 Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	✓	

3.1.3.3 Périmètre des flux

Critères de matérialité retenus par le Comité National ITIE²⁶

Pour le rapport ITIE 2020, le Comité National ITIE-Sénégal a décidé de maintenir tous les flux retenus dans les périmètres des exercices précédents (58 flux) sans recours au calcul des critères de matérialité. ;

Par ailleurs et afin d'assurer la couverture par le Rapport ITIE 2020 de tous les paiements significatifs du secteur extractif, le Comité National a maintenu le principe de déclaration additionnelle de tout « autre paiement significatif » qui se trouverait au-dessus du seuil de 25 Millions de FCFA.

Périmètre des flux

Les soixante (60) flux retenus dans le périmètre de conciliation 2020 se détaillent comme suit :

Tableau 16 : Liste des flux de paiement retenus dans le périmètre

Flux de paiements en nature :

Flux en nature
Part de la production de l'État (Profit Oil État)
Part de la production de PETROSEN (Profit Oil PETROSEN)

Flux de paiements en numéraire :

Organismes Collecteurs	Type de flux financiers	Hydrocarbures	Miniers	Déclaration (R/U) (i)
DMG	Redevance minière	☐	✓	R
	Appui institutionnel		✓	R
	Droits d'entrée fixes	☐	✓	R
	Bonus		✓	R

²⁶ Décisions du Comité National ITIE-Sénégal du 11 février 2021.

Organismes Collecteurs	Type de flux financiers	Hydrocarbures	Miniers	Déclaration (R/U) (i)
	Redevance superficière (iii)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Bonus	<input checked="" type="checkbox"/>		R
	Appui à la formation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
	Appui à la promotion de la recherche et de l'exploitation	<input checked="" type="checkbox"/>		R
	Appui à l'équipement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
PETROSEN	Revenus issus de la commercialisation de la part de la production de l'État	<input checked="" type="checkbox"/>		R
	Loyer superficière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
	Pénalités versées à PETROSEN	<input checked="" type="checkbox"/>		R
	Redevance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
	Achat de données sismiques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Redressements fiscaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Impôt sur les sociétés	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Impôt sur les sociétés (bénéfices non pétroliers)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Retenues à la source sur bénéfice non commercial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Contribution spéciale sur les produits des mines et des carrières (CSMC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
DGID	Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Taxe sur la valeur ajoutée précomptée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Impôt minimum forfaitaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Bonus	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Surtaxe foncière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Taxe spéciale sur le ciment		<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Taxe sur le ciment	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Taxe sur la valeur ajoutée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Prélèvement communautaire solidaire UEMOA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Redevance statistique UEMOA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
DGD	Droits de douane	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Prélèvement communautaire CEDEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Prélèvement pour le Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)		<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Taxe d'enregistrement des véhicules	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Amendes, pénalités et redressements douaniers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de l'État	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R
DGCT	Patente	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Appui institutionnel aux collectivités locales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Impôt du minimum fiscal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Dividendes versés à l'Etat	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	R

Organismes Collecteurs	Type de flux financiers	Hydrocarbures	Miniers	Déclaration (R/U) (i)
	Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation		✓	R
	Bonus	✓	✓	R
	Contribution économique locale (CEL VA et CEL VL)	✓	✓	R
DEEC	Taxe superficielle	□	✓	R
	Taxe à la pollution		✓	R
	Appui Institutionnel (Fonds d'appui au Mini. De l'Env.)	□	✓	R
DEFC	Taxes d'abatage	□	✓	R
	Appui Institutionnel (Fonds d'appui au Mini. De l'Env.)	□	✓	R
CSS	Cotisations sociales (y compris les pénalités)	✓	✓	R
IPRES	Cotisations sociales (y compris les pénalités)	✓	✓	R
	Paievements sociaux obligatoires (ii)	✓	✓	U
	Paievements sociaux volontaires (ii)	✓	✓	U
	Autres Paievements/Revenus significatifs	✓	✓	U

(i) R : Déclaration Réciproques/U : Déclaration Unilatérale.

(ii) Ce Flux sera déclaré unilatéralement par les Sociétés Extractives.

La définition des flux est présentée en annexe 11.

3.1.4 Niveau de désagrégation des données

Le Comité National ITIE-Sénégal a convenu de collecter et de présenter des données désagrégées par organisme collecteur, par entreprise, par flux et par projet. La notion de projet retenue par le Comité est définie à la section 5.2.5 du présent rapport.

Par ailleurs, les organismes collecteurs et les sociétés extractives retenus dans le périmètre ont été sollicités pour déclarer les revenus et les paiements sur une base désagrégée.

3.2 Approche pour la collecte et le rapprochement des données

3.2.1 Collecte des données

La collecte des données a été effectuée auprès du Secrétariat Permanent qui a utilisé le module de soumission électronique des données appelé GovIn pour les déclarations en ligne des entreprises extractives. En plus des données sur les paiements, le formulaire de déclaration en ligne comporte des données contextuelles exigées par la Norme ITIE 2019. Le modèle du formulaire est présenté en annexe 18.

3.2.2 Formulaire de déclaration

Le formulaire de déclaration comporte dix-sept (17) feuilles dont le détail par entité déclarante se présente comme suit :

Feuille n°	Donnée / Information	Entités déclarantes		
		Entreprises Extractives	Entreprises d'Etat	Régies Financières
1	Fiche signalétique	✓	✓	
2	Contribution Economique	✓	✓	
3	Formulaire de déclaration	✓	✓	✓
4	Le détail des paiements	✓	✓	✓
5	Production	✓	✓	DMG
6	Exportations	✓	✓	DGD
7	Structure du Capital	✓		
8	Bénéficiaires Effectifs	✓		
9	Participation Publique		PETROSEN	DMG DGCPT
10	Paievements sociaux	✓	✓	

Feuille n°	Donnée / Information	Entités déclarantes		
		Entreprises Extractives	Entreprises d'Etat	Régies Financières
11	Transferts infranationaux			DGCPT
12	Transaction de troc/projets intégrés	✓	✓	✓
13	Prêts et subventions	✓	✓	DGCPT
14	Dépenses quasi-fiscales		✓	
15	Profit Oil Etat		PETROSEN	
16	Procédure d'attribution et de transfert des licences		PETROSEN	DMG
17	Achats/ventes des matières premières		✓	

3.2.3 Rapprochement des données

À la suite de la réception des déclarations, nous avons procédé :

- au rapprochement des flux de paiement (en nature et en numéraire) déclarés par les entreprises extractives avec les recettes déclarées par les organismes collecteurs ;
- à l'identification des écarts significatifs et à l'analyse de leur origine ;
- à la collecte des éléments de réponse des entreprises et des organismes collecteurs concernant les écarts et l'examen des pièces justificatives ; et
- à l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements ont été opérés sur la base des justifications et/ou confirmations obtenues des parties déclarantes.

A chaque fois que les écarts n'ont pas pu être rapprochés, les parties concernées ont été contactées en vue d'obtenir les documents justificatifs pour procéder aux ajustements. Dans certains cas, ces écarts n'ont pas pu être ajustés. Les résultats des travaux de rapprochement sont présentés à la section 3.3 du présent rapport.

Pour les besoins des travaux de rapprochement, le Comité National ITIE Sénégal a convenu :

- d'un seuil d'erreur acceptable cumulé de 2% en-deçà duquel, le Comité considère que les écarts présentés dans le Rapport ITIE 2020 ne sont pas significatifs et n'affectent pas la fiabilité des données sur les revenus du secteur ; et
- d'un seuil d'erreur non significatif de 500 000 FCFA en deçà duquel, le Comité National considère qu'une différence entre les données de l'État et celles de la société pour un flux de paiement est mineure. Ceci signifie que l'analyse détaillée a été réalisée uniquement pour les écarts initiaux supérieurs à 500 000 FCFA.

3.2.4 Procédures d'assurance des données

L'ITIE exige une évaluation visant à déterminer si les paiements et revenus font l'objet « d'un audit indépendant crédible, conformément aux normes internationales en matière d'audit ».

Afin de garantir la fiabilité et l'exhaustivité des données reportées dans le présent rapport, les mesures suivantes ont été prises par le Comité National :

Pour les entreprises extractives

- Pour les entreprises extractives ayant l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes (CAC), le formulaire de déclaration doit :
 - ✓ porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise;
 - ✓ être accompagné des rapports d'audit et des états financiers de l'entreprise pour l'année 2020 ou de tout autre document signé par le Commissaire aux Comptes attestant la certification des états financiers de 2020; et
 - ✓ être certifié par un auditeur externe (qui peut être le Commissaire aux Comptes).
- Pour les sociétés à responsabilité limitée n'ayant pas l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes au sens de l'Article 376 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, le formulaire de déclaration doit porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Pour les données sur les bénéficiaires effectifs, la déclaration doit porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise. Cette personne attestera que les données déclarées sont exactes.

Pour les administrations publiques et organismes collecteurs

Le formulaire de déclaration doit :

- ✓ porter la signature du haut responsable ou d'une personne habilitée de l'entité déclarante ;
- ✓ être certifié par la Cour des Comptes qui devra produire une lettre d'affirmation que la vérification a été effectuée conformément aux normes internationales ;
- ✓ être certifié par le CAC pour les structures publiques suivantes : la CSS, l'IPRES et PETROSEN.

3.2.5 Sauvegarde de la confidentialité des données

BDO a adopté les mesures suivantes pour protéger les informations confidentielles et les données collectées des entités déclarantes :

- Les correspondances électroniques avec les entreprises et les entités gouvernementales ont été réalisées via une adresse électronique créée uniquement pour le projet ITIE-Sénégal et la liste des employés ayant accès à ce compte de messagerie a été restreinte ;
- Toutes les informations électroniques reçues des entités déclarantes ont été enregistrées dans un dossier avec un accès restreint ;
- La sauvegarde des documents physiques a été assurée en gardant les documents sous clé ;
- Tous les employés impliqués dans le projet ITIE ont été informés de l'importance de la non-divulgence d'informations confidentielles ; et
- Les politiques, les devoirs professionnels et l'éthique de BDO exigent de tout son personnel le respect de la confidentialité pour toutes les données des clients.

3.3 Résultats des travaux de rapprochement

Toutes les entités retenues dans le périmètre de rapprochement ont soumis leurs formulaires de déclaration. Nous présentons au niveau de cette section, les résultats des travaux de rapprochement au titre :

- des paiements en nature ;
- des paiements en numéraire ;
- de la production ; et
- des exportations.

3.3.1 Rapprochement des paiements en nature

Les travaux de rapprochement des flux de paiements en nature se détaillent par société comme suit :

En Mètre Cube

N° Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 Fortesa International Sénégal	2 670 063	-	2 670 063	-	-	-	2 670 063	-	2 670 063*
Total	2 670 063	-	2 670 063	-	-	-	2 670 063	-	2 670 063

Source : Déclarations ITIE

* Ce paiement en nature n'a pas été reporté par PETROSEN

Les travaux de rapprochement des flux de paiements en nature se détaillent par flux comme suit :

En Mètre Cube

N° Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Paiements en nature	2 670 063	-	2 670 063	-	-	-	2 670 063	-	2 670 063
1 Part de la production de l'État (Profit Oil État)	1 628 277	-	1 628 277	-	-	-	1 628 277	-	1 628 277
2 Part de la production de PETROSEN (Profit Oil - Cost Oil PETROSEN)	1 041 786	-	1 041 786	-	-	-	1 041 786	-	1 041 786

Source : Déclarations ITIE

3.3.2 Rapprochement des paiements en numéraire

Les travaux de rapprochement des flux de paiements en numéraire se détaillent par société comme suit :

- Secteur des hydrocarbures :

En FCFA

No. Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
19 Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	520 708 489	539 549 946	(18 841 457)	-	-	-	520 708 489	539 549 946	(18 841 457)
20 Fortesa International Sénégal	845 846 607	561 688 263	284 158 344	-	206 549 000	(206 549 000)	845 846 607	768 237 263	77 609 344
21 Capricorn Sénégal Limited	433 103 132	62 832 824	370 270 308	-	-	-	433 103 132	62 832 824	370 270 308
22 Kosmos Energy Sénégal	184 244 641	7 629 040	176 615 601	-	-	-	184 244 641	7 629 040	176 615 601
23 Oranto Petroleum	298 658 194	382 862 250	(84 204 056)	-	-	-	298 658 194	382 862 250	(84 204 056)
24 TOTAL E&P Sénégal	2 523 718 943	2 408 550 526	115 168 417	922 795 160	1 038 351 611	(115 556 451)	3 446 514 103	3 446 902 137	(388 034)
25 BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	7 729 898 435	7 967 579 711	(237 681 276)	(42 978 882)	(297 362 781)	254 383 899	7 686 919 553	7 670 216 930	16 702 623
26 Woodside Energy Sénégal	2 085 854 564	333 544 753	1 752 309 811	-	1 752 340 181	(1 752 340 181)	2 085 854 564	2 085 884 934	(30 370)
Total	14 622 033 004	12 264 237 313	2 357 795 691	879 816 278	2 699 878 011	(1 820 061 733)	15 501 849 282	14 964 115 324	537 733 958

Source : Déclarations ITIE

- Secteur Minier :

En FCFA

No.	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1	La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO)	16 919 491	16 121 352	798 139	(816 530)	-	(816 530)	16 102 961	16 121 352	(18 391)
2	Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	34 808 939 856	33 398 310 066	1 410 629 790	20 000 000	1 434 509 412	(1 414 509 412)	34 828 939 856	34 832 819 478	(3 879 622)
3	Sabodala Gold Operations (SGO)	39 670 276 874	25 568 749 659	14 101 527 215	(4 881 836 179)	9 373 364 432	(14 255 200 611)	34 788 440 695	34 942 114 091	(153 673 396)
4	Ciments du Sahel (CDS)	21 882 639 793	22 860 727 343	(978 087 550)	1 144 511 587	-	1 144 511 587	23 027 151 380	22 860 727 343	166 424 037
5	Grande Côte Opérations (GCO)	12 397 166 649	12 566 252 702	(169 086 053)	-	46 102 725	(46 102 725)	12 397 166 649	12 612 355 427	(215 188 778)
6	Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)	440 357 044	741 061 129	(300 704 085)	302 794 645	-	302 794 645	743 151 689	741 061 129	2 090 560
7	Industries Chimiques du Sénégal (ICS)	4 693 878 828	4 692 484 649	1 394 179	-	-	-	4 693 878 828	4 692 484 649	1 394 179
8	Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	18 032 889 820	18 310 353 596	(277 463 776)	303 638 917	-	303 638 917	18 336 528 737	18 310 353 596	26 175 141
9	Petowal Mining Company (PMC) SA	21 811 608 856	17 872 309 357	3 939 299 499	-	3 850 000 000	(3 850 000 000)	21 811 608 856	21 722 309 357	89 299 499
10	Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (SOMIVA)	652 651 842	663 251 734	(10 599 892)	18 079 064	(1 832 039)	19 911 103	670 730 906	661 419 695	9 311 211
11	IAMGOLD BOTO	883 945 569	52 228 208	831 717 361	30 253 343	862 021 400	(831 768 057)	914 198 912	914 249 608	(50 696)
12	Agem Sénégal Exploration SUARL (AGEM)	415 711 738	447 784 942	(32 073 204)	-	11 463 154	(11 463 154)	415 711 738	459 248 096	(43 536 358)
13	Sabodala Mining Company (SMC)	139 878 495	438 026 847	(298 148 352)	310 985 688	11 310 906	299 674 782	450 864 183	449 337 753	1 526 430
14	Sephos Sénégal SA (SEPHOS)	166 426 400	156 452 046	9 974 354	-	-	-	166 426 400	156 452 046	9 974 354
15	G-PHOS SA	635 842	210 818	425 024	-	-	-	635 842	210 818	425 024
16	African Investment Group SA (AIG)	72 727 095	74 189 442	(1 462 347)	-	-	-	72 727 095	74 189 442	(1 462 347)

No.	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
17	Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	2 373 862 444	2 864 530 762	(490 668 318)	-	-	-	2 373 862 444	2 864 530 762	(490 668 318)
18	Gécamines (GECAMINES)	4 009 775 938	4 498 133 191	(488 357 253)	603 433 936	154 070 809	449 363 127	4 613 209 874	4 652 204 000	(38 994 126)
	Total	162 470 292 574	145 221 177 843	17 249 114 731	(2 148 955 529)	15 741 010 799	(17 889 966 328)	160 321 337 045	160 962 188 642	(640 851 597)

Source : Déclarations ITIE

Les travaux de rapprochement des flux de paiements en numéraire se détaillent par flux comme suit :

- Secteur des hydrocarbures :

En FCFA

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
PETROSEN	2 247 520 713	2 040 552 426	206 968 288	(200 000 000)	6 549 000	(206 549 000)	2 047 520 713	2 047 101 426	419 288
Bonus (PETROSEN)	200 000 000	-	200 000 000	(200 000 000)	-	(200 000 000)	-	-	-
Appui à la formation	1 335 848 621	1 459 682 243	(123 833 622)	-	-	-	1 335 848 621	1 459 682 243	(123 833 622)
Appui à la promotion de la recherche et de l'exploitation	396 610 506	158 916 038	237 694 468	-	-	-	396 610 506	158 916 038	237 694 468
Appui à l'équipement	-	88 976 980	(88 976 980)	-	-	-	-	88 976 980	(88 976 980)
Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de l'État P	171 894 738	165 345 738	6 549 000	-	6 549 000	(6 549 000)	171 894 738	171 894 738	-
Loyer superficiaire	143 166 849	167 631 427	(24 464 578)	-	-	-	143 166 849	167 631 427	(24 464 578)
DGCPT	269 565 637	244 360 735	25 204 902	-	-	-	269 565 637	244 360 735	25 204 902
Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de l'État	268 665 637	243 960 735	24 704 902	-	-	-	268 665 637	243 960 735	24 704 902
Contribution économique locale (CEL VA et CEL VL)	900 000	400 000	500 000	-	-	-	900 000	400 000	500 000
DGID	11 778 507 957	9 340 022 614	2 438 485 343	607 866 026	2 493 329 011	(1 885 462 985)	12 386 373 983	11 833 351 625	553 022 358
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	91 186 363	91 186 363	-	-	-	-	91 186 363	91 186 363	-
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	2 845 949 512	2 366 010 456	479 939 056	-	290 883 869	(290 883 869)	2 845 949 512	2 656 894 325	189 055 187
Redressements fiscaux	3 965 754 625	-	3 965 754 625	1 980 133 824	5 575 323 442	(3 595 189 618)	5 945 888 449	5 575 323 442	370 565 007
Impôt sur les sociétés	5 400 000	6 200 000	(800 000)	-	-	-	5 400 000	6 200 000	(800 000)
Retenues à la source sur bénéfice non commercial	2 645 510 227	6 792 928 985	(4 147 418 758)	774 540 458	(3 372 878 300)	4 147 418 758	3 420 050 685	3 420 050 685	-
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	2 174 009 814	32 999 394	2 141 010 420	(2 146 808 256)	-	(2 146 808 256)	27 201 558	32 999 394	(5 797 836)
Taxe sur la valeur ajoutée précomptée	14 503 917	14 503 917	-	-	-	-	14 503 917	14 503 917	-
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	36 193 499	36 193 499	-	-	-	-	36 193 499	36 193 499	-
DGD	106 443 847	56 148 546	50 295 301	980 248	-	980 248	107 424 095	56 148 546	51 275 549
Droits de douane	56 949 654	56 148 546	801 108	980 248	-	980 248	57 929 902	56 148 546	1 781 356
Amendes, pénalités et redressements douaniers	49 494 193	-	49 494 193	-	-	-	49 494 193	-	49 494 193
CSS	23 509 458	23 927 216	(417 758)	-	-	-	23 509 458	23 927 216	(417 758)
Cotisations sociales (y compris les pénalités)	23 509 458	23 927 216	(417 758)	-	-	-	23 509 458	23 927 216	(417 758)
IPRES	194 685 392	197 478 792	(2 793 400)	-	-	-	194 685 392	197 478 792	(2 793 400)

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Cotisations sociales (y compris les pénalités) (IPRES)	194 685 392	197 478 792	(2 793 400)	-	-	-	194 685 392	197 478 792	(2 793 400)
Autres	1 800 000	361 746 984	(359 946 984)	470 970 004	200 000 000	270 970 004	472 770 004	561 746 984	(88 976 980)
Autres flux de paiements significatifs (> 25 millions de FCFA) (réconciliables)	1 800 000	361 746 984	(359 946 984)	470 970 004	200 000 000	270 970 004	472 770 004	561 746 984	(88 976 980)
Total	14 622 033 004	12 264 237 313	2 357 795 691	879 816 278	2 699 878 011	(1 820 061 733)	15 501 849 282	14 964 115 324	537 733 958

Source : Déclarations ITIE

- Secteur Minier :

En FCFA

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
DMG	25 570 596 720	25 328 773 227	241 823 493	97 782 767	381 188 156	(283 405 389)	25 668 379 487	25 709 961 383	(41 581 896)
Redevance minière	24 515 595 478	24 833 626 437	(318 030 959)	2 562 400	(281 778 795)	284 341 195	24 518 157 878	24 551 847 642	(33 689 764)
Appui institutionnel	335 963 292	368 433 531	(32 470 239)	95 220 367	75 035 210	20 185 157	431 183 659	443 468 741	(12 285 082)
Droits d'entrée fixes	10 000 000	11 000 000	(1 000 000)	-	(1 000 000)	1 000 000	10 000 000	10 000 000	-
Redevance superficière	709 037 950	115 713 259	593 324 691	-	588 931 741	(588 931 741)	709 037 950	704 645 000	4 392 950
DGCPT	14 893 687 522	842 042 522	14 051 645 000	-	14 051 645 000	(14 051 645 000)	14 893 687 522	14 893 687 522	-
Patente	700 212 162	700 212 162	-	-	-	-	700 212 162	700 212 162	-
Appui institutionnel aux collectivités locales	20 000 000	-	20 000 000	-	20 000 000	(20 000 000)	20 000 000	20 000 000	-
Dividendes versés à l'Etat	3 780 000 000	-	3 780 000 000	-	3 780 000 000	(3 780 000 000)	3 780 000 000	3 780 000 000	-
Bonus (DGCPT)	8 943 645 000	-	8 943 645 000	-	8 943 645 000	(8 943 645 000)	8 943 645 000	8 943 645 000	-
Contribution économique locale (CEL VA et CEL VL)	1 449 830 360	141 830 360	1 308 000 000	-	1 308 000 000	(1 308 000 000)	1 449 830 360	1 449 830 360	-
DGID	96 023 664 453	96 333 364 036	(309 699 583)	632 653 880	1 236 957 753	(604 303 873)	96 656 318 333	97 570 321 789	(914 003 456)
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	29 984 469 286	30 018 404 609	(33 935 323)	(89 379 963)	220 989 845	(310 369 808)	29 895 089 323	30 239 394 454	(344 305 131)
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	20 027 832 610	20 425 099 732	(397 267 122)	3 518 744	76 271 654	(72 752 910)	20 031 351 354	20 501 371 386	(470 020 032)
Redressements fiscaux	2 204 921 100	2 150 921 100	54 000 000	-	50 000 000	(50 000 000)	2 204 921 100	2 200 921 100	4 000 000
Impôt sur les sociétés	12 752 921 902	12 953 857 311	(200 935 409)	200 935 409	-	200 935 409	12 953 857 311	12 953 857 311	-
Retenues à la source sur bénéfice non commercial	2 567 410 874	2 025 250 182	542 160 692	42 712 945	678 376 424	(635 663 479)	2 610 123 819	2 703 626 606	(93 502 787)

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Contribution spéciale sur les produits des mines et des carrières (CSMC)	403 484 080	371 531 312	31 952 768	-	-	-	403 484 080	371 531 312	31 952 768
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	203 368 010	213 776 644	(10 408 634)	3 186 009	3 323 214	(137 205)	206 554 019	217 099 858	(10 545 839)
Taxe sur la valeur ajoutée précomptée	320 024 758	1 814 756 996	(1 494 732 238)	1 252 445 108	(220 989 845)	1 473 434 953	1 572 469 866	1 593 767 151	(21 297 285)
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	5 490 445 701	5 634 359 966	(143 914 265)	130 326 690	-	130 326 690	5 620 772 391	5 634 359 966	(13 587 575)
Taxe spéciale sur le ciment	13 166 435 965	13 166 432 965	3 000	-	-	-	13 166 435 965	13 166 432 965	3 000
Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	1 345 596 562	2 219 614	1 343 376 948	(911 091 062)	428 986 461	(1 340 077 523)	434 505 500	431 206 075	3 299 425
Taxe sur le ciment	7 556 753 605	7 556 753 605	-	-	-	-	7 556 753 605	7 556 753 605	-
DGD	21 818 622 752	18 156 229 389	3 662 393 363	(3 529 225 817)	-	(3 529 225 817)	18 289 396 935	18 156 229 389	133 167 546
Taxe sur la valeur ajoutée	144 072 387	152 564 206	(8 491 819)	-	-	-	144 072 387	152 564 206	(8 491 819)
Prélèvement communautaire solidaire UEMOA	5 810 904	6 123 587	(312 683)	-	-	-	5 810 904	6 123 587	(312 683)
Redevance statistique UEMOA	7 646 711	7 654 485	(7 774)	-	-	-	7 646 711	7 654 485	(7 774)
Droits de douane	21 232 086 914	17 977 212 749	3 254 874 165	(3 529 225 817)	-	(3 529 225 817)	17 702 861 097	17 977 212 749	(274 351 652)
Prélèvement communautaire CEDEAO	4 304 984	3 827 234	477 750	-	-	-	4 304 984	3 827 234	477 750
Prélèvement pour le Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)	2 271 252	2 918 378	(647 126)	-	-	-	2 271 252	2 918 378	(647 126)
Taxe d'enregistrement des véhicules	-	5 928 750	(5 928 750)	-	-	-	-	5 928 750	(5 928 750)
Amendes, pénalités et redressements douaniers	422 429 600	-	422 429 600	-	-	-	422 429 600	-	422 429 600
DEEC	141 251 760	167 525 325	(26 273 565)	94 485 000	71 219 890	23 265 110	235 736 760	238 745 215	(3 008 455)
Taxe superficière	69 523 275	167 525 325	(98 002 050)	94 485 000	-	94 485 000	164 008 275	167 525 325	(3 517 050)
Taxe à la pollution	508 595	-	508 595	-	-	-	508 595	-	508 595
Appui Institutionnel (DEEC)	71 219 890	-	71 219 890	-	71 219 890	(71 219 890)	71 219 890	71 219 890	-

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
DEFCCS	21 289 000	658 774 468	(637 485 468)	533 920 873	-	533 920 873	555 209 873	658 774 468	(103 564 595)
Taxes d'abattement	8 022 000	250 695 664	(242 673 664)	242 673 664	-	242 673 664	250 695 664	250 695 664	-
Appui Institutionnel (Fonds d'appui au Mini. De l'Env)	13 267 000	408 078 804	(394 811 804)	291 247 209	-	291 247 209	304 514 209	408 078 804	(103 564 595)
CSS	604 561 786	604 423 929	137 857	1 427 768	-	1 427 768	605 989 554	604 423 929	1 565 625
Cotisations sociales (y compris les pénalités)	604 561 786	604 423 929	137 857	1 427 768	-	1 427 768	605 989 554	604 423 929	1 565 625
IPRES	3 238 129 795	3 109 956 372	128 173 423	-	-	-	3 238 129 795	3 109 956 372	128 173 423
Cotisations sociales (y compris les pénalités) (IPRES)	3 238 129 795	3 109 956 372	128 173 423	-	-	-	3 238 129 795	3 109 956 372	128 173 423
Autres	158 488 786	20 088 575	138 400 211	20 000 000	-	20 000 000	178 488 786	20 088 575	158 400 211
Autres flux de paiements significatifs (> 25 millions de FCFA) (réconciliables)	158 488 786	20 088 575	138 400 211	20 000 000	-	20 000 000	178 488 786	20 088 575	158 400 211
Total	162 470 292 574	145 221 177 843	17 249 114 731	(2 148 955 529)	15 741 010 799	(17 889 966 328)	160 321 337 045	160 962 188 642	(640 851 597)

Source : Déclarations ITIE

3.3.3 Ajustements

a) Pour les sociétés extractives :

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit :

Ajustements sur les déclarations des Sociétés Extractives	Total en FCFA
Taxes hors périmètre de réconciliation (a)	(5 119 196 546)
Taxes payées non reportées (b)	3 977 448 488
Taxes payées hors période de réconciliation (c)	(178 104 432)
Erreur de reporting (montant et détail) (d)	50 713 239
Total	(1 269 139 251)

(a) ces ajustements ont été opérés sur des paiements reportés par la société SGO et qui sont hors périmètre des flux entrant dans la réconciliation.

(b) ces ajustements concernent les sociétés suivantes :

Société	Taxes payées non reportées
Ciments du Sahel (CDS) (*)	1 144 511 587
TOTAL E&P Sénégal (**)	1 047 390 710
Gécamines (GECAMINES)	603 433 936
Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	314 168 917
Sabodala Mining Company (SMC)	310 985 688
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)	302 794 645
Sabodala Gold Operations (SGO)	205 830 598
Autres sociétés	73 332 407
Total ajustements	4 002 448 488

(*) Ce montant correspond à la taxe sur la valeur ajoutée précomptée payée et omise par CDS.

(**) Ce montant correspond aux retenues à la source sur bénéfice non commercial et autres paiements à la DGID omis par la société Total E&P Sénégal lors de sa déclaration initiale.

(c) Cet ajustement se détaille par société comme suit :

Société	Taxes payées hors période de réconciliation
TOTAL E&P Sénégal	(124 595 550)
BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	(42 978 882)
Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	(10 530 000)
Total ajustements	(178 104 432)

(d) Cet ajustement correspond à des ajustements des erreurs de reporting.

b) Pour les régies financières :

Les ajustements opérés sur les déclarations des régies financières se résument comme suit :

Ajustements sur les déclarations des régies financières	Total FCFA
Taxes perçues non reportées par l'Etat (a)	18 712 560 905
Erreur de reporting (montant et détail) (b)	(254 492 095)
Taxes hors périmètre de réconciliation (c)	(17 180 000)
Taxe reportée par l'Etat non réellement encaissée (d)	(1 832 039)
Total	18 440 888 810

(a) Cet ajustement a été opéré pour les sociétés suivantes :

Société	Taxes perçues non reportées par l'Etat
Sabodala Gold Operations (SGO)	9 390 544 432
Petowal Mining Company (PMC) SA	3 850 000 000
Woodside Energy Sénégal	1 752 340 181
Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	1 434 509 412
TOTAL E&P Sénégal	1 038 351 611

Société	Taxes perçues non reportées par l'Etat
IAMGOLD BOTO	862 021 400
Fortesa International Sénégal	206 549 000
Gécamines (GECAMINES)	154 070 809
Agem Sénégal Exploration SUARL (AGEM)	11 463 154
Sabodala Mining Company (SMC)	11 310 906
Grande Côte Opérations (GCO)	1 400 000
Total ajustements	18 712 560 905

(b) Cet ajustement correspond à un ajustement de la déclaration de la DMG pour le flux redevance minière reportée au nom de la société GCO.

(c) Cet ajustement correspond à un ajustement de la déclaration de la DMG pour le flux appui institutionnel reporté au nom de la société SGO.

3.3.4 Écarts non rapprochés

Après rapprochement des paiements en numéraire déclarés par les entreprises et les entités gouvernementales, certaines différences n'ont pas pu être ajustées. Le montant des écarts non rapprochés s'élève à 103 117 638 FCFA, l'équivalent de -0,06% des revenus reportés par l'État.

Les écarts non rapprochés se détaillent dans le tableau suivant :

Société	Ecarts non rapprochés	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Taxes non reportées par l'Etat	Montants non reportés par l'Etat	Montants non reportés par la société	Non significatif < 500 000 FCFA
Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	(490 668 318)	(125 326 888)	-	31 952 768	(397 583 915)	289 717
Capricorn Sénégal Limited	370 270 308	-	370 471 407	-	-	(201 099)
Grande Côte Opérations (GCO)	(215 188 778)	(26 550 000)	300 000 000	13 023 100	(501 389 750)	(272 128)
Kosmos Energy Sénégal	176 615 601	-	179 424 971	-	(2 673 600)	(135 770)
Ciments du Sahel (CDS)	166 424 037	-	-	166 424 037	-	-
Sabodala Gold Operations (SGO)	(153 673 396)	-	-	71 443 086	(225 163 180)	46 698
Petowal Mining Company (PMC) SA	89 299 499	(761 904)	72 429 600	120 930 789	(103 227 930)	(71 056)
Oranto Petroleum	(84 204 056)	(321 503 486)	900 000	237 271 944	(719 800)	(152 714)
Fortesa International Sénégal	77 609 344	-	49 494 193	34 527 903	(6 212 752)	(200 000)
Autres sociétés	(39 601 880)	(126 186 451)	77 209 046	193 152 915	(185 001 978)	1 224 588
Total	(103 117 638)	(600 328 729)	1 049 929 217	868 726 542	(1 421 972 905)	528 236

3.3.5 Rapprochement de la production

- Secteur des hydrocarbures :

Le rapprochement de la production du secteur des hydrocarbures, par société et par substance (en quantité et en valeur) se présente comme suit :

N°	Société	PETROSEN				Société		Ecart	
		Produit	Unité	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation
1	Fortesa	Gaz naturel	Nm3	14 494 076	2 391 522 458	14 494 076	2 391 522 458	-	-

- Secteur minier :

Le rapprochement de la production déclarée par les sociétés minières et celle déclarée par la DMG, se présente par société et par substance (en quantité et en valeur) comme suit :

N°	Société	DMG (*)				Société		Ecart	
		Produit	Unité	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation
1	SOCOCIM	Latérites	Mètre cube	15 680	7 840 180	-	-	15 680	7 840 180
		Latérites	Mètre cube	123 216	61 607 908	-	-	123 216	61 607 908
		Marnes	Tonnes	1 845 762	4 051 447 590	1 845 762	121 543 428	-	3 929 904 162
		Calcaire	Tonnes	950 428	2 086 189 460	950 428	62 585 684	-	2 023 603 776
		Clinker	Tonnes	-	-	1 803 115	57 699 667 302	- 1 803 115	- 57 699 667 302
		Ciment	Tonnes	-	-	2 772 891	120 450 142 044	- 2 772 891	- 120 450 142 044
Total				N/A	6 207 085 138	7 372 195	178 333 938 458	- 4 437 109	- 172 126 853 320
2	SGO	Or	Tonnes	7,0	24 130 315 354	7,1	232 136 460 023	-	0,1 - 208 006 144 669
		Argent	Tonnes	-	-	0,5	193 466 533	-	0,5 - 193 466 533
Total				7,04	24 130 315 354	7,6	232 329 926 556	-0,59	-208 199 611 202
3	CDS	Calcaire	Tonnes	2 404 017	5 048 435 700	2 404 017	N/C	-	N/A
		Argile	Tonnes	367 462	1 212 624 600	367 462	N/C	-	N/A
		Latérite	Tonnes	-	-	89 475	N/C	N/C	-
Total				2 771 479	6 261 060 300	2 860 954	-	-	-
4	GCO	Ilménite 54%	Tonnes	345 531	36 866 336 232	353 869	37 253 903 743	-	8 338 - 387 567 510
		Ilménite 56%	Tonnes	26 700	3 513 689 437	26 777	2 618 984 054	-	77 894 705 383
		Ilménite 58%	Tonnes	139 768	17 700 857 102	140 812	17 493 984 664	-	1 044 206 872 438
		Leucoxène	Tonnes	5 640	2 379 423 413	5 502	2 199 255 866	-	138 180 167 547

N°	Société	DMG (*)			Société		Ecart		
		Produit	Unité	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation
		Zircon Premium	Tonnes	34 924	27 822 870 212	33 349	25 755 119 678	1 575	2 067 750 534
		Zircon Standard	Tonnes	26 917	20 328 016 978	25 872	18 993 795 839	1 045	1 334 221 139
		Medium Grade Zircon	Tonnes	21 416	3 775 434 542	25 839	3 800 557 001	-	4 423 - 25 122 459
		Rutile	Tonnes	3 980	2 786 713 473	4 044	2 715 810 416	-	64 70 903 057
		Total		604 876	115 173 341 389	616 064	110 831 411 260	-11 188	4 341 930 129
5	SSPT	Attapulгите	Tonnes	186 615	8 303 211 040	187 366	2 751 186 928	-	751 -
		Total		186 615	8 303 211 040	187 366	2 751 186 928	-751	-
6	ICS	Phosphate	Tonnes	1 649 000	N/C	1 649 000	45 065 253 589	-	N/A
		Total		1 649 000	-	1 649 000	45 065 253 589	-	-
		Calcaire	Tonnes	2 014 833	N/C	-	-	2 014 833	N/A
		Argile	Tonnes	206 560	N/C	-	-	206 560	N/A
7	Dangote	Latérite	Tonnes	61 844	N/C	-	-	61 844	N/A
		Clinker	Tonnes	-	-	1 154 852	20 946 462 134	-	1 154 852 - 20 946 462 134
		Ciment	Tonnes	-	-	1 603 993	35 743 959 435	-	1 603 993 - 35 743 959 435
		Total		2 283 237	-	2 758 845	56 690 421 569	-	475 608 -56 690 421 569
8	PMC	Or	Tonnes	5,8	N/C	5,28	156 264 294 883	0,1	N/A
		Argent	Tonnes	5,8	N/C	0,41	166 676 632	0,1	N/A
		Total		5,80	-	5,28	156 430 971 515	0,11	-
9	SOMIVA	Phosphate Naturel	Onces	431 124	14 680 550 364	430 711	13 600 000	413	14 666 950 364
		Total		431 124	14 680 550 364	430 711	13 600 000	413	14 666 950 364
10	SEPHOS	Phosphate de chaux	Tonnes	58 310	36 866 336 232	37 755	1 060 114 047	20 556	35 806 222 186
		Total		58 310	36 866 336 232	37 755	1 060 114 047	20 556	35 806 222 186
11	AIG	Minéraux lourds	Tonnes	-	-	682	139 951 490	-	682 - 139 951 490
		Total		-	-	682	139 951 490	-682	-139 951 490
		Basalte	M3	2 396 525	N/C	N/A	N/A	2 396 525	N/A
12	COGECA	Basalte	Tonnes	N/A	N/A	2 526 138	N/C	-2 526 138	N/A
		Calcaire	M3	-	-	16 972	N/C	-16 972	N/A
		Total		2 396 525	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
13	Gécamines	Basalte	M3	680 948	N/C	-	-	680 948	N/A
		Calcaire	M3	6 742	N/C	-	-	6 742	N/A
		Total		687 690	N/A	-	-	6 742	N/A

(*) Les volumes et valeurs de production divulgués proviennent de deux sources :

- Concernant les mines :

- a) Les sociétés minières procèdent à la déclaration de la redevance minière. Cette déclaration contient la production vendue ainsi que les ventes à l'étranger et au Sénégal, la valeur des ventes, et parfois le stock disponible. A présent, les déclarations depuis 2018 contiennent systématiquement la production stockée.
- b) L'Administration minière procède à la vérification de la déclaration en identifiant les détails de la production vendue, les frais déductibles, et le calcul de la redevance minière. Cette vérification est sanctionnée par un procès-verbal.
- c) A l'issue de la vérification, l'Administration des Mines prépare un projet d'arrêté fixant la taxe ad-valorem due par l'entreprise pour l'exercice concernée :
 1. pour les entreprises soumises au Code de 2003, ce projet d'arrêté renseigne sur les ventes à l'étranger et les ventes au Sénégal en précisant :
 - ✓ la nature du produit ;
 - ✓ la production ;
 - ✓ le tonnage vendu ;
 - ✓ le stock ;
 - ✓ les recettes (FCFA) ;
 - ✓ le coût à la tonne (FCFA/T)
 - ✓ les frais déductibles ;
 - ✓ la valeur taxable et le taux de la redevance appliquée à l'entreprise ;
 - ✓ la taxe ad-valorem (FCFA).

2. Pour les entreprises soumises au Code de 2016, l'article 77 dudit code dispose : « A l'exception des activités d'exploitation faisant l'objet de contrat de partage de production, toute activité d'exploitation de substances minérales, autorisée conformément aux dispositions du présent Code, est soumise au paiement trimestriel de la redevance minière dont l'assiette est la valeur marchande du produit commercialisé localement ou la valeur FOB du produit exporté ».

- Concernant les carrières :

Chaque exploitant dépose au service régional concerné, le récapitulatif de la production et des tonnages vendu. Après vérifications des informations et sur la base de la production commercialisée, le chef de service calcule la taxe d'extraction telle que prévue par la loi. Pour les carrières publiques, le promoteur achète les bons d'extraction au niveau du service régional des mines et de la géologie de la région qui abrite l'exploitation. Dans chaque carrière publique, l'Administration dispose d'agents communément appelés « pointeurs », qui procèdent journalièrement à la comptabilisation des volumes de matériaux extraits.

Le Code minier de 2016 a changé l'assiette et relevé les taux. En effet, l'article 77 du code de 2016 établit une redevance minière pour les carrières en lieu et place de la taxe d'extraction prévue à l'article 49 du Code de 1988, paragraphe 4 qui indique : « La taxe d'extraction est fixée uniformément au mètre cube (m3) de matériaux extraits de la carrière à deux cent francs CFA (200 F CFA) pour les matériaux durs et cent francs CFA (100 F CFA) pour les matériaux meubles. »

Les nouveaux taux sont établis comme suit :

- Substances de carrière concassées : 4% de la valeur marchande du produit concassé ;
- Substances de carrière extraites non concassées et/ou de ramassage : Une redevance proportionnelle au volume de substances extraites ou ramassées fixée comme suit : 500 F/m3 pour les matériaux durs et 300 F/m3 pour les matériaux meubles.

Par ailleurs, les quantités de production par produit de base sont publiées régulièrement par le Ministère des Mines sur son site : <https://minesgeologie.gouv.sn/node/48> et le Comité national ITIE sur la page : <http://itie.sn/statistiques-minieres/>.

3.3.6 Rapprochement des exportations

- Secteur des hydrocarbures :

Non applicable.

- Secteur minier :

Le rapprochement des exportations déclarées par les sociétés minières et celles déclarées par la DGD, se présente par société et par substance (en quantité et en valeur) comme suit :

Société	Produit	DGD*					Société			Ecart	
		Quantité	Unité	Unité de conversion	Quantité convertie	Valeur en FCFA	Quantité	Unité	Valeur en FCFA	Quantité	Valeur en FCFA
SOCOCIM	Ciments	787 476 782	Kg	Tonnes	787 477	31 274 514 828	255 941 Tonnes	10 349 389 416	-	531 536	20 925 125 412
	Clinker	-	N/A	N/A	-	-	226 093 Tonnes	7 234 987 200	-	226 093	- 7 234 987 200
	Total				787 477	31 274 514 828	482 034	17 584 376 616	-305 443	13 690 138 212	
SGO	Or	292 536	Once	N/A	292 536	226 864 512 178	16 066 Once	193 308 323	50 080	- 2 100 731 626	
	Argent						226 390 Once	228 771 935 481			
	Total				292 536	226 864 512 178	242 456	228 965 243 804	50 080	-2 100 731 626	
CDS	Sable minéralisé	545 471 970	Kg	Tonnes	545 472	22 844 524 400	912 826 Tonnes	36 347 814 225	-	367 354	- 13 503 289 825
Total				545 472	22 844 524 400	912 826	-	36 347 814 225	-367 354	-13 503 289 825	
GCO	ILMENITE 54						345 531 Tonnes	36 866 336 232			
	ILMENITE 56						26 700 Tonnes	3 513 689 437			
	ILMENITE 58						139 768 Tonnes	17 700 857 102			
	LEUCOXENE	660 334 404	Kg	Tonnes	660 334	171 681 106 866	5 640 Tonnes	2 379 423 413	55 458	56 507 765 477	
	MGZS						21 416 Tonnes	3 775 434 337			
	RUTILE						3 980 Tonnes	2 786 713 472			
	ZIRCON PREMIUM						34 924 Tonnes	27 822 870 412			
	ZIRCON STANDARD						26 917 Tonnes	20 328 016 983			
Total				660 334	171 681 106 866	604 876	-	115 173 341 389	55 458	56 507 765 477	
SSPT	Attapulгите	100 788 360	Kg	Tonnes	100 788	2 926 634 640	182 332 Tonnes	8 100 575 203	-81 544	- 5 173 940 563	
Total				100 788	2 926 634 640	182 332	-	8 100 575 203	-81 544	-5 173 940 563	
ICS	Phosphate	324 340 626	Kg	Tonnes	324 341	89 322 066 230	400 714 Tonnes	15 450 001 160	-76 373	73 872 065 070	
Total				324 341	89 322 066 230	400 714	-	15 450 001 160	-76 373	73 872 065 070	
PMC	Or	9 638	Kg	Onces	339 971	140 186 275 470	170 810 Onces	156 789 785 022	150 177	- 16 823 421 334	
	Argent						18 983 Onces	219 911 782			
	Total				339 971	140 186 275 470	189 793	-	157 009 696 804	150 177	-16 823 421 334
SOMIVA	Phosphate Naturel	568 449 148	Kg	Tonnes	568 449	21 340 125 822	290 000 Tonnes	11 233 530 364	278 449	10 106 595 458	

Société	Produit	DGD*					Société			Ecart	
		Quantité	Unité	Unité de conversion	Quantité convertie	Valeur en FCFA	Quantité	Unité	Valeur en FCFA	Quantité	Valeur en FCFA
Total					568 449	21 340 125 822	290 000	-	11 233 530 364	278 449	10 106 595 458
SEPHOS	Phosphate	44 827 586	Kg	Tonnes	44 828	1 634 242 182	58 310 Tonnes		1 638 254 388	-13 483	-4 012 206
Total					44 828	1 634 242 182	58 310	-	1 638 254 388	-13 483	-4 012 206
Dangote	Ciments	625 685 144	Kg	Tonnes	625 685	25 294 432 018	400 714 Tonnes		15 450 001 160,00	224 971	9 844 430 858
Total					625 685	25 294 432 018	400 714	-	15 450 001 160	224 971	9 844 430 858

(*) La déclaration de la DGD des exportations ne mentionne pas la nature des produits exportés. Ceux-ci ont été déterminés à partir des déclarations des sociétés extractives.

Conformément aux informations communiquées par la DGD, nous comprenons que la majorité des écarts proviennent des faits suivants :

- Les opérations d'exportation ne sont pas toujours enregistrées à la même date par la DGD et par la Société. Ainsi, des exportations peuvent être enregistrées par la DGD sur un mois donné et ces mêmes exportations sont enregistrées par la société le mois suivant et inversement, et ceci est dû au fait, que les sociétés utilisent dans leur déclarations ITIE, la date d'enregistrement comptable et non pas la date effective de l'opération d'exportation ;
- Les quantités exportées pour certains cas, coïncident pour la DGD et pour la société, mais la valorisation en FCFA est différente, alors qu'elles sont identiques en dollars. La raison trouvée pour ces cas, est que les taux de change de USD en FCFA utilisés par la DGD (paramétrés au niveau de son système d'information « GAINDE ») et ceux utilisés par la société n'étaient pas les mêmes ;
- Des erreurs de renseignement des pays de destination dans la déclaration des sociétés (erreurs manuelles commises souvent par les transitaires qui renseignent pour les sociétés leurs statistiques d'exportations dans GAINDE) ;
- Des différences notées principalement entre la nomenclature tarifaire (indiquant la catégorie à laquelle appartiennent les matières exportées) entre celle utilisée par la DGD et celle utilisée par les sociétés minières.



4 Secteur Extractif au Sénégal

4. Contexte du secteur extractif au Sénégal

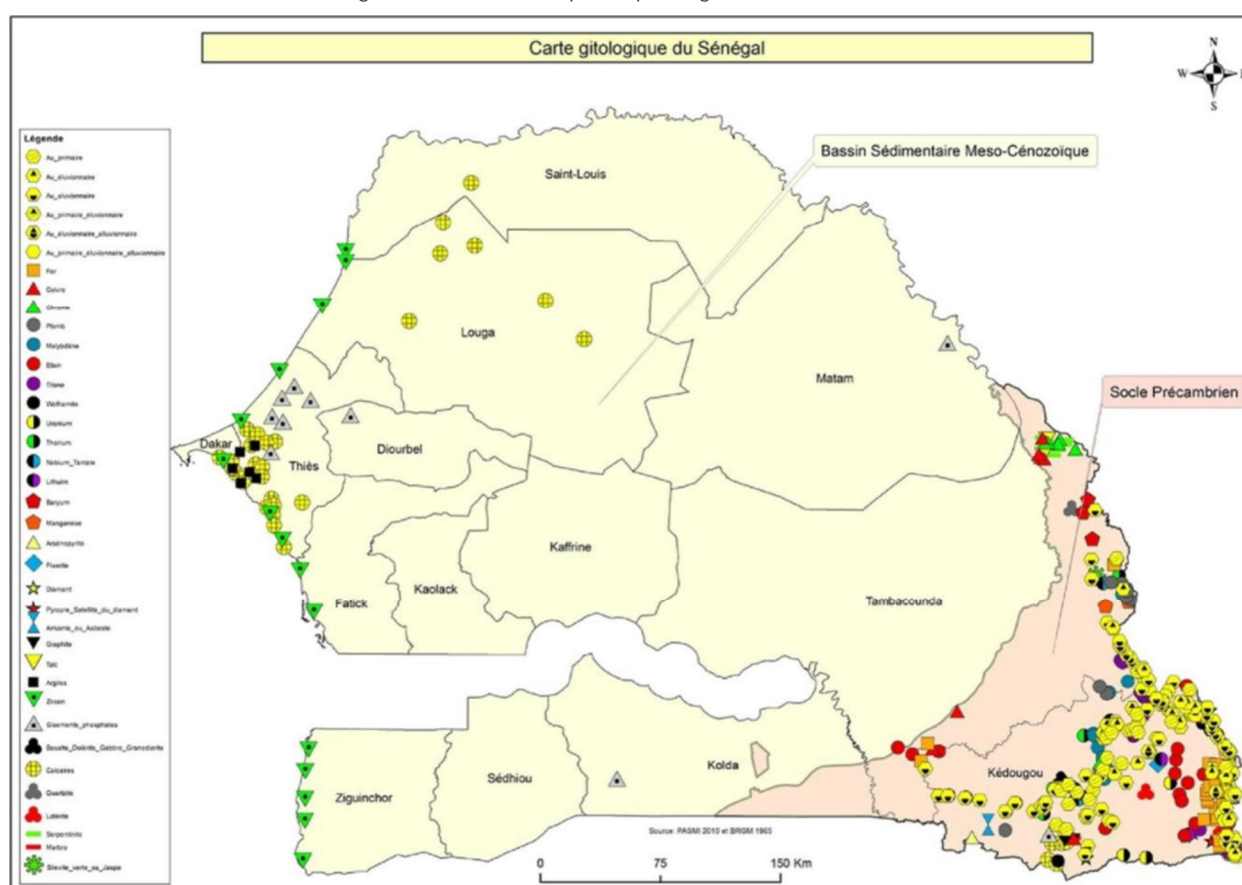
4.1 Secteur Minier

4.1.1 Aperçu général sur le secteur

Le Sénégal dispose d'un potentiel géologique important avec une grande diversité de substances minérales comprenant des métaux précieux (or et platinoïdes), des métaux de base (fer, cuivre, chrome, nickel), des minéraux industriels (phosphates, calcaires industriels, barytine etc.), des minéraux lourds (zircon et titane), des pierres ornementales et des matériaux de construction, etc.

La diversification de l'activité minière se réalise à travers le développement de la filière phosphates - fertilisants, la relance du projet intégré sur le fer de la Falémé, l'accélération de l'exploitation du secteur aurifère dans la région de Kédougou, l'encadrement et la promotion des mines artisanales, l'accélération de l'exploitation des gisements de zircon et enfin, le développement d'un hub minier régional. Les zones d'exploitation se situent principalement dans les régions de Thiès (Ouest), de Matam (Nord-Est) et de Kédougou (Sud-Est) comme indiqué dans la carte des gisements ci-dessous.

Figure 3 : Carte des principaux gisements miniers²⁷.



Les données sur les principaux minerais extraits à une échelle industrielle, sur les réserves estimées ainsi que sur la production sont résumées comme suit²⁸ :

Projets	Réserves	Production Annuelle	Zones géographiques des gisements	Données sur les projets
Phosphates d'Alumine de PALLO-LAMLAM	1 milliard de tonnes dont 100 millions de tonne directement exploitables	890.000 (t)	14 Km au Nord-Est de la ville de Thiès (84 Km de Dakar)	Gisements de Lam-Lam et de Taïba entrés en production depuis 1940

²⁷ <https://itie.sn/aperçu-du-secteur/>

²⁸ http://investinsenegal.com/IMG/pdf/fiche_technique_secteur_minier.pdf

Projets	Réserves	Production Annuelle	Zones géographiques des gisements	Données sur les projets
Phosphates de Matam	41,5 millions de tonnes de phospharénites fines	1,5 million de Tonnes	700 Km de Dakar, dans la partie Nord-Est du Sénégal	Gisement Réparti en deux (02) gîtes : - Ndendouri au Nord avec 29,5 (Mt) - Ouali-Dala au Sud avec 12 (Mt)
Projet de phosphate Baobab	41,8 millions de tonnes ²⁹	750.000 (t)	145 Km à l'est de Dakar	Gisement Gadde Bissik entré en production en octobre 2016. A Diourbel à 145 km de Dakar, la société australienne « Avenir » a obtenu un permis d'exploitation délivré par décret présidentiel n ° 2018-1840 du Sénégal du 27 septembre 2018
Projet Baiti	40,5 millions de tonnes ³⁰	Jusqu'à 300.000 (t)	80km à l'est de Dakar	SEPHOS a entrepris une importante campagne de recherche ayant abouti à la découverte des réserves exploitables de 40 500 000 tonnes de concentré qui ont été mises en évidence dans la zone de Baiti qui se trouve dans la région de Thiès.
Projet NIAKHENE	46 millions de tonnes ³¹	Jusqu'à 300.000 (t)	145km à l'est de Dakar entre les régions de THIES et LOUGA	SEPHOS a transféré ses droits sur le périmètre de recherche de Lam-Lam à la société G-Phos qui a mis en évidence le gisement de Begal dont les ressources sont estimées à environ 46 000 000 de tonnes de phosphates.
Exploitation de l'or de Sabodala-Massawa	4 millions d'onces (environ 124 tonnes) ³²	7 (t)	Région de Kédougou (Sud-Est)	Projet minier entré en production depuis 2009.
Petowal Mining Company	30 tonnes	4,4 (t)	Région de Kédougou (Sud-Est)	Toro Gold avait conduit pour son projet de Mako une Etude de Faisabilité Définitive achevée en 2015, indiquant une ressource d'1.4 million d'onces avec une réserve d'1 million d'onces à une teneur moyenne de 2.25g/t Projet entré en production en Janvier 2018
Exploitation de Zircon (Grande Côte)	801 millions de tonnes de Sable	80.000 (t)	100 km au nord de Dakar	Projet entré en production en 2014
Projet de Fer de la Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO) ³³	630 millions de tonnes dont 372 millions d'hématite (minerai oxydé) et 258 millions de magnétite (minerai magnétique)	-	750 Km de Dakar dans la zone de Falémé	Travaux de développement du site en suspens depuis 2009 à la suite d'un différend entre l'Etat et la société titulaire du permis.
Les calcaires et argiles industriels	Non définies	4,5 millions de Tonnes	Les régions de Dakar et de Thiès	En 2018, trois cimenteries sont en production

Dans un communiqué daté le 10 février 2021³⁴, la société Endeavour a confirmé la clôture de l'opération de rachat des actions de la société Teranga Gold, indiquant que Teranga est devenue une filiale et propriété exclusive d'Endeavour. Le communiqué précise qu'à ce titre, la société Teranga ne sera pas tenue de déclarer ses résultats financiers pour la période terminée le 31 décembre 2020.

²⁹ <https://avenir.com/wp-content/uploads/2019/04/Phosphates-2019-Presentation.pdf>

³⁰ <http://sephosenegal.com/projects.html> et Document RAC 2019 Ministère des Mines.

³¹ Ibid.

³² Rapport annuel 2018 Terangagold (https://nelga-afrique-ouest-francophone.org/wp-content/uploads/2019/12/Teranga_Gold_2018_Responsibility_Report_FRA.pdf)

³³ <http://www.miferso.sn/fr/nos-projets/projet-minier>

³⁴ <http://minesenegal.com/wp-content/uploads/2021/02/210210-teranga-transaction-closing.pdf>

4.1.2 Contexte politique et stratégique

Une Déclaration de Politique Minière a été élaborée en 2003 par le gouvernement sénégalais. Cette politique vise à instaurer un climat propice à l'investissement durable et sécurisé à travers un cadre législatif et réglementaire simple, clair, transparent et non discriminatoire.

En 2012, le Gouvernement du Sénégal a adopté le Plan Sénégal Émergent (PSE) avec pour vision la stimulation de la croissance économique, l'amélioration du bien-être des populations, la consolidation de l'État de droit et le renforcement de la sécurité, la stabilité, la gouvernance, la protection des droits et des libertés. De ce fait, le secteur minier occupe une place prépondérante dans les projets phares du Plan Sénégal Émergent (PSE) et figure parmi les six (6) secteurs prioritaires identifiés par le gouvernement du Sénégal pour porter la croissance du pays à 7% d'ici 2023³⁵.

A la faveur des récentes évolutions du secteur, ce dernier a connu de grandes réformes avec notamment le nouveau code minier qui a été adopté en novembre 2016 et qui fait actuellement l'objet d'un bilan d'étape après 4 années de mise en œuvre, aussi la lettre de politique sectorielle de développement (LPSD) 2017-2023 émise en 2016 qui insiste sur la nécessité de rompre d'avec un modèle qui priorise l'extraction minière et l'exportation des produits non transformés au profit d'approches plus globales qui lient politique minière et politique de développement du pays.

Pour une meilleure prise en charge des orientations définies dans la phase 2 du Plan Sénégal Émergent Ajusté et Accélééré (PAP II A), le Ministère des Mines et de la Géologie a validé sa Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) 2021-2025 lors d'un atelier tenu en format bimodal le jeudi 29 juillet 2021³⁶.

En effet, le processus d'actualisation de ladite Lettre a été lancé le 1er octobre 2020, avec l'accompagnement de la Direction Générale de la Planification et des Politiques Économiques (DGPPE) et du Cabinet d'ingénierie et de conseil GEOMIN.

Conformément à la méthodologie dégagée par le guide d'élaboration des LPSD, il a d'abord été tenu, le 17 Décembre 2020 à Saly, un atelier de partage et de validation des éléments de base du bilan diagnostic avec une analyse situationnelle exhaustive du secteur « Mines et Géologie » puis le 4 Mai 2021 une rencontre de cadrage afin de définir, avec l'ensemble des parties prenantes, la stratégie de développement du secteur.

4.1.3 Cadre légal, institutionnel et régime fiscal

4.1.3.1 Cadre légal

Le secteur minier est régi par :

- le Code Minier (Loi n°2016-32 du 08 novembre 2016) ;
- le décret d'application (n°2017-459 du 20 mars 2017) du 21 Mars 2017 ;
- le décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du fonds de réhabilitation des sites miniers (2009-1335 du 30 novembre 2009) ;
- la loi N° 2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des impôts ;
- la loi n°2012-32 du 31 décembre 2012 modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux ;
- la loi n° 2018-10 du 30 mars 2018 modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux ;
- le Code Minier (Loi n° 2003-36 du 24 nov. 2003) et le décret d'application (2004-647 du 17 mai 2004) restent applicables aux conventions minières signées avant le 20 mars 2017.

Le Code Minier constitue le cadre juridique d'intervention dans le domaine minier. Il prévoit divers types de titres miniers et définit les conditions d'obtention, les droits conférés et les caractéristiques de chaque type de titre minier et de carrière.

Le Code Minier est complété par une convention minière type prévue par l'article 17 du décret d'application sus-indiqué et dont le modèle est publié sur le site web du Ministère des Mines et de la Géologie³⁷.

En plus, d'autres textes législatifs régissent le secteur minier dont :

- le Code Minier Communautaire ;
- le Code Général des Impôts ;
- le Code des Douanes ;
- le Code des Investissements ;
- le code de l'Environnement ; et
- le Code Forestier.

³⁵ Etude « Trousse d'informations pour un secteur minier responsable au Sénégal » https://www.comite21quebec.org/wp-content/uploads/2020/02/C21_GM_P2_V7-A4_LQ-page.pdf

³⁶ <https://www.minesgeologie.gouv.sn/node/100>

³⁷ <https://minesgeologie.gouv.sn/node/58>

Le décret n°2017-459 fixant les modalités d'application de la nouvelle loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code Minier a été publié le 20 mars 2017, marque alors l'entrée en vigueur du Code minier 2016.

Ces textes peuvent être consultés sur le site web de l'ITIE Sénégal (<http://itie.sn/>) et sur le site web du Ministère des Mines (<https://minesgeologie.gouv.sn/node/1>) ainsi que celui de « Investir au Sénégal » (<http://investinsenegal.com/>).

4.1.3.2 Cadre institutionnel

Le Ministère en charge des Mines est l'entité responsable de la promotion et du contrôle des activités de prospection et d'exploitation minière. Le Ministère est également responsable de l'élaboration des dispositions législatives et réglementaires applicables au secteur minier. Les principales structures intervenantes dans le secteur minier ainsi que leurs attributions sont résumées dans le tableau suivant :

Structure	Prérogatives
Présidence de la République	La Présidence de la République intervient dans le secteur minier pour : - l'octroi, le renouvellement, la renonciation et le retrait des permis d'exploitation minière et des concessions minières sur rapport du Ministère chargé des mines (par décret) ; et - l'approbation des demandes de transformation des permis d'exploitation en concession minière (par décret).
Le ministre des Mines et de la Géologie (MMG)	Le Ministre chargé des mines dispose des attributions suivantes : - suspension des activités en cas d'infraction à la réglementation (par arrêté) ; - approbation des modifications à caractère technique organisationnel, ou autre affectant la conduite des travaux dans les projets miniers ; - approbation de la recevabilité des dossiers de demande de permis de recherche et d'exploitation et des concessions minières (par lettre) ; - octroi, renouvellement, retrait et renonciation des permis de recherche (par arrêté) ; - définition des zones où des activités d'exploitation des petites mines et d'exploitation artisanale peuvent être autorisées (par arrêté) ; - octroi, renouvellement et retrait des autorisations d'exploitation de petite mine et d'exploitation artisanale (par arrêté) ; - octroi et retrait des autorisations d'ouverture et d'exploitation de carrière privée et publique (par arrêté) ; et - fixation de la valeur carreau mine servant à déterminer la redevance (par arrêté). Le décret n°2021-623 fixe la nouvelle organisation du ministère des Mines et de la Géologie. La nouvelle organisation du ministère est décrite dans la section 4.1.3.4 Réformes.
Direction des Mines et de la Géologie	La DMG Contribue à la mise en œuvre de la politique minière à travers l'élaboration et l'application du cadre législatif et réglementaire et assure la gestion du cadastre minier. Deux nouvelles directions ont été introduites par le Décret n°2015-299 du 06 mars 2015 modifiant le Décret n°2014-853 portant répartition des services de l'État. La Direction des Mines et de la Géologie est mutée à la Direction Générale des Mines, par le décret n°2021-623 ³⁸ fixe la nouvelle organisation du ministère des Mines et de la Géologie. La nouvelle organisation est détaillée dans la section 4.1.3.4 Réformes.
Direction du Contrôle et de la Surveillance des Opérations des Opérations minières (DCSOM)	Cette direction a pour mission d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des activités de recherche et d'exploitation ainsi que la collecte des données afférentes.
Direction de la Prospection et de la Promotion Minière (DPPM)	La mise en place de cette direction s'inscrit dans les nouvelles orientations du Ministère. La DPPM est responsable d'identifier les zones promotionnelles à mettre à la disposition des investisseurs potentiels. Elle supervise aussi le Groupe des Laboratoires d'Analyse qui permet à l'Etat de prendre un rôle actif dans la prospection minière, financé par le nouveau Fonds d'Appui au Secteur Minier qui percevra 20% de la redevance minière.
Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO)	La MIFERSO a été créée en 1975. Elle est chargée de la promotion, du développement et de la valorisation des gisements de fer de la Falémé. La société est détenue à hauteur de 76% par l'Etat du Sénégal. Plus d'informations sur l'activité de la MIFERSO sont disponibles dans le site web de la société http://www.miferso.sn/ .

³⁸ https://minesgeologie.gouv.sn/sites/default/files/DECRET_PORTANT_ORGANISATION_DU_MMG.pdf

Structure	Prérogatives
SOMISEN SA	La société SOMISEN SA dénommée Société des Mines du Sénégal est une société nationale créée par la loi n°2020-31 ³⁹ et qui est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé des Mines et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.
Fonds d'Appui au Secteur Minier	Le Fonds d'appui au Secteur Minier a été créé par l'article 114 de la loi 2016-32 du 8 Novembre 2016. Le décret n° 2020-1711 ⁴⁰ du 10 septembre 2020 fixe les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Secteur Minier.
Fonds d'Appui et de Péréquation pour les Collectivités Territoriales	Le Fonds d'Appui et de Péréquation est destiné aux collectivités territoriales selon l'article 113 de la loi 2016-32 du 8 Novembre 2016. Le décret n° 2020-1938 ⁴¹ du 14 Octobre 2020 fixe les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui et de Péréquation pour les Collectivités Territoriales et dispose dans l'article 5 que les ressources du Fonds sont exclusivement destinées à l'équipement des collectivités territoriales.
Fonds d'appui au Développement Local	Le Fonds d'appui au Développement Local a été créé par l'article 115 de la loi 2016-32 du 8 Novembre 2016 et a pour mission de contribuer au développement économique et social des collectivités locales situées dans les zones d'intervention des zones minières.

Il est à noter qu'il existe également des Services Régionaux des Mines et de la Géologie institués dans les 14 régions du Sénégal. Ils sont chargés de la mise en œuvre et du suivi des interventions du Ministère.

Un réseau parlementaire pour la bonne Gouvernance des ressources Minérales (RGM) a été officiellement lancé le 17 mars 2015, il cherche à promouvoir une gestion transparente du secteur minier en vue d'assurer la défense des intérêts des populations, en particulier celles qui sont affectées par l'exploitation des mines. Le 29 septembre 2016, le RGM-AO a été lancé à Dakar pour étendre le réseau aux parlements des 16 pays Ouest-Africains.

L'Assemblée nationale a mis en place en 2019 une Commission de l'Energie et des Ressources minérales⁴².

4.1.3.3 Régime fiscal

Le tableau ci-dessous résume les impôts et taxes applicables aux sociétés minières en donnant un aperçu sur les régimes applicables pour chaque phase d'activité.

	Titulaires de permis de recherche		Titulaires de permis d'exploitation		Titulaires de concessions minières
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003
I- Impôt sur les bénéfices					
Impôt sur les sociétés (% du bénéfice imposable)	Exonéré	30%	30%	30%	30% (3)
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Exonéré	Minimum de 500 000 F, maximum de 1 000 000 F	- 0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5.000.000 FCFA. - Exonération pendant les 3 premières années à compter de la date de délivrance du titre.	0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5 000 000 F	- 0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5.000.000 FCFA - Exonération pendant les 3 premières années à compter de la date de délivrance du titre (2).
Détail de calcul de la base imposable					
Report déficitaire	Maximum 3 années	Maximum 3 années	Maximum 3 années	Maximum 3 années	Maximum 3 années
II. Redevances et droits spécifiques					
Redevance minière	N/a	N/a	3% par carreau mine	Entre 1% et 5% de la valeur marchande ou valeur FOB et selon la substance.	3% par carreau mine
Droits fixes d'entrée	500.000 FCFA/acte	Entre 2 500 000 FCFA selon le type de permis	1.500.000 FCFA/acte	Entre 10000000 FCFA	7.500.000 FCFA/acte
Taxes superficielles	N/a	Entre 5 000 et 50 000 FCFA par	N/a	Entre 250 000 FCFA par Km2 par année	N/a

³⁹ https://itie.sn/?offshore_dl=5984

⁴⁰ https://itie.sn/?offshore_dl=6013

⁴¹ https://itie.sn/?offshore_dl=6010

⁴² <http://www.assemblee-nationale.sn/parlement/xml-1573726143-page-rub30-int.xml> , consulté le 03/11/2020

	Titulaires de permis de recherche		Titulaires de permis d'exploitation		Titulaires de concessions minières
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003
		Km2 par année selon le type de permis			
III. Droits de douane					
Taxes sur les exportations des produits miniers	N/a	N/a	Exonéré	Exonéré ⁴³	Exonéré
Taxes sur les importations	Exonéré	Exonéré	Exonéré pendant la période d'investissement. Exonération pendant les 3 premières d'exploitation	Exonéré pendant la période d'investissement et de démarrage de production d'une nouvelle exploitation ou l'extension de capacité de production d'une exploitation déjà existante	Exonération pendant les 7 premières d'exploitation Exonération jusqu'à 15 ans pour les grands projets miniers
Prélèvements et redevances Communautaires	1% redevance 1% Prélèvement Communautaire de Solidarité	1% redevance 1% Prélèvement Communautaire de Solidarité 0,5% Prélèvement Communautaire CEDEAO	1% redevance 1% Prélèvement Communautaire de Solidarité	1% redevance 1% Prélèvement Communautaire de Solidarité 0,5% Prélèvement Communautaire CEDEAO	1% redevance 1% Prélèvement Communautaire de Solidarité
IV. Autres taxes					
Patentes	Exonéré	Applicable	Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	Applicable	Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation
Contribution foncière	Exonéré	5% de la valeur locative pour les immeubles autres qu'usines et 7,5% pour les usines et les établissements industriels assimilés.	Exonéré pendant la phase de réalisation des investissements Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	5% de la valeur locative pour les immeubles autres qu'usines et 7,5% pour les usines et les établissements industriels assimilés.	Exonéré pendant la phase de réalisation des investissements Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	Exonéré	3% des traitements et salaires	3% des traitements et salaires Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	3% des traitements et salaires	3% des traitements et salaires Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation

N/a : non applicable

Modification Code Général des Impôts

Le processus de réforme fiscale entamé par l'Etat du Sénégal depuis 2012 se poursuit. C'est dans cette perspective que la loi 2018-10 du 30 mars 2018 a été adoptée pour modifier certaines dispositions du Code Général des Impôts (CGI).

L'une des innovations de cette réforme fiscale est la création d'une nouvelle contribution dénommée Contribution Economique Locale (CEL), qui vient se substituer à l'ancienne contribution des patentes, cette dernière disparaissant. Sont assujettis à cet impôt, toutes personnes exerçant une activité économique ou une profession imposable au sens de l'ancienne contribution des patentes. Cet impôt comporte deux variantes :

- D'une part, la Contribution assise sur la Valeur Locative des locaux servant à l'exercice de l'activité (CEL-VL)
- D'autre part, la Contribution assise sur la Valeur ajoutée créée par l'entreprise (CEL-VA).

⁴³ Article 89 Code minier 2016

Le Législateur en substituant la Contribution Economique Locale à la contribution des patentes, vise à atteindre principalement trois objectifs à savoir : la simplicité de l'impôt, l'équité fiscale et l'efficacité dans les recouvrements.

Loi n° 2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018 institue au profit du Budget de l'Etat un droit d'exportation sur l'or non monétaire.

Articles 54, 55, 56, 57 et 58 : Droit d'exportation sur l'or non monétaire.

Article 54 : Il est institué au profit du Budget de l'Etat un droit d'exportation sur l'or non monétaire.

Article 55 : Ce droit d'exportation s'applique à tous les types d'or, y compris l'or platiné, sous formes brutes ou mi-ouvrés, ou en poudre, à l'exception de l'or échangé entre autorités monétaires nationales ou internationales ou institutions financières habilitées.

Article 56 : La base imposable de ce droit d'exportation est constituée par la valeur en douane de l'or non monétaire au point de sortie du territoire national, conformément aux dispositions de l'article 19 du Code des Douanes.

Article 57 : Le taux du droit d'exportation est fixé à 4%.

Article 58 : La liquidation, le recouvrement et le contentieux de ce droit d'exportation se font comme en matière de douane.

4.1.3.4 Réformes

Réformes en 2020 et 2021

Réforme	Dispositions
Lettre de politique sectorielle de développement (LPSD) 2021-2025 du Ministère des Mines et de la Géologie lors de l'atelier tenu le jeudi 29 juillet 2021 ⁴⁴	<p>Plusieurs éléments fondamentaux ont largement justifié la volonté d'actualiser cette Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD). Il s'agit, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Au niveau communautaire</u> : En référence aux standards internationaux, les grandes Organisations communautaires telles que l'UA, la CEDEAO et l'UEMOA ont fortement recommandé de mettre en place des visions et dispositifs innovants de développement du secteur minier africain tout en harmonisant les politiques, stratégies et cadres d'intervention des pays membres. - <u>Au niveau national et sectoriel</u> : Des réformes majeures en cours ont largement justifié la nécessité de mettre à jour ladite LPSD : <ul style="list-style-type: none"> - la Gestion axée sur les résultats (réforme sur la gestion des finances publiques) - la promotion et le développement du contenu local (stratégie et réglementation en cours de finalisation) ; - le redimensionnement de notre politique en matière géologique et de maîtrise de la connaissance de notre sous-sol ; - l'encadrement et la promotion des mines artisanales (stratégie et maturation en cours), etc. <p>Ces justifications précitées sont aujourd'hui renforcées par de nouvelles orientations stratégiques dictées par des mutations et évolutions intervenues dans le secteur ou en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création de la SOMISEN SA ; - la nouvelle organisation du Ministère ; - la création prochaine du Service Géologique National ; - l'actualisation du Code minier de 2016, etc.
Décret n° 2021-623 du 17 Mai 2021, portant organisation du ministère des Mines et de la Géologie ⁴⁵	<p>Le décret n° 2021-623 fixe la nouvelle organisation du ministère des Mines et de la Géologie qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Cabinet et les services rattachés ; - Le Secrétariat général et les services rattachés ; - Les directions centrales et les services déconcentrés. - la Direction de réglementation, de Production Minière et des Statistiques. <p>Selon le décret n° 2021-623 la Direction des Mines et de la Géologie (DMG) est mutée vers une Direction Générale des Mines.</p> <p>La DGM est une direction centrale du Ministère et elle a pour mission de contribuer à la formation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique minière. Et elle comprend quatre (4) directions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La direction des Mines ; elle a pour mission l'instruction de titres miniers et leur gestion et elle comprend : + la Division des titres miniers ; et + la Division du Suivi des programmes et de la documentation - La direction des Carrières (Dcar) ; elle est chargée de faire appliquer les stratégies de développement et de promotion de l'exploitation des substances de carrières et elle comprend : + la Division de gestion des autorisations et de l'Exploitation des carrières ; et + la Division du Suivi des programmes et de la documentation

⁴⁴ <https://www.minesgeologie.gouv.sn/node/100>

⁴⁵ https://minesgeologie.gouv.sn/sites/default/files/DECRET_PORTANT_ORGANISATION_DU_MMG.pdf

Réforme	Dispositions
	<p>- La Direction de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite échelle ; (DEMAPE) ; elle est chargée de l'encadrement et de la promotion des exploitations minières artisanales et semi-mécanisées et elle comprend :</p> <p>+ la Division de Gestion, de l'Encadrement et de la Promotion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle ; et</p> <p>+ la Division du Suivi des programmes et de la documentation</p> <p>- la Direction de réglementation, de Production Minière et des Statistiques (DRPMS) ; elle a pour mission de proposer des mesures d'amélioration du cadre juridique relatif au secteur minier et de veiller à l'application effective des lois et règlements ainsi que la production minière et les statistiques, et elle comprend :</p> <p>+ la Division de la réglementation et des affaires juridiques ; et</p> <p>+ la Division de la production minière et des statistiques.</p>
	<p>Le manuel de procédures décrit :</p> <p>- les différentes procédures relatives à l'octroi et à la gestion des titres minier ; et</p> <p>- le processus de suivi et de contrôle des productions ainsi que le recouvrement de la redevance due par les entreprises minières pour l'exploitation des ressources minières du Sénégal.</p> <p>Dans la première partie du Manuel "Procédures d'octroi et de gestion des titres miniers, les procédures décrites sont :</p> <p>1- Gestion et conservation du Cadastre Minier ;</p> <p>2- Octroi des titres miniers ;</p> <p>Le manuel de procédures prévoit les critères sur lesquels seront évaluées les capacités techniques et financières du demandeur d'un titre minier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Afin de justifier ses capacités techniques, le demandeur d'un titre minier fournit à l'appui de sa demande : <ul style="list-style-type: none"> a) les titres, diplômes et références professionnelles des cadres de l'entreprise chargés du suivi et de la conduite des travaux d'exploration ou de production b) la liste des travaux d'exploration ou de production auxquels l'entreprise a participé au cours des trois dernières années, accompagnée d'un descriptif sommaire des travaux les plus importants ; c) un descriptif des moyens techniques envisagés pour l'exécution des travaux. • Afin de justifier ses capacités financières, le demandeur d'un titre minier fournit à l'appui de sa demande : <ul style="list-style-type: none"> a) les déclarations bancaires appropriées ; b) les trois derniers bilans et comptes de résultat de l'entreprise ; c) les garanties bancaires irrévocables pour couvrir les programmes d'investissement des deux (2) premières années lors de la délivrance du permis de recherche ou d'exploitation ; d) les actifs et passifs de la société. <p>La deuxième partie du Manuel traite du</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle et suivi de la production minière ; et • Recouvrement de la redevance minière ;
Manuel des procédures du ministère des Mines et de la Géologie - Mars 2021 ⁴⁶	
	<p>Selon les articles 2,3 et 4 du décret, ce Fonds est alimenté par :</p> <p>- <u>20% des recettes provenant des opérations minières suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la redevance minière ; - la redevance superficière ; - les droits fixes d'entrée ; - les amendes ; - le remboursement des coûts historiques, - les dons et legs ; - les revenus exceptionnels tirés de l'exploitation minière. <p>- <u>20% de la part revenant à l'Etat dans le cadre d'un contrat de partage de production :</u></p>
Décret n° 2020-1711 du 10 septembre 2020 fixe les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Secteur Minier ⁴⁷	
	<p>Le décret dispose dans l'article 5 que les ressources du Fonds sont exclusivement destinées à l'équipement des collectivités territoriales.</p> <p>Ce Fonds est alimenté par :</p> <p>- <u>20% des recettes provenant des opérations minières suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les droits fixes d'entrée ; - la redevance minière ;
Décret n° 2020-1938 du 14 Octobre 2020 fixant les modalités d'alimentation, d'opération et de	

⁴⁶ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Manuel-de-procedures-Ministere-des-Mines-et-de-la-Geologie-Ed.-Mars-2021.pdf>

⁴⁷ https://itie.sn/?offshore_dl=6013

Réforme	Dispositions
fonctionnement du Fonds d'Appui et de Péréquation pour les Collectivités Territoriales ⁴⁸	<ul style="list-style-type: none"> - la redevance superficielle ; - 20% de la part revenant à l'Etat en cas de partage de production ; <p>Le fonds comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 60% une dotation d'appui à l'équipement des collectivités territoriales abritant les opérations minières, déterminée au prorata de la contribution de chaque collectivité territoriale aux ressources mobilisées ; - 40% une dotation de péréquation aux collectivités territoriales.

Réformes récentes antérieures à 2020

Réforme	Dispositions
Code minier 2016 - Un bilan d'étape est en cours après 4 années de mise en œuvre du code	<p>Le décret n°2017-459 fixant les modalités d'application de la nouvelle loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code Minier a été publié le 20 mars 2017, marque alors l'entrée en vigueur du Code minier 2016. Les principales innovations introduites par ce code peuvent se résumer comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> · toutes les dispositions fiscales contenues dans le Code Minier de 2003 ont été intégralement transférées dans le Code Général des Impôts dans le souci d'alléger le nouveau Code Minier · la notion de concession minière a été supprimée et remplacée par la notion juridique de permis d'exploitation plus explicite · introduction du concept nouveau de contrat de partage de production, largement utilisé en matière de contrat d'hydrocarbures · l'obligation de réhabilitation de la mine, qui ne s'imposait qu'en phase d'exploitation, a été étendue à la phase de recherche, donc au titulaire du permis de recherche · le régime juridique des contrôles a été renforcé par de nouvelles sanctions, le retrait automatique du permis n'étant plus envisagé que dans des cas de faute d'extrême gravité. Il en est de même du pouvoir d'audit de l'État sur les opérations minières · les redevances ont été relevées à 5% pour l'or et les métaux précieux. Il en est également ainsi des droits d'entrée · une redevance superficielle a été instituée et l'assiette de calcul de la redevance minière est désormais basée sur la valeur marchande du produit minier · l'État bénéficiera dans toutes les entreprises minières d'une participation gratuite à hauteur de 10% du capital. Il pourra ensuite, à titre onéreux, négocier l'acquisition de 25% supplémentaire du capital qu'il pourra rétrocéder au secteur privé sénégalais afin de favoriser et/ou développer leur accès au secteur minier. <p>Le nouveau Code Minier a introduit également trois nouveaux fonds d'appui :</p> <p>§ Fonds d'Appui aux Collectivités territoriales : financé par les entreprises à travers une contribution de 0.5 % du chiffre d'affaires hors taxes ;</p> <p>§ Fonds d'Appui et de Péréquation destiné aux collectivités territoriales : alimenté par le versement de 20% des recettes de l'état provenant des opérations minières ; et</p> <p>§ Fonds de Réhabilitation des Sites Miniers alimenté par tous les titulaires de permis minier : en effet, l'article 104 stipule que tout titulaire de permis minier est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire auprès d'un établissement public spécialisé désigné par l'Etat. Ce compte est destiné à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en œuvre du plan de gestion environnemental.</p> <p>Aussi afin de se conformer aux obligations de transparence de la Norme ITIE, l'article 95 du Code stipule que tout titulaire de titre minier a l'obligation de respecter les principes et exigences de l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives. Ainsi, tout titulaire de titre minier a l'obligation de déclarer tous les revenus miniers dus à l'Etat et perçus par l'Etat, y compris les réalisations économiques et sociales.</p>

4.1.4 Registre des titres miniers

4.1.4.1 Titres miniers

Nul ne peut entreprendre ou conduire une activité régie par la législation minière en vigueur au Sénégal, sans avoir au préalable obtenu un titre minier dans les conditions fixées par cette législation⁴⁹.

Le Code Minier est complété par une convention minière type prévue par l'article 17 du décret d'application sus-indiqué. La convention minière fixe entre autres les conditions générales de recherche, d'exploitation, de transport et de commercialisation, le régime des personnes morales créées, la part de l'Etat comprenant une participation gratuite de 10%, les conditions juridiques, fiscales, douanières, économiques, financières, foncières et administratives des activités de recherche et exploitation et les dispositions relatives au transfert des capitaux investis, des produits, des dividendes et des intérêts des prêts contractés.

4.1.4.2 Types des titres miniers

Conformément à ce qui précède, les dispositions du Code Minier exigent l'obtention au préalable d'un titre minier ou d'une autorisation avant l'exercice de toute activité minière. A cet égard, le Code distingue les titres miniers et autorisations suivants :

⁴⁸ https://itie.sn/?offshore_dl=6010

⁴⁹ Article 6 du code minier 2016.

Titres	Code minier 2003		Code minier 2016	
	Durée	Droits conférés	Durée	Droits conférés
Autorisation de prospection	6 mois renouvelable une seule fois.	L'autorisation de prospection confère à son titulaire un droit non exclusif de prospection valable pour les substances ciblées sur toute l'étendue de la zone autorisée ⁵⁰ .	Idem.	Idem.
Permis de Recherche	3 ans renouvelable 2 fois pour une période de 3 ans chaque fois ⁵¹ .	Le permis de recherche confère au titulaire, dans les limites de son périmètre, en surface et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de recherche des substances minérales pour lesquelles il est délivré ⁵² .	4 ans renouvelable 2 fois pour une période de 3 ans chaque fois ⁵³ .	Idem.
Permis d'Exploitation	5 ans Renouvelables ⁵⁴ .	Le permis d'exploitation confère à son titulaire le droit exclusif d'exploitation et de libre disposition des substances minérales pour lesquelles le titre minier d'exploitation a été octroyé, dans les limites du périmètre attribué et indéfiniment en profondeur ⁵⁵ .	Une période minimum de (5) ans n'excédant pas (20) ans. Renouvelable pour une ou plusieurs périodes, dans les mêmes formes jusqu'à épuisement du gisement.	Idem.
Concession minière	Min.5- Max. 25 Ans renouvelable ⁵⁶ .	La concession minière est attribuée pour des gisements attestés par l'importance des réserves prouvées mises en évidence dans une étude de faisabilité et dont le développement et l'exploitation nécessitent de gros investissements ⁵⁷ .	Non applicable.	Non applicable.
Autorisation d'exploitation semi-mécanisée	Non applicable.	Non applicable.	3 ans renouvelable une ou plusieurs fois jusqu'à l'épuisement des réserves ⁵⁸ .	Confère à son titulaire dans les limites du périmètre attribué (50 hectares au maximum) et jusqu'à une profondeur maximale de quinze mètres le droit exclusif d'exploiter, selon les méthodes et les procédés semi- mécanisés, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée.

⁵⁰ Article 13 du Code minier de 2003.

⁵¹ Articles 16 et 17 du Code minier de 2003.

⁵² Article 19 du Code minier de 2003.

⁵³ Articles 17 et 18 du Code minier 2016.

⁵⁴ Article 25 du Code minier de 2003.

⁵⁵ Article 28 du Code minier de 2003.

⁵⁶ Article 25 du Code minier de 2003.

⁵⁷ Article 25 du Code minier de 2003.

⁵⁸ Articles 46, 47, 48 et 49 du Code minier 2016

Titres	Code minier 2003		Code minier 2016	
	Durée	Droits conférés	Durée	Droits conférés
Autorisation d'exploitation artisanale	2 ans renouvelables par périodes de 2 ans ⁵⁹ .	L'autorisation d'exploitation artisanale confère au bénéficiaire, dans les limites du périmètre (Max. 50 hectares) attribué et jusqu'à une profondeur maximale de quinze mètres, le droit exclusif d'exploiter selon des méthodes et procédés artisanaux ou peu mécanisés, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée.	5 ans renouvelable une ou plusieurs fois pour la même période.	Délivrée à une personne physique qui ne peut prétendre à une exclusivité quelconque. Elle est valable à l'intérieur de la circonscription de la collectivité territoriale où elle a été délivrée.
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	3 ans renouvelables par périodes de 3 ans ⁶⁰ .	L'autorisation d'exploitation de petite mine confère au bénéficiaire, dans les limites du périmètre octroyé (Max 5 km2) et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospecter et d'exploiter, selon des procédés semi-industriels ou industriels, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée ⁶¹ .	(5) ans renouvelables dans les mêmes formes pour la même période jusqu'à l'épuisement des réserves.	Idem.
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières privées et publiques	5 ans Renouvelables ⁶² .	L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière confère à son bénéficiaire un droit d'occupation d'une parcelle et la libre disposition des substances minérales pour lesquelles elle a été délivrée ⁶³ .	5 ans renouvelable une ou plusieurs fois, pour une période maximale de 5 ans ⁶⁴ . (Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières temporaire lorsque la durée ne dépasse pas 1 an. Permanente lorsque la durée dépasse 1 an) ⁶⁵ .	Idem ⁶⁶ .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Et de 6 mois renouvelables une fois.	Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire confère à son bénéficiaire le droit d'exploitation à ciel ouvert de matériaux meubles et le ramassage de matériaux destinés à la construction ou aux travaux publics.	Non applicable.	Non applicable.

⁵⁹ Articles 36 et 38 du Code minier de 2003.

⁶⁰ Articles 36 et 38 du Code minier de 2003

⁶¹ Article 39 du Code minier de 2003.

⁶² Article 47 du Code minier de 2003.

⁶³ Article 50 du Code minier de 2003.

⁶⁴ Articles 65 et 67 du Code minier 2016.

⁶⁵ Article 64 du Code minier 2016.

⁶⁶ Article 69 du Code minier 2016.

4.1.4.3 Le Cadastre Minier

La DMG est la structure chargée de la gestion et de la conservation du Cadastre Minier. Elle est responsable de la tenue des registres spéciaux des titres miniers comportant :

- mention de l'attribution, du renouvellement, de la prorogation ou de toute autre forme de mouvements des titres miniers ;
- mention des inscriptions en matière de propriété foncière faites sur les titres miniers ; et
- mention de tous les changements, tels que les transmissions, fusions ou amodiations concernant ces titres miniers.

Actuellement, la DMG utilise un système de gestion des titres miniers associant le logiciel « FlexiCadastre » et la plateforme « ArcGIS » pour la gestion du Cadastre Minier. Ce système permet de gérer des informations géographiques liées au périmètre de chaque titre et des informations attributaires les décrivant.

Le système de gestion informatisé du Cadastre permet de gérer toutes les informations essentielles à la gestion d'un Cadastre à savoir :

- l'information sur les titulaires et les requérants ;
- l'information sur les titres demandés, en cours de validité, ou annulés ;
- le contrôle des empiètements ;
- la temporalité des titres (renouvellement, expiration) ; et
- l'historique des titres miniers (enregistrement des différents actes qui modifient les titres).

Le cadastre est accessible en ligne suivant le lien suivant : <https://portals.landfolio.com/Senegal/fr/>. Les cartes et les registres sont par contre consultables à la DMG pour tout demandeur.

4.1.5 Octroi, transfert et renouvellement des licences

L'octroi et la gestion des permis et des autorisations sont actuellement régies par la Loi n° 2016-32 portant Code Minier et son décret d'application 2017-459 ainsi que par la Loi 2012-36 portant Code Général des Impôts.

L'attribution, le renouvellement, l'extension ou la transformation ainsi que la cession, la transmission ou l'amodiation de titres miniers de recherche et d'exploitation sont soumis au paiement de droits d'entrée fixes, acquittés en un seul versement, tels que prévus ci-après :

Code Minier 2003	Code Minier 2016
<ul style="list-style-type: none"> - Permis de recherche : 500.000 FCFA ; - Concession minière : 7.500.000 FCFA ; - Autres titres miniers d'exploitation : 1.500.000 FCFA ; <p>Les montants sus visés sont révisables tous les cinq ans par décret.</p> <p>Les modalités de versement et de recouvrement des droits d'entrée sont précisées dans le décret d'application du présent Code.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Permis de recherche : 2.500.000 FCFA ; - Permis d'exploitation : 10.000.000 FCFA ; - Autorisation d'exploitation de carrière permanente : 2.500.000 FCFA ; - Autorisation d'exploitation de carrière temporaire : 1.000.000 FCFA ; - Autorisation d'exploitation de petite mine : 2.500.000 FCFA ; - Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée : 1.500.000 FCFA ; - Autorisation d'exploitation minière artisanale : 50.000 FCFA. <p>Les modalités de versement et de recouvrement sont fixées par le décret d'application du Code minier de 2016.</p>

4.1.5.1 Procédure d'octroi

Cadre juridique

Le nouveau manuel des procédures, a été adopté en mars 2021⁶⁷, a été transmis au CN-ITIE par la lettre n°000000558/MMG/DCSOM du 26 avril 2021. Une description du manuel est disponible dans la section 3.1.3.4 Réformes.

Les procédures d'octroi des titres miniers, en vigueur en 2020 sont prévues par les articles 12, 13, 16, 25, 36, 39, 48, 50 et 67 du code minier 2003. Elles sont actuellement régies par les articles 14, 15, 17, 24, 38, 41, 48, 54, 56, 68 et 69 du Code minier de 2016.

Nous comprenons que la procédure d'octroi par appel à la concurrence n'a pas été prévue ni par l'ancien code minier 2003, ni par le nouveau code de 2016. (cf. articles 10 du Code et 14 d'application du Code minier de 2016).

Les modalités d'octroi par nature de permis se résument comme suit :

⁶⁷ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Manuel-de-procedures-Ministere-des-Mines-et-de-la-Geologie-Ed.-Mars-2021.pdf>

Titres	Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation de prospection	Par décision de la DMG	Par décision de la DMG	L'autorisation est accordée sous réserve des droits antérieurement concédés. Elle est accordée pour une durée de six (06) mois. L'autorisation de prospection confère à son titulaire un droit non exclusif de prospection valable pour les substances ciblées sur toute l'étendue de la zone autorisée. Toutefois, l'autorisation de prospection ne confère à son titulaire aucun droit particulier pour l'obtention de tout autre titre minier et aucun droit de disposer à des fins commerciales des substances découvertes. ⁶⁸	L'autorisation est accordée sous réserve des droits antérieurement concédés. Elle est accordée pour une durée de six (06) mois. L'autorisation de prospection confère à son titulaire un droit non exclusif de prospection valable pour les substances ciblées sur toute l'étendue de la zone autorisée. Toutefois, l'autorisation de prospection ne confère à son titulaire aucun droit particulier pour l'obtention de tout autre titre minier et aucun droit de disposer à des fins commerciales des substances découvertes ⁶⁹ .
Permis de Recherche	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Le permis de recherche est attribué pour une durée n'excédant <u>pas trois (03) ans</u> , sous réserve des droits antérieurs de tiers sur le périmètre sur lequel il porte ⁷⁰ .	Le permis de recherche est attribué pour une durée n'excédant <u>pas quatre (04) ans</u> , sous réserve des droits antérieurs de tiers sur le périmètre sur lequel il porte. <u>Il peut être détenu par toute personne morale.</u> <u>Pour une même substance, une personne morale ne peut posséder plus de deux (02) permis de recherche⁷¹.</u>
Permis d'Exploitation	Par décret de la Présidence de la République	Par décret de la Présidence de la République	Le permis d'exploitation est accordé par décret, pour une période n'excédant pas <u>cinq (05) ans renouvelables</u> . L'octroi d'un titre minier d'exploitation entraîne l'annulation du permis de recherche à l'intérieur du périmètre d'exploitation ⁷² .	Le permis d'exploitation minière est délivré par décret pour une période minimum <u>de cinq (05) ans et n'excédant pas vingt (20) ans, renouvelable</u> . La délivrance du permis d'exploitation minière entraîne le retrait du permis de recherche à l'intérieur du périmètre d'exploitation ⁷³ .
Concession minière	Par décret de la Présidence de la République	Non applicable	La concession minière est accordée dans les mêmes formes que pour le permis d'exploitation, pour une période minimum <u>de cinq (05) ans et n'excédant pas 25 ans renouvelable⁷⁴</u> .	Non applicable.

⁶⁸ Articles 12 et 13 du code minier 2003.

⁶⁹ Articles 14 et 15 du code minier 2016.

⁷⁰ Article 16 du code minier 2003.

⁷¹ Article 17 du code minier 2016.

⁷² Article 25 du code minier 2003.

⁷³ Article 24 du code minier 2016.

⁷⁴ Article 25 du code minier 2003.

Titres	Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation d'exploitation artisanale	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Elle confère au bénéficiaire, dans les limites du périmètre attribué et jusqu'à une profondeur maximale de quinze mètres, le droit exclusif d'exploiter, selon des méthodes et procédés artisanaux ou peu mécanisés, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée. L'autorisation d'exploitation artisanale est accordée pour une durée <u>n'excédant pas deux (02) ans</u> et constitue un bien meuble. ⁷⁵	Elle est délivrée à toute personne physique qui ne peut prétendre à une exclusivité quelconque. L'autorisation d'exploitation minière artisanale est valable <u>pour une durée de cinq (05) ans</u> ⁷⁶ .
Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée	Non applicable.	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Non applicable.	Délivrée sous réserve des droits antérieurement concédés à toute personne morale pour une durée n'excédant pas trois (03) ans ⁷⁷ .
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Elle confère au bénéficiaire, dans les limites du périmètre octroyé et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospector et d'exploiter, selon des procédés semi-industriels ou industriels, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée. L'autorisation d'exploitation de petite mine est accordée pour une durée <u>n'excédant pas trois (03) ans</u> et constitue un bien meuble ⁷⁸ .	Elle confère au bénéficiaire, dans les limites du périmètre octroyé, et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospector et d'exploiter, selon des procédés semi-industriels ou Industriels, les substances minérales pour lesquelles elle est délivrée. L'autorisation d'exploitation de petite mine est accordée pour une durée <u>n'excédant pas cinq (05) ans</u> ⁷⁹ .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières permanente	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Par arrêté du Ministre chargé des mines	Elle confère à son bénéficiaire un droit d'occupation d'une parcelle et la libre disposition des substances minérales pour lesquelles elle a été délivrée. Elle est accordée pour une durée n'excédant pas cinq (05) ans, renouvelable. Elle constitue un bien meuble ⁸⁰ .	Elle confère à son bénéficiaire un droit d'occupation d'une parcelle et la libre disposition des substances minérales pour lesquelles elle a été délivrée. Elle est délivrée pour une durée n'excédant pas cinq (5) ans, renouvelable. Elle constitue un bien meuble ⁸¹ .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Par décision de la DMG	Par décision de la DMG	Elle confère à son bénéficiaire un droit d'occupation d'une parcelle et la libre disposition des substances minérales pour lesquelles elle a été délivrée.	Elle confère à son bénéficiaire un droit d'occupation d'une parcelle et la libre disposition des substances minérales pour lesquelles elle a été délivrée.

⁷⁵ Articles 36 et 39 du code minier 2003.

⁷⁶ Articles 54 et 56 du code minier 2016.

⁷⁷ Articles 48 du code minier 2016.

⁷⁸ Articles 36 et 39 du code minier 2003.

⁷⁹ Articles 38 et 41 du code minier 2016.

⁸⁰ Articles 48 et 50 du code minier 2003.

⁸¹ Articles 68 et 69 du code minier 2016.

Titres	Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
			Elle est accordée pour une durée <u>n'excédant pas six (06) mois, renouvelable</u> . Elle constitue un bien meuble ⁸² .	Elle est accordée pour une durée <u>n'excédant pas un (01) an, renouvelable</u> . Elle constitue un bien meuble ⁸³ .

Critères techniques et financiers

Conformément au décret N°2017-459 fixant les modalités d'application de la loi N° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant code minier, les critères d'attribution pour chaque type de titre minier se détaillent comme suit :

Autorisation de prospection ⁸⁴	Octroi
	Constitution du dossier
	<p>Demande adressée en trois (03) exemplaires originaux à l'administration des mines compétente, comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les renseignements et documents prévus à l'article 4 du présent décret et l'identité de la personne responsable des travaux ; - L'objet de la prospection envisagée, son caractère scientifique ou économique, la situation géographique et sa durée probable ; - Une brève description du programme des travaux envisagés, des méthodes qui seront employées, des résultats escomptés et des informations techniques complémentaires notamment les paramètres de l'analyse sommaire de l'état initial du site de prospection et de son environnement.
	Critères de demandes techniques
	Non définis
	Critères de demandes financiers
Non définis	
Permis de Recherche ⁸⁵	Octroi
	Constitution du dossier
	<p>La demande de permis de recherche est adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements et documents sur le demandeur, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2017-459; - la désignation des substances minérales pour lesquelles le permis est sollicité ; - les coordonnées du périmètre demandé conformément aux dispositions de l'article 14 du décret 2017-459 ; - l'estimation de la superficie de la zone objet du périmètre du permis de recherche sollicité. - le dossier de demande de permis de recherche comporte également : <ul style="list-style-type: none"> ✓ un extrait de la carte du Sénégal au 1/5000 ou au 1/1000 dressé par un géomètre agréé et visé par les services du cadastre de la zone où est localisé le périmètre du permis de recherche sollicité ;

⁸² Articles 48 et 50 du code minier 2003.

⁸³ Articles 67 du code minier 2003.

⁸⁴ Article 9 du décret N°2017-459.

⁸⁵ Article 21 du décret N°2017-459.

	Octroi
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ une présentation des travaux et des méthodes de recherche envisagés ; ✓ Un rapport avec des informations techniques complémentaires notamment les paramètres de l'analyse sommaire de l'état initial du site de recherche et de son environnement.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis
	Octroi
Permis d'Exploitation ⁸⁶	Constitution du dossier
	<p>La demande de permis d'exploitation ou de concession minière est adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. La demande doit être introduite au plus tard quatre (04) mois avant la date d'expiration du permis de recherche en vertu duquel elle est formulée.</p> <p>La demande précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements et documents sur le demandeur conformément à l'article 5 du décret 2017-459 ; - les références du permis de recherche en vertu duquel la demande est sollicitée ; - les coordonnées et la superficie de la zone du périmètre sollicité ; <p>Le dossier de demande de permis d'exploitation ou de concession comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un extrait de la carte topographique du Sénégal au 1/50.000 ou 1/200.000 indiquant clairement la localisation du périmètre du permis demandé ; - un plan de détail à l'échelle appropriée au 1/10.000 ou 1/5.000 où les coordonnées des sommets du périmètre sollicité sont rattachées au réseau géodésique national repérable ou à des points remarquables, invariables au sol et bien définis ; - une étude de faisabilité indiquant les caractéristiques et les performances des unités d'exploitation, l'évaluation économique et financière du projet ainsi que son impact socio-économique ; - un rapport détaillé des résultats de la phase recherche, indiquant notamment les réserves, les teneurs, les types de minéralisation et les tests métallurgiques ; - un plan de développement et de mise en exploitation du gisement ; - un plan d'investissement et un chronogramme de réalisation du projet d'exploitation ; - une étude d'impact de l'exploitation sur l'environnement conformément aux dispositions de l'article 102 du Code minier ; - les modifications éventuelles apportées aux statuts et au capital de la société détentrice dudit permis de recherche, pour passer à la phase d'exploitation ; - un protocole d'entente ou d'association dans le cas d'un regroupement de plusieurs personnes physiques ou morales ; et - un projet de convention minière entre l'Etat et le demandeur du permis de recherche établi conformément au modèle mentionné à l'article 18.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis

⁸⁶ Article 27 du décret N°2017-459.

	Octroi
	Critères de demande financiers
	Non définis
Autorisation d'exploitation artisanale ⁸⁷	Octroi
	Constitution du dossier
	La demande d'autorisation d'exploitation artisanale est adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise : - les renseignements sur le(s) demandeur(s) conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2017-459 ; - le numéro d'inscription au registre de commerce ; - la (les) substance(s) pour laquelle (lesquelles) l'autorisation est sollicitée ; - la méthode d'exploitation envisagée ; et - les mesures de préservation de l'environnement et de réhabilitation du site exploité. Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation artisanale comporte également : - la localisation du périmètre sur un extrait de carte au 1/50.000, 1/200.000 ; et - la délimitation précise du périmètre sollicité sur un plan de détail au 1/5.000 ou 1/1000 ou à une échelle approuvée.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis
Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée	Octroi
	Constitution du dossier
	La demande d'autorisation d'exploitation de petite mine est adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise : - les renseignements et documents sur le demandeur, conformément à l'article 4 du décret 2017-459 ; - le numéro d'inscription au registre de commerce ; - la (les) substance(s) pour laquelle (lesquelles) l'autorisation est sollicitée ; - la méthode d'exploitation envisagée. - Les mesures de prévention de l'environnement et de réhabilitation du site exploité ; - une carte du Sénégal à l'échelle pouvant aller de 1/200 000 à 1/50 000, indiquant la localisation du périmètre de l'autorisation demandée ; - un plan de délimitation du périmètre de la carrière privée permanente sollicitée à l'échelle du 1/5000 ou 1/1000, dressé par un géomètre agréé et visé par les services du cadastre de la zone. Les coordonnées des sommets du périmètre sollicité seront rattachées au réseau géodésique national ou réseau de référence du Sénégal (RRS 04).
	Critères de demandes Techniques

⁸⁷ Article 54 du décret N°2017-459.

	Octroi
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis
	Octroi
Autorisation d'exploitation de Petite Mine ⁸⁸	Constitution du dossier
	La demande d'autorisation d'exploitation de petite mine est adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise : <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements et documents sur le demandeur, conformément à l'article 5 du décret 2017-459 ; - le numéro d'inscription au registre de commerce ; - la (les) substance(s) pour laquelle (lesquelles) l'autorisation est sollicitée; - les coordonnées et la superficie du périmètre d'exploitation sollicité. Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation de petite mine comporte également : <ul style="list-style-type: none"> - la localisation du périmètre sur un extrait de carte au 1/50.000, 1/200.000 ; - un plan de détail à l'échelle appropriée au 1/5.000 ou 1/1000 ; - une étude de faisabilité définissant les réserves, la configuration du gisement, les méthodes d'exploitation et le plan de développement ; - l'étude d'impact sur l'environnement conformément à l'article 102 du Code minier.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis
	Octroi
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières permanente	Constitution du dossier
	Demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise : <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements et documents sur le(s) demandeur(s) conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2017-459 ; - la désignation et la localisation des matériaux de carrières pour lesquelles l'autorisation est sollicitée ; - les coordonnées du périmètre et la superficie de la carrière demandée ; - une carte du Sénégal à l'échelle pouvant aller de 1/200 000 à 1/50 000, indiquant la localisation de la carrière demandée ; - un plan de délimitation du périmètre de la carrière privée permanente sollicitée à l'échelle du 1/5000 ou 1/1000, dressé par un géomètre agréé et visé par les services du cadastre de la zone. Les coordonnées des sommets du périmètre sollicité seront rattachées au réseau géodésique national ou réseau de référence du Sénégal (RRS 04) ; - une note technique indiquant la nature et les caractéristiques du gisement ainsi que la méthode et le rythme d'exploitation envisagés ; - un plan d'investissement précisant ses impacts socio-économiques ; et

⁸⁸ Article 45 du décret N°2017-459.

	Octroi
	- un plan de protection de l'environnement et un programme de réhabilitation du site sollicité.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis
	Octroi
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Constitution du dossier
	Demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise : <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements et documents sur le(s) demandeur(s) conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2017-459 ; - la désignation et la localisation des matériaux de carrières pour lesquelles l'autorisation est sollicitée ; - les coordonnées du périmètre et la superficie de la carrière demandée ; - une carte du Sénégal à l'échelle pouvant aller de 1/200 000 à 1/50 000, indiquant la localisation de la carrière demandée ; - un plan de délimitation du périmètre de la carrière privée permanente sollicitée à l'échelle du 1/5000 ou 1/1000, dressé par un géomètre agréé et visé par les services du cadastre de la zone. Les coordonnées des sommets du périmètre sollicité seront rattachées au réseau géodésique national ou réseau de référence du Sénégal (RRS 04) ; - une note technique indiquant la nature et les caractéristiques du gisement ainsi que la méthode et le rythme d'exploitation envisagés ; - un plan d'investissement précisant ses impacts socio-économiques ; et - un plan de protection de l'environnement et un programme de réhabilitation du site sollicité.
	Critères de demandes Techniques
	Non définis
	Critères de demande financiers
	Non définis

4.1.5.2 Procédure de transfert/cession

Cadre juridique

Les transferts des titres miniers ont été régis par les articles 13, 19, 28 et 39 du code minier 2003. Au niveau du code minier 2016, ils sont désormais régis par les articles 15, 19, 27, 41, 59 et 67.

Modalités de transferts

Les modalités des transferts se présentent comme suit :

Titres	Acte de transfert/cession		Modalités de transfert/cession	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation de prospection	Non applicable	Non applicable	L'autorisation de prospection n'est ni cessible, ni transmissible. Elle constitue un bien meuble qui ne peut faire l'objet ni de gage, ni de nantissement, ni de quelque garantie que ce soit ⁸⁹ .	L'autorisation de prospection constitue un bien meuble et n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut faire l'objet de gage, ni de nantissement, ni de quelque garantie que ce soit ⁹⁰ .
Permis de Recherche	Ministre chargé des mines	Ministre chargé des mines	Le permis de recherche est cessible et transmissible sous réserve de l'approbation préalable du Ministre chargé des mines ⁹¹ .	Le permis de recherche est cessible sous réserve de l'approbation préalable du Ministère chargé des Mines. Il constitue un droit mobilier, indivisible, non amodiable ni susceptible de gage ⁹² . Il ne peut faire l'objet de transfert pendant la première période de sa validité ⁹³ .
Permis d'Exploitation	Ministre chargé des mines	Ministre chargé des mines	Le titulaire de permis d'exploitation minier a le droit de céder, transmettre ou amodier son titre minier d'exploitation, sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre chargé des mines et du paiement des droits fixes ⁹⁴ .	Le titulaire de permis d'exploitation minier a le droit de céder, transmettre ou amodier son titre minier d'exploitation, sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre chargé des mines et du paiement des droits fixes et taxes exigibles ⁹⁵ .
Concession minière	Ministre chargé des mines	Non applicable	Le titulaire d'une concession minière a le droit de céder, transmettre ou amodier son titre minier d'exploitation, sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre chargé des mines et du paiement des droits fixes ⁹⁶ .	Non applicable

⁸⁹ Article 13 code minier 2003.

⁹⁰ Article 15 code minier 2016.

⁹¹ Article 19 code minier 2003.

⁹² Article 19 code minier 2016.

⁹³ Article 23 du décret N°2017-459 fixant les modalités d'application du code minier 2016.

⁹⁴ Article 28 code minier 2003.

⁹⁵ Article 27 code minier 2016.

⁹⁶ Article 32 code minier 2003.

Titres	Acte de transfert/cession		Modalités de transfert/cession	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation d'exploitation artisanale	Non applicable	Non applicable	L'autorisation d'exploitation artisanale n'est ni cessible ni amodiable ⁹⁷ .	L'autorisation d'exploitation artisanale est personnelle et ne peut être ni cédée, ni mutée, ni amodiée, sous quelque forme que ce soit ⁹⁸ .
Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée	Non applicable	Non applicable	Non applicable	L'autorisation d'exploitation artisanale n'est ni cessible ni amodiable ⁹⁹ .
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	Non applicable	Non applicable	L'autorisation d'exploitation de petite mine n'est ni cessible ni amodiable ¹⁰⁰ .	L'autorisation d'exploitation de petite mine constitue un bien meuble et n'est ni cessible ni transmissible et ne peut faire l'objet de garantie ¹⁰¹ .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières permanente	Non applicable	Ministre chargé des mines	Non applicable.	L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière permanente constitue un bien meuble et est susceptible de transfert dans les conditions fixées par décret. A cet effet, la titulaire transmet au Ministère chargé des mines tout contrat ou accord par lequel in confie, cède ou transmet, partiellement ou totalement, les droits et obligations résultant dudit titre minier ¹⁰² .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Non applicable	Non applicable	Non applicable.	L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire constitue un bien meuble et n'est pas transférable ¹⁰³ .

Critères de transfert

Conformément au décret N°2017-459 fixant les modalités d'application de la loi N° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant code minier, les critères de transfert pour chaque type de titre minier cessible et transférable se détaillent comme suit :

	Transfert
Permis de recherche minière	Constitution du dossier
	Demande adressée en trois exemplaires originaux au Ministère chargé des mines qui en accuse réception. Elle comporte : - Les références du permis de recherche dont le transfert est demandé ;

⁹⁷ Article 39 code minier 2003.

⁹⁸ Article 59 code minier 2016.

⁹⁹ Article 50 code minier 2016.

¹⁰⁰ Article 39 code minier 2003.

¹⁰¹ Article 41 code minier 2016.

¹⁰² Article 67 code minier 2016.

¹⁰³ Ibid.

	Transfert
	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - La substance pour laquelle le transfert est sollicité ; - Le rapport sommaire des travaux réalisés ; - Les renseignements et documents sur le(s) bénéficiaire(s) du transfert conformément aux dispositions de l'article 5 du décret 2017-459 ; - Les protocoles, contrats ou conventions établis entre les parties et ayant pour objet le transfert total ou partiel du permis de recherche ; et <p>Le contrat ou l'accord de cession/transfert total ou partiel est soumis à la formalité d'enregistrement et au paiement de la taxe sur la plus-value de cession prévues par le code général d'impôt.</p>
	Critères de demandes Techniques & financiers
	Non définis.
Permis d'exploitation minière	Transfert
	Constitution du dossier
	<p>Demande adressée en trois exemplaires originaux au Ministère chargé des mines qui en accuse réception. Elle comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les références du permis d'exploitation dont le transfert est demandé ; - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - La substance pour laquelle le transfert est sollicité ; - Les renseignements et documents sur le(s) bénéficiaire(s) du transfert conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2017-459 ; et - Les protocoles, contrats ou conventions établis entre les parties et ayant pour objet le transfert total ou partiel du permis d'exploitation.
	Critères de demandes Techniques & financiers
	Non définis.
Concession minière ¹⁰⁴	Transfert
	Constitution du dossier
	<p>Demande adressée en trois exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception. Elle précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les références de la concession minière dont la cession, la transmission ou l'amodiation sont demandées ; - Les substances pour lesquelles la cession, la transformation ou l'amodiation est sollicitée ; - Les renseignements et documents sur le(s) bénéficiaire(s) de la cession, transmission ou amodiation de la concession minière, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent décret ; et - Les protocoles, contrats ou convention établis entre les parties et ayant pour objet, la cession transmission ou amodiation totale ou partielle de la concession minière.
	Critères de demandes Techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'ouverture et	Transfert
	Constitution du dossier
	Non définis.

¹⁰⁴ Article 38 du décret 2004-647 portant application du code minier 2003.

	Transfert
d'exploitation de carrières permanente	Critères de demandes Techniques & financiers
	Non définis.

4.1.5.3 Procédure de renouvellement

Cadre juridique

Le renouvellement et le transfert des titres miniers ont été régis par les articles 12, 17, 27, 38 et 49 du code minier 2003. Au niveau du code minier 2016, ils sont désormais régis par les articles 12, 18, 26, 40, 49, 56 et 68.

Modalités de renouvellement

Les modalités de renouvellement se présentent comme suit :

Titres	Acte de renouvellement		Modalités de renouvellement	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation de prospection	Par décision de la DMG	Idem	Elle est renouvelable une seule fois, dans les mêmes formes, si le bénéficiaire a respecté ses obligations ¹⁰⁵ .	Idem ¹⁰⁶
Permis de Recherche	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Idem	Le permis de recherche est renouvelable deux fois, par arrêté du Ministre chargé des mines pour des périodes consécutives n'excédant pas 3 ans chaque fois, sous réserve du respect des obligations prévues par le présent code et la convention minière annexée au permis de recherche. Lors du renouvellement du permis de recherche, la superficie de son périmètre est réduite à chaque fois au moins du quart ¹⁰⁷ .	Idem ¹⁰⁸ .
Permis d'Exploitation	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Idem	Le permis d'exploitation peut être renouvelé par décret, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas cinq ans chaque fois, jusqu'à épuisement du gisement ¹⁰⁹ .	Idem ¹¹⁰ .
Concession minière	Par Décret présidentiel	Non applicable	La concession minière peut être renouvelée par décret, pour une ou plusieurs périodes ne	Non applicable.

¹⁰⁵ Article 12 du code minier 2003.

¹⁰⁶ Article 12 du code minier 2016.

¹⁰⁷ Article 17 du code minier 2003.

¹⁰⁸ Article 18 du code minier 2016.

¹⁰⁹ Article 27 du code minier 2003.

¹¹⁰ Article 26 du code minier 2016.

Titres	Acte de renouvellement		Modalités de renouvellement	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
			dépassant pas 25 ans chaque fois, jusqu'à épuisement du gisement ¹¹¹ .	
Autorisation d'exploitation artisanale	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Idem	L'autorisation d'exploitation artisanale <u>est renouvelable dans les mêmes formes pour des périodes n'excédant pas trois ans</u> et cela jusqu'à épuisement des réserves, si le bénéficiaire a respecté les obligations, rempli les engagements pris dans le cadre de ladite autorisation d'exploitation et déposé chaque fois une demande conforme ¹¹² .	L'autorisation d'exploitation artisanale <u>est renouvelable une ou plusieurs fois pour la même durée</u> , sous réserve du paiement du droit y afférent ¹¹³ .
Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée	Non applicable	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Non applicable	L'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée est renouvelable dans les mêmes formes pour des périodes n'excédant pas trois (03) ans, et ce, jusqu'à épuisement des réserves si le bénéficiaire a respecté les obligations, rempli les engagements pris dans le cadre de ladite autorisation d'exploitation et déposé chaque fois une demande conforme ¹¹⁴ .
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Idem	L'autorisation d'exploitation de petite mine est renouvelable dans les mêmes formes pour des périodes n'excédant pas <u>trois (03) ans</u> et cela jusqu'à épuisement des réserves, si le bénéficiaire a respecté les obligations, rempli les engagements pris dans le cadre de ladite autorisation d'exploitation et déposé chaque fois une demande conforme ¹¹⁵ .	L'autorisation d'exploitation de petite mine est renouvelable dans les mêmes formes pour des périodes n'excédant pas <u>cing (05) ans</u> et cela jusqu'à épuisement des réserves, si le bénéficiaire a respecté les obligations, rempli les engagements pris dans le cadre de ladite autorisation d'exploitation et déposé chaque fois une demande conforme ¹¹⁶ .
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières permanente	Par arrêté de Ministre chargé des mines	Idem	L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière permanente peut être renouvelée dans les mêmes formes, une ou plusieurs fois, pour une période maximale de cinq (05) ans chaque fois ¹¹⁷ .	L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière permanente peut être renouvelée dans les mêmes formes, une ou plusieurs fois, pour une

¹¹¹ Article 27 du code minier 2003.

¹¹² Article 38 du code minier 2003.

¹¹³ Article 56 du code minier 2016.

¹¹⁴ Article 49 du code minier 2016.

¹¹⁵ Article 38 du code minier 2003.

¹¹⁶ Article 40 du code minier 2016.

¹¹⁷ Article 49 du code minier 2003.

Titres	Acte de renouvellement		Modalités de renouvellement	
	Code minier 2003	Code minier 2016	Code minier 2003	Code minier 2016
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Par décision de la DMG	Idem	La durée de validité du renouvellement de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire est <u>de six (06) mois au maximum</u> ¹¹⁹ .	période maximale de cinq (05) ans chaque fois ¹¹⁸ . La durée de validité du renouvellement de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire est <u>d'un (01) an</u> ¹²⁰ .

Critères de renouvellement

Conformément au décret N°2017-459 fixant les modalités d'application de la loi N° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant code minier, les critères de renouvellement pour chaque type de titre minier renouvelable se détaillent comme suit :

Autorisation de prospection	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Demande introduite sept (07) jours au moins avant l'expiration de l'autorisation de prospection en cours. Elle accompagnée : - D'un rapport indiquant les travaux effectués et les résultats obtenus ; et - D'un programme général des travaux complémentaires envisagés.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Permis de Recherche	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Une demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception (la demande doit être introduite deux (02) mois au moins avant l'expiration du permis). Elle précise : - Les références du permis de recherche pour lequel le renouvellement est demandé ; - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - Le montant des dépenses annuelles que le titulaire du permis de recherche s'engage à réaliser sur la totalité de la période de renouvellement de son permis conformément aux dispositions de l'article 20 du code minier ; - La durée de renouvellement sollicité conformément aux dispositions de l'article 18 du code minier ; - Les coordonnées et la superficie de la fraction du périmètre initial résiduel et de la zone de superficie rendue par le titulaire conformément aux dispositions de l'article 18 du code minier ; - Un extrait de la carte du Sénégal au 1/50 000 ou au 1/200 000 où le demandeur indique les configurations du périmètre de recherche à renouveler et de la zone rendue ;

¹¹⁸ Article 68 du code minier 2016.

¹¹⁹ Article 49 du code minier 2003.

¹²⁰ Article 68 du code minier 2016.

	Renouvellement
	<ul style="list-style-type: none"> - Un rapport général sur les recherches effectuées au cours de la période de validité du permis de recherche qui vient à expiration, comportant les résultats des travaux, sondages et analyses ainsi que les plans, logs et coupes dressés ; - Un rapport technique sur la poursuite des travaux prévus et les méthodes de recherche qui seront employées ; - Un rapport financier certifié ; et - Un rapport sur l'évaluation sommaire de l'état environnemental du site de recherche.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Permis d'Exploitation	Renouvellement
	Constitution du dossier
	<p>Une demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception (la demande doit être introduite quatre (04) mois au moins avant l'expiration du permis. Elle précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les références du permis d'exploitation pour lequel le renouvellement est demandé ; - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - La durée de renouvellement sollicité ; - La localisation exacte sur plan à une échelle appropriée du ou des gisements pour lequel(s) le renouvellement est sollicité ; - Un rapport général sur l'exploitation depuis l'attribution, notamment les résultats financiers, les réserves restantes exploitables et le cas échéant, le programme de recherche de réserves additionnelles ; et - Une note technique sur les travaux de recherche envisagés.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'exploitation artisanale	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Non définis.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée	Renouvellement
	Constitution du dossier
	<p>Une demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception (la demande doit être introduite deux (02) mois au moins avant l'expiration de l'autorisation. Elle précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les références de l'autorisation pour lequel le renouvellement est demandé ; - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - Un rapport sur les mesures de préservation de l'environnement et de réhabilitation du site exploité ; - Le récapitulatif des productions et des ventes durant la période de validité de l'autorisation ; et

	Renouvellement
	- Une note technique sur la nature des travaux à réaliser et les méthodes envisagées.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Une demande adressée en trois (03) exemplaires originaux au Ministre chargé des mines qui en accuse réception (la demande doit être introduite deux (02) mois au moins avant l'expiration de l'autorisation). Elle précise : - Les références de l'autorisation pour lequel le renouvellement est demandé ; - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances ; - La délimitation précise du périmètre sollicité sur un plan de détail au 1/5000 ou 1/1000 ; - Les mesures de préservation de l'environnement et de réhabilitation du site d'exploitation de petite mine ; - Le récapitulatif des productions et des ventes durant la période de validité de l'autorisation ; et - Une note technique sur la poursuite des travaux et les méthodes envisagées.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrières permanente	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Une demande adressée au Ministre chargé des mines qui en accuse réception (la demande doit être introduite trois (03) mois au moins avant l'expiration du permis). Elle précise : - Un rapport détaillé en trois (03) exemplaires portant sur l'exploitation réalisée, auquel sont annexés tous les documents techniques y afférant entre autres les récapitulatifs des productions, des ventes et des paiements effectués. - Une note technique sur les travaux envisagés ; - Une note technique portant sur l'exécution du programme de réhabilitation du site ; et - Toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.
Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière temporaire	Renouvellement
	Constitution du dossier
	Une demande adressée à l'administration des mines deux (02) mois avant l'expiration de l'autorisation accompagnée de toutes les pièces justificatives des paiements de droits et de redevances.
	Critères de demandes techniques & financiers
	Non définis.

4.1.5.4 Procédures d'approbation et de ratification des conventions minières

Les conditions de réalisation des opérations minières de recherche et d'exploitation effectuées par une ou plusieurs personnes morales sont précisées au moyen d'une convention minière passée entre l'Etat représenté par le Ministre chargé des Mines et les demandeurs de permis de recherche ou permis d'exploitation, après avis du Ministre chargé des Finances.

L'objet de la convention est de fixer les rapports entre l'Etat et le titulaire du permis de recherche ou du permis d'exploitation pendant toute la durée des opérations minières. Elle précise les droits et obligations de l'Etat et du titulaire du permis de recherche ou du permis d'exploitation.

Une convention minière signée entre l'Etat, représenté par le Ministre chargé des mines, et les demandeurs est annexée à tout permis de recherche ou permis d'exploitation. La convention fixe les conditions de réalisation des opérations minières et garantit au titulaire du titre minier la stabilité des conditions qui lui sont accordées, notamment au titre de la fiscalité, des conditions économiques et de la réglementation des changes¹²¹.

Après signature, la convention minière est publiée au Journal officiel de la République du Sénégal.

4.1.5.5 Octrois, renouvellement et transfert en 2020

Les procédures d'octroi ont été mises à jour dans le manuel des procédures du ministère des Mines et de la Géologie - Mars 2021. Une description des nouvelles procédures est présentée dans la section 4.1.3.4 Réformes.

Selon le Cadastre Minier mis à notre disposition, 83 titres miniers et autorisations ont été octroyés en 2020. Le détail des octrois par type de permis se présente comme suit :

Type	Nombre
Permis de recherche	9
Permis d'exploitation	1
Autorisation d'exploitation semi-mécanisée	1
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	1
Autorisation d'exploitation de carrières permanentes	8
Autorisation d'exploitation de carrières temporaires	49
Autorisation de prospection	14
Total	83

Aussi, 6 renouvellements ont eu lieu selon le Cadastre Minier et se présentent comme suit :

Type	Nombre
Permis de recherche	2
Autorisation d'exploitation semi-mécanisée	2
Autorisation d'exploitation de carrières temporaires	1
Autorisation de prospection	1
Total	6

Transferts

Selon les services de la DMG ; deux transferts de titres miniers ont été opérés en 2020 :

- Transfert du permis d'exploitation de MASSAWA, de la société Rand Gold à la société MASSAWA SA ;
- Transfert du permis d'exploitation de BOTO de la société AGEM à la société IAMGOLD BOTO.

L'état des permis miniers octroyés, renouvelés et transférés en 2020 est présenté en annexe 19 du présent rapport.

4.1.5.6 Revue des procédures d'octroi des titres en 2020

Le Comité National a engagé une étude sur les conditions d'octroi des titres miniers pour la période 2019-2020.

L'objectif de la mission qui a commencé le 27 avril 2021, est de procéder à une vérification à posteriori des procédures utilisées pour l'octroi des concessions, contrats permis et autres autorisations d'exploitation et d'exploration dans le secteur minier sur la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020.

Pour l'année 2019, la vérification a porté sur 97 titres miniers (y compris l'échantillon sélectionné dans le rapport ITIE 2019), et a abouti aux résultats suivants :

- Les demandes de permis de 75 titres sont jugées conformes à la réglementation ; et

¹²¹ Articles 116 et 117 du Code minier de 2016.

- Les dossiers d'attribution de 22 titres n'ont pas été communiqués par la DMG au consultant.

En ce qui concerne les huit (8) titres retenus dans l'échantillon examiné lors du rapport ITIE 2019, les résultats d'évaluation dans l'étude menée par le CN-ITIE se présentent comme suit :

Structure concernée	Type de titre	Société - Nom du Permis	Code	Etude sur les conditions d'octroi des titres miniers 2019-2020	
				Constatations	Statut de conformité
DMG	PR	AGROMINE SUARL - LAMBAYE	A001928	7-10	PC
	PR	ARDIMINES - Tombo	2734	7*-10	C
	PE	G-PHOS S.A.U - BEGAL-BAITI	D2019-113	3-4	PC
	AEPM	ENTREPRISE MAPATHE NDIUCK - Aoure	A019787	7*-10	C
	AECP	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION - Diack	A027114	10	C
	AECT	Compagnie Sahélienne d'Entreprise Granulats	1066	0	C
	AECT	SABODALA GOLD OPERATIONS SA (SGO)	ACT000568	0	C
	AEA	ATIC SARL - GOKIROUWOL	A00366	7-10	PC

Le rapport de l'étude explique ces différences par le fait que des documents clés ont été retrouvés et les dossiers sont accessibles sur demande.

Pour l'année 2020, l'évaluation a porté sur sept (7) sociétés et les résultats d'évaluation se présentent comme suit :

Secteur	Titres	Titulaire	Code	Constatations	Statut de la constatation
Minier	Permis de recherche	CHALLENGER NORD SUD SAS (Niakhene)	A025475	Quittance non communiquée	C
		SAMAGOLD (Souroukoto)	A011839	Pas encore payé	C
	Permis d'exploitation	MASSAWA SA (Massawa)	D2020-495		C
	Autorisation d'exploitation de petite mine	SODEMINES (Wassadou-sud)	A007168	Quittance non communiquée	C
	Autorisation d'exploitation artisanale	GIE KEDOUGOU DENTAL (Kharakéna)	A006891		C
	Autorisation d'exploitation de carrière permanente	WAAGAAN (ICS)	A06742	Quittance non communiquée	C
	Autorisation de prospection	SOCOBE (Diack)	A00324		C

La revue de l'étude fait ressortir les constats suivants :

- le nombre des octrois s'élève à 61 titres tel que décrit dans l'étendu des travaux, alors que l'annexe 1 de la même étude et le fichier des octrois communiqué à l'administrateur indépendant mentionnent 83 octrois et 6 renouvellements au titre de l'année 2020,
- Les dossiers d'attribution de cinq (5) titres n'ont pas été communiqués par la DMG au consultant dont la liste est la suivante :

Structure concernée	Type de titre	Société - Nom du Permis	Code	Constatations	Statut de conformité
DMG	AECT	Déni Biram NDAO	A00448	Dossier non communiqué	N/C
	PR	BOKAMINE SARL (100%)	A007086	Dossier non communiqué	N/C
	PR	KHOSSANTO	A024704	Arrêté, demande, et convention pas de NINEA, ni de registre, ni de statuts	N/C
	AP	XELCOM TRADING (100%)	AP00260	Dossier non communiqué	N/C
	AEA	Moura et Bondala	A025450	-	C

A travers cette étude, une liste des recommandations a été adressée à la DMG afin :

- d'améliorer la prise en charge des exigences ITIE relatives aux conditions d'octroi des licences ; et
- d'être en conformité avec le cadre légal régissant les modalités d'attribution des titres miniers.

Tableau - Résumé de la conformité

Conforme	C	Un permis est jugé conforme lorsque le processus d'attribution ne présente pas des cas de divergences significatives par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi.
Partiellement Conforme	PC	Un permis est jugé partiellement conforme lorsque les cas de non-conformité rencontrés par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi n'étaient pas significatifs pour remettre en cause le processus d'attribution.
Non Conforme	NC	Un permis est jugé non conforme lorsque nous avons noté des divergences significatives par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi.
Limitation des Travaux	LT	Une limitation des travaux est considérée lorsque nous n'avons pas reçu la documentation relative au processus d'attribution.

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les titres miniers ayant fait l'objet d'une vérification de la procédure d'octroi.

4.1.6 Principaux projets en exploitation et en développement

Selon les données communiquées par la DMG, le Sénégal comptait 319 titres miniers au 31 décembre 2020 contre 422 au 31/12/2019, répartis comme suit :

Type	2020	2019
Permis de recherche	62	67
Concession Minière	20	20
Permis d'exploitation	6	5
Autorisation d'exploitation Artisanale	-	48
Autorisation d'exploitation de Petite Mine	21	16
Autorisation d'exploitation Semi- Mécanisée	28	50
Autorisation d'exploitation de carrières permanente	139	152
Autorisation d'exploitation de carrières temporaire	43	64
Total	319	422

En 2020, le Sénégal comptait plusieurs projets industriels d'extraction et d'extension minière dont les principaux sont décrits dans le tableau suivant :

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
Complexe Sabodala-Massawa	Teranga Gold Corporation : une multinationale canadienne dont le siège est à Toronto. La société est cotée à la bourse de Toronto	<p>Le projet aurifère de Sabodala est divisé en six projets : Sabodala, Near Mine, Faleme, Dembala, Massakounda et Garaboueya.</p> <p>Aux termes d'une convention minière globale conclue en 2005 avec le gouvernement sénégalais, une concession minière a été accordée en 2007 au projet de Sabodala et 10 permis de recherche ont été octroyés à cinq autres projets.</p> <p>Le projet de Sabodala produit de l'or depuis mars 2009. La concession minière pour ce projet s'étend sur 33 kilomètres carrés environ et elle a été prolongée jusqu'en 2022 (sous réserve de renouvellement).</p> <p>Une concession minière a été accordée en 2010 au projet aurifère de la Somigol (Société des mines de Golouma) qui est voisin du projet de Sabodala. La concession qui s'étend sur un périmètre d'environ 212,6 km² expire en 2025 (sous réserve de renouvellement). Elle couvre les gisements de Masato, Golouma Ouest, Golouma Sud, Kerekounda, Kourouloulou, Niakafiri Sud-Est, Niakafiri Sud-Ouest et Maki¹²².</p> <p>Le projet de Sabodala compte 5 gisements en plus de Sabodala : Masato, Niakafiri, Niakafiri Ouest, Soukhoto et Dinkokhono. Les permis de recherche pour ces projets couvrent un périmètre d'un peu plus de 1 000 kilomètres carrés.</p>
	Barrick Gold/ Terangagold	<p>En termes d'investissements, la compagnie a dépensé 34,5 milliards de FCFA.</p> <p>En Mars 2020, Terangagold a complété l'acquisition auprès de Barrick Gold du gisement de Massawa et de ses satellites. Les termes de la transaction indique une contrepartie initiale s'élevait à 380 millions de dollars et comprenant environ 300 millions de dollars en espèces et un total d'environ 80 millions de dollars d'actions ordinaires de Teranga (les « actions de Teranga ») émises à Barrick et CSTTAO. En ce qui concerne la composante en actions de la contrepartie initiale,</p>

¹²² <http://www.terangagold.com/English/operations/reserves-resources/default.aspx>.

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
		<p>environ 19,2 millions des actions Teranga ont été émises à Barrick et environ 1,6 million d'actions Teranga ont été émises à CSTTAO. Le développement de ce site est programmé pour 2020¹²³.</p> <p>Le projet est actuellement opéré par Endeavour qui a racheté Terangold durant l'année 2021.</p>
Projet de Mako ¹²⁴	Toro Gold	<p>Le projet se situe dans l'est du Sénégal, au sein de la fameuse « Fenêtre de Kéniéba » dans laquelle se trouve un nombre d'opérations minières de classe mondiale, y compris la mine de Sabodala à environs 40km de Mako.</p> <p>Une étude de faisabilité définitive achevée en 2015 indique une ressource de 1,4 million d'onces avec une réserve d'un million d'onces à une teneur moyenne de 2,25g/t. Une Etude d'Impact Environnemental et Social pour le projet de Mako a aussi été complétée en 2015. Une concession d'une durée de 15 ans a été obtenue en juillet 2016. La construction de la mine a duré 18 mois pour un investissement de 160 MUSD.</p> <p>La production a démarré en Janvier 2018.</p> <p>Les autres opérations de Toro à Kédougou sont toujours au stade de l'exploration.</p>
Gisement de Malikoundi ¹²⁵	IAM Gold	<p>La société a découvert le gisement de Malikoundi (dans le cadre de son permis pour Boto) et, par conséquent, elle a étendu ses opérations de forage dans la zone.</p> <p>Le permis s'étend sur 236 km² et l'étude de faisabilité annonce le 22 octobre 2018 des réserves prouvées et probables totales de 1,7 million d'onces.</p> <p>Ressources indiquées (incluant les réserves) de 2,2 millions d'onces.</p> <p>Production aurifère annuelle moyenne est prévue à environ 140,000 Oz.</p>
Gisement de Makabingui ¹²⁶	WATIC-Makabingui Gold Operation	<p>WATIC-Makabingui Gold Operation a obtenu fin 2016 un permis d'exploitation de 5 ans renouvelable pour le gisement Makabingui (1 M d'onces d'or contenues dans 11,9 Mt de minerais d'une teneur moyenne en or de 2,6g/t), pour une entrée en production également en 2018.</p>
Diamba Sud	Chesser Resources	<p>La découverte d'or à haute teneur à Diamba Sud¹²⁷ s'inscrit dans un domaine d'intérêt pour les principaux acteurs d'or Barrick et IAMGold</p> <p>Diamba Sud est directement situé à l'ouest de la JV Bambadji Barrick /IAMGold qui est en exploration avancée par Barrick</p> <ul style="list-style-type: none"> • Barrick a annoncé de nombreuses anomalies identifiées et des premiers résultats solides du forage à Bambadji¹²⁸. • L'anomalie géochimique aurifère dans le forage à la tarière à Diamba Sud est ouverte sur la limite Est du permis et s'étend dans la JV de Barrick Gold. • Des forages approfondis ont été entrepris sur ces découvertes pour définir les contrôles et la taille de ces systèmes minéralisés et une première ressource minérale robuste publiée en novembre 2021 contenant 781 koz à 1,6 g/t d'or, dont ~ 500 koz à 3,0 g/t d'or. Chesser estime qu'il existe un potentiel de croissance important des ressources avec des ressources ouvertes le long de la direction et en profondeur¹²⁹.
Projet intégré sur le fer de la Falémé ¹³⁰	MIFERSO	<p>La mine est située à +750km de Dakar dans la zone de la Falémé. Les réserves prouvées sont estimées à plus de 630 millions de tonnes dont 372 millions d'hématite (minerai oxydé) et 258 millions de magnétite (minerai magnétique).</p> <p>Le projet prévoit la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer sur le tronçon Dakar- Tambacounda- Kédougou-Falémé pour un cout total de 2 milliards US\$ et d'un Port minéralier pour un coût total de 736 millions US\$.</p> <p>L'entrée en exploitation du projet a été retardée à plusieurs reprises depuis 2009 en raison d'un différend avec l'Etat. Le projet a été finalement relancé en 2015.</p>

¹²³ https://s2.q4cdn.com/949220588/files/doc_news/2020/3/2020-Mar-4-Massawa-Closing-Release.pdf

¹²⁴ <http://www.torogold.com/fr/>

¹²⁵ <http://www.iamgold.com/English/operations/exploration/boto-gold-project-senegal/default.aspx> ; <http://www.iamgold.com/French/exploitations/projets-de-developpement/Projet-Boto-Sngal/default.aspx>

¹²⁶ <http://www.bassariresources.com/makabingui-gold-project.html>

¹²⁷ <https://www.chesserresources.com.au/download/1238/>

¹²⁸ https://s25.q4cdn.com/322814910/files/doc_presentations/2021/11/Barrick_Q3_2021_Results_Presentation.pdf

¹²⁹ <https://www.chesserresources.com.au/projects/diamba-sud-100/>

¹³⁰ <http://www.gcsenegal.gouv.sn/projets/Fiche%20relance%20fer%20du%20Faleme-f.pdf>

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
Mines de phosphate à Taïba et à Lam-Lam ¹³¹	SERPM/ICS	L'exploitation de ces importants gisements de phosphates a contribué aux succès de l'économie sénégalaise depuis plusieurs décennies. A l'est, au nord et au sud de ces gisements de Taïba, d'importants projets d'exploration de phosphates sont en cours dans les permis de Niakhene, Coki et Gossas. Dans la partie nord-est du bassin, dans la région de Matam, a été confirmée depuis 1984, l'existence d'un important gisement de phosphates avec des réserves prouvées de l'ordre de 40 millions tonnes et un potentiel de plus de 80 millions de tonnes de phosphates de chaux de très grande qualité.
Phosphate de Matam	SOMIVA	La réserve de la grande mine de phosphate de Matam est estimée à plus de 135 millions de tonnes. Elle est actuellement exploitée par la Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (Somiva) qui est entrée en production en 2015 avec une capacité annuelle de production de 700 000 tonnes.
Phosphates de Baobab	Baobab Mining and Chemical Corp SA	A Diourbel à 145 km de Dakar, la société australienne Avenir a obtenu en 2015 un permis d'exploitation de trois ans renouvelable (projet Baobab) et a réalisé un investissement de 15,7 MUSD. Entré en production durant l'été 2016, sa capacité atteindra 750 000 t/an. La vente du projet Baobab Phosphate a été finalisée le 22 octobre 2019 et dans le cadre de l'accord, Avenir a accepté de vendre ou céder tous ses droits et intérêts dans les actifs suivants à un consortium de ses principaux actionnaires (les Acheteurs) ¹³² .

4.1.7 Participation de l'État

4.1.7.1 Cadre juridique

La participation de l'Etat dans le secteur minier est régie par les dispositions du code minier.

Selon l'article 3 du Code Minier (2016), les gîtes naturels de substances minérales contenus dans le sol et le sous-sol du Sénégal sont, de plein droit, propriété de l'Etat. L'Etat transfère la propriété de ces substances par le biais de l'octroi des titres miniers aux opérateurs privés et publics.

L'article 12 du Code Minier (2016) dispose que l'Etat peut entreprendre pour son propre compte, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés ou de personnes physiques ou morales nationales ou étrangères agissant seules ou en association avec des tiers, toutes opérations minières. L'Etat peut autoriser une société ou une personne physique ou morale nationale ou étrangère à réaliser des opérations minières par des contrats de service notamment de partage de la production. Auquel cas, les modalités de participation de l'Etat aux opérations minières sont définies dans ledit contrat.

Le Code prévoit deux modalités de participation de l'Etat dans les opérations minières à travers (i) la prise de participation dans le capital des sociétés titulaires de permis d'exploitation minière et (ii) la signature de contrats de partage de production.

Prise de participation

L'Article 31 du Code Minier (2016) dispose que l'octroi d'un permis d'exploitation minière donne droit à l'Etat à titre gratuit à une participation directe de 10% au capital social de la société d'exploitation pendant toute la durée de la mine. Cette participation est libre de toutes charges et ne peut connaître aucune dilution en cas d'augmentation du capital social.

L'Etat se réserve également le droit d'exercer une option de participation supplémentaire en numéraire pour lui jusqu'à hauteur de 25% dans le capital de la société d'exploitation minière. Cette participation additionnelle se fait conformément aux dispositions de l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique et donne lieu au versement et la libération par l'Etat de son apport pour la valeur des actions acquises.

Sous l'ancien Code de 2003 l'État disposait de l'option de négocier pour lui et le secteur privé national une participation au capital de la société d'exploitation, en sus de 10 % d'actions gratuites, sans prévoir de plafond.

Ces participations donnent droit à un dividende dont le taux est égal à la quote-part de l'Etat dans le capital de la société d'exploitation servi en numéraire.

Contrat de partage de production

¹³¹ http://investinsenegal.com/IMG/pdf/fiche_technique_secteur_miner.pdf

¹³² Rapport annuel 2020 Avenir-page 20 (https://avenir.com/wp-content/uploads/2020/09/FY20-Avenir-30-June-2020-Financial-Statements_Signed.pdf)

Le code minier de 2016 a introduit pour la première fois dans son article 33 la possibilité pour l'Etat de conclure des contrats de partage de production portant sur la recherche et l'exploitation de substances minérales.

Ce contrat confère à la société minière un droit exclusif de recherche et d'exploitation dans une zone déterminée et la possibilité par la suite de recouvrer les coûts de la vente de tout produit. Les bénéfices provenant de la vente des produits miniers sont partagés avec l'Etat selon les modalités spécifiées dans l'accord.

Les conditions et modalités d'établissement du contrat de partage de production sont fixées par décret qui n'est pas encore publié.

Nous comprenons qu'aucun contrat de partage de production n'a été signé depuis la promulgation du Code minier de 2016.

4.1.7.2 Participations directes de l'Etat dans le capital des entreprises extractives

L'état des participations de l'Etat dans les sociétés minières ainsi que les revenus éventuels découlant des dites participations au 31/12/2020 qui se présente comme suit :

Tableau 17 : Participations directes de l'Etat dans les sociétés minières au 31 décembre 2020

N°	Société	% Participation au 31/12/2020	Observation
Entreprise publique			
1	MIFERSO	99%	Participation libérée. 1% des parts restantes sont au BRGM
2	SOMISEN	100%	Participation de l'Etat supérieur à 50% pendant toute la durée de vie de la société
Entreprises titulaires d'une Concession			
3	SGO	10%	Participation gratuite
4	GCO	10%	Participation gratuite
5	Dangote	10%	Pas encore mise en œuvre car la création de la société avec la participation est en cours
6	ICS	15%	Participation gratuite
7	Petowal Company Mining	10%	Participation gratuite
8	SOMIVA	10%	Participation gratuite
9	SORED Mines	10%	Participation gratuite
Entreprise titulaire de permis d'exploitation			
1	G PHOS	10%	Participation gratuite

Source : DMG.

En dehors des participations listées ci-dessus, l'Etat ne dispose pas d'autres participations directes ou indirectes (à travers MIFERSO) dans des sociétés opérant dans le secteur minier.

4.1.7.3 Entreprises d'Etat et leurs transactions

a) Cadre juridique

La Directive n° 01/2002/CM/UEMOA relative à la transparence des relations financières d'une part entre les Etats membres et les entreprises publiques, et d'autre part entre les états membres et les organisations internationales ou étrangères, définit une entreprise publique comme toute « entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent ». La loi 90-07 dispose des formes que peuvent revêtir l'entreprise publique (société nationale, société anonyme à participation publique majoritaire) et l'Acte uniforme OHADA complète les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des sociétés anonymes à participation publique majoritaire notamment.

Au Sénégal, les entreprises publiques bénéficiant d'un financement de l'Etat sont définies par la loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur public et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique (Journal officiel du 7 juillet 1999). C'est cette même loi, en son article 6 qui précise que « sont considérées comme sociétés anonymes à participation publique majoritaire, des sociétés dans lesquelles une ou plusieurs personnes publiques possèdent directement ou indirectement au moins 50% du capital social ». Ainsi, une société anonyme « à participation publique majoritaire peut bénéficier (...) d'avantages en nature ou en espèces » provenant de l'Etat (article 47 de la loi n°90-07 du 26 juin 1990).

b) Définition adoptée par le CN-ITIE

Le Comité national ITIE Sénégal a adopté la définition suivante d'entreprise d'Etat lors de sa réunion du 25 Juin 2020 « C'est une entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. Elle peut avoir le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial, ou de société nationale, ou de société anonyme à participation publique majoritaire. Les règles d'organisation et de fonctionnement sont définies par les lois en vigueur au Sénégal. »

a) Sociétés d'Etat dans le secteur minier

La société SOMISEN SA dénommée Société des Mines du Sénégal est une société nationale créée par la loi n°2020-31 et qui est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé des Mines et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO) est la seule entreprise d'Etat exerçant dans le secteur minier. Elle a été créée en 1975 et dispose d'un permis d'exploitation de fer dénommé « Falémé » et d'un permis de recherche de fer appelé « Olodou ».

La présentation du cadre juridique, du mandat, de la gouvernance et de la relation financière de MIFERSO avec l'Etat se détaille comme suit :

Cadre juridique	Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur public et au contrôle des personnes morales de droit privé
Statut	En activité
Capital	Le capital de la société est de 1.755.470.000 Francs CFA. Il est détenu à 98,83% par l'Etat du Sénégal et 1,17% par la société BRGM. Les actions sont entièrement libérées.
Mandat	La recherche, le développement, la promotion, l'exploitation et la transformation des minerais de fer marchands des gisements de fer de la Falémé située à l'extrême zone sud - est du Sénégal.
Organisation et Gouvernance	La gouvernance de la société est fixée dans les chapitres III et V de ses statuts : https://itie.sn/entreprises-detat/
Principales Ressources	- Ventes de sa production ; et - Subventions accordées par l'Etat ;
Fiscalité	MIFERSO est soumise aux dispositions de la réglementation fiscale applicable aux sociétés commerciales.
Dividendes	En plus de la fiscalité, MIFERSO verse au Trésor Public des dividendes issus des résultats bénéficiaires après l'arrêté de ses états financiers annuels par son Conseil d'Administration et approbation de son Assemblée Générale dont les prérogatives sont exercées par le Gouvernement réuni en séance spéciale élargie. Les dividendes sont distribués après prélèvement de 10% des résultats bénéficiaires au titre de la constitution d'un fonds de réserve légale prescrite par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint une somme égale au 1/5 du montant du capital sociale. L'excédent sur la réserve légale est affecté selon les dispositions de l'article 42 des statuts : https://itie.sn/entreprises-detat/
Financements	A la création, il peut arriver que l'Etat octroie une subvention d'exploitation ou d'équipement pour permettre le démarrage des activités de la Société. Cette subvention n'est pas systématique du fait que le capital seul est sensé assurer le démarrage de la société. Lorsque le capital est jugé insuffisant la subvention est octroyée. En cas de difficultés, l'Etat peut allouer des subventions d'exploitation ou d'investissement. La subvention peut aussi découler d'une convention entre l'Etat et la société dans le but d'exécuter une prestation de services publics. La société peut également mobiliser des ressources auprès des institutions financières, avec ou sans la garantie de l'Etat.

Gestion financière et comptable	<p>Les états financiers sont arrêtés annuellement par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) portant organisation et harmonisation des comptabilités et approuvés par l'Assemblée Générale des sociétés d'Etat.</p> <p>Les états financiers sont soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes désigné par l'assemblée des actionnaires. Les comptes de la société peuvent être également contrôlés par la Cour des Comptes.</p> <p>Les états financiers ainsi que les rapports financiers de MIFERSO ne sont pas publiés.</p>
---------------------------------	--

b) Transactions entre l'Etat et les entreprises d'Etat

MIFERSO et la DGCPT ont été sollicitées de reporter toutes les transactions se rapportant aux transferts effectués au profit de MIFERSO ou effectués par celle-ci au profit de l'Etat selon la nomenclature présentée dans le tableau ci-après. Les données reportées au titre de 2020 se présentent comme suit :

Transferts par/pour MIFERSO	Montant en millions FCFA
Transferts et financements reçus de l'Etat	
Subvention d'investissement (*)	-
Subvention d'exploitation	601 630 000
Prêts	-
Garanties	-
Transferts au profit de l'Etat	
Fiscalité et cotisation sociale	16 121 352
Dividendes	-
Dépenses quasi budgétaires :	-
Prestation de services non commerciaux (dépenses sociales)	-
Financement Infrastructures publiques	-
Subventions	-
Services de la dette publique ou bonification	-

(*) Selon les états financiers arrêtés au 31/12/2019, nous comprenons que MIFERSO a reçu une subvention d'équipement de l'Etat pour une valeur de 70 000 000 FCFA correspondant à l'achat de cinq véhicules en 2015. En fin 2019, la subvention est totalement amortie. Les amortissements (quote-part virée au compte de résultat) au titre de ladite subvention se présente comme suit :

Désignation	Montant en FCFA
Subvention d'équipement	70 000 000
- Amortissement au 31/12/2015	(8 226 370)
- Amortissement au 31/12/2016	(17 500 000)
- Amortissement au 31/12/2017	(17 500 000)
- Amortissement au 31/12/2018	(17 500 000)
- Amortissement au 31/12/2019	(9 273 630)
Solde de la subvention au 31/12/2019	-

Il y a lieu de noter que les états financiers 2020 ont été communiqués par la société MIFERSO dans le cadre de préparation de ce rapport mais ils ne sont pas publiés. Les états financiers font ressortir les éléments suivants :

- Une subvention d'exploitation reçue en 2020 pour un montant de 601 630 000 FCFA contre 343 630 000 FCA en 2019.
- Une dette court terme sous forme de compte courant associés pour un solde de 445 249 272 FCFA au 31 décembre 2020. Ce solde n'a pas subi de variation en 2018 et 2019.
- Une dette financière sous forme d'une avance reçue de l'Etat pour un solde de 405 676 000 FCFA au 31 décembre 2020. Ce solde n'a pas subi de variation en 2018 et 2019.
- Une créance vis-à-vis des associés pour un solde de 3 588 441 579 FCFA au 31 décembre 2020. Ce solde n'a pas subi de changement en 2018 et 2019.
- Aucun dividende n'a été distribué en 2020 ni en 2019.

Des données complémentaires se rapportant aux dettes et créances de la société vis-à-vis de ses actionnaires ont pu être collectées (courrier du ministre des Mines et de la Géologie no 00216 en date 10 février 2021) et analysées par le GMP. A l'issue de l'analyse, l'expert au sein du GMP a conclu :

- La dette court terme de 445 249 272 FCFA : Il s'agit de sommes versées par l'actionnaire SEREM/BRGM en financement du fonctionnement de la société. Il est à préciser que la part versée par l'Etat du Sénégal est non remboursable et figure par conséquent en produits ; et l'anomalie réside dans le traitement comptable de ce montant. Le compte courant d'actionnaires utilisé est destiné à recevoir des montants à court terme, c'est-à-dire à échéance de moins d'un an. La dette demeurant constante sur plus d'un an, il serait souhaitable de la loger dans un compte de haut de bilan.
 - La dette financière de 405 676 000 FCFA : elle devrait subir le même traitement comptable précédent ;
 - La créance de 3 588 441 579 FCFA suggère un classement en haut de bilan dans les créances à long et moyen terme.
- c) Transactions avec les entreprises extractives

(i) Subventions, Prêts et garanties octroyées

MIFERSO et le Trésor public ont été sollicités pour reporter les subventions, prêts et garanties octroyées à des entreprises opérant dans le secteur minier. Les déclarations de ces deux structures n'ont pas inclus de transactions de cette nature au titre de 2020.

(ii) Transferts reçus des entreprises extractives

MIFERSO ne collecte aucun revenu de la part des entreprises minières au Sénégal.

4.1.8 Transport dans le secteur minier

Le transport dans le secteur minier est assuré par les moyens propres des entreprises. L'activité de transport est donc imposée dans le cadre des activités desdites sociétés et la fiscalité s'y rattachant est prise en compte dans les revenus collectés par l'État du secteur minier.

En conclusion, l'Exigence 4.4 de la Norme ITIE est non applicable pour le secteur minier au Sénégal.

4.1.9 Revenus en nature

Le code minier 2016, prévoit au niveau de son article 33, que l'Etat peut conclure des contrats de partage de production avec les sociétés minières. L'objet de contrat de partage de production est de fixer les rapports entre l'Etat et le contractant pendant toute la durée des opérations minières. Il couvre les périodes de recherche et d'exploitation. Le contrat de partage de production est approuvé par décret.

Sur le plan pratique, tous les revenus issus du secteur minier sont collectés par l'Etat et les entreprises d'Etat en numéraire.

En conclusion, l'Exigence 4.2 de la Norme ITIE est non applicable actuellement pour le secteur minier au Sénégal.

4.1.10 Fournitures d'infrastructures et accords de troc

Le projet aurifère de la Somigol

En janvier 2014, Teranga a finalisé l'acquisition de la joint-venture « Oromin Joint-Venture Group » (OJVG). Cette transaction a plus que doublé les réserves et les ressources de l'entreprise. Outre le permis d'exploitation de la mine de Sabodala qui s'étend maintenant sur 246 km², Teranga possède actuellement deux (02) permis de recherche à Bransan et sounkounkou d'une superficie de 628.98 km².

À travers sa participation dans Sabodala Gold Mauritius Ltd., Teranga détient 90% de Sabodala Gold Operations (SGO), l'entité sénégalaise exploitant la mine d'or de Sabodala, et 100% de Sabodala Mining Company (SMC), la société sénégalaise détenant directement ou en joint-venture les permis d'exploration. La partie restante de 10% de SGO appartient à la République du Sénégal¹³³.

Conformément au contrat d'acquisition d'OJVG, Teranga doit procéder au versement de paiements initiaux à hauteur de 10,0 millions USD liés à la renonciation du droit de la République du Sénégal d'acquiescer une participation supplémentaire dans OJVG. Ces paiements devront être utilisés pour financer des projets de développement communautaire dans la région où se situe la mine conformément au choix de l'Etat du Sénégal, et doit être versé soit directement aux fournisseurs chargés de l'accomplissement de projets spécifiques soit aux ministères indiqués par la République du Sénégal. Le projet principal financé à ce titre par ces paiements concerne la mise en place du Domaine Agricole Communautaires (DAC) de Kédougou¹³⁴.

La société Sabodala Gold Operations (SGO) a déclaré des paiements en 2020 totalisant 956 912 909 FCFA relatifs à la renonciation de l'Etat à sa participation supplémentaire dans le capital de SGO contre 84 487 470 FCFA en 2019, 827 486 643 en 2018, 500 091 994 FCFA en 2017, 727 191 882 FCF en 2016 et 4 867 939 324 FCFA en 2015.

¹³³ Rapport de Responsabilité Sociétale 2014, Teranga Gold Corporaion, p6.

¹³⁴ Rapport de Responsabilité Sociétale 2014, Teranga Gold Corporation, p23.

Les paiements effectués en 2020 tels que déclarés par la société SGO sont déclarés sous le flux « paiements sociaux obligatoires et sont détaillés dans l'annexe 6 :

Le contrat d'acquisition d'OJVG est un contrat public¹³⁵. Les principales dispositions et les principaux engagements des signataires (y compris l'échéancier de règlement de 10 millions USD) sont prévus dans l'article 22 de la convention minière signée entre l'Etat du Sénégal et la société SGO en avril 2015¹³⁶.

Projet Intégré sur Le Fer de La Falémé

Le projet comporte deux composantes en plus de l'exploitation de la mine qui s'étend sur 1100 kilomètres carrés :

- la construction d'un chemin de fer reliant la Falémé à Bargny-Sendou (plus de 430 kilomètres), et une autre voie entre la mine et Tambacounda, soit 311 kilomètres dont les coûts sont estimés à environ 1000 milliards de FCFA, et
- la réalisation d'un port minéralier de tonnage lourd à Bargny dont les coûts sont estimés à 368 milliards FCFA.

Il est à noter que ce projet vient d'être relancé en 2015 après une longue période de suspension.

Le Gouvernement du Sénégal a officialisé en 2018 les négociations avec le groupe turc TOSYALI qui compte investir plus de 2 milliards de dollars au Sénégal à travers la valorisation locale du minerai de fer de la Falémé (réserves prouvées d'une moyenne d'extraction de 15 millions de tonnes de minerai de fer par an¹³⁷) par l'installation d'un complexe minier sidérurgique qui à terme produira plus de 3 millions de tonnes d'acier par an¹³⁸.

Dans le cadre de la concrétisation du Projet d'exploitation des Mines de Fer de la Falémé, l'Etat du Sénégal a signé le 09 octobre 2018 un Protocole d'Accord (PDA) ou Memorandum Of Understanding (MOU)¹³⁹ avec la société turque TOSYALI HOLDING.

L'objet de ce protocole d'accord porte sur le développement, le financement et la réalisation d'un complexe Minier et Sidérurgique au Sénégal par TOSYALI HOLDING. Ce Protocole d'accord sera suivi de la signature d'un accord cadre d'investissement définissant le cadre contractuel, réglementaire et économique général dans lequel les deux parties s'engagent à mettre en œuvre le projet.

Cet accord cadre d'investissement donnera au projet l'avantage de démarrer rapidement et de créer plusieurs emplois surtout pour les populations impactées par le projet.

Le projet sera réalisé en trois (03) phases :

Phase 1 : TOSYALI HOLDING mettra en place une usine de fabrication de fer à béton et de fil Machine alimentée par des billettes de fer importées (Produits semi-fini).

Phase 2 : substitution des billettes et des produits semi-finis importés par la mise en place d'une Mine de fer à Kédougou, d'un haut fourneau, d'un convertisseur et d'une unité de production de billettes. Les installations de ces deux premières phases seront réparties dans les régions de Kédougou, Tambacounda et Dakar.

Phase 3 : réalisation du projet tel que décrit dans le PSE avec les extensions du complexe minier et sidérurgique pour produire, avec les nouvelles découvertes de gaz, des Pellets et du « Direct Reduced Iron (DRI) » et ainsi faire monter la quantité d'acier produite en phase 1 puis diversifier les produits sidérurgiques.

Tout cela sera confirmé par des études de faisabilité qui seront effectuées par TOSYALI¹⁴⁰.

Cependant et à la date de ce rapport, nous n'avons pas eu d'informations sur les progrès réalisés dans ce projet. Le site officiel de la société TOSYALI¹⁴¹ ne cite pas ce projet dans la liste des investissements.

Selon un article de presse publié par un journal en ligne¹⁴², une plainte est déposée auprès du Point de Contact National turc (PCN) par les associations Lumière Synergie pour le Développement (LSD) et l'Association des femmes transformatrices de poissons de Bargny Guedj "Khelcom" contre la société TOSYALI l'accusant de tenter de s'accaparer du site de transformation des femmes pour y construire un complexe minier sidérurgique.

¹³⁵ <http://itie.sn/wp-content/uploads/2021/04/accord-de-Principe-avec-GOS.pdf>

¹³⁶ [CONVENTION-MINIERE-OR-ARGENT-ET-SUBSTANCES-CONNEXES-SGO-PERIMETRE-SABODALA.pdf \(itie.sn\)](https://www.dakaractu.com/Suppose-gre-a-gre-avec-TOSYALI-les-precisions-du-ministre-des-Mines_a159097.html)

¹³⁷ <http://www.big.gouv.sn/index.php/2018/10/22/mine-de-fer-de-la-faleme/>

¹³⁸ https://www.dakaractu.com/Suppose-gre-a-gre-avec-TOSYALI-les-precisions-du-ministre-des-Mines_a159097.html

¹³⁹ <http://itie.sn/wp-content/uploads/2020/11/Protocol-daccord-signe%CC%81-avec-TOSYALI.pdf>

¹⁴⁰ Document Revue Annuelle Conjointe (RAC) du Ministère des Mines et de la Géologie.

¹⁴¹ <https://www.tosyaliholding.com.tr/fr/dentreprise/nos-investissements/a-letranger>

¹⁴² https://www.pressafrik.com/Construire-d-un-complexe-minier-siderurgique-une-plainte-deposee-contre-l-entreprise-Tosyali-Holding-Senegal_a220597.html

4.1.11 Dépenses sociales et contenu local

4.1.11.1 Dépenses sociales obligatoires

L'article 115 du Code minier (2016) met à la charge des titulaires de titres miniers, de contrat de partage de production, ou de contrat de service en phase d'exploitation une contribution de de 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes annuel destiné à financer le Fond de de d'appui au développement local.

Pour les détenteurs de titres miniers, de contrat de partage de production ou de contrat de services en phase de recherche et en phase de développement, le montant annuel de la contribution est négocié et précisé dans les conventions et protocoles.

Le Fonds servira à promouvoir le développement économique et social des communautés locales résidant à proximité des zones minières, et devra inclure des projets d'autonomisation des femmes. Les modalités d'alimentation et d'utilisation des ressources du Fonds sont précisées dans les conventions et protocoles conclus entre l'Etat et les titulaires des titres miniers.

Par ailleurs, à l'article 22.4 du modèle de convention-type en vigueur sous l'ancien code prévoit que « En phase d'exploitation, la société s'engage à investir annuellement pour le compte du développement social des collectivités locales de la zone du permis d'exploitation le montant défini avec l'Etat ». Dans la pratique, les montants à allouer sont fixés dans la convention minière.

En dehors des contributions ci-dessus mentionnées, le code minier et les dispositions des conventions minières types ne prévoient pas d'autres paiements sociaux à la charge des entreprises minières. Néanmoins, ces dernières peuvent être amenées à payer des dédommagements liés à la délocalisation des populations ou aux impacts négatifs identifiés dans le cadre des études de faisabilité.

Les dépenses sociales obligatoires reportées par les sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement au titre de 2020 ont totalisé un montant de 1 469 457 379 FCFA. Le détail de ces dépenses par société et par bénéficiaire est présenté en section 5.6 et en annexe 6 du présent rapport.

4.1.11.2 Dépenses sociales volontaires

Les sociétés contribuent dans le financement de programmes sociaux ou des travaux d'infrastructures volontairement dans le cadre leur politique RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) ou en application des accords conclus avec les autorités ou les populations locales.

En 2020, les entreprises retenues dans le périmètre de rapprochement ont reporté des dépenses sociales volontaires pour un montant de 2 206 877 164 millions FCFA. Le détail des paiements par société et par bénéficiaire est présenté en section 5.6 et à l'annexe 7 du présent rapport.

4.1.11.3 Contenu local

Le Code minier (2016) prévoit :

- L'obligation pour les titulaires de titres miniers et leurs sous-traitants l'obligation d'employer en priorité, à des qualifications égales et sans distinction de sexes, le personnel sénégalais ayant les compétences requises pour la conduite efficace des opérations minière (Article 109).
- L'obligation pour les titulaires de titres miniers, leurs fournisseurs et leurs sous-traitants d'utiliser autant que possible des services et matières d'origine du Sénégal, des produits fabriqués ou vendus au Sénégal dans la mesure où ces services et produits sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, garanties et délais de livraison (article 85). De même, les titulaires de titres miniers sont tenus de publier leur plan annuel de passation des marchés.

Dans le cadre du présent rapport, les sociétés minières retenues dans le périmètre de rapprochement ont été sollicitées de déclarer le volume des transactions effectuées avec les fournisseurs locaux et étrangers. Conformément aux déclarations ITIE, les services et matières achetés auprès de fournisseurs locaux ont représenté 28,91% du volume des achats des entreprises sélectionnées au titre de 2020, évalué à 715 692 333 114 FCFA.

- le volume des transactions effectuées avec des fournisseurs locaux au titre de l'année 2020 s'élève à 206 873 843 922 FCFA. Le détail par société se présente comme suit :

Société	Palements en FCFA
Sabodala Gold Operations (SGO)	53 919 627 750
Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	48 320 541 079
Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	28 319 621 779
Ciments du Sahel (CDS)	26 616 531 928
Industries Chimiques du Sénégal (ICS)	16 360 863 804
Grande Côte Opérations (GCO)	10 507 436 609
Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (SOMIVA)	9 638 594 364

Société	Paielements en FCFA
Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	7 444 709 068
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)	1 605 566 551
Gécamines (GECAMINES)	1 217 965 048
IAMGOLD BOTO SA	1 096 649 697
Petowal Mining Company (PMC) SA	1 003 497 624
Sephos Sénégal SA (SEPHOS)	394 821 095
African Investment Group SA (AIG)	175 137 005
Sabodala Mining Company (SMC)	174 010 521
La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO)	78 270 000
Total paiements aux fournisseurs locaux	206 873 843 922

- le volume des transactions effectuées avec des fournisseurs étrangers au titre de l'année 2020 s'élèvent à 508 818 489 192 FCFA. Le détail par société se présente comme suit :

Société	Paielements en FCFA
Industries Chimiques du Sénégal (ICS)	125 253 861 231
Ciments du Sahel (CDS)	115 258 465 325
Sabodala Gold Operations (SGO)	76 888 039 086
Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	67 393 469 387
Petowal Mining Company (PMC) SA	54 099 303 558
Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	28 534 180 174
Grande Côte Opérations (GCO)	24 880 718 040
Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (SOMIVA)	6 556 903 119
IAMGOLD BOTO SA	3 178 757 972
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)	3 082 358 299
Gécamines (GECAMINES)	2 947 718 180
African Investment Group SA (AIG)	285 717 777
Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	275 036 140
Sephos Sénégal SA (SEPHOS)	130 718 047
Sabodala Mining Company (SMC)	33 564 057
La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO)	19 678 800
Total paiements aux fournisseurs étrangers	508 818 489 192

Le détail par fournisseur est présenté au niveau des annexes 22 et 23 du présent rapport.

4.1.12 Obligations environnementales

4.1.12.1 Cadre institutionnel

Conformément à l'exigence 6.4 de la norme ITIE 2019, relative à la divulgation des informations sur la gestion et le suivi de l'impact environnemental des industries extractives, les institutions ci-après constituent les principales entités impliquées dans la gestion environnementale relative aux activités extractives.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable est l'entité responsable de la gestion de l'Environnement en collaboration avec le Ministère en charge des Mines, et le Ministère du Pétrole et des Energies dont les prérogatives ont été évoquées précédemment dans le rapport. Le Ministère de l'Environnement est chargé de la mise en œuvre des politiques adoptées par le Sénégal en matière de veille environnementale, de lutte contre les pollutions et de protection de la nature, de la faune et de la flore.

Structure	Prérogatives
Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)	Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable : - Prépare et met en œuvre la politique en matière de veille environnementale, de lutte contre les pollutions et nuisances et de protection de la nature, de la faune et de la flore.

Structure	Prérogatives
	<ul style="list-style-type: none"> - Dans l'exercice de ses compétences relatives à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales, il mène l'instruction des dossiers d'étude d'impact environnemental et d'autorisation des installations classées relatives à cette activité. - Supervise l'évaluation environnementale ou Etude d'Impact Environnemental. L'Etude d'Impact est faite par un bureau d'étude agréé par le Ministre chargé de l'environnement. Elle est à la charge du promoteur, et est soumise par ce dernier à l'autorité du Ministre qui délivre un certificat de conformité après avis d'un Comité technique dont le secrétariat est assuré par la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC). - Assure, en collaboration avec les services compétents, le suivi de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale. A cet effet, il produit des rapports de suivi de ces PGES. Le MEDD assure également le contrôle des ICPE.
Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime	<p>L'Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM), créée par décret en juin 2009, est l'autorité maritime déléguée placée sous l'Autorité du Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime.</p> <p>Dans le décret n° 2009-583 du 18 juin 2009, l'ANAM est assignée d'une mission de service public relative à la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de Marine marchande, dans ses différents volets pêche, commerce et plaisance, ainsi que de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 2002-22 du 16 août 2002 portant Code de la Marine marchande, des conventions maritimes internationales et des autres législations et réglementations en vigueur, en vue d'atteindre l'objectif d'une navigation sûre dans des eaux propres, afin d'assurer la sauvegarde de la vie humaine en mer, la protection des biens et de l'environnement marin. Ainsi, dans le secteur pétro gazier, l'ANAM intervient à trois niveaux essentiels à savoir, la sûreté et la sécurité des plateformes pétrolières et gazières, l'administration des gens de mer à bord des dites plateformes et enfin la protection de l'environnement marin.</p>
Ministère de l'Intérieur	<p>Avec ses différents démembrements, le Ministère de l'Intérieur à travers la compagnie de gendarmerie maritime (Compagnie maritime du port, Port de Dakar, Brigade du port de pêche-SOFRIGAL-), la Brigade de la zone des hydrocarbures (môle 8), la Brigade du port de commerce (môle 1), la Brigade de l'arsenal assure le maintien et la cohésion des institutions du pays. Il veille à l'élaboration et la mise en œuvre du Plan ORSEC.</p>
Haute Autorité chargée de la Coordination pour la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin (HASSMAR)	<p>La Haute Autorité chargée de la Coordination pour la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin (HASSMAR) est une structure administrative autonome, à vocation opérationnelle, créée par Décret n° 2006-322 du 7 avril 2006. Placée sous la tutelle technique du Ministère des Forces armées, elle est le dépositaire de l'autorité de l'État et le délégué du Gouvernement dans le cadre de la coordination de l'action de l'État en mer.</p> <p>Ses responsabilités couvrent : la défense de la souveraineté et la sauvegarde des intérêts de la nation ; le maintien de l'ordre public, la sécurité de la navigation, la prévention et la lutte contre les actes illicites ; la sécurité et la sûreté de la population, des ressources et installations ; la protection de l'environnement marin et la préservation des ressources maritimes. Il est chargé de coordonner l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, au niveau national.</p>

4.1.12.2 Cadre juridique

Constitution du Sénégal

L'article 25-2 de la Loi constitutionnelle n° 2016-10 du 05 avril 2016 portant révision de la Constitution garantit formellement le droit à un environnement sain pour les populations.

Code de l'Environnement

Selon l'article 48 de la Loi N° 2001 - 01 du 15 Janvier 2001 portant code de l'environnement, « Tout projet de développement ou activité susceptible de porter atteinte à l'environnement, de même que les politiques, les plans, les programmes, les études régionales et sectorielles devront faire l'objet d'une évaluation environnementale ».

Les outils de l'évaluation environnementale prévue sont : l'étude d'impact environnementale (EIE), l'Évaluation Environnementale Stratégique et l'Audit sur l'Environnement. L'EIE est définie comme étant la procédure qui permet d'examiner les conséquences, tant bénéfiques que néfastes, qu'un projet ou programme de développement envisagé aura sur l'environnement et de s'assurer que ses conséquences seront dûment prises en compte dans la conception du projet ou programme.

Le Code, en son article L49, précise que l'EIE est à la charge du promoteur du projet et en ses articles L52 et L53 met l'accent sur l'importance de la participation du public dans l'EIE. Quant au contenu du rapport d'EIE, il a été précisé par l'article L51. L'EIE doit comporter au minimum une analyse de l'état initial du site et de son

environnement, une description du projet, l'étude des modifications que le projet est susceptible d'engendrer et les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les impacts négatifs de l'activité, ainsi que le coût de celles-ci avant, pendant et après la réalisation du projet.

La validation des EIE est confiée à un Comité Technique composé des Ministères et autres structures concernées par l'étude d'impact, sous la présidence du ministère de tutelle du secteur concerné.

Les conditions d'application de l'EIE sont définies par les arrêtés suivants :

- arrêté n°009471 en date du 28 novembre portant contenu des termes de référence des études d'impact ;
- arrêté n°009470 du 28 novembre 2001 relatif aux conditions de délivrance de l'agrément de réalisation des EIE ;
- arrêté N°009472 le du 28 novembre 2001 portant contenu du rapport de l'EIE ;
- arrêté n°009468 du 28 novembre 2001 portant sur la réglementation de la participation du public à l'EIE ; et
- arrêté n°009469 du 28 novembre 2001 portant sur l'organisation et le fonctionnement du Comité Technique.

Le Code de l'Environnement est en cours de révision et renforce les dispositions relatives à la gestion écologiquement rationnelle des ressources extractives. Ainsi, le projet de Code prévoit l'audit du plan de réhabilitation, au moins tous les deux ans. Celui-ci accorde également une place importante à la transparence environnementale en prévoyant la publication des plans de gestion environnementale et sociale et des rapports de suivi de ces plans.

A ces dispositions générales sont venues s'ajouter des obligations précises dans le secteur minier.

Code minier (2016)

Les activités minières sont particulièrement dangereuses pour l'environnement. C'est pourquoi le Code minier prévoit dans son article 102 que tout demandeur de permis d'exploitation minière, d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière ou d'autorisation d'exploitation de petite mine doit, préalablement au démarrage de ses activités, réaliser, à ses frais, une étude d'impact sur l'environnement et la mise en œuvre du plan de gestion environnemental, conformément au Code de l'environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

Par ailleurs, « tout titulaire de permis de recherche, d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière permanente, d'autorisation d'exploitation de petite mine, de permis d'exploitation minière et de contrat de partage de production, est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire auprès d'un établissement public spécialisé désigné par l'Etat. Ce compte est destiné à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en œuvre du plan de gestion environnemental » (Art.104).

Les modalités de fonctionnement de ce fonds sont fixées par le Décret n°2009-1335 du 30 novembre 2009¹⁴³. Il est géré conjointement par le titulaire du titre minier d'exploitation et les Ministères en charge des Mines et de l'Environnement. Nous comprenons néanmoins, l'absence d'un arrêté pour définir les modalités de versement des fonds.

En attendant l'arrêté, le Ministère de Mines a commencé à signer des protocoles avec les entreprises minières. En effet, un protocole d'accord transitoire pour le versement d'une garantie forfaitaire annuelle au titre du fonds de réhabilitation des sites miniers avec la société Dangote Cement Sénégal a été signé le 7 juillet 2021.

La loi n°2016-32 du 8 novembre 2016 portant Code minier étend le champ d'application de l'obligation de réhabilitation aux les titulaires de permis de recherche, d'autorisations d'ouverture et d'exploitation de carrières temporaire ou permanente, d'exploitation de petite mine et de contrat de partage de production.

En raison de la nécessité de protéger les ressources forestières qui sont dans le champ d'application des titres miniers, l'article 105 exige le respect des dispositions du Code forestier.

Conventions internationales

Le Sénégal a ratifié de nombreuses conventions internationales relatives à l'environnement, notamment celles dites de la génération de RIO (biodiversité, changements climatiques, désertification, etc.) qui offrent des opportunités réelles en termes de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement dans la perspective d'un développement durable. La liste des conventions est disponible sur le lien suivant : <http://www.environnement.gouv.sn/search/node/Convention> .

Autres textes

D'autres textes régissent le secteur. Il s'agit notamment de :

- la loi 2018-25 du 12 Novembre 2018 portant Code forestier (articles 28 et 63) ; et

¹⁴³ <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article8001>.

- la loi n°2002-22 du 16 août 2002 portant Code de la Marine marchande.

4.1.12.3 Dépenses environnementales

Les dépenses environnementales recensées sont :

Fonds Réhabilitation des sites miniers et de carrières		
L'article 2 du décret n° 2009-1335 en date du 30 novembre 2009 portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de réhabilitation des sites miniers stipule que le titulaire du titre minier provisionne une caution équivalente à cinq fois le coût moyen annuel de réhabilitation à compter de la date de première production.		
Par ailleurs, le titulaire du titre minier provisionne annuellement le fonds à compter de la date de première production pour un montant équivalent au coût moyen annuel de réhabilitation.		
Le montant de la caution constitue une garantie à première demande pour l'Etat. La provision versée chaque année à compter de la première production est destinée au financement des opérations de réhabilitation de l'année suivante. Cependant, depuis sa création, aucun montant n'est versé dans ce compte ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations. Certaines entreprises ont tout de même constitué des provisions à cet effet.		
Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)		
Taxe superficielle	Code de l'environnement (Article 27)	Le titulaire d'un permis de recherche ou d'exploitation est redevable d'une taxe superficielle sur les établissements classés. Son taux varie en fonction de la surface concernée
Taxe à la pollution	Code de l'environnement (Article 27 et 73)	La taxe à la pollution est déterminée en fonction du degré de pollution, ou charge polluante. La charge polluante retenue comme assiette de la taxe est la moyenne des résultats des prélèvements effectués lors d'une ou de plusieurs campagnes de mesures
Appui Institutionnel (Fonds d'appui au Mini. De l'Env.)	Convention Minière	Il s'agit des montants convenus pour l'appui au Ministère de l'Environnement. Ce flux inclut les paiements en nature et les paiements en numéraires.
Direction des Eaux, Forêts, Chasses et Conservation des Sols (DEFCCS)		
Taxes d'abattage	Code Forestier	Taxe versée dans le cadre de la politique environnementale du gouvernement.
Appui Institutionnel (Fonds d'appui au Mini. De l'Env.)	Convention Minière	Il s'agit des montants convenus pour l'appui au Ministère de l'Environnement. Ce flux inclut les paiements en nature et les paiements en numéraires.
Autres dépenses		
Dédommagements des impacts négatifs occasionnés par les activités minières		

Sur les dix-huit (18) sociétés minières retenues dans le périmètre de rapprochement, trois (3) sociétés ont reporté des dépenses environnementales qui s'élèvent 517 097 227 FCFA, et treize (13) sociétés ont payé des taxes environnementales pour un montant de 877 253 583 FCFA, d'après les déclarations de la DEEC et la DEFCCS.

Le détail des paiements par société est présenté en section 5.7 et à l'annexe 8 du présent rapport.

4.2 Secteur des Hydrocarbures

4.2.1 Aperçu général du secteur

Au Sénégal, les activités d'exploration-production des hydrocarbures qui constituent l'amont pétrolier, sont menées sur toute l'étendue du bassin sédimentaire sénégalais qui fait partie du vaste Bassin Ouest Africain appelé Bassin MSGBC (Mauritanie - Sénégal - Gambie - Guinée Bissau - Guinée Conakry).

Le bassin sédimentaire sénégalais dispose d'un potentiel en hydrocarbures, aujourd'hui prouvé sur certaines zones « offshore ». Ainsi, les récents travaux et études entrepris, ont permis d'identifier plusieurs prospects en offshore profond et en onshore.

En février 2001, PETROSEN a signé un accord de partage de production avec Fortesa Corporation pour la mise en production du champ de gaz Gadiaga et de continuer l'exploration du bloc Thiès¹⁴⁴. C'est dans ce cadre que Fortesa a mis en production le puits Gadiaga 2 foré en 1996 par PETROSEN. Par la suite, Fortesa a réalisé treize (13) puits d'exploration et de développement de gaz qui rejoignent les six puits préexistants sur le permis.

Les réserves prouvées récupérables (P90) calculées à partir des données de puits, ajoutées aux quantités restantes au niveau du gisement de Gadiaga 2, ont été estimées à près de 357 millions de mètres cubes (Rapport Fekete Associate Inc., juin 2009)¹⁴⁵.

Par ailleurs, à la fin de l'année 2014, Cairn Energy par sa filiale sénégalaise Capricorn Sénégal Limited et ses partenaires de Joint-Venture ont foré deux puits au large des côtes sénégalaises. Du pétrole a été découvert dans les deux puits, ce qui a ouvert un nouveau bassin pétrolier sur la marge continentale de l'Atlantique¹⁴⁶. Au niveau des blocs de Rufisque, Sangomar Offshore et de Sangomar offshore profond (carte ci-dessous), les ressources probables mises en évidence en 2014, sont évaluées à plus d'un milliard de barils de pétrole en plus du gaz naturel¹⁴⁷.

En 2014, La société Petro-Tim Limited a cédé la totalité de ses participations dans les blocs Cayar Offshore Profond et Saint Louis Offshore Profond à la société Timis Corporation qui elle-même a transféré 60% des 90% qu'elle détenait à Kosmos Energy. Nous comprenons que les cessions réalisées dans le cadre des opérations pétrolières en phase de recherche sont exonérées d'impôt. La fiscalité applicable à la transmission des participations entre Petro-Tim, Timis Corporation et Kosmos Energy a été clarifiée par le Ministère des Finances par le biais de son communiqué publié sur le site web du ministère (<http://www.finances.gouv.sn/index.php/actualites/311-commfisca>).

En janvier 2016, Kosmos Energy a annoncé une importante découverte de gaz au large des côtes sénégalaises. Dans son communiqué, Kosmos Energy indique avoir « découvert du gaz naturel dans deux réservoirs de 101 mètres d'épaisseur au total » au niveau du puits Guembeul-1. Ce forage est localisé à 2,7 kilomètres de profondeur d'eau, dans la partie nord-ouest du permis de Saint Louis offshore profond et à environ 2,5 kilomètres au sud du puits Ahmeyim-1 (ex-Tortue-1). Ce gisement est à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie. Kosmos détient une participation de 60% dans les blocs Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore Profond, aux côtés de Timis Corporation Limited (30%) et de PETROSEN (10%).

En mai 2016, Kosmos a annoncé une découverte d'environ 140 milliards de mètres cube de réserves de gaz naturel dans le puits Teranga-1 un puits d'exploration forés dans le bloc Cayar Offshore Profond. Ce puits est situé à environ 65 kilomètres au nord-ouest de Dakar, et à près de 100 kilomètres au sud du puits Gueumbeul-1 dans le bloc de St. Louis Offshore Profond¹⁴⁸.

En décembre 2016, Kosmos a annoncé dans son communiqué de presse¹⁴⁹ qu'un protocole d'accord avec la société BP a été conclu. Selon les modalités de l'accord, BP aura une participation effective de 32,49% des contrats des blocs de Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore Profond au large des côtes du Sénégal. Selon les modalités de l'accord, Kosmos recevra une contrepartie fixe de 916 millions USD, comprenant :

- 162 millions USD en paiement initial en espèces ;
- jusqu'à 221 millions USD pour la recherche et l'évaluation, y compris un test de production (« drillstem test ») (DST) sur Tortue;
- jusqu'à 533 millions USD maximum pour les coûts de développement, jusqu'à la première production de gaz dans le projet Tortue, à savoir une étude d'ingénierie de base (« front-end engineering and design ») (FEED) devant être achevée en 2017, ayant pour but de parvenir à une décision d'investissement finale (DIF) avant fin 2018.

¹⁴⁴Blocks and Permits http://www.PETROSEN.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=19%3Ablocks-and-permits&catid=19%3Abasin&Itemid=36&lang=fr

¹⁴⁵ Document transmis par PETROSEN Périmètres Exploitation.docx

¹⁴⁶ Présentation Cairn au Sénégal http://www.cairnenergy.com/files/pdf/senegal/cairn_in_senegal_2015_fr.pdf

¹⁴⁷ http://files.the-group.net/library/cairnenergy/news_pdf/Transcript_Cairn_150316_v21.pdf page6.

¹⁴⁸ Source : <http://itie.sn/apercu-du-secteur-2/>

¹⁴⁹ Source : KOSMOS Energy, communiqué de presse du 19 décembre 2016.

Kosmos recevra en outre un bonus potentiel maximal de 2 USD par baril, jusqu'à 1 milliard de barils de liquides, ledit bonus étant structuré en tant que redevance sur la production, sous réserve d'une future découverte de liquides et du prix du pétrole.

En avril 2017, BP a accepté de renforcer son investissement au Sénégal en acquérant la totalité des 30 % de parts minoritaires dans deux blocs offshore du Sénégal : Saint-Louis Profond et Cayar Profond. À la conclusion de ces accords, soumis à l'approbation du gouvernement, BP détient une participation d'environ 60 % dans les blocs sénégalais. Ses partenaires Kosmos et Société des pétroles du Sénégal (PETROSEN) détiennent respectivement 30 % et 10 %¹⁵⁰.

Suivant la conclusion des cessions, les intérêts effectifs dans les blocs Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore Profond sont les suivants :

	Avant l'opération	Février 2017	Avril 2017
BP	0%	32,49% (*)	60%
Kosmos Energy	60%	32,51% (*)	30%
Timis Corporation	30%	25% (*)	0%
PETROSEN	10%	10% (*)	10%

(*) Suivant l'exercice de la faculté d'acquérir par Kosmos d'une participation supplémentaire de cinq pour cent (5 %) auprès de Timis Corporation, en contrepartie d'un futur portage des coûts pour un puits au Sénégal.

Source : KOSMOS Energy, communiqué de presse du 19 décembre 2016.

Kosmos a annoncé le 23 février 2017 qu'elle a reçu l'approbation du Gouvernement sénégalais et qu'elle a finalisé l'opération. BP et Kosmos Energy prévoient d'investir plusieurs milliards de dollars dans le développement du gisement Grand Tortue/Ahmeyin dans les années à venir et ont pour objectif de produire leur premier gaz d'ici 2021. Par ailleurs, les succès d'exploration se traduisent par un programme d'exploration de grande envergure ainsi que par une poursuite potentielle de l'activité de développement.

Les cessions des 30% de Kosmos et des 30% de Timis Corporation à BP ont été approuvées respectivement par l'arrêté no3020 du 22 Février 2017 et l'arrêté no14912 du 12 Août 2017 du Ministre en charge des hydrocarbures.

Dans le cadre de la gestion du permis, un décret n°2018-1818 du 24 septembre 2018 portant deuxième renouvellement de la période de recherche du Contrat de Recherche et Partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal et les Sociétés BP Sénégal Investment Limited, Kosmos Energy Investment Sénégal Limited et PETROSEN relatif au bloc de Saint Louis Offshore Profond a été pris¹⁵¹.

Par ailleurs, en mai 2017, le Sénégal et TOTAL SA ont conclu deux contrats de recherche et de partage de production d'hydrocarbures sur les blocs Rufisque Offshore Profond et l'Ultra Deep Offshore, dont Total sera opérateur (90%), aux côtés de la Société Nationale des Pétroles du Sénégal (PETROSEN), qui détiendra les 10% restants¹⁵².

Développement des principaux projets pétroliers et gaziers

I. PROJET GRAND TORTUE (GTA)

L'exploitation des réserves de gaz du projet Grand Tortue/Ahmeyim (GTA) à la frontière sénégal-mauritanienne a fait l'objet d'un accord de coopération international (ACI) signé le 09 Février 2018 entre les deux pays afin de permettre une "Unitisation" à savoir l'exploitation conjointe des réservoirs de GTA. L'accord est approuvé par l'Assemblée Nationale par la loi n°2018-21 autorisant le Président de la République à ratifier ledit accord¹⁵³. Pour être opérationnel, l'ACI a été complété par un Accord d'Unitisation (UUOA), signé le 06 (à Nouakchott) et 07 (à Dakar) février 2019 entre les différents Contractants au niveau des deux Etats et approuvé par les Ministres en charge des hydrocarbures des deux pays.

Le 16 novembre 2018, BPSIL, opérateur dans le bloc de Saint Louis offshore profond, soumet au Ministre du Pétrole et des Energies le plan de développement de l'Unité GTA, ainsi que la demande d'autorisation d'exploitation pour la parcelle sénégalaise du périmètre de l'unité GTA (Parcelle B) ; conformément aux dispositions du CRPP relatif au bloc précité. La même procédure a été suivie en Mauritanie.

Le Sénégal et la Mauritanie ont également signé le 21 décembre 2018 à Nouakchott, un accord sur les régimes fiscaux et douaniers applicables aux sous-traitants de la phase I du projet GTA, fondé sur un triple principe, d'abord, l'harmonisation des dispositions fiscales des deux pays, ensuite, le partage équitable des recettes découlant de l'application d'un régime unique aux sous-traitants par la mise en place d'entités mixtes regroupant les administrations fiscales des deux pays. Dans la foulée, les deux Ministres en charge du Pétrole au Sénégal et en Mauritanie, approuvent conjointement le plan de développement de l'Unité GTA. Parallèlement les compagnies

¹⁵⁰ <https://www.bp.com/en/global/corporate/what-we-do/bp-worldwide/bp-in-senegal.html>

¹⁵¹ Journal Officiel n°7140 du 17 novembre 2018, p. 1733.

¹⁵² <http://itie.sn/contrats-petroliers/> Conformément au Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures (CRPP), en cas de découverte commercialement prouvée, PETROSEN peut lever l'option d'accroître sa participation à hauteur de 20% soit 10% supplémentaires (cf. art 24 CRPP).

¹⁵³ Journal Officiel n°7148 du 27 décembre 2018, p. 1906.

pétrolières BP et KOSMOS Energy leur notifiant la décision finale d'investissement pour la phase 1 du projet GTA¹⁵⁴. Ainsi, la major britannique BP et ses partenaires ont annoncé publiquement avoir pris la décision finale d'investissement, le 21 décembre 2018, pour la phase 1 du projet de « Grand Tortue- Ahmeyin (GTA)¹⁵⁵.

Le Décret n° 2019-595 du 14 Février 2019, signé par le Président de la République du Sénégal, a autorisé l'exploitation par les compagnies pétrolières BP Sénégal Investments Limited, Kosmos Energy Investments Sénégal Limited et PETROSEN de la parcelle sénégalaise (parcelle B) issue du bloc de Saint Louis Offshore profond et comprise dans le Périmètre de l'Unité de la Zone Grand Tortue/ Ahmeyim (GTA).

Les travaux de construction des installations ont démarré au mois de mars 2019, ces installations consistent à :

- des infrastructures sous-marines et canalisations : douze (12) de puits de développement, gazoduc, manifold, etc. ;
- un FPSO : pour le traitement du gaz naturel avant son acheminement vers le FLNG ;
- une unité GNL flottante ("FLNG") : avec une capacité d'environ 2,5mtpa et un stockage intégré de GNL de 125 000 m³ ;
- un Hub/Terminal : incluant un brise-lame de 1250m de longueur.

L'avènement de la pandémie liée à la Covid-19 a impacté le projet comme plusieurs autres projets pétroliers et gaziers dans le monde. Du fait de la pandémie, les travaux d'installations ont été reportés à l'année 2021, ce qui induit ainsi un retard global d'un an sur la date de démarrage de la production de la phase 1 (passant de 2022 à 2023).

En effet, trois caissons qui étaient en mouillage dans les eaux de Ndiago (Mauritanie) ont été installés au courant du mois de juillet 2021¹⁵⁶. Le premier a été installé le 03 juillet 2021 et Le quatrième caisson a été installé le 07 Aout 2021 et au 21 Octobre 2021¹⁵⁷ le 11ème caisson au niveau du brise-lames a été installé.

Au large de Gorée, d'autres caissons attendent d'être acheminés au terminal offshore.

Au total, le brise-lame du Hub/Terminal de GNL du projet Grand Tortue/Ahmeyin (GTA), aura besoin de 21 caissons. Ces structures sont en béton et leur hauteur est de 33 m (soit la taille d'un immeuble de 11 étages), leur longueur est de 55 mètres de long, et mesurent 28 mètres de large.

II. PROJET YAKAAR ET TERANGA

Ces deux découvertes de gaz ont été effectuées en 2016 par Kosmos au niveau du bloc de Cayar offshore profond et les ressources initialement en place seraient de l'ordre de 5 TCF (environ 142 milliards de mètres cubes) pour Teranga et de 15 TCF (425 milliards de mètres cubes) pour Yakaar.

Il a été décidé de procéder à un développement intégré des deux découvertes et cela en plusieurs phases, avec une phase 1 au cours de laquelle il sera produit un minimum de 150 millions de pieds cubes par jour pour la production d'électricité au Sénégal.

Le concept en cours de discussions prévoit de mettre en place un manifold avec quatre puits (4) de production et une ligne de pipe rattachée directement à une usine de traitement de gaz qui sera située sur terre.

Le planning prévisionnel de développement de ces découvertes, élaboré en 2019, prévoit une décision finale d'investissement en fin 2020 et un démarrage de production de gaz naturel, pour le marché domestique, en 2023-2024.

III. PROJET SANGOMAR

Dans le cadre du projet de mise en valeur de la découverte de pétrole effectuée en 2014, la filiale australienne Woodside Energy Sénégal, opérateur du projet Sangomar (anciennement Champ SNE) a dévoilé son plan d'action qui comprend entre autres¹⁵⁸ :

- Développement du champ de SNE rebaptisé Sangomar, avec un profil de production de 100 000 barils de pétrole par jour (bopd) avec le premier baril de pétrole prévu début 2023 ;
- Mise à jour de la base globale des ressources pétrolières du SNE 2C de ~ 563 millions de barils de pétrole (mmbbls), avec des ressources de gaz associé récupérables supplémentaires de plus de 1 billion de pieds cubes (TCF) ;
- Jusqu'à 23 puits prévus dans la phase de développement initial, ciblant ~ 240 Mbps principalement dans le réservoir inférieur S500 ;
- Engagement pour la mise en place d'une unité flottante FPSO et des installations sous-marines (subsea) a débuté avant le processus officiel d'appel d'offres plus tard cette année ;
- Soumission du rapport d'évaluation et du plan d'exploitation au gouvernement du Sénégal en 2018 pour une prise de la décision finale d'investissement prévue à la mi-2019.

¹⁵⁴ Rapport de présentation du Décret n° 2019-595 du 14 Février 2019.

¹⁵⁵ <https://www.jeuneafrique.com/694953/economie/mauritanie-senegal-nouveaux-accords-pour-l-exploitation-dun-gisement-de-gaz-commun/>

¹⁵⁶ <https://itie.sn/2021/08/07/petrole-et-gaz-lexecution-des-plannings-des-projets-gta-et-sangomar-se-poursuit/>

¹⁵⁷ <https://itie.sn/apercu-du-secteur-2/projet-gazier/>

¹⁵⁸ <https://www.woodside.com.au/fr/our-business/s%C3%A9n%C3%A9gal>

Le 10 janvier 2020, l'opérateur Woodside a annoncé dans un communiqué de presse¹⁵⁹ l'approbation du projet de développement Sangomar et ce, suite à l'octroi de l'Autorisation d'Exploitation, le 8 janvier 2020, par le Gouvernement du Sénégal à la joint-venture RSSD qui a également reçu les approbations réglementaires nécessaires à la poursuite de ses activités, y compris la signature de l'Accord Etat Hôte avec le Gouvernement du Sénégal.

Les travaux d'exécution de la phase 1 ont démarré au début de l'année 2020 et la production commerciale de pétrole est prévue en début d'année 2023. Cette phase du développement visera des ressources pétrolières estimées à 231 millions de barils (2P brutes, 60 millions de barils de réserves 2P nettes d'intérêt économique attribuées à Woodside) provenant du développement des réservoirs inférieurs, moins complexes, et d'une phase pilote initiale dans les réservoirs supérieurs. Grâce à cette première transformation de ressources en réserves pour le développement de Sangomar, les réserves de Woodside augmenteront de 60 millions de barils au niveau de confiance 2P.

Woodside en tant qu'Opérateur de la joint-venture RSSD, a signé le contrat d'achat de l'installation flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) et a émis les ordres d'exécution sans réserve aux contractants des services de forage et de construction et d'installation des infrastructures sous-marines.

Les principaux entrepreneurs pour le développement sont :

- MODEC, Inc. pour l'achat du FPSO d'une capacité de traitement de 100 000 bbl/jour ;
- Subsea Integration Alliance (une alliance non constituée entre Subsea 7 et OneSubsea) pour la construction et l'installation des systèmes de production sous-marins intégrés et des ombilicaux, risers et flowlines sous-marins ;
- Diamond Offshore pour deux contrats de forage de puits avec les appareils de forage Ocean BlackRhino et Ocean Blackhawk.

Pour le projet de Sangomar, à l'instar du projet GTA, les pays dans lesquels sont localisées les activités d'ingénierie et de construction pour le développement du champ sont affectés par la Covid-19. Ce faisant, les travaux de forage et de puits de complétion, dont la chaîne d'approvisionnement est assurée par la Chine et l'Italie, ont déjà subi un retard de quatre semaines, affectant ainsi le planning de la date de production avec un retard estimé, pour l'heure, entre 4 à 6 mois.

La campagne de forage des puits de développement du champ Sangomar a débuté le mercredi 14 juillet 2021¹⁶⁰.

Selon un communiqué de PETROSEN, l'appareil de forage Ocean BlackRhino est arrivé, le 10 juillet 2021, à l'emplacement du premier puits de développement, dénommé SNP-20, du champ Sangomar. Le puits SNP-20 fait partie des 21 puits de développement de la phase 1 du projet, qui permettront de produire à partir du quatrième trimestre 2023 près de 100 000 barils de pétrole par jour.

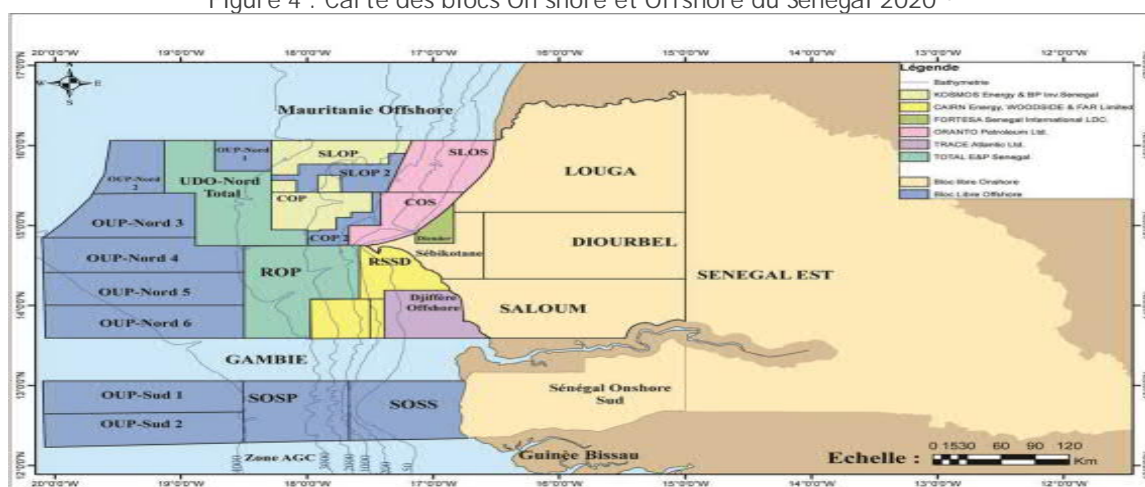
Les puits seront forés par deux navires de forage, l'Ocean BlackRhino de Diamond Offshore et l'Ocean BlackHawk. L'Ocean BlackRhino est arrivé dans les eaux sénégalaises le 8 juillet 2021 et l'Ocean BlackHawk arrivera mi-2022.

Une flotte de trois navires de ravitaillement et de trois hélicoptères soutiendra les navires de forage, transportant les matériaux, l'équipement et le personnel nécessaires à la campagne. Les navires opéreront à partir de la base de ravitaillement du Sénégal, située à Mole 1 dans le port de Dakar.

En 2020, comme présenté dans la carte ci-dessous, le Sénégal comptait au total 12 blocs attribués dont 11 en offshore et 1 en onshore. Au total 10 entreprises pétrolières en association avec PETROSEN opèrent au Sénégal en exploration-production des hydrocarbures.

Ainsi, la carte des blocs pétroliers au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Figure 4 : Carte des blocs On shore et Offshore du Sénégal 2020¹⁶¹



¹⁵⁹ [https://files.woodside/docs/default-source/media-releases/sangomar-field-development-approved-\(français\).pdf?sfvrsn=55223260_3](https://files.woodside/docs/default-source/media-releases/sangomar-field-development-approved-(français).pdf?sfvrsn=55223260_3)

¹⁶⁰ <https://itie.sn/2021/08/07/petrole-et-gaz-lexecution-des-plannings-des-projets-gta-et-sangomar-se-poursuit/>

¹⁶¹ Source : Direction des Hydrocarbures/ PETROSEN.

Sur l'ensemble du bassin sénégalais, seul le champ Gadiaga/Sadiaratou situé sur le bloc on shore de Diender était en production en 2020. La production totale de gaz s'élève à 14 494 075 Nm³¹⁶² contre 15 695 937 Nm³ en 2019, 11 060 632 Nm³ en 2018, 17 647 366 Nm³¹⁶³ en 2017 et 21 064 534 Nm³ en 2016. L'intégralité de cette production a permis de produire de l'électricité au Sénégal.

Zone maritime commune avec la Guinée-Bissau dénommée Zone AGC :

a) Potentiel et opérateurs de de la Zone

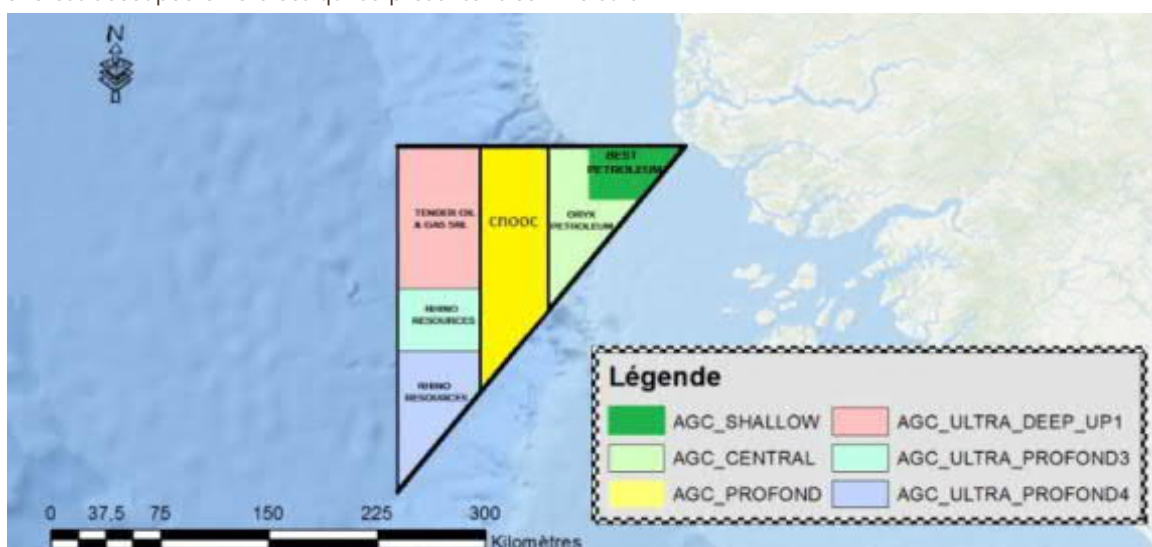
En 1993, le Sénégal et la Guinée Bissau ont conclu un accord de gestion et de coopération¹⁶⁴ visant à exploiter en commun une zone maritime située entre les azimuts 268° et 220° tracés à partir du Cap Roxo. Toutes les ressources halieutiques et minières (i.e. hydrocarbures ; minerais) de cette zone font ainsi l'objet d'une exploitation commune entre les deux pays, selon un partage prédéterminé¹⁶⁵.

	Sénégal	Guinée-Bissau
Ressources halieutiques	50%	50%
Ressources minières	85%	15%

Notons qu'en cas de nouvelles découvertes, ces pourcentages seront révisés et la révision sera fonction de l'importance des ressources découvertes¹⁶⁶.

Une accumulation importante d'huile lourde a été découverte dans les calcaires de l'Oligocène dont les réserves ont été estimées entre 500 millions et 1 milliard de barils¹⁶⁷.

La zone est découpée en 6 blocs qui se présentent comme suit¹⁶⁸:



Bloc	Opérateurs
AGC SHALLOW	Ce bloc a été attribué à l'entreprise Best Petroleum
AGC Central et AGC Profond	Le permis « AGC Central » a été attribué à la compagnie OP AGC Central Limited, filiale de la société ORYX PETROLEUM, le 02 Octobre 2014. Une campagne d'acquisition sismique 3D a été réalisée dans le courant de l'année 2017 par GeoPartners. L'interprétation de ces données par le contractant a donné des résultats probants avec la mise en évidence de prospectifs à fort potentiel. Le permis « AGC Profond » a été attribué le 02 Octobre 2014 à la compagnie de droit britannique IMPACT OIL & GAS. Un Accord d'affermage a été ensuite signé le 23 mars 2017 avec la compagnie CNOOC WEST AFRICA PETROLEUM E&P qui est en train de procéder au retraitement des données sismiques 3D acquises en 2003.

¹⁶² Déclaration ITIE 2019 de PETROSEN.

¹⁶³ Source : <http://itie.sn/statistiques-hydrocarbures/>

¹⁶⁴ Cet accord a été signé à Dakar au Sénégal le 14 octobre 1993.

¹⁶⁵ Accord de Gestion et de Coopération entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau (14 octobre 1993), Article 2.

¹⁶⁶ Accord de Gestion et de Coopération entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement De la République de Guinée-Bissau (14 octobre 1993), Article 2.

¹⁶⁷ <http://aqc-sngb.org/>

¹⁶⁸ Ibid.

Bloc	Opérateurs
AGC ultra Deep up 1	Le contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures attaché au permis « AGC ultra deep up1 », a été signé le 06 juin 2012 entre l'Agence de Gestion et de Coopération entre le Sénégal et la Guinée-Bissau d'une part et les sociétés TENDER OIL & GAS SRL et l'entreprise AGC SA d'autre part.
AGC ultra profond3 et AGC ultra profond4	Ces deux blocs situés entre les bathymétries 3 500m et 4 500m ont été attribués le 01 juillet 2015, aux sociétés RHINO RESOURCES et l'entreprise AGC SA.

b) Cadre institutionnel

Dans la dynamique d'administration conjointe de la zone maritime commune, les États parties ont convenu de mettre sur pied une agence internationale. Dès sa constitution, l'agence a succédé à la Guinée-Bissau et au Sénégal dans les droits et les obligations découlant des accords conclus par chacun des deux États et relatifs à l'exploitation des ressources de la zone¹⁶⁹. Ainsi, l'Agence de Gestion et de Coopération entre le Sénégal et la Guinée-Bissau (AGC)¹⁷⁰ a été instituée par un Protocole d'Accord, signé par les deux États le 14 octobre 1993.

En tant qu'organisation internationale, l'AGC a notamment pour missions¹⁷¹ :

- d'entreprendre ou de faire entreprendre toutes études géologiques, géophysiques, tous travaux de forages, toutes activités en vue de la recherche, de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières ou pétrolières de la zone ;
- de promouvoir les activités de recherche, d'exploration, d'exploitation des ressources minières ou pétrolières de la zone ; et
- d'assurer la commercialisation de tout ou partie de la production minière ou pétrolière lui revenant.

À ce titre, l'AGC « détient l'exclusivité des titres miniers ou pétroliers »¹⁷² de la zone maritime commune. Par ailleurs, l'Entreprise AGC, (organe par lequel l'Agence exerce la mission qui lui est dévolue)¹⁷³, qui peut « réaliser pour elle-même ou faire réaliser par les détenteurs de permis miniers ou pétroliers [...] les travaux ou activités qui auront été décidés, et en suivra l'exécution »¹⁷⁴. Le Sénégal détient 67,5% du capital d'Entreprise AGC, contre 32,5% pour la Guinée-Bissau¹⁷⁵.

Nous comprenons que l'AGC dispose, en ce qui concerne les hydrocarbures, des ressources suivantes¹⁷⁶ :

- le loyer superficiaire ;
- la redevance sur la production ;
- l'impôt sur les bénéfices ;
- le prélèvement pétrolier additionnel applicable le cas échéant ; et
- la quote-part des revenus de l'Agence issus de la commercialisation des hydrocarbures extraits de la zone.

Nous comprenons toutefois que le protocole ne précise pas d'obligations fiscales pour l'AGC vis-à-vis de l'État sénégalais et ne fixe pas les modalités de remboursement des apports ou de transferts des bénéfices.

4.2.2 Cadre légal, institutionnel et régime fiscal

4.2.2.1 Cadre légal

Depuis les découvertes de pétrole et de gaz à partir de 2014, diverses réformes du droit encadrant le secteur pétrolier ont été conduites. Parmi ces réformes, celle de la Constitution en 2016 qui a consacré la propriété des ressources naturelles nationales au Peuple sénégalais¹⁷⁷, de même que leur exploitation raisonnée. Un nouveau Code pétrolier et une loi sur le contenu local ont également été adoptés.

Le secteur des hydrocarbures était régi en 2018 principalement par¹⁷⁸ :

- la Loi n°98-05 du 8 janvier 1998 portant Code Pétrolier ;
- le Décret d'application (n°98-810 du 6 octobre 1998) ;
- Loi N° 2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des impôts ;

¹⁶⁹ Accord de Gestion et de Coopération entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau (14 octobre 1993), Articles 4-5.

¹⁷⁰ www.agcsqb.org

¹⁷¹ Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 5.

¹⁷² Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 6.

¹⁷³ Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 1.

¹⁷⁴ Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 6.

¹⁷⁵ Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 14.

¹⁷⁶ Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence (12 juin 1995), Article 15.

¹⁷⁷ Constitution du Sénégal, article 25-1. « Les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie. »

¹⁷⁸ Ces textes peuvent être consultés dans le site web de l'ITIE Sénégal <http://itie.sn/reglementation/>

- la Loi n°2012-32 du 31 décembre 2012 modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux.
- la Loi n°2018-10 du 30 mars 2018 modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux.

En 2019, le Sénégal a adopté la loi n°2019-03 du 01^{er} février 2019 portant code pétrolier et la loi n°2019-04 du 24-janvier-2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

Un condensé des changements apporté par le nouveau Code pétrolier est présenté dans le tableau comparatif ci-après :

Disposition	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
Propriété de la ressource	L'Etat sénégalais.	Le Peuple sénégalais.
Mode d'octroi des blocs	Manifestation directe d'intérêt.	Appel d'offres ; ou Manifestation directe d'intérêt.
Bonus d'entrée pour les compagnies pétrolières	Absent mais occasionnellement négocié dans certains contrats.	Présent et systématiquement négocié dans chaque contrat.
Nature juridique des personnes morales au sein du contractant	Diverse.	Personne morale de droit sénégalais uniquement.
Part de PETROSEN dans le contractant	10 % durant l'exploration. 10 à 20 % durant l'exploitation.	10 % durant l'exploration. 10 à 30 % durant le développement. 10 à 30 % durant l'exploitation.
Cost-stop (part maximale de la production pouvant être consacrée au recouvrement des investissements du contractant)	Négocié dans les contrats pétroliers au cas par cas (en général entre 60 et 75 %).	55% pour l'onshore. 60% pour l'offshore peu profond. 65% pour l'offshore profond. 70% pour l'offshore ultra profond.
Durée de l'autorisation initiale d'exploitation	25 ans maximum.	20 ans maximum.
Principes de l'ITIE	Non applicable.	La prise en compte des exigences de transparence dans la gestion des ressources d'hydrocarbures conformément à la Norme ITIE
Contenu local	Applicable	Applicable avec élargissement d'autres dispositions donnant la possibilité pour les investisseurs privés nationaux disposant de capacités techniques et financières de pouvoir participer aux risques et aux opérations pétrolières.

Dispositions transitoires¹⁷⁹ : Les dispositions du nouveau code 2019 sont immédiatement applicables, à toutes les activités pétrolières et gazières conduites sur le territoire de la République du Sénégal.

Toutefois, en ce qui concerne les contrats pétroliers et gaziers conclus avant son entrée en vigueur, cette loi n'est immédiatement applicable que dans la mesure où elle ne remet pas en cause les dispositions contractuelles liées à la stabilisation des conditions de ces contrats.

Le nouveau code de 2019 inclut une clause de stabilité des contrats pétroliers antérieurs¹⁸⁰, sauf si les coûts additionnels relèvent de la sécurité des personnes, la protection de l'environnement, le contrôle des opérations pétrolières ou de droit du travail.

Les anciens contrats conservent leur régime juridique (Art. 73 portant sur la validité des contrats pétroliers antérieurs) et maintiennent les droits de renouvellement des titres. Cependant, sur accord des parties, les contrats pétroliers peuvent être soumis au code en vigueur.

¹⁷⁹ Article 14 du code pétrolier 2019.

¹⁸⁰ Article 72 du code pétrolier 2019.

Le projet de décret fixant les modalités d'application du nouveau Code pétrolier a été adopté en Conseil des Ministres le 16 Septembre 2020, et signé le 27 Octobre 2020 (Décret 2020-2061 fixant les modalités d'application du Code pétrolier 2019¹⁸¹).

Trois (3) décrets relatifs à l'application de la loi portant contenu local dans le secteur des hydrocarbures ont été examinés et adoptés. Il s'agit :

- Décret n° 2021-249 du 22 février 2021 fixant les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières et classement des activités de l'amont pétrolier et gaziers dans les régimes exclusif, mixte et non-exclusif¹⁸² ;
- Décret n° 2020-2047 du 21 Octobre 2020 portant organisation et fonctionnement du Comité national de Suivi du Contenu local Sénégal (CNSCL)¹⁸³ ;
- Décret n° 2021-248 du 22 février 2021 fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du fonds d'appui au développement du contenu local (FADCL)¹⁸⁴.

Il est à noter qu'une nouvelle réglementation destinée à améliorer les recettes budgétaires provenant du secteur a été mise en place à travers les dispositions de la loi de finance rectificative adoptée en juin 2019, un résumé des principales dispositions de cette loi est présenté à la section 4.2.2.3.

La stratégie dénommée « Gas-to-Power » a été adoptée le 21 novembre 2018 en Conseil des ministres. Cette stratégie définissait la politique pour le développement de la production d'électricité à partir du gaz naturel tout en prévoyant la nécessité, d'une part, de mettre en place un cadre légal, réglementaire et institutionnel favorable à son développement et, d'autre part, d'optimiser l'ensemble de la chaîne de valeur gazière. L'objectif ainsi visé est de renforcer le mix-énergétique, de réduire les coûts de l'électricité dans la perspective de l'atteinte de l'accès universel à l'énergie dès 2025 et de valoriser le gaz pour le développement de l'économie nationale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie gas-to-power, un comité technique a été mis en place pour coordonner les différentes actions. A ce titre, le comité technique s'appuie sur un sous-comité juridique et institutionnel (SC J&I) dont la mission principale est la conception et le suivi de l'implémentation du cadre juridique et institutionnel. Depuis sa mise en place, en mars 2019, le sous-comité juridique et institutionnel s'est attelé à préparer la loi gazière¹⁸⁵.

La Loi 2020-06 du 07 Février 2020 portant code gazier qui matérialise cette ambition comporte huit titres qui établissent et fixent les règles en matière de régime des licences et concessions, de modalités d'exercice des activités intermédiaires et aval gazier, de tarification, de réglementation des servitudes relatives aux installations de transport et de distribution de gaz, de régime fiscal et douanier etc.¹⁸⁶.

L'article 14 du code gazier d'ailleurs dispose : "Le demandeur d'une licence ou d'une concession fournit des informations sur les bénéficiaires effectifs de la société. L'attribution d'une licence ou d'une concession pour les activités intermédiaires et aval gazier, comportant la réalisation d'infrastructures gazières, est subordonnée à la réalisation d'une évaluation environnementale préalable et à l'obtention d'une autorisation d'exploitation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement".

Cela marque un engagement pour la transparence et la protection de l'environnement.

4.2.2.2 Cadre institutionnel

Les Autorités suivantes composent le cadre institutionnel du secteur des hydrocarbures au Sénégal.

Structure	Prérogatives
Présidence de la République	La Présidence de la République intervient dans le secteur pétrolier pour : <ul style="list-style-type: none"> - l'octroi et le renouvellement des permis de recherche d'hydrocarbures (par décret) ; - l'octroi des autorisations d'exploitation provisoires (par décret) ; et - l'approbation des conventions rattachées aux permis de recherche d'hydrocarbures et des contrats pétroliers.
Le Ministère du Pétrole et des Energies	Le Ministère est l'entité de tutelle responsable de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement pour le secteur des hydrocarbures. Selon le Code Pétrolier, le ministre chargé du secteur des opérations pétrolières dispose des prérogatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - interdire certaines zones du territoire aux opérations pétrolières (par arrêté) ; - octroi des autorisations de prospection d'hydrocarbures (par arrêté) ;

¹⁸¹ <http://itie.sn/reglementation/>

¹⁸² https://itie.sn/?offshore_dl=5994

¹⁸³ <http://itie.sn/reglementation/>

¹⁸⁴ https://itie.sn/?offshore_dl=5998

¹⁸⁵ <http://www.energie.gouv.sn/wp-content/uploads/2019/12/TDR-cadre-l%C3%A9gal.pdf>.

¹⁸⁶ http://itie.sn/?offshore_dl=3396.

Structure	Prérogatives
	<ul style="list-style-type: none"> - autorise les travaux pour le transport d'hydrocarbures (par arrêté) - peut décider que pour tout ou partie des zones disponibles aux opérations pétrolières, les demandes soient mises en concurrence ; - décide de l'acceptation ou du refus des demandes de titres d'hydrocarbures ou de contrats de services ; - signe les conventions rattachées aux permis de recherche d'hydrocarbures, après avis du Ministre chargé des Finances sur les dispositions fiscales et financières ; - contresigne les contrats de services et les contrats de partage de production ; et - la négociation des contrats et des conventions. <p>Un nouveau décret n°2020-924 du 03 avril 2020 portant organisation du Ministère du Pétrole et des Energies a été adopté, il a pour objet l'organisation du Ministère et de définir les missions des différents bureaux, services et directions notamment la Direction des Hydrocarbures.</p>
COS - PETROGAZ (1) ¹⁸⁷	<p>COS - PETROGAZ est une structure rattachée à la Présidence de la République qui est chargée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assister le Président de la République dans la définition, la supervision, l'évaluation et le contrôle de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de développement de projets pétroliers et gaziers ; - assister le Gouvernement dans la mise en œuvre des stratégies, programmes et projets pour la promotion et le développement de projets pétroliers et gaziers ; - valider, en dernier ressort, toutes les études relatives aux réserves de gaz et de pétrole, ainsi qu'aux gisements à développer ; - valider, en relation avec les opérateurs publics et privés du secteur, tous les documents stratégiques, programmes et plans d'action pour la création de structures de formation professionnelle et de recherche afin d'assurer la promotion de l'emploi à travers les projets pétroliers et gaziers en réalisation ; - assurer le suivi de l'évaluation des réserves stratégiques et de la commercialisation des hydrocarbures ; - impulser, en rapport avec les ministères et structures publiques impliqués ainsi que les partenaires techniques et financiers nationaux, bilatéraux, multilatéraux et privés, la mobilisation de l'assistance technique et des financements des programmes et projets de promotion des sous-secteurs pétrolier et gazier ; - assurer le suivi de la bonne gestion des sous-secteurs des hydrocarbures.
Direction des Hydrocarbures (DH)	<p>Le nouveau Décret n°2020-924 du 03 avril 2020 portant organisation du Ministère du Pétrole et des Energies définit les missions de la DH qui doit veiller à l'approvisionnement régulier du pays en hydrocarbures, en combustibles et en biocarburants ainsi qu'à leur disponibilité dans les meilleures conditions de prix, de sécurité, et de qualité.</p> <p>Elle veille également, Le bureau des activités amont des Hydrocarbures, à la mise en évidence des ressources pétrolières et gazières ainsi qu'à leur mise en valeur. Un arrêté fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la DH précisent les missions confiées à ce bureau.</p>
La Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) (2)	<p>PETROSEN est une société anonyme à participation publique majoritaire (détenue à 99% par l'État et à 1% par la Société Nationale de Recouvrement). Créée en mai 1981, elle est placée sous la tutelle du Ministère du Pétrole et des Energies.</p> <p>PETROSEN est l'instrument d'application de la politique pétrolière de l'Etat du Sénégal et en charge de : la recherche et l'exploitation de ressources en d'hydrocarbures du sous-sol, le raffinage, le stockage, la commercialisation et la distribution des produits pétroliers, le transport des produits pétroliers, et les activités industrielles se rattachant aux segments ci-dessus énumérés</p> <p>Dans l'amont pétrolier, PETROSEN a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation périodique du potentiel pétrolier du bassin sédimentaire • Promotion de ce potentiel auprès de compagnies pétrolières internationales • Participation avec ces compagnies à la mise en évidence de ce potentiel • Suivi technique et contrôle des opérations pétrolières <p>Plus d'informations peuvent être consultées sur le site web de la société : www.petrosen.sn</p>

¹⁸⁷ Décret n° 2016-1542 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de COS - PETROGAZ.

(1) Depuis 2016, le Sénégal a mis en place de nouveaux instruments de gouvernance du pétrole et du gaz. La création du COS-PETROGAZ, organe regroupant la présidence de la République, plusieurs ministres et directeurs de sociétés nationales et qui assiste le Président de la République dans la définition, la coordination et le pilotage de la politique pétrolière et gazière du pays, est venue renforcer le dispositif institutionnel déjà existant. Celui-ci s'appuyait essentiellement sur le Ministère du Pétrole et des Energies, ses Directions et sociétés nationales sous sa tutelle comme PETROSEN.

Doté d'un Secrétariat permanent qui assure le suivi de ses recommandations, le COS-PETROGAZ doit se réunir trimestriellement et dispose également d'une unité d'exécution, le GES-PETROGAZ, logé au Ministère du Pétrole et des Energies.

En 2020, le décret n°2020-2094 a modifié le décret n°2016-1542 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de COS - PETROGAZ pour l'élargissement du Comité à la Société Civile.

(2) La compagnie pétrolière nationale PETROSEN a entamé un processus de restructuration fin 2019. PETROSEN est désormais officiellement dans une holding avec trois entités distinctes ; PETROSEN Holding qui supervisera toutes les opérations, PETROSEN Aval, en charge du secteur aval, et PETROSEN E&P Amont, en charge de l'exploration et de la production¹⁸⁸.

La restructuration a été réalisée afin de renforcer la compagnie pétrolière nationale, de clarifier sa position vis-à-vis des opérateurs locaux et des parties prenantes, ainsi que de lancer des activités de distribution de carburant.

4.2.2.3 Régime fiscal

La fiscalité dans le secteur des hydrocarbures est régie par le Code Pétrolier et le Code Général des Impôts¹⁸⁹. Le tableau ci-dessous résume les impôts et taxes applicables aux sociétés pétrolières en donnant un aperçu sur les régimes applicables pour chaque phase d'activité.

¹⁸⁸ <https://www.africaoilandpower.com/2020/06/18/le-secteur-aval-du-senegal-en-mouvement/>

¹⁸⁹ [Loi 2012-31 du 31 décembre 2012 et Loi 2018-10 du 30 mars 2018](#)

	En phase de recherche	Code 1998 En phase d'exploitation dans le cadre d'une concession	En phase d'exploitation dans le cadre de service	En phase de recherche	Code 2019 En phase d'exploitation dans le cadre d'un CRPP ou d'un contrat de services
Impôt sur les bénéfices					
Impôt sur les sociétés au titre des opérations pétrolières (% du bénéfice imposable)	Exonéré	30%	30%	Exonéré	30% du résultat fiscal par zone contractuelle
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Exonéré	- 0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5.000.000 FCFA - Exonération pendant les 3 premières années à compter de la date de délivrance du titre	- 0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5.000.000 FCFA - Exonération pendant les 3 premières années à compter de la date de délivrance du titre	Exonéré	- 0,5% du chiffre d'affaires HT avec un minimum de 500.000 FCFA et un max de 5.000.000 FCFA - Exonération pendant les 3 premières années à compter de la date de délivrance du titre
Report déficitaire (maximum d'année de report)	3 années	3 années	3 années	3 années	3 années
Redevances et droits spécifiques					
Redevance		- Hydrocarbures liquides exploités à terre 2% - 10%			- Hydrocarbures liquides exploités onshore : dix pour cent (10%)
% de la valeur de la production	NA	- Hydrocarbures liquides exploités en mer 2% - 8% - Hydrocarbures gazeux exploités à terre ou en mer 2% - 6%	NA	NA	- Hydrocarbures liquides exploités offshore peu profond : neuf pour cent (9%) Hydrocarbures liquides exploités offshore ultra profond : sept pour cent (7%) Hydrocarbures gazeux exploités onshore, offshore peu profond offshore profond et offshore ultra-profond : six pour cent (6%)
Prélèvement pétrolier additionnel	NA	Fixé dans la convention	Fixé dans le contrat	NA	Fixé dans le contrat
Loyer superficiaire annuel	Fixé dans la convention ou le contrat de recherche et de partage production d'hydrocarbures	Fixé dans la convention	Fixé dans le contrat	Période initiale d'exploitation trente (30) dollars US par Km ² par an	NA

	En phase de recherche	Code 1998 En phase d'exploitation dans le cadre d'une concession	En phase d'exploitation dans le cadre de service	En phase de recherche	Code 2019 En phase d'exploitation dans le cadre d'un CRPP ou d'un contrat de services
				Période initiale d'exploitation cinquante (50) dollars US par Km ² par an	NA
				Période initiale d'exploitation soixante-quinze (75) dollars US par Km ² par an	NA
Bonus de Signature	Fixé dans la convention	Fixé dans la convention	Fixé dans le contrat	Fixé dans le contrat 101	Fixé dans le contrat 102
	NA	NA	La part de production de l'Etat est fixée dans le contrat	Fixé dans le contrat	Fixé dans le contrat
Profit Oil				La part de l'Etat au titre de ce "profit pétrolier" ne peut être inférieur à 40% et varie en fonction du facteur "R" déterminé dans la loi 103	La part de l'Etat au titre de ce "profit pétrolier" ne peut être inférieur à 40% et varie en fonction du facteur "R" déterminé dans la loi 104
Autres contributions (Formation, équipements)	Fixées dans la convention	Fixées dans la convention	Fixées dans le contrat	Fixées dans le contrat	Fixées dans le contrat
Droit de Douane					
Taxe sur les exportations des produits miniers	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
Taxe sur les importations	Exonéré	-Exonéré pendant la période d'investissement	-Exonéré pendant la période d'investissement	Exonéré (les sociétés sous-traitantes des opérations pétrolières bénéficient de l'exonération des droits et taxes de douane pour la réalisation de leurs prestations pendant	Exonéré (les sociétés sous-traitantes des opérations pétrolières bénéficient de l'exonération des droits et taxes de douane pour la réalisation de leurs prestations pendant les mêmes périodes)

	En phase de recherche	Code 1998 En phase d'exploitation dans le cadre d'une concession	En phase d'exploitation dans le cadre de service	En phase de recherche	Code 2019 En phase d'exploitation dans le cadre d'un CRPP ou d'un contrat de services
Prélèvement des redevances communautaires	1% redevance statistique 1% prélèvement communautaire de solidarité	1% redevance statistique 1% prélèvement communautaire de solidarité	1% redevance statistique 1% prélèvement communautaire de solidarité	les mêmes périodes) 1% redevance statistique 107 1% prélèvement communautaire de solidarité 109	1% redevance statistique 108 1% prélèvement communautaire de solidarité 110
Droit de Douane de sortie	NA	NA	NA	NA	La part de production revenant aux titulaires d'autorisation après satisfaction des besoins intérieurs du pays, peut être exportée librement après acquittement d'un droit de douane de sortie fixé à un pour cent (1%) de la valeur de ladite part de production, déductible pour la détermination du bénéfice soumis à l'impôt sur les sociétés 111
Autres Taxes					
Patentes (Ou CEL)	Exonéré	Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	Exonéré	Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation
Contribution foncière	Exonéré	Exonéré pendant la phase de réalisation des investissements (1) Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	Exonéré pendant la phase de réalisation des investissements (1) Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation (2)	Exonéré	Exonéré pendant la phase de réalisation des investissements Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	Exonéré	- 3% des traitements et salaires - Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	- 3% des traitements et salaires - Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation	Exonéré	- 3% des traitements et salaires - Exonéré pendant les 3 premières années d'exploitation

Le code dispose que toute demande d'octroi, de renouvellement ou d'extension de titres miniers d'hydrocarbures est soumis au paiement de frais d'instruction de dossier, fixés à cinquante mille (50.000) dollars US non remboursables et non recouvrables au titre des coûts pétroliers et acquittés en un seul versement.

Loi de finance rectificative 2019 (LFR 2019)

Dans l'optique de permettre à l'Etat du Sénégal de tirer un meilleur profit de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, l'Assemblée nationale a adopté, le 30 juin 2019, une loi de finances rectificative pour l'année 2019 (LFR 2019) qui a notamment réaménagé le dispositif fiscal avec l'introduction de nouvelles mesures fiscales qui, en partie, durcissent l'imposition des compagnies pétrolières.

Impôt sur les sociétés

Pour les entreprises titulaires de titres miniers d'hydrocarbures, l'impôt sur les sociétés n'est plus calculé sur l'ensemble de leurs activités. Avec la nouvelle réécriture de l'article 8 du Code Général des Impôts (CGI), le résultat fiscal desdites entreprises sera calculé de manière séparée pour chaque zone de prospection, d'exploration ou d'exploitation dans leurs activités en amont.

Par ailleurs, la loi de finances rectificative a procédé au renforcement des obligations déclaratives des compagnies pétrolières lors de leur déclaration de résultats. Désormais, elle les oblige à fournir la liste de leurs sous-traitants, leurs adresses, le montant et la nature des opérations réalisées avec chacun d'eux au cours de l'année civile précédente.

Cession des titres miniers d'hydrocarbures

Le vide fiscal sur l'imposition des cessions de titres sociaux émis par des entreprises étrangères détenant indirectement des intérêts sur des droits afférents aux titres miniers ou d'hydrocarbures a été comblé par la LFR 2019. Ce faisant, sont désormais appréhendées, au titre de l'impôt sur les sociétés, les plus-values résultant de la cession de droits sociaux réalisées à l'étranger se rapportant directement ou indirectement à des titres miniers ou d'hydrocarbures au Sénégal.

C'est dans ce sens que la LFR 2019 institue la responsabilité solidaire des entreprises détentrices de titres miniers d'hydrocarbures lorsque la personne morale étrangère (cédant) ne s'acquitte pas de l'impôt dû dans le mois suivant la cession, sous la responsabilité d'un représentant désigné. Par ailleurs, lesdites cessions seront également soumises aux droits de mutation. De plus, assimilés à des biens immeubles, les droits relatifs aux titres miniers ou d'hydrocarbures demeurent imposés, pour la plus-value résultant desdits droits, à la Taxe de plus-value immobilière.

Révision de certaines exonérations fiscales pour les entreprises pétrolières

La LFR 2019 innove sur les exonérations de certains impôts au bénéfice des compagnies pétrolières. A cet égard, il ressort des nouvelles dispositions fiscales adoptées l'extension des exonérations fiscales de certains impôts. Il en est ainsi de l'exonération à la :

- Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur étendue aux phases de prospection
- Taxe Représentative du Minimum Fiscal (TRIMF) étendue aux titulaires d'autorisation de prospection
- TVA étendue aux importations réalisées au profit de titulaires d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures ou d'un permis de recherche de substances minérales ou pétrolières et leurs sous-traitants, pendant toute la durée de validité du permis ou de l'autorisation et de leurs renouvellements et pendant la phase de développement.

En outre, la Contribution Économique Locale (CEL) n'a pas été épargnée par la LFR 2019. Ainsi, ne sont désormais pris en compte dans le calcul de la valeur locative des entreprises titulaires d'une autorisation d'exploitation d'hydrocarbures, les unités d'extraction, de liquéfaction, les puits, les installations et le matériel d'exploitation situés en mer utilisés pour le développement et l'exploitation conjoints de champs d'hydrocarbures régis par un accord entre le Sénégal et un autre Etat.

4.2.2.4 Réformes

Réformes en 2020 et 2021

- Décret n° 2020-2047 du 21 Octobre 2020 portant organisation et fonctionnement du Comité national de suivi du Contenu local dans le secteur des hydrocarbures¹⁹⁰.
- Décret n° 2020-2048 du 21 octobre 2020 fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds d'appui au Développement du Contenu local¹⁹¹.
- Décret n° 2021-249 du 22 février 2021 portant modification décret 2020-2065 fixant les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les activités pétrolières et gazières JO¹⁹²

¹⁹⁰ <http://itie.sn/reglementation/>

¹⁹¹ <http://itie.sn/reglementation/>

¹⁹² https://itie.sn/?offshore_dl=5994

- Décret n° 2020-2065 du 28 Octobre 2020 fixant les modalités de participation des entreprises sénégalaises dans les activités pétrolières et gazières¹⁹³
- La Loi 2020-06 du 07 Février 2020 portant code gazier ;
- Le Décret n° 2020-924 du 03 avril 2020 portant organisation du Ministère du Pétrole et des Energies
- Arrêté 9864 du 18 Mai 2020¹⁹⁴ fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la DH. *
- Le Décret n°2020-2094 du 28 octobre 2020¹⁹⁵ modifiant décret organisation et fonctionnement du Cos Petrogaz afin d'intégrer l'opposition politique et la Société Civile dans le Comité.

Réformes récentes antérieures à 2020

- La Loi de finance rectificative adoptée en Juin 2019
- Loi n°2019-03 du 01er février 2019 portant code pétrolier
- Le Décret 2020-2061 fixant les modalités application du nouveau Code pétrolier
- Loi n°2019-04 du 24-janvier-2019-relative-au-contenu-local-dans-le-secteur-des-hydrocarbures

4.2.3 Registre des titres pétroliers

4.2.3.1 Titres pétroliers

Le Code Pétrolier conditionne l'exercice de toute activité pétrolière par l'octroi d'une autorisation de prospection ou d'un permis de recherche d'hydrocarbures (autorisation d'exploration dans le code 2019) ou d'une autorisation d'exploitation provisoire ou d'une concession d'exploitation d'hydrocarbures (autorisation d'exploitation exclusive dans le nouveau code).

Seules les personnes morales peuvent être titulaires de titres miniers d'hydrocarbures.

4.2.3.2 Types des titres pétroliers

Les Codes Pétroliers prévoient toutes les phases inhérentes à l'extraction du pétrole. Ils présentent les droits et obligations de l'exploitant pour chacune de ces phases. Toute activité de prospection, de recherche ou d'exploitation (provisoire ou exclusive) requiert l'obtention d'un permis. Ce dernier peut être renouvelé ou prorogé selon les cas.

La durée maximale de chaque titre est précisée dans les Codes Pétroliers. Dans le code de 1998, l'exploitation d'un gisement peut s'étendre sur une durée maximale de 47 ans. Cette durée a été réduite à 30 ans et 6 mois dans le Code de 2019. A la fin de cette période, l'État peut confier la gestion du gisement à PETROSEN ou l'octroyer à un autre exploitant.

Le Code pétrolier présente une gamme variée de titres confèrent des droits et des obligations qui leur sont spécifiques et dont la liste est présentée ci-après :

Titres	Code pétrolier 1998		Code pétrolier 2019	
	Durée	Droits conférés	Durée	Droits conférés
Autorisation de prospection	2 ans	L'autorisation de prospection confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit non exclusif d'exécuter des travaux préliminaires de prospection d'hydrocarbures, notamment par l'utilisation de méthodes géophysiques, géologiques et géochimiques, à l'exclusion des forages d'une profondeur supérieure à deux cents mètres.	2 ans	L'autorisation de prospection confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit non exclusif d'exécuter des travaux préliminaires de prospection d'hydrocarbures, notamment par l'utilisation de méthodes géophysiques, géologiques et géochimiques, à l'exclusion des forages d'une profondeur supérieure à deux cents mètres.
Permis de recherche	4 ans renouvelables 2 fois pour des périodes de 3 ans	Le permis de recherche d'hydrocarbures confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit exclusif d'exécuter tous les travaux, y compris le forage, ayant pour objet la recherche et la mise en évidence de gisements d'hydrocarbures, conformément aux stipulations	N/a	N/a

¹⁹³ https://itie.sn/?offshore_dl=5996

¹⁹⁴ <http://itie.sn/wp-content/uploads/2020/10/Arrêté-fixant-les-règles-d-organisation-DH-mai-2020.pdf>

¹⁹⁵ https://itie.sn/?offshore_dl=6002

Titres	Code pétrolier 1998		Code pétrolier 2019	
	Durée	Droits conférés	Durée	Droits conférés
Autorisation d'exploration	N/a	N/a	4 ans renouvelables deux fois par décret pour des périodes de 3 ans	L'autorisation d'exploration d'hydrocarbures confère à son titulaire, dans les limites de sa zone, le droit exclusif d'exécuter tous les travaux, y compris le forage, ayant pour objet la recherche et la mise en évidence de gisements d'hydrocarbures, conformément aux termes du contrat pétrolier attaché à ladite autorisation
Autorisation d'exploitation provisoire	2 ans	Accordée pendant la durée de vie d'un permis de recherche, elle confère à son titulaire la possibilité d'exploiter à titre provisoire les puits productifs.	6 mois	Pendant la durée de validité d'une autorisation d'exploration, son titulaire peut, sur sa demande, être autorisé à exploiter à titre provisoire les puits productifs pour une période maximale de six (6) mois, pendant laquelle il poursuit la délimitation et le développement du gisement, conformément aux dispositions de l'article 23 du Code.
Autorisation d'exploitation exclusive	N/a	N/a	20 ans renouvelables deux fois par décret pour des périodes de 10 ans	L'autorisation exclusive d'exploitation d'hydrocarbures confère à son titulaire, dans les limites de sa zone, le droit exclusif d'effectuer toutes les opérations pétrolières, suivant les stipulations du contrat de partage de production qui lui est attaché. Le titulaire de l'autorisation exclusive d'exploitation est assujéti au paiement d'un bonus de production, non recouvrable au titre des coûts pétroliers et de l'impôt sur les sociétés, dont les conditions et modalités sont fixées dans le contrat de partage de production.
Concession d'exploitation	25 ans extensible de 10 ans renouvelable une seule fois	Elle confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit exclusif d'effectuer toutes les opérations pétrolières, suivant les stipulations de la convention qui lui est attachée.	N/a	N/a

Les permis de recherche et de la concession d'exploitation donnent lieu à la signature d'une convention annexée à ces titres. Cette convention fixe les droits et obligations respectifs du titulaire et de l'Etat pendant la durée du permis de recherche, y compris les périodes de renouvellement, ainsi que pendant les durées des concessions d'exploitation qui pourront en dériver en cas de découverte commerciale.

De même, le Code (1998 et 2019 confondus) prévoit également la possibilité de signature de contrats de services ou de partage de production pour l'exploitation des ressources gazières et pétrolières.

Les particularités de ces contrats sont résumées dans le tableau suivant :

Titres	Droits conférés
Contrat de service	L'Etat ou une société d'Etat peut conclure des contrats de services à risques de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures. Pendant la période de recherche, le titulaire du contrat de services a, dans les zones où les travaux de recherche lui sont confiés, des droits et obligations identiques à ceux d'un titulaire de permis de recherche d'hydrocarbures. Pendant le régime d'exploitation, le titulaire du contrat de services a, dans les périmètres d'exploitation y afférents, des droits et obligations identiques à ceux d'un titulaire de concession d'exploitation d'hydrocarbures.
Contrat de recherche et de partage de production (CRPP)	Un CRPP est un contrat de services à risques aux termes duquel, l'Etat ou une société d'Etat confie à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qualifiées, l'exercice des droits exclusifs de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures à l'intérieur d'un périmètre défini. Le CRPP fixe entre autres les conditions de partage des hydrocarbures produits, aux fins de la récupération des coûts pétroliers supportés par le titulaire et de sa rémunération.

4.2.3.3 Le Cadastre pétrolier

L'Administration chargée du suivi des opérations pétrolières ouvre un registre spécial des hydrocarbures. Dans ce registre tenu à jour, sont notamment répertoriés et datés toutes les demandes, octrois, renouvellements, prorogations, cessions, renoncations, retraits, résiliations ou autres éléments concernant les titres d'hydrocarbures et les contrats de services¹⁹⁶.

Le Cadastre pétrolier a été mis en ligne par le Ministère du Pétrole et des Energies et est accessible au grand public à l'adresse web : <https://cadastre-petrolier.senegal.revenuedev.org/dashboard>.

Toutes les informations exigées par la Norme ITIE (noms des blocs pétroliers, coordonnées géographiques, dates de demande et d'octroi, dates de renouvellement ou d'expiration etc. sont accessibles.

Toutefois, dans la pratique, il n'existe pas actuellement de registre spécial. La Direction des Hydrocarbures dispose cependant d'un répertoire pétrolier qui ne comporte pas toutes les informations exigées par la Norme, notamment la date de la demande, les informations sur les renouvellements accordées, les données géographiques.

Le répertoire pétrolier est présenté en Annexe 9.

4.2.4 Octroi, transfert et renouvellement des titres pétroliers

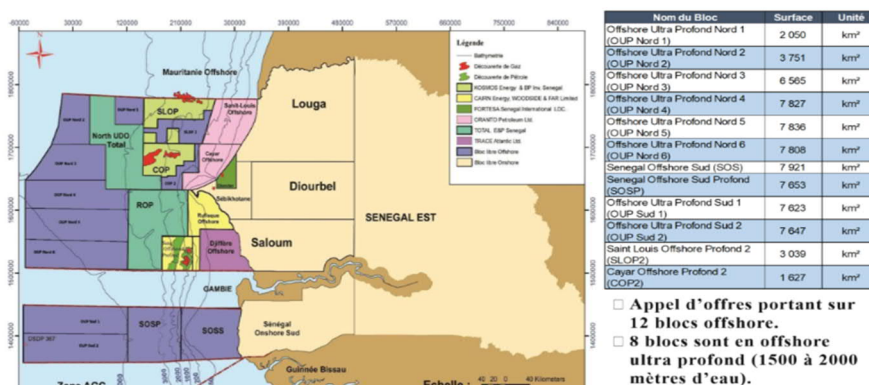
4.2.4.1 Procédure d'octroi

Cadre juridique :

Les procédures d'octroi des titres pétroliers sont désormais régies par les articles 12, 15, 18, 27, 28 et 29 de la loi 2019-03 du 01^{er} février 2019 portant Code pétrolier. En effet, l'article 12 dudit Code dispose que l'attribution de blocs s'opère au moyen d'appel d'offres ou de consultation directe. Les modalités de mise en œuvre sont fixées par décret.

Ainsi, en octobre 2019, PETROSEN a ouvert un appel d'offres international portant sur douze (12) blocs pétroliers libres, situés dans la partie maritime profonde du bassin¹⁹⁷. Suite à la phase de promotion, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé. Les sociétés ont été invitées à soumettre des propositions techniques et financières au plus tard le 31 juillet 2020. Ce délai a été reporté à la date du 15 décembre 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 d'une part, et de la chute des prix du pétrole d'autre part.

A la date de ce rapport, nous n'avons pas eu connaissance de nouvelles informations sur l'appel d'offres.



¹⁹⁶ Article 4 de décret N°98-810 du 06 Octobre 1998 fixant les modalités et conditions d'application de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier.

¹⁹⁷ <http://itie.sn/appel-doffres-blocs-petroliers/>

Modalités d'octroi :

Les modalités d'octroi par nature de permis se résument comme suit :

Titres	Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
Autorisation de prospection	Arrêté du Ministre chargé des opérations pétrolières	Arrêté du Ministre chargé des Hydrocarbures	L'autorisation de prospection est accordée pour une durée n'excédant pas deux ans. Elle confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit non exclusif d'exécuter des travaux préliminaires de prospection d'hydrocarbures, notamment par l'utilisation de méthodes géophysiques, géologiques et géochimiques, à l'exclusion des forages d'une profondeur supérieure à deux cents mètres, sauf dispositions contraires prévues par l'autorisation de prospection ¹⁹⁸ .	L'autorisation de prospection est accordée pour une durée maximale de deux (02) ans ¹⁹⁹ . Un titre minier d'hydrocarbures peut être accordé à tout moment, sur tout ou partie de la superficie faisant l'objet d'une autorisation de prospection. Cette autorisation devient dès lors caduque de plein droit sur la superficie concernée sans qu'aucune indemnité ne soit due ²⁰⁰ .
Permis de recherche	Décret de la Présidence de la République	Non applicable	Le permis de recherche d'hydrocarbures confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit exclusif d'exécuter tous les travaux, y compris le forage, ayant pour objet la recherche et la mise en évidence de gisements d'hydrocarbures, conformément aux stipulations de la convention attachée audit permis ²⁰¹ .	Non applicable.
Autorisation d'exploration	Non applicable	Décret de la Présidence de la République	Non applicable.	L'autorisation d'exploration d'hydrocarbures est accordée au titulaire par décret pour une période initiale ne pouvant excéder quatre (04) ans ²⁰² . Elle confère à son titulaire, dans les limites de sa zone, le droit exclusif d'exécuter tous les travaux, y compris le forage, ayant pour objet la recherche et la mise en évidence de gisements d'hydrocarbures, conformément aux termes du contrat pétrolier attaché à ladite autorisation ²⁰³ .

¹⁹⁸ Article 12 du code pétrolier 1998.

¹⁹⁹ Article 15 du code pétrolier 2019.

²⁰⁰ Article 16 du code pétrolier 2019.

²⁰¹ Article 14 du code pétrolier 1998.

²⁰² Article 18 du code pétrolier 2019.

²⁰³ Article 17 du code pétrolier 2019.

Modalités d'octroi :

Les modalités d'octroi par nature de permis se résument comme suit :

Titres	Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
Autorisation d'exploitation provisoire ²⁰⁴	Décret de la Présidence de la République	Arrêté du ministre chargé des Hydrocarbures	Pendant la durée de validité d'un permis de recherche, son titulaire peut, sur sa demande, être autorisé, par décret à exploiter à titre provisoire les puits productifs, pour une période maximale de deux ans pendant laquelle il sera tenu de poursuivre la délimitation et le développement du gisement, conformément aux dispositions de l'article 20 ²⁰⁵ .	Pendant la durée de validité d'une autorisation d'exploration, son titulaire peut, sur sa demande, être autorisé à exploiter à titre provisoire les puits productifs pour une période maximale de six (6) mois, pendant laquelle il poursuit la délimitation et le développement du gisement, conformément aux dispositions de l'article 23 du présent Code ²⁰⁶ .
Autorisation d'exploitation exclusive	Non applicable	Décret de la Présidence de la République	Non applicable.	L'autorisation de prospection est accordée pour une durée maximale de deux (02) ans ²⁰⁷ . Un titre minier d'hydrocarbures peut être accordé à tout moment, sur tout ou partie de la superficie faisant l'objet d'une autorisation de prospection. Cette autorisation devient dès lors caduque de plein droit sur la superficie concernée sans qu'aucune indemnité ne soit due ²⁰⁸ .
Concession d'exploitation	Décret de la Présidence de la République	Non applicable	Elle confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit exclusif d'effectuer toutes les opérations pétrolières, suivant les stipulations de la convention qui lui est attachée. La concession d'exploitation d'hydrocarbures est octroyée au titulaire pour une durée ne pouvant excéder vingt-cinq ans ²⁰⁹ .	Non applicable.
Contrat de partage de production	Décret de la Présidence de la République	Décret de la Présidence de la République	Un contrat de services précise les droits et obligations de chacune des parties pendant toute sa durée de validité, tels que prévus par l'article 34 du code pétrolier. Le contrat est signé par la société d'Etat et le ou les demandeurs, puis contresigné par le Ministre,	Le contrat de partage de production, attaché à l'autorisation d'exploration, fixe les droits et obligations respectifs des différentes parties, pendant la durée des phases d'exploration et éventuellement celles d'exploitation qui y sont rattachées.

²⁰⁴ Article 17 et 18 du code pétrolier 2019.

²⁰⁵ Article 27 du code pétrolier 1998.

²⁰⁶ Article 27 du code pétrolier 2019.

²⁰⁷ Article 15 du code pétrolier 2019.

²⁰⁸ Article 16 du code pétrolier 2019.

²⁰⁹ Article 25 et 26 du code pétrolier 1998.

Modalités d'octroi :

Les modalités d'octroi par nature de permis se résument comme suit :

Acte d'octroi		Modalités d'octroi	
Titres	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
		après avis du Ministre chargé des Finances. Le contrat est soumis à l'approbation du Président de la République. Le décret et le contrat de services sont publiés au Journal Officiel et fait l'objet d'un enregistrement dans les conditions prévues par la loi ²¹⁰ .	Les dispositions définies par le contrat de partage de production sont prévues par l'article 20 du code pétrolier 2019. Il est signé par le ministre chargé des Hydrocarbures, la PETROSEN et le ou les demandeurs de l'autorisation d'exploration d'hydrocarbures. Le contrat est approuvé par décret et publié au Journal Officiel ²¹¹ .

Critères techniques et financiers :

Les critères techniques et financiers sont prévus par décret N°98-810 du 06 Octobre 1998, fixant les modalités et conditions d'application de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier et le décret N° 2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019. Ils se détaillent comme suit :

	Octroi
Autorisation de prospection / Permis de Recherche ²¹²	<p>Constitution du dossier</p> <p>Demande adressée en trois exemplaires au Ministre chargé des hydrocarbures, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, la forme juridique et le siège social de l'entreprise ou, si la demande est faite au nom d'une personne physique, les noms, prénoms, qualité, nationalité et domicile de celle-ci ; - les statuts et le dernier bilan et rapport annuel de l'entreprise ; - toutes justifications additionnelles des capacités techniques et financières de la personne physique ou morale ; - les prénoms et nom du président et des directeurs de l'entreprise et, le cas échéant, les noms des membres du conseil d'administration, du directoire et du conseil de surveillance ainsi que, dans tous les cas, les noms des commissaires aux comptes ; - les prénoms et nom des dirigeants ; - le nom et l'adresse du représentant légal en République du Sénégal de la personne physique ou morale demanderesse ; - si la demande est présentée par plusieurs personnes physiques ou morales agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacune d'elles ; - si la demande est faite au nom d'une société, elle doit être accompagnée de la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande et d'une expédition de l'acte de constitution de la société ; - le nom du bloc ou les coordonnées et la superficie du périmètre sollicité pour la prospection ou la recherche d'hydrocarbures accompagnées de la carte géographique ; - la durée, le programme général et l'échelonnement des travaux de recherche envisagés sur le périmètre susvisé, ainsi que le montant des dépenses que le demandeur prévoit de consacrer à l'exécution des travaux ; et

²¹⁰ Article 34 du code pétrolier 1998.

²¹¹ Article 20 du code pétrolier 2019.

²¹² Article 8 du décret N°98-810 du 06 Octobre 1998.

	Octroi
	- une notice d'impact sur l'environnement exposant les conditions dans lesquelles le programme général des travaux satisfait à la préservation de l'environnement.
	Critères de demandes techniques
	Critère en fonction, notamment du nombre de champs pétroliers et/ou gaziers découverts et/ou développés avec succès dans les dix (10) dernières années et des références fournies jugées pertinentes au regard du bloc concerné ²¹³ .
	Critères de demandes financiers
	Une appréciation selon des critères tels que le niveau d'activités et la solvabilité de l'entreprise ainsi que la rentabilité économique des projets qu'elle a développés au cours des dix (10) dernières années ²¹⁴ .
	Octroi
Autorisation d'exploration ²¹⁵	Constitution du dossier²¹⁶
	<p>Demande adressée en trois exemplaires au Ministre chargé des hydrocarbures, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination ou la raison sociale, la forme juridique et les statuts mis à jour de la personne morale, le certificat d'immatriculation et le numéro d'identification nationale des entreprises et associations (NINEA) ou son équivalent en cours de validité, le siège social et l'adresse professionnelle du demandeur ; - la déclaration relative aux bénéficiaires effectifs conformément à la réglementation en vigueur ; - les dix (10) derniers rapports d'activités annuels de la personne morale ; - tout document justifiant de la capacité technique et opérationnelle de la personne morale ainsi que son expérience dans le domaine des opérations pétrolières ; - tout document justifiant les capacités financières, y compris notamment, les états financiers certifiés par un commissaire aux comptes ou assimilé des dix (10) derniers exercices de la personne morale et de sa société-mère, le cas échéant ; - les prénoms, noms ou l'identité et les adresses des membres organes de direction et d'administration et des actionnaires ou associés des sociétés affiliées ou membres d'un même groupe de sociétés le cas échéant, la composition de l'actionariat ainsi que, dans tous les cas, de ceux des commissaires aux comptes ou assimilés ; - le nom et l'adresse du représentant légal en République du Sénégal de la personne physique ou morale demanderesse ; - le nom du bloc ou les coordonnées et la superficie du périmètre sollicité pour l'exploration accompagnés de la carte géographique ; - la durée, le programme général et l'échelonnement des travaux envisagés sur le périmètre susvisé, ainsi que le montant des dépenses que le demandeur prévoit de consacrer à l'exécution des travaux ; - une notice d'impact sur l'environnement exposant les conditions dans lesquelles le programme général des travaux satisfait à la préservation de l'environnement ; - les stipulations particulières du contrat pétrolier à négocier avec l'Etat ; - la quittance de versement des droits d'instruction prévus par le code pétrolier, délivrée par les services du Trésor Public ; - le quitus fiscal délivré par les services compétents ; - la justification des pouvoirs de la personne signataire de la demande.

²¹³ Article 9 de décret N° 2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019.

²¹⁴ Ibid.

²¹⁵ Article 21 du code pétrolier 2019.

²¹⁶ Article 17 de décret N° 2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019.

	Octroi
	<p>Critères de demandes Techniques</p> <p>Critère en fonction, notamment du nombre de champs pétroliers et/ou gaziers découverts et/ou développés avec succès dans les dix (10) dernières années et des références fournies jugées pertinentes au regard du bloc concerné.</p> <p>Critères de demande financiers</p> <p>Une garantie d'une banque de réputation internationale, couvrant les engagements minima de travaux relatifs à la période d'exploration. Une appréciation selon des critères tels que le niveau d'activités et la solvabilité de l'entreprise ainsi que la rentabilité économique des projets qu'elle a développés au cours des dix (10) dernières années.</p>
Autorisation d'exploitation provisoire	Octroi
	<p>Constitution du dossier²¹⁷</p> <p>Demande adressée en trois exemplaires au Ministre chargé des hydrocarbures, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques techniques du ou des puits pour lesquels l'autorisation est demandée ; - les résultats de l'interprétation des essais de production ainsi que l'estimation de la quantité journalière d'hydrocarbures pouvant être produite ; - la durée approximative de la demande d'autorisation d'exploitation provisoire ; - la description du mécanisme d'évacuation des hydrocarbures produits, ainsi que les dispositions pour minimiser le brûlage du gaz produit ; - une étude d'impact environnemental et social accompagnée du certificat de conformité ou certificat d'autorisation conformément au Code de l'environnement. <p>Critères de demandes Techniques</p> <p>Critère en fonction, notamment du nombre de champs pétroliers et/ou gaziers découverts et/ou développés avec succès dans les dix (10) dernières années et des références fournies jugées pertinentes au regard du bloc concerné.</p> <p>Critères de demandes financiers</p> <p>Une appréciation selon des critères tels que le niveau d'activités et la solvabilité de l'entreprise ainsi que la rentabilité économique des projets qu'elle a développés au cours des dix (10) dernières années.</p>
Autorisation d'exploitation exclusive	Octroi
	<p>Constitution du dossier²¹⁸</p> <p>Demande adressée en trois exemplaires au Ministre chargé des hydrocarbures, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan de développement et de mise en exploitation visé par l'article 31 du code pétrolier portant sur le ou les gisements concernés, approuvé par le Ministère des Hydrocarbures ; - les coordonnées et la superficie de la zone d'exploitation sollicitée, accompagnées d'une carte géographique à l'échelle du 1/20 000e ou du 1/50 000e et de mémoire justifiant la délimitation du périmètre d'exploitation demandé. - La preuve de la décision finale d'investissement ainsi que le plan de financement retenu communiqués par les organes délibérants dûment habilités.

²¹⁷ Article 21 de de décret N° 2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019.

²¹⁸ Article 28 de de décret N° 2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019.

	Octroi
	<p>Critères de demandes Techniques</p> <p>Critère en fonction, notamment du nombre de champs pétroliers et/ou gaziers découverts et/ou développés avec succès dans les dix (10) dernières années et des références fournies jugées pertinentes au regard du bloc concerné.</p>
	<p>Critères de demandes financiers</p> <p>Une appréciation selon des critères tels que le niveau d'activités et la solvabilité de l'entreprise ainsi que la rentabilité économique des projets qu'elle a développés au cours des dix (10) dernières années.</p>
Concession d'exploitation	Octroi
	Constitution du dossier
	<p>Demande adressée en trois exemplaires au Ministre chargé des hydrocarbures, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan de développement et de mise en exploitation du ou des gisements concernés tel que visé à l'article 28 du Code Pétrolier ; et - les coordonnées et la superficie de la concession ou périmètre d'exploitation sollicité, accompagnées d'une carte géographique à l'échelle du 1/20 000e ou du 1/50 000e et de mémoire justifiant la délimitation de la concession ou du périmètre d'exploitation demandé. - Un rapport exposant les aspects techniques et économiques de l'exploitation du ou des gisements concernés, l'évaluation des réserves encore récupérables et tous les éléments venant à l'appui de la demande.
	<p>Critères de demandes Techniques</p> <p>Critère en fonction, notamment du nombre de champs pétroliers et/ou gaziers découverts et/ou développés avec succès dans les dix (10) dernières années et des références fournies jugées pertinentes au regard du bloc concerné.</p>
	<p>Critères de demandes financiers</p> <p>Une appréciation selon des critères tels que le niveau d'activités et la solvabilité de l'entreprise ainsi que la rentabilité économique des projets qu'elle a développés au cours des dix (10) dernières années.</p>

4.2.4.2 Procédure de transfert/cession

Cadre juridique :

Les procédures de transfert des titres pétroliers étaient régies par l'article 56 de la Loi n° 98-05 du 8 janvier 1998 portant Code Pétrolier. Au niveau de la loi n° 2019-03 du 01 février 2019 portant nouveau code pétrolier, elles sont désormais régies par les articles 61 et 62.

Modalités de transferts :

- Ancien Code Pétrolier 1998 :

Les titres miniers d'hydrocarbures, les conventions ou les contrats de services sont cessibles et transmissibles, sous réserve d'autorisation préalable, à des personnes possédant les capacités techniques et financières pour mener à bien les opérations pétrolières.

Les demandes de cession et de transfert, sauf si ces opérations s'effectuent entre sociétés affiliées, doivent être adressées au Ministre pour approbation. Cette approbation sera réputée acquise si le Ministre n'a pas notifié son refus motivé dans les soixante jours suivant la réception de la demande.

- Nouveau Code Pétrolier 2019 :

Sauf les autorisations de prospection qui ne sont ni amodiables, ni cessibles, ni transmissibles²¹⁹, tous les titres miniers d'hydrocarbures sont cessibles et transmissibles à des personnes morales possédant les capacités techniques et financières pour mener à bien les opérations pétrolières²²⁰.

Les actes de cession ou de transfert des titres miniers sont transmis au ministre chargé des Hydrocarbures, pour approbation.

Toute cession d'actions ou de parts d'un membre du groupe contractant ou d'une société contrôlant directement ou indirectement un membre du groupe contractant est assimilée à une cession d'intérêts aux fins du présent Code si elle résulte en un changement de contrôle, sauf si le changement de contrôle est le résultat direct d'une transaction sur une bourse officielle des valeurs²²¹.

Tout changement de contrôle est notifié au ministre chargé des Hydrocarbures dans les dix (10) jours suivant sa date de prise d'effet.

4.2.4.3 Procédure de renouvellement

Cadre juridique :

Les procédures de renouvellement des titres pétroliers ont été régies par la Loi n° 98-05 du 8 janvier 1998 portant Code Pétrolier. Au niveau de la loi n° 2019-03 du 01 février 2019 portant nouveau code pétrolier, elles sont désormais régies par les articles 19 et 30.

Modalités de renouvellement :

Les modalités de renouvellement se présentent comme suit :

Type de Titre	Modalités de renouvellement	
	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
Autorisation de prospection	Non applicable.	Non applicable.
Permis de recherche	Le permis de recherche d'hydrocarbures peut, à la demande de son titulaire, être renouvelé deux fois par décret pour une durée n'excédant pas trois ans à chaque fois, à condition que le titulaire ait rempli toutes ses obligations et abandonne à chaque fois une fraction de la superficie du périmètre de recherche ²²² .	Non applicable.
Autorisation d'exploration	Non applicable.	Sur demande de son titulaire, l'autorisation d'exploration d'hydrocarbures peut être renouvelée, au plus deux (02) fois, par décret, pour une durée n'excédant pas trois (03) ans à chaque fois.

²¹⁹ Article 15 du code pétrolier 2019.

²²⁰ Article 61 du code pétrolier 2019.

²²¹ Article 62 du code pétrolier 2019.

²²² Article 16 du code pétrolier 1998.

Type de Titre	Modalités de renouvellement	
	Code pétrolier 1998	Code pétrolier 2019
		<p>Un renouvellement ne peut intervenir qu'à condition que le titulaire ait rempli toutes ses obligations et, à chaque fois, une fraction de la superficie de la zone d'exploration.</p> <p>A la fin de la période initiale ou du premier renouvellement et à titre exceptionnel, le titulaire peut bénéficier, par décret, d'une extension ne pouvant excéder un (01) an sous réserve d'avoir commencé les travaux et d'avoir fourni les justificatifs techniques requis.</p> <p>La deuxième période de renouvellement peut être prorogée, par décret, pour la durée nécessaire à la poursuite des travaux d'évaluation d'une découverte²²³.</p>
Autorisation d'exploitation provisoire	Non renouvelable. L'autorisation devient caduque en cas d'expiration du permis pour quelque cause que ce soit, à moins que ne soit déposée une demande de concession ²²⁴ .	L'autorisation d'exploitation provisoire devient caduque d'office en cas d'expiration de l'autorisation d'exploration à moins qu'une demande d'autorisation d'exploitation exclusive soit déposée ²²⁵ .
Autorisation d'exploitation exclusive	Non applicable.	L'autorisation exclusive d'exploitation est octroyée au titulaire pour une durée initiale maximale de vingt (20) ans. A l'expiration de cette durée initiale, elle peut être renouvelée, une seule fois, par décret, à la demande du contractant, pour une période additionnelle de dix (10) ans au plus. Le renouvellement n'est pas automatique ²²⁶ .
Concession d'exploitation	La durée de validité de cette concession peut être prorogée par décret pour une période maximale de dix ans, renouvelable une fois, selon les conditions fixées dans la convention ²²⁷ .	Non applicable.

4.2.4.4 Procédures d'approbation des contrats pétroliers

Le contrat pétrolier est négocié par le ministre chargé des Hydrocarbures. Il s'appuie sur une commission d'examen et de négociation des contrats pétroliers dont les règles d'organisation et de fonctionnement sont fixées par arrêté du ministre chargé des Hydrocarbures²²⁸.

- Pour le titulaire de l'autorisation de prospection : il est informé trente (30) jours à l'avance, de l'intention de l'Etat d'attribuer un titre et de conclure un contrat pétrolier sur la surface concernée ;
- Pour le titulaire de l'autorisation d'exploration / d'exploitation : Le ministre chargé des Hydrocarbures transmet le contrat de partage de production au ministre chargé des Finances, pour avis, sur les dispositions financières fiscales et douanières. Ces dernières sont réputées conformes si, à l'expiration d'un délai de vingt-et-un (21) jours, à compter de la date de réception de la demande d'avis, aucune suite n'est réservée à ladite demande.

Le contrat de partage de production est signé par le ministre chargé des Hydrocarbures, la société pétrolière nationale et le ou les demandeurs de l'autorisation d'exploration d'hydrocarbures.

Conformément à l'article 4 du décret N°2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019, Il est créé une Commission d'examen et de négociation des contrats pétroliers, ayant pour mission d'appuyer le Ministre chargé des hydrocarbures dans l'évaluation des offres techniques et financières reçues dans le cadre d'un appel d'offres ou d'une consultation directe ainsi que dans la négociation des contrats pétroliers. Plus spécifiquement, la commission est chargée de :

²²³ Article 19 du code pétrolier 2019.

²²⁴ Article 24 du code pétrolier 1998.

²²⁵ Article 27 du code pétrolier 2019.

²²⁶ Article 29 du code pétrolier 2019.

²²⁷ Article 27 du code pétrolier 2019.

²²⁸ Article 12 du code pétrolier 2019.

- Prouver à l'évaluation des offres reçues dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert par le Ministre chargé des hydrocarbures ;
- Examiner les demandes de titre minier d'hydrocarbures introduites par les sociétés pétrolières ;
- Formuler et d'émettre des avis à l'endroit du Ministre chargé des Hydrocarbures dans le cadre de l'examen des offres et de demandes de titre minier d'hydrocarbures ;
- Participer à la négociation des contrats pétroliers ; et
- Formuler des recommandations sur toutes autres questions soumises à son appréciation par le Ministre chargé des Hydrocarbures, en rapport avec les contrats pétroliers.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ladite commission sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des Hydrocarbures.

Concernant les conventions rattachées au titre minier d'hydrocarbures et les contrats de services, nous comprenons que des modèles types sont des documents annexés à la loi portant Code Pétrolier adopté par l'Assemblée Nationale. Aussi, il importe de préciser que les contrats sont approuvés par décret²²⁹. Ce décret mentionne entre autres les coordonnées géographiques et il est publié au Journal officiel. Les décrets publiés à partir de l'année 2001 sont accessibles sur la page web <http://www.jo.gouv.sn/>. Les décrets publiés avant cette date peuvent être consultés au Secrétariat Général du Gouvernement ou à l'imprimerie nationale moyennant le paiement des frais du numéro du Journal Officiel concerné.

4.2.4.5 Critères techniques et financiers :

Le décret N°2020-2061 fixant les modalités d'application du code pétrolier 2019, spécifie les critères techniques et financiers applicables aux opérations d'octroi, transferts, cessions et renouvellement des titres pétroliers. Aussi, les termes de références²³⁰ relatifs à l'appel d'offres des 12 blocs pétroliers lancé en fin 2019, détaillent ces critères d'évaluation.

4.2.4.6 Octrois, transferts et renouvellement en 2020

Les deux transferts suivants ont été opérés en 2020 :

- Transfert de 20% des droits, obligations et intérêts détenus par Total E&P Sénégal Limited, résultant du contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et de l'Accord de l'Association relatifs au bloc Ultra Deep Offshore (UDO), à la société Korea National Oil Corporation (KNOC). Le transfert de propriété a été prévu par l'arrêté n°023981 du 2 octobre 2020 et prévoit la réduction de la part de Total E&P Sénégal Limited à 70%, le transfert de 20% KNOC et le maintien de la part de PETROSEN de 10%.
- Transfert de tous les droits, obligations et intérêts détenus par Capricorn Sénégal Limited, résultant du contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et de l'Accord de l'Association relatifs aux blocs Rufisque Offshore, Sangomar Offshore et Sangomar Deep Offshore, à la société Woodside Energy Sénégal B.V. Le transfert de propriété a été prévu par l'arrêté n°026164 du 18 novembre 2020 et indique que la part transférée couvre 68,33% de la zone maritime et 75% du reste de la zone contractuelle. Les autres parts restent inchangées après cette opération de cession.

4.2.5 Participation de l'État

4.2.5.1 Cadre juridique

La participation de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures est régie par les dispositions du code pétrolier. Selon la disposition de l'article 8 du Code pétrolier (2019), l'Etat se réserve le droit d'entreprendre des opérations pétrolières :

- a) soit, par l'intermédiaire de la société pétrolière nationale agissant seule ou en association avec des tiers dans le cadre d'un contrat de services ;
- b) soit, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs personnes morales de droit sénégalais ou étranger, autorisées, conformément aux dispositions du présent Code, à effectuer des opérations pétrolières dans les conditions prévues par un contrat pétrolier.

L'article 9 du même Code dispose que l'Etat, par l'intermédiaire de la société pétrolière nationale, se réserve le droit de participer à tout ou partie des opérations pétrolières, en s'associant avec les titulaires d'un contrat pétrolier ou d'une autorisation de prospection.

Le Code précise également que les modalités de participation sont précisées dans le contrat pétrolier ou l'autorisation de prospection et fixe les parts de la société pétrolière nationale à :

- au moins 10 %, portés par les autres cotitulaires du titre minier d'hydrocarbures, en phases d'exploration et de développement, y compris les redéveloppements ;

²²⁹ Article 3 du Décret 98-810.

²³⁰ <http://itie.sn/appel-doffres-blocs-petroliers/>

- une option d'accroître cette participation jusqu'à 20 % supplémentaires en phases de développement et d'exploitation non portés par les autres cotitulaires du titre minier d'hydrocarbures.

Dans la pratique, l'Etat Sénégalais ne détient pas de participations directes dans le capital des sociétés privées. Il détient néanmoins à travers la Société Nationale PETROSEN des parts dans les contrats pétroliers conformément aux dispositions précitées. Les participations de l'Etat dans les contrats pétroliers ainsi que la relation avec PETROSEN sont décrites dans les sections qui suivent.

Il y a lieu de noter qu'en plus des participations de PETROSEN, les contrats pétroliers donnent droit à une part de production à l'Etat calculé sur la base du Profit Oil (Production - Coûts recouvrables). Les règles de calcul et de perception de ces parts ainsi que les revenus générés en 2020 sont décrites dans la section 4.2.7 du présent rapport.

4.2.5.2 Participations directes de l'Etat dans les sociétés pétrolières

Hormis la participation de 100% dans le capital de PETROSEN, l'Etat ne détient aucune participation directe ou indirecte (à travers PETROSEN) dans le capital de sociétés opérant dans le secteur amont pétrolier.

4.2.5.3 Participations dans les contrats pétroliers

La Participation de l'Etat lui permet, par l'intermédiaire de PETROSEN, d'être associé dans les contrats pétroliers. PETROSEN doit participer aux dépenses et profiter des recettes à la hauteur de sa participation. Le Code Pétrolier (1998) fait référence au contrat. Le Code Pétrolier-(2019) prévoit une participation de 10% durant la période de recherche. L'Etat peut augmenter sa participation de 20% maximum durant la période d'exploitation. Les deux textes précisent que la participation de l'Etat est portée par l'exploitant pendant la période de recherche. Cependant, lors de la période d'exploitation, la participation de l'Etat n'est pas portée par l'entreprise. Ce qui signifie que PETROSEN ne participe aux dépenses qu'après découverte d'hydrocarbures.

Au 31 décembre 2020, les participations détenues par PETROSEN dans les contrats pétroliers se détaillent comme suit :

Bloc (Type de participation)	Opérateur	31/12/2019 (*)	31/12/2020 (**)
Exploitation (avec participation aux dépenses)			
DIENDER (GADIAGA)	Fortesa	30%	30%
DIENDER (SADIARATOU)	Fortesa	30%	30%
Recherche (participations portées)			
DIENDER	Fortesa	10%	10%
DJIFFERE OFFSHORE	Rex Atlantic Ltd	10%	10%
CAYAR OFFSHORE PROFOND	BP Sénégal Invest Ltd	10%	10%
SAINT LOUIS OFFSHORE PROFOND	BP Sénégal Invest Ltd	10%	10%
CAYAR OFFSHORE SHALLOW	Oranto Petroleum Ltd	10%	10%
RUFISQUE OFFSHORE PROFOND	TOTAL E&P Sénégal	10%	10%
ZONE ULTRA PROFOND (UDO)	TOTAL E&P Sénégal	10%	10%
SAINT LOUIS OFFSHORE SHALLOW	Oranto Petroleum Ltd	10%	10%
RUFISQUE OFFSHORE	Woodside	10%	10%
SANGOMAR OFFSHORE	Woodside	10%	10%
SANGOMAR OFFSHORE PROFOND	Woodside	10%	10%

(*) : Source : Rapport ITIE 2019.

(**) Source : DH.

Les revenus générés par ces participations sont décrits dans la section 4.2.7 du présent rapport.

4.2.5.4 Entreprises d'Etat et transactions liées

a) Cadre juridique

Voir section 4.1.7.3 (a).

b) Définition adoptée par le CN-ITIE

Voir section 4.1.7.3 (b).

c) Sociétés d'Etat dans le secteur des hydrocarbures

PETROSEN est la seule entreprise d'Etat opérant dans le secteur amont et correspondant à définition adoptée par le Comité National. PETROSEN est une société anonyme créée en mai 1981 et détenue à 99% par l'Etat et à 1% par la Société Nationale de Recouvrement. La présentation du cadre juridique, du mandat, de la gouvernance et la relation financière de PETROSEN avec l'Etat se détaille comme suit :

Cadre juridique	Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur pu personnes morales de droit privé
Statut	En activité
Capital	Le capital de la société est de 5.021.000.000 Francs CFA. Il est détenu à 99% par l'Etat du Sénégal et 1% par la Société Nationale de Recouvrement (SNR). Les actions sont entièrement libérées.
Mandat	<ul style="list-style-type: none"> - la promotion du bassin sédimentaire sénégalais ; - la représentation de l'Etat et la gestion des intérêts nationaux dans le secteur pétrolier, en particulier dans le cadre des contrats de partage de production ; - l' intervention, pour le compte de l' Etat, directement, à travers ses filiales ou en association, dans toutes les opérations relatives à la production, au traitement, à la transformation, à la mise en valeur et au transport des hydrocarbures ; - la commercialisation et l' exportation des hydrocarbures extraits des gisements ; - le suivi technique et le contrôle des opérations pétrolières ; - prépare et négocie toutes les Conventions et les Contrats pétroliers en collaboration avec le Département de l'Energie.
Organisation et Gouvernance	La gouvernance de la société est fixée dans les titres III et V de ses statuts : https://itie.sn/entreprises-detat/
Principales Ressources	<ul style="list-style-type: none"> - ventes des parts propres de production dans les contrats pétroliers ; et - subventions accordées par l'État ; - versements effectués par les entreprises titulaires de permis au titre des « loyers superficiaires », des subventions de formation et de l'appui à la promotion. Ces paiements sont retenus par PETROSEN et ne sont pas reversés au Trésor Public. - ventes de données techniques et sismiques.
Fiscalité	PETROSEN est soumise aux dispositions de la réglementation fiscale applicable aux sociétés commerciales.
Dividendes	<p>En plus de la fiscalité, PETROSEN verse au Trésor Public des dividendes issus des résultats bénéficiaires après l'arrêté de ses états financiers annuels par son Conseil d'Administration et approbation de son Assemblée Générale dont les prérogatives sont exercées par le Gouvernement réuni en séance spéciale élargie.</p> <p>Les dividendes sont distribués après prélèvement de 10% des résultats bénéficiaires au titre de la constitution d'un fonds de réserve légale prescrite par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint une somme égale au 1/5 du montant du capital sociale.</p> <p>L'excédent sur la réserve légale est affecté selon les dispositions de l'article 42 des statuts : https://itie.sn/entreprises-detat/</p>
Financements	<p>A la création, il peut arriver que l'Etat octroie une subvention d'exploitation ou d'équipement pour permettre le démarrage des activités de la Société. Cette subvention n'est pas systématique du fait que le capital seul est sensé assurer le démarrage de la société. Lorsque le capital est jugé insuffisant la subvention est octroyée.</p> <p>En cas de difficultés, l'Etat peut allouer des subventions d'exploitation ou d'investissement. La subvention peut aussi découler d'une convention entre l'Etat et la société dans le but d'exécuter une prestation de services publics.</p> <p>La société peut également mobiliser des ressources auprès des institutions financières, avec ou sans la garantie de l'Etat.</p>
Gestion financière et comptable	<p>Les états financiers sont arrêtés annuellement par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) portant organisation et harmonisation des comptabilités et approuvés par l'Assemblée Générale des sociétés d'Etat.</p> <p>Les états financiers sont soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes désigné par l'assemblée des actionnaires. Les comptes de la société peuvent être également contrôlés par la Cour des Comptes.</p> <p>Les états financiers ainsi que les rapports financiers de PETROSEN ne sont pas publiés.</p>

d) Transactions entre l'Etat et les entreprises d'Etat

PETROSEN et la DGCPT ont été sollicités de reporter toutes les transactions se rapportant aux transferts effectués au profit de PETROSEN ou effectués par celle-ci au profit de l'Etat selon la nomenclature présentée dans le tableau ci-après. Les données reportées au titre de 2020 se présentent comme suit :

Transferts par/pour PETROSEN	Montant en millions FCFA
Transferts et financements reçus de l'Etat	
Subvention d'investissement	-
Subvention d'exploitation	-
Prêts	-
Garanties	-
Transferts au profit de l'Etat	
Fiscalité et cotisation sociale	539,55
Dividendes	-
Dépenses quasi fiscales :	-
Prestation de services non commerciaux	-
Financement Infrastructures publiques et dépenses sociales	-
Subventions	-
Services de la dette publique ou bonification	-

Hormis les paiements au titre de la fiscalité et des cotisations sociales qui ont fait l'objet de rapprochement dans le cadre du présent rapport, l'exhaustivité des autres données reportées ci-dessus n'a pas pu être vérifiée en raison de la non-communication par PETROSEN de ses états financiers au titre de l'année 2020.

e) Transactions avec les entreprises extractives

(i) Subventions, Prêts et garanties octroyées

PETROSEN et le Trésor public ont été sollicités pour reporter les subventions, prêts et garanties octroyées à des entreprises opérant dans le secteur des hydrocarbures. Les déclarations de ces deux structures n'ont pas inclus de transactions de cette nature au titre de 2020.

Par ailleurs, le rapport annuel 2020²³¹ de la société Kosmos montre qu'en février 2019, Kosmos et BP ont signé des accords de prêt avec les compagnies pétrolières nationales de la Mauritanie et du Sénégal pour financer la part respective des deux compagnies nationales des coûts de développement encourus pour la première phase de production du GTA (Greater Tortue Ahmeyim) prévue pour 2023. La part de Kosmos, pour les deux accords combinés, qui s'élève à 239,7 millions de dollars devrait être remboursée en capital et en intérêt par les entreprises nationales sur les revenus futurs revenant à ces entreprises. Au 31 décembre 2020, le solde dû par les sociétés pétrolières nationales est comptabilisé comme créances à long terme dans le bilan consolidé de Kosmos, pour un montant de 27,4 millions de dollars. Ce solde n'a pas changé entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020.

En l'absence de la communication des accords de financement conclus par PETROSEN, les données se rapportant aux montants, conditions et échéancier du prêt, n'ont pas pu être obtenues. De même, l'existence de garanties octroyées au titre de ce prêt n'a pas pu être confirmée.

(ii) Transferts reçus des entreprises extractives

Les transferts des entreprises pétrolières à PETROSEN au titre de 2020 s'élèvent à 3 231,17 millions de FCFA dont le détail se présente comme suit :

Flux	Montant en Millions de FCFA
Appui à la formation	1 459 682 243
Appui à la promotion de la recherche et de l'exploitation	158 916 038
Appui à l'équipement	88 976 980
Autres flux de paiements significatifs (> 25 millions de FCFA) (réconciliables)	88 976 980
Loyer superficiaire	167 631 427
Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de l'État P	171 894 738
BID PACKAGE LICENSING ROUND	35 260 941
Données techniques	1 059 829 650
Total	3 231 168 996,89

²³¹ <https://www.kosmosenergy.com/wp-content/uploads/2021/04/Kosmos-2020-AR.pdf> page 117

4.2.6 Revenus provenant du transport

FORTESA demeure à ce jour, la seule société en phase d'exploitation. Le transport du gaz naturel s'effectue par des gazoducs qui permettent l'acheminement du gaz naturel de la station de Gadiaga aux zones de consommation d'énergie du Cap des biches et de SOCOCIM.

FORTESA en tant que société opératrice, agissant au nom et pour le compte de l'Association FORTESA-PETROSEN est responsable de l'entretien et de la maintenance des infrastructures. FORTESA détient une quantité correspondante à son pourcentage de participation (70%) dans le périmètre d'exploitation.

Pour l'année 2020, seuls les tronçons de la zone d'extraction de Gadiaga à la station de stockage et de traitement de Kabor (34 km) et de Kabor à la zone de consommation de SOCOCIM (3 km) ont été utilisés. En revanche la partie du tronçon de la station de stockage et de traitement de Kabor à la zone de consommation du Cap des biches qui s'étale sur 10 km appartenant à PETROSEN n'a pas été utilisée depuis 2016, du fait l'expiration du Contrat d'achat et de vente de gaz à la SENELEC.

Nous comprenons que depuis 2016 la production de FORTESA est transportée via le tronçon de la zone de production de Gadiaga à la zone de consommation de SOCOCIM, qui appartient à FORTESA.

Par conséquent, aucun paiement pour l'utilisation du gazoduc de PETROSEN n'a été effectué en 2020. Cela a été confirmé par l'absence de déclaration de la part de PETROSEN de paiement au titre de la location pour le transport du gaz.

En conclusion, l'Exigence 4.4 de la Norme ITIE est non applicable pour le secteur des hydrocarbures au Sénégal.

4.2.7 Revenus en nature

Les revenus en nature perçus par l'Etat et PETROSEN correspondent :

(i) La part de l'Etat dans la production de l'Etat

Les titulaires d'un contrat de partage de production doivent verser une Part de la production à l'Etat après déduction des coûts pétroliers. Ceci permet à l'entreprise de recouvrer les dépenses engagées pour rechercher et extraire le pétrole. Le Code Pétrolier fixe un pourcentage maximal de la production que l'exploitant peut recouvrer annuellement au titre des coûts pétroliers. Les coûts non recouverts peuvent être reportés les années suivantes, sans limite.

La différence entre la production et les coûts pétroliers constitue les profits pétroliers ou « profit oil ». Ce dernier est ensuite partagé entre l'Etat et l'exploitant. La part de l'Etat étant fonction du nombre de barils produits par jour et elle est perçue en nature.

(ii) Revenus issus de la Participation de l'Etat via PETROSEN

La Participation de l'Etat lui permet, par l'intermédiaire de PETROSEN, d'être associé au capital de la société pétrolière. L'Etat doit participer aux dépenses et profiter des recettes à la hauteur de sa participation.

Le Code Pétrolier (1998) fait référence au contrat. Le Code Pétrolier-(2019) prévoit une participation de 10% durant la période de recherche pour PETROSEN avec la possibilité d'augmenter sa participation de 20% maximum durant la période d'exploitation. Les deux textes précisent que la participation de PETROSEN est portée par l'exploitant pendant la période de recherche. Cependant, lors de la période d'exploitation, la participation de l'Etat n'est pas portée par l'entreprise. Ce qui signifie que PETROSEN ne participe aux dépenses qu'après découverte d'hydrocarbures. La Part revenant à PETROSEN au titre de cette participation est prélevée en nature.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du Code Pétrolier (1998) et de l'article 59 du Code pétrolier (2019), les exploitants de gisements d'hydrocarbures peuvent être tenus, dans des conditions fixées dans la convention ou le contrat de service, d'affecter par priorité les produits de leur exploitation à la couverture des besoins de la consommation intérieure du pays. Dans ce cas, le prix de cession doit refléter le prix du marché international.

Dans la pratique, les seuls blocs en production et donnant lieu des à des revenus en nature sont DIENDER (GADIAGA) et DIENDER (SADIARATOU) opérés par FORTESA et PETROSEN. En 2020, le volume des parts en nature revenant à l'Etat et à PETROSEN a totalisé respectivement 1 628 277 Nm³ et 1 041 786 Nm³. Le détail de rapprochement des revenus en nature est présenté en section 3.3.1 du présent rapport.

Toute la production de gaz des blocs DIENDER sont commercialisés par l'opérateur FORTESA qui reverse ensuite la contrepartie au Trésor Public et à PETROSEN pour la part de production qui leur revient. Il y a lieu de noter que la commercialisation ne donne pas droit à PETROSEN à aucune rémunération.

Pour l'année 2020, toute la production totalisant un volume 14 494 076 Nm³ (incluant les parts revenant à l'Etat et à PETROSEN) a été vendue à la société privée SOCOCIM tel que reporté par SOCOCIM et PETROSEN.

La société FORTESA a reporté qu'une partie de la production pour un volume de 12 656 056 Nm³ a été vendue à la société SOCOCIM. Le détail des volumes commercialisés et des prix pratiqués est présenté en annexe 24.

Le détail des revenus se rapportant à la commercialisation des parts de l'ETAT et de PETROSEN est comme suit :

	Type de produit vendu	Nom du Vendeur	Volumes Vendus (en barils/ Nm3)	Revenus Perçus (en FCFA)	Informations tarifaires : Prix de vente officiel en FCFA
Part ETAT	Gaz	FORTESA	1 628 277	268 665 673	165
Part PETROSEN	Gaz	FORTESA	1 041 786	171 894 738	165
Total			2 670 063	440 560 411	

4.2.8 Fournitures d'infrastructures et accords de troc

Sur la base des discussions menées avec PETROSEN et l'analyse des contrats disponibles, nous comprenons l'inexistence des contrats afférents à la fourniture de biens et de services (y compris des prêts, des subventions ou des travaux d'infrastructure) en échange partiel ou total de concessions pour la prospection ou l'exploitation de pétrole et de gaz, ou pour la livraison physique de telles matières premières.

En conclusion, la fourniture d'infrastructures et les accords de troc au sens de l'exigence 4.3 de la Norme ITIE (2019) ne sont pas applicables dans le contexte du secteur des hydrocarbures.

4.2.9 Dépenses sociales et contenu local

4.2.9.1 Dépenses sociales obligatoires

Conformément à l'article 48 du code pétrolier 2019, les titulaires de contrat pétroliers sont assujettis, en période d'exploration et en période de production, à des engagements sociaux non recouvrables au profit des populations. Les montants de ces fonds sont fixés dans le contrat pétrolier conclu avec le titulaire du titre pétrolier.

En 2020, les entreprises pétrolières retenues dans le périmètre de rapprochement ont reporté des dépenses sociales obligatoires pour un montant de 161 160 000 FCFA. Cette dépense a été reportée par la société TOTAL E&P Sénégal.

Le détail des paiements par bénéficiaire est présenté en section 5.6 et l'annexe 6 du présent rapport.

4.2.9.2 Dépenses sociales volontaires

Les sociétés contribuent dans le financement de programmes sociaux ou des travaux d'infrastructures volontairement dans le cadre leur politique RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) ou en application des accords conclus avec les autorités ou les populations locales.

En 2020, les entreprises retenues dans le périmètre de rapprochement ont reporté des dépenses sociales volontaires pour un montant de 1 448,17 millions FCFA.

Le détail des paiements par société et par bénéficiaire est présenté en section 5.6 et à l'annexe 7 du présent rapport.

4.2.9.3 Contenu local

Définie comme étant « l'ensemble des initiatives prises en vue de promouvoir l'utilisation des biens et des services nationaux ainsi que le développement de la participation de la main-d'œuvre, de la technologie et du capital nationaux dans toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière.²³²», le contenu local correspond principalement à la part des coûts pétroliers qui est captée au Sénégal à travers la sous-traitance privée nationale et l'emploi bénéficiant à des Sénégalais.

Le nouveau code 2019 consacre en son article 58 des obligations à l'égard des entreprises pétrolières et de leurs sous-traitants. En effet, les titulaires de contrat pétrolier ainsi que les entreprises travaillant pour leur compte doivent :

- donner la possibilité aux investisseurs privés nationaux, disposant de capacités techniques et financières, de participer aux risques et aux opérations pétrolières ;
- accorder la préférence aux entreprises sénégalaises pour tous les contrats de construction, d'approvisionnement ou de prestation de services, à conditions équivalentes en termes de qualité, quantité, prix, délais de livraison et de paiement ;
- employer, à qualification égale, en priorité, du personnel sénégalais pour la réalisation des opérations pétrolières sur le territoire de la République du Sénégal ;
- contribuer au maximum au transfert technologique en direction des entreprises sénégalaises avec des relations d'accompagnement ;
- verser dans une institution financière de premier rang le montant du cautionnement pour la réhabilitation et la restauration des sites dans les conditions fixées dans le contrat pétrolier.

²³² Article 1 de la Loi sur le Contenu Local adoptée par l'Assemblée nationale le 14 janvier 2019.

Ils contribuent à la formation professionnelle des cadres et techniciens sénégalais à travers un programme annuel de formation défini dans le contrat pétrolier applicable.

L'article 59 du Code indique que les titulaires d'autorisation exclusive d'exploitation doivent affecter, en priorité, les produits de leur exploitation à la couverture des besoins de la consommation intérieure du pays.

Le Sénégal a adopté la loi n°2019-04 de 01 février 2019 sur le contenu local qui, en plus des activités d'exploration-production, étend les règles du contenu local au transport, au stockage et à la distribution d'hydrocarbures. Cette loi contient plusieurs éléments dont les plus notables sont :

- la création d'un comité national de suivi du contenu local (CNSCL) ;
- l'élaboration d'un schéma directeur du contenu local par le CNSCL ;
- la soumission obligatoire d'un plan de contenu local par chaque compagnie et sous-traitant ;
- l'emploi prioritaire de personnel sénégalais et sa formation continue ;
- la mise en place d'une plateforme en ligne centralisant les appels d'offres en biens et services ;
- l'instauration d'activités réservées par l'Etat aux sénégalais sous un régime dit « exclusif » ;
- l'obligation de faire appels aux banques et assureurs sénégalais, dans la limite de leurs capacités ; et
- la création d'un Fonds d'appui au développement du contenu local.

En sus des dispositions ci-dessus, la loi 2019-04 du 01 Février 2019 règlemente de façon détaillée les obligations qui incombent aux titulaires de contrats pétroliers ainsi que les entreprises travaillant pour leur compte.

Trois (3) Décrets portant application de cette nouvelle loi ont été récemment adoptés :

- Le Décret fixant les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières et classement des activités de l'amont pétrolier et gaziers dans les régimes exclusif, mixte et non-exclusif²³³;
- Le Décret portant création du Comité national de Suivi du Contenu local Sénégal (CNSCL)²³⁴;
- Le Décret fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du fonds d'appui au développement du contenu local (FADCL)²³⁵.

Dans le cadre du présent rapport, les sociétés pétrolières retenues dans le périmètre de rapprochement ont été sollicitées de déclarer le volume des transactions effectuées avec les fournisseurs locaux et étrangers.

Conformément aux déclarations ITIE :

- le volume des transactions effectuées avec des fournisseurs locaux au titre de 2020 s'élèvent à 12 854 170 216 FCFA. Le détail par société se présente comme suit :

Société	Paielements en FCFA
Woodside Energy Sénégal	8 553 792 388
BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	2 581 154 304
Fortesa International Sénégal	802 463 817
Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	396 921 895
TOTAL E&P Sénégal	326 134 652
Capricorn Sénégal Limited	100 384 041
Kosmos Energy Sénégal	93 319 119
Total	12 854 170 216

- le volume des transactions effectuées avec des fournisseurs étrangers au titre de 2020 s'élèvent à 387 272 412 293 FCFA. Le détail par société se présente comme suit :

Société	Paielements en FCFA
Woodside Energy Sénégal	363 742 023 020
BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	12 837 674 518
TOTAL E&P Sénégal	9 713 721 354
Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	736 334 400
Capricorn Sénégal Limited	441 794 820
Kosmos Energy Sénégal	404 852 087
Total	387 876 400 199

²³³ https://itie.sn/?offshore_dl=5996 (<http://itie.sn/reglementation/>)

²³⁴ <http://itie.sn/reglementation/>

²³⁵ <http://itie.sn/reglementation/>

Le détail par fournisseur est présenté au niveau des annexes 22 et 23 du présent rapport.

4.2.10 Obligations environnementales

4.2.10.1 Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel est décrit dans la section 4.1.12.1 du présent rapport.

4.2.10.2 Cadre juridique

Les dispositions de la Constitution, du Code de l'Environnement, du Code Forestier et des conventions internationales décrites dans la section 4.1.12.2 sont applicables au secteur des hydrocarbures.

Par ailleurs, le code pétrolier 2019 dans son article 53 prévoit que les opérations pétrolières sont conduites conformément au Code de l'Environnement, ainsi qu'aux autres textes nationaux et internationaux relatifs à l'hygiène, la santé, la sécurité des travailleurs et du public ainsi qu'à la protection de l'environnement. Ainsi, les entreprises mènent leurs travaux à l'aide de techniques confirmées de l'industrie pétrolière et prennent les mesures nécessaires :

- à la prévention et à la lutte contre la pollution de l'environnement;
- aux traitements des déchets;
- à la préservation du patrimoine floristique et faunique;
- à la préservation des eaux du sol et du sous-sol ;
- et au respect de la réglementation applicable en matière d'hygiène et de santé.

Le Code pétrolier prévoit dans son article 58 l'obligation de verser dans une institution financière de premier rang le montant du cautionnement pour la réhabilitation et la restauration des sites dans les conditions fixées dans le contrat pétrolier.

4.2.10.3 Dépenses environnementales

L'exploitation de ces projets est assujettie au paiement de droits fixes, de taxes d'abattage, de taxes superficielles, de taxes à la pollution et de taxes sur les appareils à pression de vapeur et de gaz. Par ailleurs, les entreprises devraient verser une contribution au Fonds d'appui au ministère de l'Environnement et une contribution pour la réhabilitation des sites dont les montants sont fixés dans les contrats pétroliers.

En 2020, les entreprises pétrolières retenues dans le périmètre de rapprochement n'ont pas reporté des dépenses environnementales. Nous comprenons que des discussions sont en cours entre le Ministère de l'Environnement et les entreprises pétrolières pour le paiement des taxes environnementales.

Transition énergétique

En 2016, le Sénégal s'est lancé dans le processus de mise à jour de sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPND) pour en faire une Contribution Déterminée au niveau National (CDN) qui constitue l'engagement du pays dans le cadre de l'accord de Paris. Cette transition répond principalement à des impératifs de réactualisation des données (sectorielles, macro-économiques, démographiques etc.) utilisées lors de l'élaboration de la CPND, mais également à la nécessité de prendre en charge des composantes essentielles telles que la Mesure, la Notification et la Vérification (MNV), les besoins en renforcement de capacités et en transfert de technologie, essentiels pour une bonne mise en œuvre de la CDN ainsi que l'intégration des émissions issues de l'industrie pétrolière et gazière dont le début de production est prévu en 2022.

Les objectifs ont été déterminés et fixés pour chacun des secteurs et une agrégation de ces objectifs permet d'apprécier l'impact sur les émissions globales du pays. Ceci se traduit par une réduction relative des émissions de gaz à effet de serre de 5% et 7% respectivement, aux horizons 2025 et 2030, par rapport à la situation de référence (Business as usual) pour l'objectif inconditionnel (CDN)²³⁶.

Par ailleurs, selon le Ministre du Pétrole et des Energies Mme Aïssatou Sophie GLADIMA, en marge du lancement du Sommet MSGBC, « les perspectives prochaines de l'exploitation du pétrole et du gaz, mais également dans le secteur des énergies renouvelables dans lequel notre pays a fait des progrès significatifs avec près de 30% d'énergie propre dans le réseau électrique ». Elle ajoutera que « l'arrivée prochaine du gaz local constituera un élément non négligeable de notre transition énergétique, tenant compte des changements climatiques, pour produire une énergie propre et accessible à moindre coût, grâce à des programmes innovants dans ce domaine »²³⁷.

Toujours dans une logique de transition et pour faciliter l'accès à l'énergie et particulièrement à l'électricité, dans le milieu rural, le Gouvernement du Sénégal, par arrêté interministériel n° 010 158 du 28 mai 2020, a exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) une liste de vingt-deux (22) matériels entrant dans la production d'énergies renouvelables de source solaire, éolienne et biogaz²³⁸.

²³⁶ [CONTRIBUTION DÉTERMINÉE AU NIVEAU NATIONAL DU SENEGAL-APPROUVE EN 2020](#)

²³⁷ [Communiqué Conférence-Exposition MSGBC oil, Gas and Power 2021, https://www.energie.gouv.sn/communiquede-presse-5/](https://www.energie.gouv.sn/communiquede-presse-5/)

²³⁸ <https://www.aner.sn/letat-du-senegal-a-pose-un-acte-fort-pour-booste-le-secteur-des-energies-renouvelables/>

Également, la sécurisation de la production d'électricité est un enjeu majeur. Le renforcement de l'accès à l'électricité avec une qualité et une continuité de service à moindre coût et de façon durable contribue à la réponse satisfaisante aux objectifs d'émergence du pays.

Une politique de renforcement du système d'offre d'électricité prenant en compte l'utilisation du gaz local dans la production, « gas to power », pour assurer la disponibilité de l'électricité à bas coût afin de satisfaire la demande en convertissant au gaz les centrales fioul du parc de production et en installant de nouvelles centrales fonctionnant au gaz est en cours de développement. Dès 2024, grâce aux ressources gazières locales, notamment les développements des phases 2 du projet Sangomar et GTA, le gaz naturel local pourra constituer la seule énergie fossile utilisée pour la génération électrique en remplacement du fioul lourd, du gasoil, et du charbon. L'Etat a pour ambition de faire passer la puissance installée à au moins 2 157 Mw en 2024²³⁹. En 2020, le Sénégal a adopté la Loi n° 2020-06 du 7 février 2020²⁴⁰ portant Code Gazier.

Dans le cadre du présent rapport, certaines entreprises ont indiqué leurs politiques et initiatives pour une réduction de leurs impacts carbone. Il s'agit notamment de SOCOIM Industries (s'est associé à Urbasolar, groupe français spécialiste du photovoltaïque, pour la fourniture d'une centrale solaire de 7Mwh à la cimenterie²⁴¹), de Woodside Energy²⁴² et de Total Energies EP Sénégal²⁴³.

²³⁹ <http://www.finances.gouv.sn/wp-content/uploads/2019/02/FICHE-DOPPORTUNITE-SECTORIELLE-ENERGIE.pdf>

²⁴⁰ https://itie.sn/?offshore_dl=5970

²⁴¹ <https://urbasolar.com/references/sococim/> (La centrale réduira de 10 kt/an les émissions CO2 du site de SOCOIM)

²⁴² [part-of-a-lower-carbon-future- https://files.woodside/docs/default-source/sustainability-documents/climate-change/part-of-a-lower-carbon-future-\(november-2020\).pdf?sfvrsn=68bc7b46_8](https://files.woodside/docs/default-source/sustainability-documents/climate-change/part-of-a-lower-carbon-future-(november-2020).pdf?sfvrsn=68bc7b46_8)

²⁴³ https://www.totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL_RAPPORT_CLIMAT_2020.pdf

4.3 Résumé des faits marquants de l'exercice 2020

N°	Titre	Secteur	Période
1	Rapport de Validation final du Sénégal (2021) ²⁴⁴	Extractif	21/10/2021
2	Décret n°2021-114 du 7 septembre 2021, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité National de l'Initiative ITIE ²⁴⁵ .	Extractif	07/09/2021
3	Feuille de route mise en œuvre des recommandations relatives à la divulgation des bénéficiaires effectifs ²⁴⁶	Extractif	31/08/2021
4	La loi-n°2021-29-du-05-juillet-2021 ²⁴⁷ -portant-loi-de-finances-rectificative-pour-2021 en son article 57 a étendu l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs à tous les secteurs de la vie économique	Extractif	05/07/2021
5	Circulaire du Ministère des Mines et de la Géologie, n°822 du 15 juin 2021 ²⁴⁸ sur l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs par tous les titulaires de titres miniers.	Minier	15/06/2021
6	Circulaire du Ministère du Pétrole et de l'énergie, n°1149 du 14 juin 2021 ²⁴⁹ sur l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs des entreprises extractives.	Hydrocarbures	14/06/2021
7	Décret n°2021-623 du 17 Mai 2021 ²⁵⁰ , portant organisation du Ministère des Mines et de la Géologie.	Minier	17/05/2021
8	Manuel des procédures du ministère des Mines et de la Géologie ²⁵¹	Minier	01/03/2021
9	Décret n° 2021-249 du 22 février 2021 portant modification décret 2020-2065 fixant les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les activités pétrolières et gazières JO ²⁵²	Hydrocarbures	05/02/2021
10	Décret n° 2021-248 du 22 février 2021 ²⁵³ fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds d'appui au Développement du Contenu local	Hydrocarbures	05/02/2021
11	Arrêté ministériel n° 1598 du 05 Février 2021 ²⁵⁴ relatif au formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs	Extractif	05/02/2021
12	Loi n° 2020 - 31 ²⁵⁵ portant création de d'une société nationale dénommée "Société des Mines du Sénégal" en abrégé "SOMISEN SA"	Minier	06/11/2020
13	Décret n° 2020-2065 du 28 Octobre 2020 ²⁵⁶ fixant les modalités de participation des entreprises sénégalaises dans les activités pétrolières et gazières	Hydrocarbures	28/10/2020
14	Décret n°2020-2094 du 28 octobre 2020 ²⁵⁷ modifiant décret organisation et fonctionnement du Cos Petrogaz	Hydrocarbures	28/10/2020
15	Décret n° 2020-2047 du 21 Octobre 2020 ²⁵⁸ portant organisation et fonctionnement du Comité national de suivi du Contenu local dans le secteur des hydrocarbures	Hydrocarbures	21/10/2020
16	Décret 2020-1938 ²⁵⁹ fixant les modalités de répartition des Fonds d'Appui et de Péréquation aux Collectivités Territoriales	Minier	14/10/2020
17	Décret n°2020-1711 du 10 septembre 2020 ²⁶⁰ fixant les modalités d'alimentation Fonds d'appui au secteur minier	Extractif	01/08/2020
18	Loi n°2020-06 du 7 février 2020 ²⁶¹ portant Code Gazier du Sénégal	Hydrocarbures	07/02/2020

²⁴⁴ <https://eiti.org/fr/decision-conseil/2021-62>

²⁴⁵ Ce décret n'est pas encore publié

²⁴⁶ https://itie.sn/?offshore_dl=7762

²⁴⁷ https://itie.sn/?offshore_dl=7608

²⁴⁸ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Circulaire-822-du-15-Juin-2021-Obligation-de-declaration-des-Beneficiaires-effectifs-des-entreprises-minieres.pdf>

²⁴⁹ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Circulaire-1149-du-14-Juin-2021-Obligation-de-declaration-des-Beneficiaires-effectifs-des-entreprises-petrolieres.pdf>

²⁵⁰ https://minesgeologie.gouv.sn/sites/default/files/DECRET_PORTANT_ORGANISATION_DU_MMG.pdf

²⁵¹ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Manuel-de-procedures-Ministere-des-Mines-et-de-la-Geologie-Ed.-Mars-2021.pdf>

²⁵² https://itie.sn/?offshore_dl=5994

²⁵³ https://itie.sn/?offshore_dl=5998

²⁵⁴ https://itie.sn/?offshore_dl=6017

²⁵⁵ https://itie.sn/?offshore_dl=5984

²⁵⁶ https://itie.sn/?offshore_dl=5996

²⁵⁷ https://itie.sn/?offshore_dl=6002

²⁵⁸ https://itie.sn/?offshore_dl=6000

²⁵⁹ https://itie.sn/?offshore_dl=6010

²⁶⁰ https://itie.sn/?offshore_dl=6013

²⁶¹ https://itie.sn/?offshore_dl=5970

4.4 Gestion des revenus extractifs

4.4.1 Cadre légal régissant la gestion des finances publiques

En février 2020, l'Assemblée nationale a adopté la loi organique no 2020-07 du 26 février 2020²⁶² abrogeant et remplaçant la loi organique no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique no 2016-34 du 23 décembre 2016.

La nouvelle loi entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020 fixe les règles relatives au contenu, à la présentation, à l'élaboration, à l'adoption, à l'exécution et au contrôle des lois de finances.

En revanche, et pour le présent rapport couvrant l'exercice 2019 la gestion des finances publiques au Sénégal est régie par la loi 2016-34 du 23 décembre 2016²⁶³ modifiant la loi organique n°2011-15 du 8 juillet 2011²⁶⁴ qui a transposé dans le droit sénégalais la directive n°06/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 relative aux lois de finances²⁶⁵.

L'article premier de cette loi précise que cette loi :

- fixe les règles relatives au contenu, à la présentation, à l'élaboration, à l'adoption, à l'exécution et au contrôle des lois de finances ;
- détermine les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire à moyen terme pour les finances publiques de l'Etat et des autres organismes publics et ;
- énonce les principes relatifs à l'exécution des budgets publics et à la comptabilité publique et aux responsabilités des agents publics intervenant dans la gestion des finances publiques.

Les dispositions de la directive n°06/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009, en vigueur dans le droit sénégalais au 31 décembre 2019, ont apporté des innovations de taille dans certains domaines notamment :

- La présentation du budget en programmes ;
- La déconcentration du pouvoir d'ordonnateur principal des dépenses, jusque-là dévolu au Ministre chargé des Finances ;
- L'introduction du principe de sérénité des prévisions budgétaires ;
- L'élaboration d'un document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle ;
- Le classement des tirages et remboursements des emprunts à moyen et long terme en opérations de trésorerie ;
- Le renforcement de l'information du Parlement et de son contrôle de l'exécution des lois de finances ;
- La mise en cohérence des soldes de la loi des finances avec les critères retenus dans le Pacte de Convergence ; et
- L'extension des missions de la Cour des Comptes dans le contrôle et le suivi de l'exécution du Budget.

D'autre part, et afin de renforcer la transparence de la gestion des finances publiques, le gouvernement du Sénégal a fait voter en 2012, la Loi n 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances publiques²⁶⁶. Celle-ci prévoit en son article 4.6 que « les contrats entre l'administration publique et les entreprises, publiques ou privées, notamment les entreprises d'exploitation de ressources naturelles et les entreprises exploitant des concessions de service public, sont clairs et rendus publics. Ces principes valent tant pour la procédure d'attribution du contrat que pour son contenu ».

L'article 4.1 de la même loi dispose que les règles relatives à l'assiette, au taux et au recouvrement des impositions de toute nature sont définies par la loi. Les textes relatifs à la fiscalité sont facilement lisibles et compréhensibles. Une information large, régulière et approfondie sur la fiscalité et ses évolutions est donnée aux contribuables.

Dans la même dynamique, l'article 4.2 dispose que le produit de toutes les recettes, y compris celles liées aux activités de mise en valeur des ressources naturelles et à l'assistance extérieure, apparaît de façon détaillée et justifiée dans la présentation du budget annuel.

4.4.2 Les acteurs de la gestion des finances publiques

Les acteurs de la gestion des finances publiques ainsi que leurs rôles se répartissent comme suit :

Le ministre chargé des Finances : est responsable de l'exécution de la Loi des finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci ;

Les ministres et les présidents des institutions constitutionnelles : sont ordonnateurs principaux des crédits, des programmes et des budgets annexes de leur ministère ou de leur institution ;

Les ordonnateurs et aux comptables publics sont responsables des opérations d'exécution du budget de l'Etat.

262 <https://www.senreforme.org/publication/loi-organique-relative-aux-lois-de-finances-lolf-2020-7/>

263 <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article10990>

264 <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article9194>

265 <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/uemoa/UEMOA-Directive-2009-07-reglement-comptabilite-publique.pdf>

266 <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article9605>

4.4.3 Les acteurs de contrôle des finances publiques

Les acteurs de contrôle des finances publiques ainsi que leurs rôles se répartissent comme suit :

- les contrôleurs financiers relèvent du ministre chargé des finances et sont nommés par celui-ci ou à son initiative auprès des ordonnateurs.
- les Commissions des finances du Parlement veillent au cours de la gestion annuelle à la bonne exécution des lois de finances.
- la Cour des comptes exerce un contrôle sur la gestion des administrations en charge de l'exécution des programmes et dotations. Elle émet un avis sur les rapports annuels de performance.
- les Corps et Institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficience

4.4.4 Rapports financiers

- Les rapports de performance ²⁶⁷:

Les lois de finances répartissent les crédits budgétaires qu'elles ouvrent entre les différents ministères et institutions constitutionnelles. A l'intérieur des ministères, ces crédits sont décomposés en programmes.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme.

A ces programmes sont accordés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Ces résultats, mesurés notamment par des indicateurs de performance, font l'objet d'évaluations régulières et donnent lieu à un rapport de performance élaboré en fin d'exercice par les ministères et institutions constitutionnelles concernés.

- Le Budget général ²⁶⁸:

Toutes les recettes et toutes les dépenses budgétaires de l'Etat sont retracées dans le budget général.

Il est fait recette du montant intégral des produits, sans contraction entre les recettes et les dépenses. L'ensemble des recettes assurant l'exécution de l'ensemble des dépenses, toutes les dépenses et toutes les recettes sont imputées au budget général.

- Les Budgets annexes²⁶⁹ :

Les opérations financières des services de l'Etat que la loi n'a pas dotés de la personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix peuvent faire l'objet de budgets annexes.

Un budget annexe constitue un programme au sens de l'article 12 de la présente Loi organique et chaque budget annexe est rattaché à un ministère.

Les budgets annexes comprennent, d'une part, les recettes et les dépenses d'exploitation, d'autre part, les dépenses d'investissement et les recettes spéciales affectées à ces dépenses.

- Les comptes spéciaux du Trésor²⁷⁰

Des comptes spéciaux du Trésor peuvent être ouverts par une loi de finances pour retracer des opérations effectuées par les services de l'Etat et peuvent être traités comme des programmes.

Les comptes spéciaux du Trésor comprennent les catégories suivantes :

- les comptes d'affectation spéciale ;
- les comptes de commerce ;
- les comptes de prêts ;
- les comptes d'avances ;
- les comptes de garanties et d'avaux.

²⁶⁷ Articles 12 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016

²⁶⁸ Articles 32 et 33 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016

²⁶⁹ Articles 34 et 35 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016

²⁷⁰ Articles 37 et 38 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général.

Les comptes d'affectation spéciale retracent des opérations qui sont financées au moyen de ressources particulières et chaque compte d'affectation spéciale constitue un programme.

4.4.5 Processus d'élaboration du budget national

L'article 7 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016 décrit la complémentarité du budget national avec la loi de finance. Il dispose que « la loi de finances de l'année contient le budget de l'Etat pour l'année civile. Le budget décrit les recettes et les dépenses budgétaires autorisées par la loi des finances »

D'après la même loi, les différentes phases du processus d'élaboration du budget national se résument comme suit :

4.4.5.1 Préparation du budget

D'après l'article 55 de la loi no 2011-15, le ministre chargé des finances prépare les projets de lois de finances qui sont adoptés en Conseil des Ministres.

La même loi dispose que le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle accompagné des documents de programmation pluriannuelle des dépenses est adopté en Conseil des Ministres. Ces documents sont publics et soumis à un débat d'orientation budgétaire au Parlement au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année.

Le projet de loi de règlement est déposé sur le bureau du Parlement et distribué au plus tard le jour de l'ouverture de la session ordinaire de l'année suivant celle de l'exécution du budget auquel il se rapporte. Le rapport sur l'exécution des lois de finances, la déclaration générale de conformité et, le cas échéant, l'avis de la Cour des comptes sur la qualité des procédures comptables et des comptes ainsi que sur les rapports annuels de performances sont remis au Parlement sitôt leur adoption définitive par la Cour des comptes.

4.4.5.2 Adoption du budget

L'adoption du budget se déroule dans les délais suivants :

Le Parlement dispose de soixante jours au plus pour voter les projets de loi des finances.

L'Assemblée nationale doit se prononcer, en première lecture, dans le délai de trente-cinq jours après le dépôt du projet de loi de finances.

Le Sénat doit se prononcer dans un délai de quinze jours après avoir été saisi.

4.4.5.3 Exécution du budget

Le ministre chargé des Finances est ordonnateur principal unique des recettes du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et de l'ensemble des opérations de trésorerie. Il est aussi ordonnateur principal des crédits, des programmes et des budgets annexes de son ministère. Il est au sens de l'article 66 le « responsable de l'exécution de la Loi des finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci ».

Les ministres et les présidents des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits, des programmes et des budgets annexes de leur ministère ou de leur institution.

Les opérations d'exécution du budget de l'Etat incombent aux ordonnateurs et aux comptables publics. Les fonctions d'ordonnateur et celles de comptable public sont incompatibles.

4.4.5.4 Contrôle du budget

Le contrôle d'exécution du budget s'effectue par les contrôleurs financiers qui sont chargés des contrôles a priori des opérations budgétaires. Ils peuvent donner des avis sur la qualité de la gestion des ordonnateurs et sur la performance des programmes.

Les Commissions des finances veillent au cours de la gestion annuelle à la bonne exécution des lois de finances, à cette fin, le Gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports d'exécution du budget.

La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. En effet, l'article 71 dispose que la Cour des comptes exerce un contrôle sur la gestion des administrations en charge de l'exécution des programmes et dotations. Elle émet un avis sur les rapports annuels de performance.

Le même article dispose que les Corps et Institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficience.

4.4.6 Publication des données budgétaires

L'article 56 de la loi no 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique No 2016-34 du 23 décembre 2016 dispose que le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle accompagné des documents de programmation pluriannuelle des dépenses est adopté en Conseil des Ministres. Ces

documents sont publics et soumis à un débat d'orientation budgétaire au Parlement au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année. Le document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) est publié par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan sous le lien <http://www.finances.gouv.sn/document-de-programmation-budgetaire-et-economique-pluriannuelle/>.

L'article 70 de la même loi dispose que les rapports d'exécution du budget transmis trimestriellement par le Gouvernement au Parlement sont mis à la disposition du public. Les rapports d'exécution²⁷¹ pour 2020 sont publiés sous le lien <http://www.budget.gouv.sn/>.

4.4.7 Fiscalité locale

Le cadre légal de la décentralisation au Sénégal est régi par :

- la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des Collectivités locales²⁷² ;
- la loi no 2018-15 du 08 juin 2018 prescrivant le remplacement dans tous les actes législatifs et réglementaires « collectivité locale » par « collectivité territoriale »²⁷³

La loi précise que les collectivités territoriales sont le département et la commune et qu'elles sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel.

- Le Département ; Le département est une collectivité territoriale, personne morale de droit public. Il est administré par un conseil départemental élu au suffrage universel direct. Le conseil départemental est composé de conseillères et de conseillers départementaux élus pour cinq ans conformément au Code électoral. Il est l'organe délibérant du département.
- La commune : La commune est une collectivité territoriale, personne morale de droit public. Elle regroupe les habitants du périmètre d'une même localité composé de quartiers et/ou de villages unis par une solidarité résultant du voisinage, désireux de traiter de leurs propres intérêts et capables de trouver les ressources nécessaires à une action qui leur soit particulière au sein de la communauté nationale et dans le sens des intérêts de la nation. La commune est créée par décret.

Le budget de chaque collectivité territoriale prévoit pour une année financière toutes les recettes et les dépenses de la collectivité territoriale sans contraction entre les unes et les autres et est présenté dans les conditions qui sont déterminées par les décrets relatifs à la comptabilité publique.

Les collectivités territoriales sont dotées de :

Recettes de fonctionnement : Les recettes ordinaires des collectivités territoriales proviennent du produit des recettes fiscales, de l'exploitation du domaine et des services locaux, des ristournes accordées par l'Etat ou d'autres collectivités publiques sur le montant des impôts et taxes recouvrés à leur profit, et de la répartition annuelle du Fonds de dotation de la décentralisation.

Recettes d'investissement des Collectivités territoriales : les recettes d'investissement comprennent :

1. Les recettes temporaires ou accidentelles et notamment les dons et legs assortis de charges d'investissements ; les fonds de concours, -les fonds d'emprunt ; -le produit de la vente de biens, de l'aliénation ou échange d'immeubles ; -le produit de la vente des animaux ou matériels mis en fourrière et non réclamés dans les délais réglementaires ; -le produit des centimes additionnels extraordinaires dûment autorisés.
2. Les crédits alloués par le budget de l'Etat ou par tout autre organisme public sous forme de fonds de concours pour grands travaux d'urbanisme et de dépenses d'équipement, suivant les devis et plans de campagne délibérés par le conseil de la collectivité territoriale.
3. Les prélèvements effectués au profit de la section d'investissement à partir de la section de fonctionnement.

Avances : L'Etat peut consentir des avances aux collectivités territoriales qui justifient :

- que leur situation de caisse compromet le règlement des dépenses indispensables et urgentes,
- que cette situation n'est pas due à une insuffisance des ressources ou à un déséquilibre budgétaire.

Dépenses : Les dépenses comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

Les dépenses de fonctionnement ont un caractère permanent et permettent à la collectivité de faire face à ses charges et obligations courantes.

Les dépenses d'investissement permettent la réalisation des équipements, bâtiments et infrastructures ainsi que l'acquisition de matériels relatifs à ces travaux.

²⁷¹ <https://budget.sec.gouv.sn/documents/resultats-de-votre-recherche?documents=all>

²⁷² https://www.au-senegal.com/IMG/pdf/code_general6119.pdf

²⁷³ [Loi 2018-15.pdf \(dri.gouv.sn\)](#)

4.4.8 Affectation et transferts des revenus extractifs

4.4.8.1 Répartition des revenus provenant des industries extractives

Au même titre que les recettes budgétaires, les recettes provenant du secteur extractif sont collectées et affectées en application du principe de l'universalité budgétaire. Celle-ci consiste à fondre dans une même masse, l'ensemble des ressources fiscales et autres produits, et à imputer l'ensemble des charges publiques sur cette masse sans distinction.

Tous les flux de paiements générés en numéraire ou en nature par le secteur extractif sont recouvrés par les régies financières de l'Etat dans le compte unique du Trésor à l'exception des :

- Revenus recouvrés par PETROSEN au titre de l'appui à la formation, l'appui à l'équipement, bonus, le loyer superficiaire et la vente de données sismique. Les montants de ces revenus sont fixés dans les contrats pétroliers et sont constatés dans les comptes de PETROSEN
- Les cotisations sociales recouvrées par l'IPRES et constatées dans ses comptes
- Les cotisations sociales recouvrées par la CSS et constatées dans ses comptes
- La contribution des sociétés minières au titre du fonds de réhabilitation des sites miniers qui n'est pas encore effective en 2020.

4.4.8.2 Paiements infranationaux dans le secteur minier

Le cadre légal régissant le secteur minier et le secteur des hydrocarbures au Sénégal ne prévoit pas de paiements directs de la part des sociétés extractives aux communes ou aux régions d'extraction.

Les seuls paiements bénéficiant aux communes se rapportent aux taxes communales qui ne sont pas spécifiques au secteur extractif. Elles sont recouvrées par le Trésor public dans les conditions de droit commun puis transférées en totalité au profit des collectivités territoriales d'implantation des sociétés extractives. Les paiements reportés à ce titre pour l'année 2020 se détaillent comme suit :

Paiements 2020	Montant en FCFA
Patentes	725 919 971
Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB)	-
Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB)	-
Appui institutionnel aux collectivités locales	20 000 000-
Impôt du minimum fiscal	-
Contribution économique locale (CEL VA et CEL VL)	1 450 230 360
Total	2 196 150 331

Le détail des paiements par société au titre de la patente, se détaille comme suit :

Société	Montant en FCFA
Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	1 328 000 000
Sabodala Gold Operations (SGO)	700 212 162
Gécamines	141 830 360
Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	25 707 809
BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	400 000
Total	2 196 150 331

Il y a lieu de noter que ces paiements sont transférés dans des comptes ouverts au nom de chaque collectivité territoriale. Néanmoins, la cotisation des sociétés extractives n'est pas tracée dans un compte distinct rendant techniquement impossible aux collectivités bénéficiaires de confirmer les données reportées par ces sociétés. Cependant, lesdits paiements sont retracés à travers les déclarations du Trésor public.

4.4.8.3 Transferts infranationaux

a) Transferts infranationaux dans le secteur des hydrocarbures

Pour le secteur des hydrocarbures, nous comprenons qu'aucun paiement ou transfert infranational n'est prévu ni dans le Code Pétrolier de 1998 ou celui de 2019, ni dans les conventions types.

Toutefois, nous comprenons qu'un projet de loi de partage des revenus issus des futures exploitations pétrolières et gazières est en cours d'élaboration. Le projet de loi prévoit un partage des revenus provenant de l'exploitation du pétrole et du gaz entre le Budget de l'Etat et le Fonds de Stabilisation et Intergénérationnel. Le partage est effectué

chaque année en tenant compte du niveau des réserves de ressources naturelles et des variations liées au prix. Le montant à transférer est fixé dans la loi des finances de l'année.

Aucun transfert n'a été effectué au titre de 2020 vu que le projet de la loi précitée n'est pas encore promulgué.

b) Transferts infranationaux dans le secteur minier

Le Code minier (2016) prévoit l'affectation de 20% des recettes provenant des opérations minières un Fonds d'appui et de péréquation destiné aux collectivités locales. En cas de partage de production, une partie de la part revenant à l'Etat alimentera le Fonds.

Les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement de ces Fonds sont fixées par le décret 2020-1938 du 14 octobre 2020 fixant les modalités de répartition du Fonds d'appui et de péréquation aux Collectivités territoriales²⁷⁴.

En 2009, c'est le Décret n°2009-1334²⁷⁵ du 30 novembre 2009 puis modifié par le Décret n°2015-1879 du 16 décembre 2015²⁷⁶ qui est resté en vigueur. Il prévoit dans son article premier que la quote-part des ressources annuelles provenant des opérations minières à verser au fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales est fixée à 20% des droits fixes et de la redevance minière.

L'article 3 dudit décret traite de la répartition de la quote-part des ressources annuelles provenant des opérations minières à verser au fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales. Cette répartition se présente comme suit :

Recettes minières transférées	Pourcentage d'affectation	Bénéficiaires	Modalités de répartition
Droits fixes et redevances minières	20%	60% comme dotation d'appui à l'équipement	20% aux collectivités locales abritant les (s) sites (s) des opérations minières répartis proportionnellement à leur contribution et au prorata de la taille de la population
			80% aux autres collectivités locales de la région, circonscription administrative abritant les autres opérations minières répartis comme suit : - 80 % aux communes au prorata de la taille de leur population ; - 20 % aux départements collectivités locales
		40 % au Fonds d'Equipement des Collectivités locales (FECT).	Cf Décret 2018-1250 ²⁷⁷ .

Les transferts au titre de chaque année sont opérés par un arrêté conjoint du Ministère chargé des Mines, du Ministère chargé des Finances et du Ministère chargé des Collectivités Publiques.

Dans la pratique, deux arrêtés de transfert ont été établis respectivement en 2011²⁷⁸ et en 2017²⁷⁹. Selon les deux arrêtés, le montant total à verser aux collectivités locales était fixé à 7,640 milliards de FCFA, représentant les recettes entre 2010 et 2015. Toutefois, la formule de calcul du montant alloué n'a pas été précisée.

Par ailleurs, nous comprenons que les deux arrêtés précités n'ont pas été exécutés. Par conséquent, aucune affectation au fonds de péréquation n'a été opérée.

La répartition selon le nouveau décret 2020-1938 du 14 octobre 2020²⁸⁰ en ses articles 6 et 7 se présente comme suit :

²⁷⁴ <http://itie.sn/reglementation/>

²⁷⁵ http://www.dirmingeol.sn/pages_utiles/arrête-img/FAPCL_DECRET_2009.pdf

²⁷⁶ <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article10710#:~:text=En%20application%20de%20l'article,fix%C3%A9s%20par%20le%20m%C3%A9me%20d%C3%A9cret>

²⁷⁷ [Télécharger le document 1.07 MB \(itie.sn\)](#)

²⁷⁸ Arrêté interministériel n°13170 du 29 novembre 2011.

²⁷⁹ Arrêté interministériel n°22469 du 20 Décembre 2017-Répartition Fonds de péréquation années 2010-2015.

²⁸⁰ http://itie.sn/?offshore_dl=3966

Recettes minières transférées	Pourcentage d'affectation	Bénéficiaires	Modalités de répartitions
Droits fixes, Redevances minières et redevances superficielles	20%	60% comme dotation d'appui à l'équipement La part versée à chaque région est répartie selon la clé ci-contre	Au niveau régional, 25% aux collectivités territoriales abritant les (s) sites (s) des opérations minières répartis proportionnellement à leurs seules contributions
			Au niveau national, 75% sont répartis aux départements et communes et incluant ceux abritant des opérations minières. La part répartie au niveau national sera affectée aux communes et départements dans les proportions ci-après : - 85 % aux communes au prorata de la taille de leur population ; - 15 % aux départements collectivités territoriales.
		40 % au Fonds d'Equipement des Collectivités territoriales (FECT).	Cf. Décret 2018-1250 fixant les modalités d'allocation et les critères de répartition du fonds d'équipement des collectivités territoriales du 06 juillet 2018 ²⁸¹

Conformément à la clé de répartition ci-dessus, l'arrêté interministériel²⁸² portant répartition des fonds au titre de l'année 2019, les montants à transférer par type de collectivités bénéficiaires se détaille comme suit :

Données en milliards de FCFA					Bénéficiaire final
Droits fixes, redevances minières et redevances superficielles recouverts en 2019	Montant à transférer	Montant à affecter	Bénéficiaire	Montants à transférer	
26,0 milliards de FCFA A= 100%	B = 20% x A = 5,2 milliards de FCFA	C= 60% x B = 3,12 milliards de FCFA	Dotation d'appui à l'équipement	E= 25% x C = 0,78 milliard de FCFA	Collectivités territoriales abritant les (s) sites (s) des opérations minières répartis proportionnellement à leurs seules contributions
				F= 75% x C = 2,34 milliards de FCFA	Collectivités territoriales (départements et communes et incluant ceux abritant des opérations minières) : - 1,99 milliards de FCFA : Communes au prorata de la taille de leur population - 0,35 milliard de FCFA : Départements collectivités territoriales
		D= 40% x B = 2,08 milliards de FCFA	Fonds d'Equipement des Collectivités territoriales (FECT).		

Le détail de la répartition par collectivité territoriale et par région est présenté dans l'arrêté précité²⁸³.

L'arrêté interministériel portant répartition des fonds au titre de l'année 2020 n'a pas encore été publié.

²⁸¹ [Télécharger le document 1.07 MB \(itie.sn\)](#)

²⁸² http://itie.sn/?offshore_dl=4088

²⁸³ Ibid.

4.4.8.4 Revenus affectés à des régions ou des programmes spécifiques

Les revenus affectés à des régions ou à des programmes spécifiques, leurs affectations et les mécanismes garantissant la redevabilité des bénéficiaires et l'efficacité de leurs utilisations est présenté dans le tableau suivant :

Revenus (secteur)	% Affectation des revenus	Régions /programmes bénéficiaires		Mécanismes de redevabilité
		% d'affectation par bénéficiaire	Bénéficiaire	
Droits fixes et de la redevance minière (secteur minier)	20%	60%	- Collectivités locales abritant le (s) site (s) des opérations minières - Collectivités locales de la région circonscription administrative abritant les opérations minière	(+) L'affectation fait l'objet d'un arrêté conjoint publié au Journal Officiel incluant le détail des montants affectés par région et par commune (-) Les textes ne prévoient pas une affectation des fonds obtenus pour des activités spécifiques ou l'obligation de leur utilisation pour le financement des plans de développement locaux (-) Les textes ne prévoient la publication d'un rapport spécifique sur l'utilisation des ressources par les bénéficiaires
		40%	Fonds d'Equipement des Collectivités territoriales (FECT)	
Contribution des sociétés Fonds d'appui au développement local (secteur minier)	100%	100%	Collectivités territoriales situées dans les zones d'intervention des sociétés minières.	(+) Les actions à réaliser doivent être définies dans un plan de développement local en cohérence avec tout plan national de développement local existant et en concertation avec les populations et les autorités administratives et locales (+) Ce plan de développement local doit intégrer les projets d'autonomisation de la Femme (-) Les textes ne prévoient pas de mécanismes pour l'utilisation de ces ressources (-) Les textes ne prévoient la publication de rapports annuels adoptés par les collectivités bénéficiaires, de mécanismes de contrôle et la diffusion des rapports d'exécution
Recettes minières (secteur minier)	20%	100%	Fonds d'appui au Secteur Minier	(+) Les fonds sont destinés à financer des activités et investissements se rapportant à la promotion minière, la compilation des données géologiques et minières, la cartographie et la prospection générale, l'inventaire minéral, l'achat d'équipements, la prise en charge des frais liés aux contrôles des activités régies par le Code minier, la formation continue du personnel technique du Ministère chargé des Mines et les institutions

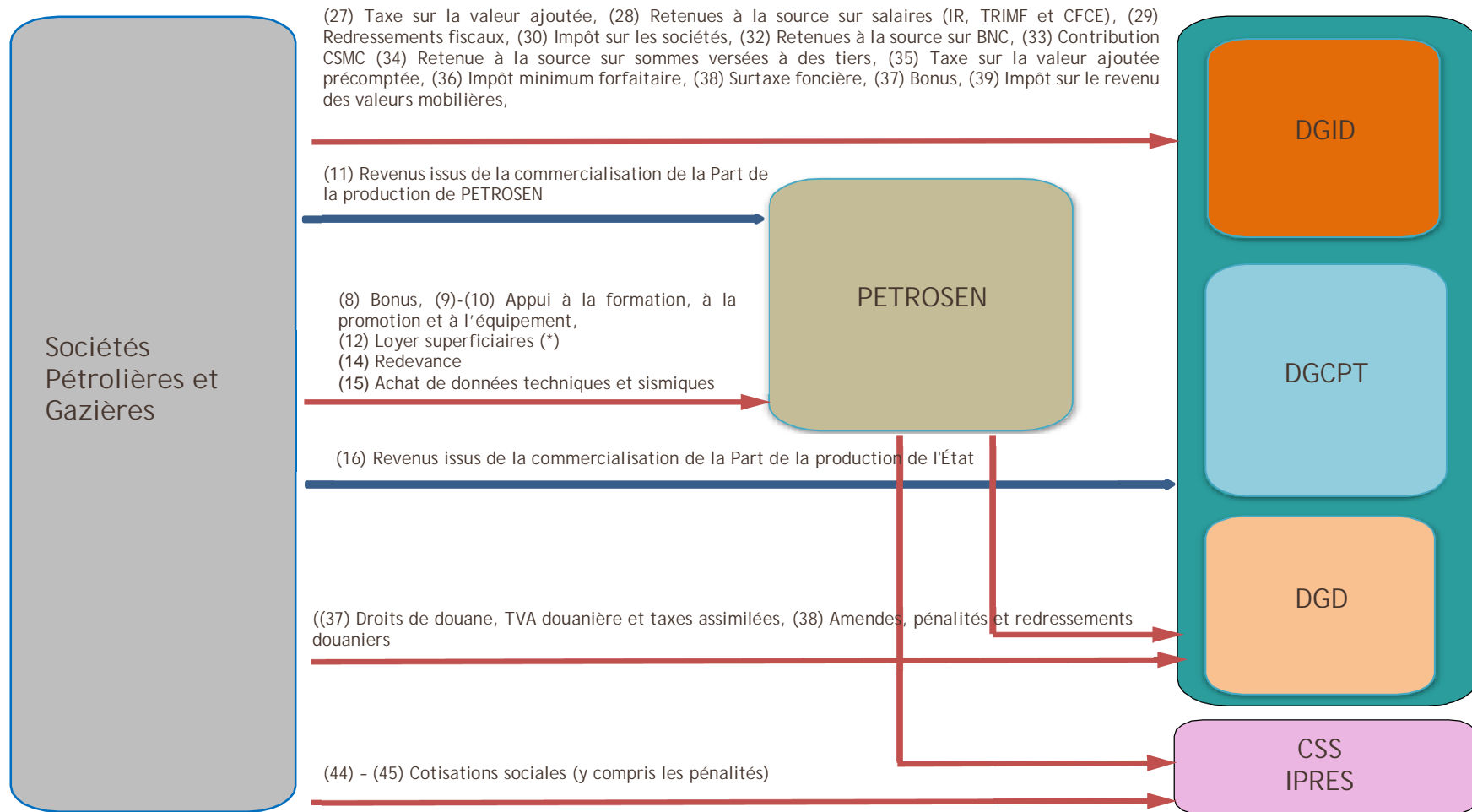
Revenus (secteur)	% Affectation des revenus	Régions /programmes bénéficiaires		Mécanismes de redevabilité
		% d'affectation par bénéficiaire	Bénéficiaire	
				nationales spécialisées dans la formation en géologie et mine (+) Le budget affecté au Fonds d'appui au secteur minier est inscrit chaque année en recettes et en dépenses dans la loi de Finances (-) Le décret n° 2020-1711 du 10 septembre 2020 fixe les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Secteur Minier.
Garantie de réhabilitation minière (secteur minier)	100%	100%	Fonds pour la réhabilitation des sites miniers	(+) Ce fonds est destiné à couvrir les coûts de la mise en œuvre du plan de gestion environnemental (-) L'arrêté fixant les modalités d'opérations et d'alimentation de ce fonds n'est pas encore pris. Le Ministère des Mines a cependant conclu durant l'année 2021 des protocoles d'accord avec les entreprises minières pour la mise en œuvre d'une solution transition en définissant des montants forfaitaires à verser à la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC) pour les besoins de la réhabilitation. En effet, un protocole d'accord transitoire pour le versement d'une garantie forfaitaire annuelle au titre du fonds de réhabilitation des sites miniers a été signé avec la société Dangote Cement Sénégal a été signé le 7 juillet 2021.
- Appui à la formation - Appui à l'équipement - Loyer superficiaire - vente de données sismique	100%	100%	PETROSEN	(+) Les états financiers sont audités annuellement par un commissaire aux comptes (-) Les états financiers audités et le rapport financier 2020 ne sont pas publiés
- Contribution à la patente - Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB) - Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB) - Appui institutionnel aux collectivités locales - Impôt du minimum fiscal (Secteur extractif)	100%	100%	Collectivités territoriales d'implantation des établissements des sociétés extractives	(+) Les recettes sont transférées dans des comptes spécifiques au niveau de la nomenclature budgétaire. (-) La cotisation des sociétés extractives n'est pas tracée dans un compte distinct rendant techniquement impossible aux collectivités bénéficiaires de confirmer les données reportées par les sociétés.

Revenus (secteur)	% Affectation des revenus	Régions /programmes bénéficiaires		Mécanismes de redevabilité
		% d'affectation par bénéficiaire	Bénéficiaire	
Cotisations sociales (secteur extractif)	100%	100%	IPRES	(+) Les cotisations alimentent les fonds de pension et de retraite des employés. (+) Les comptes de la société sont soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes et de la Cour des Comptes

4.4.9 Schéma de circulation des flux

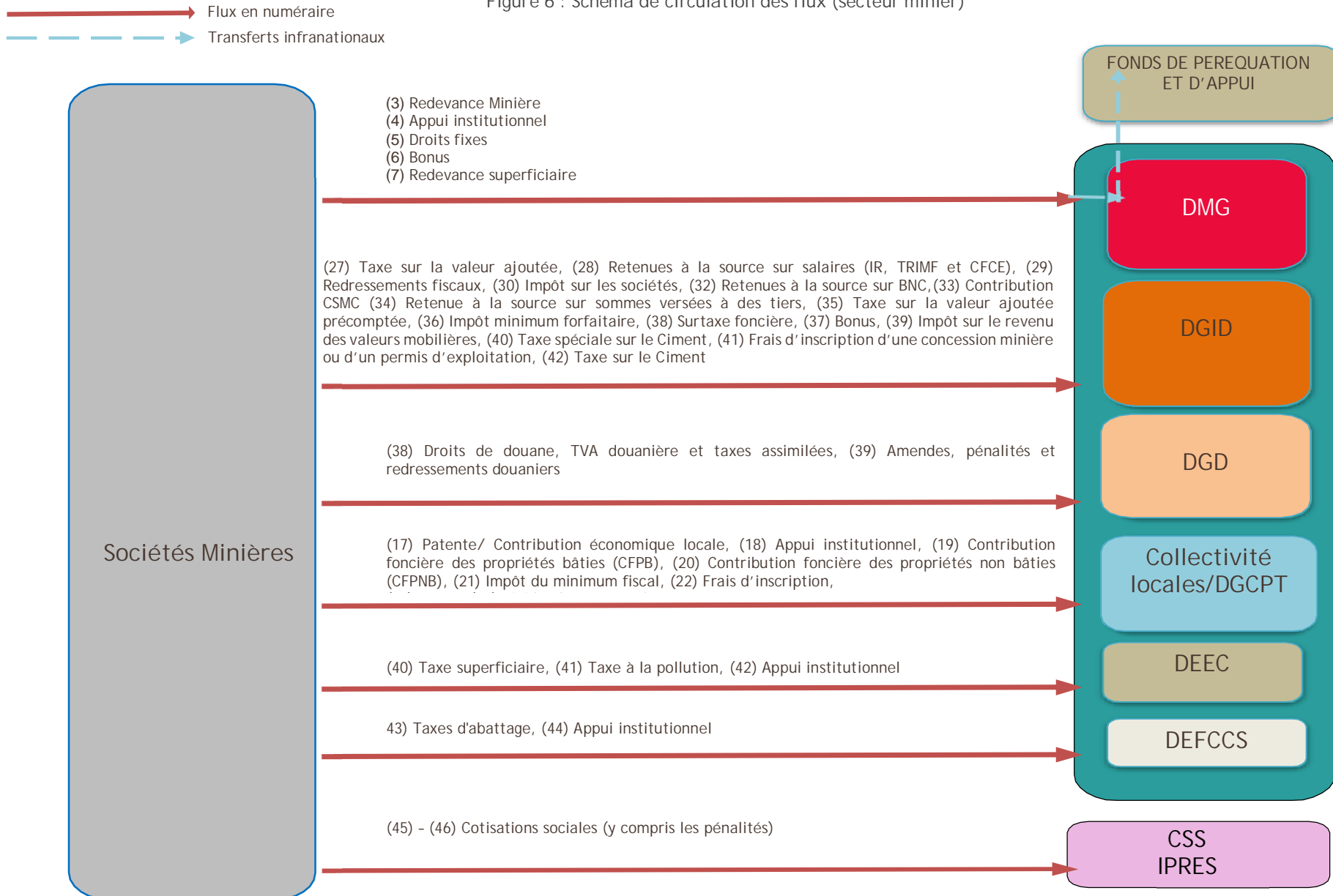
Nous vous présentons ci-dessous le schéma de circulation des flux du secteur :

Figure 5 : Schéma de circulation des flux (secteur des hydrocarbures)



(*) L'article 45 du Code Pétrolier prévoit qu'un versement d'un loyer superficiaire annuel est exigible à compter de la signature de la convention ou du contrat de services. Le montant et les modalités de recouvrement sont déterminés dans la convention ou le contrat de services conclu avec le titulaire. Par ailleurs, l'article 8 du CRPP Type prévoit que ces loyers sont collectés par PETROSEN. Toutefois, nous avons compris que ces loyers ne sont pas transférés par cette dernière au Trésor Public.

Figure 6 : Schéma de circulation des flux (secteur minier)



4.5 Qualité des données et assurance de la qualité

4.5.1 Cadre comptable et pratiques d'audit au Sénégal

4.5.1.1 Secteur privé

La législation régissant les sociétés commerciales²⁸⁴ au Sénégal impose aux entreprises pétrolières et minières de faire certifier annuellement leurs états financiers. En revanche, aucune obligation ne concerne les comptes des Joint-Venture des contrats de partage de production car ces données sont auditées au niveau de chaque associé.

Selon l'Article 702 de l'Acte Uniforme du Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique²⁸⁵ de l'OHADA, les sociétés anonymes ne faisant pas publiquement appel à l'épargne sont tenues de désigner un Commissaire aux Comptes et un suppléant. Les sociétés anonymes faisant publiquement appel à l'épargne sont tenues de désigner au moins deux Commissaires aux Comptes et deux suppléants.

Selon l'Article 376 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, la désignation d'un Commissaire aux Comptes est obligatoire pour les sociétés à responsabilité limitée qui remplissent, à la clôture de l'exercice social, deux des conditions suivantes :

- total du bilan supérieur à cent vingt-cinq millions (125.000.000) de francs CFA ;
- chiffre d'affaires annuel supérieur à deux cent cinquante millions (250.000.000) de francs CFA ; et effectif permanent supérieur à cinquante (50) personnes.

La société n'est plus tenue de désigner un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a pas rempli deux (2) des conditions fixées ci-dessus pendant les deux (2) exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Pour les autres sociétés à responsabilité limitée ne remplissant pas ces critères, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative. Elle peut toutefois être demandée en justice par un ou plusieurs associés détenant, au moins, le dixième du capital social.

Cette obligation incombe également aux deux entreprises d'Etat opérant dans le secteur extractif « PETROSEN » et « MIFERSON » dont les comptes font l'objet d'un audit annuel. Les rapports d'audit ne sont pas toutefois publiés.

Les normes d'audit applicables au Sénégal sont définies par deux décrets qui remontent à 1988. Les normes du décret 88-987 s'inspirent des Normes Internationales d'Audit ISA telles qu'elles existaient à l'époque et en reprennent les principales notions sur bon nombre d'aspects.

Le 09 février 2018, le Ministre des Finances et du Plan a institué par arrêté une procédure de visa des états financiers avant leur dépôt au Guichet unique de Dépôt des Etats financiers (GUDEF), conformément à la directive no04/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 du Conseil des Ministres de l'Union économique et monétaire ouest africains et au Code général des Impôts.

4.5.1.2 Secteur public

En matière de contrôle des sociétés d'Etat et des sociétés du secteur public et parapublic au Sénégal, trois institutions jouent un rôle important : La Cour des Comptes, l'Inspection Générale d'Etat (IGE) et l'Inspection Générale des Finances (IGF).

Les actions de ces structures s'étendent aux administrations centrales, aux personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et parapublics.

La Cour des Comptes²⁸⁶ : est la juridiction chargée principalement de juger la régularité des comptes publics, contrôler la gestion des organismes publics et autres entités soumises au contrôle de la Cour et d'assister le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle des lois des Finances.

La Cour des Comptes a été créée à la faveur de la réforme constitutionnelle du 29 janvier 1999 portant révision de la Constitution. C'est une institution supérieure de contrôle des finances publiques indépendante des autres pouvoirs constitués que sont l'Exécutif et le Législatif. Cette indépendance est non seulement garantie par la protection de la loi mais aussi par la position institutionnelle de la Cour ainsi que le statut de ses membres qui ont la qualité de magistrats.

En tant que juridiction financière, les compétences de la Cour des Comptes du Sénégal sont fixées par la Loi n° 2012-23 du 27 décembre 2012 portant loi organique sur la Cour des Comptes²⁸⁷.

²⁸⁴ Actes Uniformes (AU) de l'OHADA.

²⁸⁵ <http://www.droit-afrique.com/images/textes/Ohada/AU/OHADA%20-%20AU%20Societes.pdf>

²⁸⁶ http://www.courdescomptes.sn/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=39&Itemid=18

²⁸⁷ <https://www.courdescomptes.sn/loi-organique-n-2012-23-du-27-decembre-2012-abrogeant-et-replacant-la-loi-organique-n-99-70-du-17-fevrier-1999-sur-la-cour-des-comptes/>

Les travaux de la Cour seront effectués sur le fondement des procédures édictées par ses textes organiques, des pratiques internationales et sur la base des normes internationales de l'INTOSAI²⁸⁸.

L'Inspection Générale de l'Etat (IGE)²⁸⁹ est une institution administrative supérieure de contrôle placée sous l'autorité directe du Président de la République.

Le statut des inspecteurs généraux d'Etat est fixé par la loi n° 2011-14 du 8 juillet 2011 abrogeant et remplaçant la loi n° 2005 - 23 du 11 août 2005 portant statut des inspecteurs généraux d'Etat (JORS du samedi 17 septembre 2005 pages 828 à 833), modifiée par la loi n° 2007 - 17 du 19 février 2007. Les inspecteurs généraux d'Etat sont groupés dans un cadre de la fonction publique composé d'un seul corps.

L'IGF²⁹⁰ est rattachée au cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et assure l'autorité technique des Services de Contrôle et Inspections Sectorielles.

L'Inspection Générale des Finances est chargée :

- de vérifier l'utilisation des crédits publics et la régularité des opérations des administrateurs, des ordonnateurs, de tous comptables publics de deniers et matières, des régisseurs et des billeteurs ;
- de contrôler, dans tous les services relevant du Département, l'observation des lois, ordonnances, règlements et instructions qui en régissent le fonctionnement administratif, financier et comptable ;
- de contrôler la qualité de l'organisation des services ainsi que leur efficacité ;
- de l'information complète du Ministre sur l'état des projets et programmes placés sous la tutelle technique du Département et tout particulièrement sur le niveau d'exécution de leurs budgets ;
- de contrôler dans les services publics, entreprises du secteur parapublic et personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique, l'application des lois et règlements qui en régissent le fonctionnement financier et comptable ; ces attributions s'exercent aussi sur les rapports entre les institutions ou agents contrôlés et les tiers, notamment les organismes bancaires publics ou privés ;
- de vérifier l'utilisation des crédits et la gestion des matières des projets et organismes bénéficiant de financement extérieur conformément aux accords conclus avec les bailleurs de fonds et/ou à la réglementation de la comptabilité publique et à la comptabilité des matières ;
- de donner son avis sur les projets de lois, ordonnances, décrets, arrêtés, instructions et circulaires, préparés par les services du Département ou soumis à l'avis du Ministre chargé des Finances ;
- d'assister le Ministre des Finances et du Budget dans le contrôle de la gestion du personnel, notamment en participant en qualité de représentant du Ministre aux conseils d'enquête et de discipline ;
- de représenter le Ministre des Finances et du Budget aux ventes aux enchères publiques effectuées par les services du Département ;
- de superviser, pour le compte du Ministre, les passations de service entre les directeurs généraux et directeurs de services ;
- de préparer, de centraliser et de diffuser les circulaires ministérielles ;
- de centraliser les observations des directions et services du Département sur les projets de textes juridiques soumis à l'approbation du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;
- d'assurer la liaison avec le Secrétariat général du Gouvernement, dans le cadre de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

L'Inspection générale des Finances veille à l'application des décisions prises en Conseil Présidentiel, Conseil des Ministres et Conseil interministériel, des directives issues des rapports de la Cour des comptes, de l'Inspection générale d'Etat, du Contrôle financier et des Inspections internes ainsi que des recommandations issues des études réalisées par le Bureau Organisation et Méthodes. Elle est également chargée d'assurer le suivi des recommandations à incidence financière, issues des rapports d'audit des projets. Enfin, l'Inspection générale des Finances peut effectuer, à la demande du Ministre, des audits, des études et enquêtes diverses ou des missions spéciales.

L'Inspection générale des Finances comprend :

- un Bureau de Suivi ;
- un Bureau de la Logistique, de la Formation et de la Documentation.

4.5.2 Audit et contrôle des comptes pour les sociétés extractives

Le Code Pétrolier impose aux titulaires de contrats de service ainsi que les entreprises qui leur sont associées dans le cadre des protocoles ou accords et ce quel que soit le lieu de leur siège, de tenir, par année civile, une comptabilité séparée des opérations pétrolières qui permet d'établir un compte de résultats et un bilan faisant ressortir tant les résultats desdites opérations, que les éléments d'actifs et de passifs qui y sont affectés ou s'y rattachent directement²⁹¹.

²⁸⁸ <https://www.intosai.org/fr/>

²⁸⁹ <https://www.ige.sn/>

²⁹⁰ <http://www.finances.gouv.sn/igf/>

²⁹¹ Article 43 du Code pétrolier.

Pour les entreprises opérant dans le secteur minier, le Code Minier ne prévoit pas d'obligations particulières en matière d'établissement et de certification des comptes.

4.5.3 Audit et contrôle des comptes dans le secteur public

La Cour des Comptes est responsable entre autres de :

- juger les comptes des comptables principaux et ceux des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait, c'est à dire celles qui se sont immiscées dans les fonctions de comptable patent ou les comptables patents qui ont abusé de leurs fonctions ; et
- vérifier les comptes et contrôler la gestion des entreprises du secteur parapublic, des institutions de sécurité sociale et de tout organisme faisant appel à la générosité publique.

La Cour produit deux types de rapports :

- les rapports particuliers qui portent sur les contrôles opérés et qui rendent compte de la procédure, relèvent les anomalies et proposent des améliorations ; et
- les rapports annuels qui sont au nombre de deux :
 - le rapport général public remis au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée Nationale ; et
 - le rapport sur la loi de règlement et la déclaration générale de conformité, transmis au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée Nationale puis au Ministre chargé des Finances pour être annexés au projet de loi de règlement. Ce rapport est également mis à la disposition du public dans le site web de la Cour.

Ces rapports annuels, sont publics et peuvent être consultés sur le site web de la Cour (<http://www.courdescomptes.sn/publications/rapports/rapports-publics-annuels/>). Le dernier rapport publié porte sur l'exercice 2017, les rapports annuels de 2018, 2019 et 2020 n'ont pas encore été rendus publics à la date de ce rapport.

L'Inspection Générale de l'Etat (IGE) produit des rapports annuels sur l'état de la gouvernance et la reddition des comptes.

Le site de l'IGF montre bien que le dernier rapport produit couvre les années 2018 et 2019 disponible sous le lien <https://www.ige.sn/images/stories/Rapport%202018-2019%20%C3%A0%20publier.pdf>.

4.5.4 Evaluation des pratiques d'audit

L'Administrateur Indépendant (AI) a fait appel à son jugement professionnel pour évaluer dans quelle mesure il était possible de se fier au Cadre de Contrôle et d'Audit (CCA) existant pour (i) les Entreprises et (ii) les entités publiques listées dans la section 4.5.6 du présent Rapport.

L'évaluation repose sur des facteurs clés tels que les normes comptables appliquées (normes internationales, normes locales fiables, autres normes), les obligations en matière d'audit, les normes appliquées lorsque les entités sont auditées et la publication des Rapports. L'évaluation du CCA est résumée comme suit :

Tableau 18 : Évaluation du Cadre de Contrôle et d'Audit au Sénégal

	Comptes publiés	Rapports d'audit publiés	Auditeur externe	Normes comptables appliquées	Audit des comptes (fréquence)	Audit effectif régulier	Normes d'audit appliquées
Entreprises extractives	Non*	Non*	Oui	Règles Comptables de l'OHADA	Annuelle	Non vérifié	Normes Internationales ISA ²⁹²
Entreprises d'Etat	Non	Non	Oui				
Régies financières	Oui	Oui	Oui	Directive DN°07/2009/C M/UEMOA portant règlement général sur la comptabilité publique au sein de L'UEMOA	Annuelle	Non	Normes internationales de l'INTOSAI

(*) sauf pour les sociétés cotées ou filiales exclusives de sociétés cotées dont les comptes sont publiés dans le cadre des rapports financiers communiquées par la société mère.

²⁹² <https://www.ifac.org/about-ifac/membership/country/senegal>

Sur la base de l'approche ci-dessus, l'AI a conclu :

- pour les entités gouvernementales : le CCA a été considéré comme peu à moyennement fiable, car les normes internationales ne sont pas encore adoptées en matière de comptabilité publique et les rapports de la Cour ne sont pas publiés d'une manière régulière. La période couverte par le présent rapport n'a pas encore fait l'objet d'une certification de la Cour ; et
- pour les entreprises extractives, le CCA a été considéré comme moyennement fiable en l'absence de l'utilisation des règles comptables de l'OHADA qui sont différentes des normes IFRS et non publication des rapports d'audit ou des états financiers.

4.5.5 Procédure d'assurance des données convenue

La procédure d'assurance des données ITIE convenue par le Comité National ITIE est décrite au niveau de la section 3.2.4 du présent rapport.

4.5.6 Exhaustivité et fiabilité des données reportées

L'AI a mis en œuvre des procédures pour évaluer la fiabilité des données. Ces procédures sont détaillées dans la Section 3.2.4 du présent rapport.

Les résultats de ces procédures se détaillent comme suit :

- Le niveau d'assurance de chaque entité sélectionnée a été noté comme suit :

Niveau d'assurance	Déclaration signée par un représentant habilité	Déclaration certifiée par un auditeur externe	Les comptes de 2020 ont fait l'objet d'un audit
Faible (*)	Oui/Non	Non	Oui/Non
Moyen	Oui	Oui	Non
Élevé	Oui	Oui	Oui

(*) Lorsque la déclaration d'une société n'est pas certifiée par un auditeur externe, le niveau d'assurance est considéré faible indépendamment du fait que les comptes de 2020 ont fait l'objet d'un audit ou pas et que le formulaire de déclaration a été signé ou pas

- L'évaluation de l'assurance pour 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

Assurances fournies par les entreprises

Déclaration ITIE certifiée	Déclaration ITIE signée	Comptes 2020 certifiés	Nombre	Total paiements	Contribution dans les paiements (en %)	Évaluation de l'assurance
Non	Oui	N/A	6	32,74	18,62%	Faible
Oui	Oui	Non	4	0,65	0,37%	Moyen
Oui	Oui	Oui	16	142,43	81,01%	Élevé
Évaluation global			26	175,82	100,00%	Élevé

Le détail des envois des entreprises est présenté en annexe 4.

Assurances fournies par les organismes collecteurs

- (i) Régies financières :

Déclarations des régies financières	Nombre	Total recettes (en milliards de FCFA)	Contribution dans les paiements (en %)	Evaluation de l'assurance
Déclaration non signée et non attestée	-	-	-	Faible
Déclaration signée mais non attestés ⁽¹⁾	-	0,89-	-	Moyenne
Déclaration signée et attestée	6	170,56	100%	Elevée
Evaluation globale	6	171,45	100%	Faible

⁽¹⁾ La déclaration unilatérale de la DGID n'a pas été certifiée par la Cour des Comptes.

Les formulaires des six (06) régies financières suivantes ont fait l'objet de certification par la Cour des Comptes à l'exception de la déclaration unilatérale de la DGID. La déclaration unilatérale de la DGID inclut des paiements totalisant 889 650 557 FCFA, représentant 0,8% des paiements reportés par la DGID.

- Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)
- Direction des Mines et de la Géologie (DMG)
- Direction Générale des Douanes (DGD)
- Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT)
- Direction Des Eaux Et Forêts, Chasses Et Conservation Des Sols (DEFCCS)
- Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)

(ii) Entreprise publique PETROSEN

Déclarations des EP	Nombre	Total recettes (en milliards de FCFA)	Contribution dans les paiements (en %)	Evaluation de l'assurance
Déclaration non signée et non attestée	1	3,23	100%	Faible
Déclaration signée mais non attestée	-	-	-	Moyen
Déclaration signée et attestée	-	-	-	Elevé
Evaluation global	1	3,23	100%	Faible

(iii) Autres organismes collecteurs : CSS et IPRES

Déclarations des EP	Nombre	Total recettes (En milliards de FCFA)	Contribution dans les paiements (en %)	Evaluation de l'assurance
Déclaration non signée et non attestée	-	-	-	Faible
Déclaration signée mais non attestée (*)	1	0,72	16,9%	Moyen
Déclaration signée et attestée	1	3,52	83,1%	Elevé
Evaluation global	2	4,24	100%	Faible

(*) La déclaration de la CSS a été signée par la direction, mais n'a pas fait l'objet d'une certification du commissaire aux comptes de l'entité.

En conclusion

Sur la base des procédures d'assurance convenues par le Comité National, l'AI a mené l'évaluation de l'assurance après le rapprochement des données financières.

- Pour les entreprises extractives, 81,01% des recettes totales rapprochées ont été évaluées dans la fourchette élevée, 0,37% dans la fourchette moyenne, et 18,62% des recettes totales rapprochées ont été évaluées dans une fourchette faible.
- Pour les six régies financières, 99,48% des recettes totales rapprochées ont été évaluées dans la fourchette élevée et 0,52% dans la fourchette moyenne.
- Pour l'entreprise publique PETROSEN, 100% des recettes totales rapprochées ont été évaluées dans la fourchette faible.
- Pour les deux organismes collecteurs CSS et IPRES, 16,9% des recettes totales rapprochées ont été évaluées dans la fourchette moyenne et 83,1% dans la fourchette élevée.

Compte tenu des constats ci-dessus présentés, et sous réserve des déclarations non certifiées des sociétés extractives, de la déclaration de PETROSEN et de la déclaration unilatérale de la DGID, nous pouvons conclure avec une assurance raisonnable sur le caractère exhaustif et fiable des données reportées dans le présent rapport.

4.6 Bénéficiaires Effectifs

4.6.1 Cadre juridique de la divulgation des BE

La divulgation des données sur les bénéficiaires effectifs est régie par le décret N° 2020-791 du 19 mars 2020²⁹³ relatif au Registre des Bénéficiaires Effectifs.

Les éléments constitutifs du nouveau régime légal de divulgation des BE tels que prévus par le décret N° 2020-791 du 19 mars 2020 se résument comme suit :

²⁹³ <file:///C:/Users/ThinkPad/AppData/Local/Temp/D%20C3%A9cret-Registre-des-B%20C3%A9n%20C3%A9ficiaries-effectifs-RBE-19-mars-2020-@-RCCM.pdf>

Définition des BE	<ul style="list-style-type: none"> - Personnes physiques qui possèdent ou contrôlent directement ou indirectement, la personne morale ou physique immatriculée ou déclarant son activité : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Personnes physiques qui détiennent directement ou indirectement au moins 2% du capital des droits de vote de la société déclarante ; ➤ Personnes physiques qui exercent, par d'autres moyens, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société déclarante ; ➤ A défaut d'identification selon les deux critères précédents, le bénéficiaire effectif est la personne physique qui occupe qui occupent directement ou indirectement, notamment par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales, la position de représentant légal de la société déclarante.
Définition des PPE	Définition prévue par la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
Entités assujetties à la déclaration des BE ²⁹⁴	<ul style="list-style-type: none"> - Sociétés, entreprises individuelles, GIE, entrepreneurs et autres entités immatriculées ou déclarées au Sénégal intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif. - Les intervenants de la chaîne de valeur du secteur extractif exerçant leurs activités au Sénégal même s'ils ne sont ni immatriculés, ni déclarés, dans le RCCM.
Collecte des données	<p>La déclaration est faite sur la base d'un formulaire dont le modèle est établi par arrêté du Ministre de la Justice.</p> <p>Ce formulaire doit mentionner au moins les informations suivantes :</p> <p>Pour les BE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identité de l'entité immatriculée ou déclarée ; - Les prénoms et noms complets, nationalité (s), pays de résidence, numéro (s) d'identification nationale, date de naissance, adresses du domicile et résidence des bénéficiaires effectifs ; - La date d'acquisition de la propriété effective. <p>Pour les PPE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prénoms et noms du titulaire de la fonction publique ou politique et son rôle, la date du début et de fin de l'exercice de la fonction - La nature de la relation entre les PPE bénéficiaires effectifs et le détenteur de la fonction
Accès aux données	<ul style="list-style-type: none"> - Les informations contenues dans le Registre de Bénéficiaires effectifs (RBE), ne sont accessibles qu'aux personnes physiques ou morales qui en font la demande auprès du juge commis à la surveillance du Registre des Bénéficiaires effectifs, en justifiant d'un intérêt légitime. - Les informations contenues dans le RBE sont transmises sur demande à des structures de l'Etat y compris le Président du Comité National ITIE. - La divulgation des données du RBE est soumise à la réglementation sur la protection des données personnelles.
Assurance de la qualité des données	<ul style="list-style-type: none"> - La déclaration relative aux bénéficiaires effectifs est datée et signée par le représentant légal de la société ou de l'entité juridique qui procède au dépôt. - Le RBE est placé sous la surveillance du juge en charge du RCCM - Le greffier en charge du RBE s'assure de l'exactitude des déclarations et peut recueillir auprès du déclarant toutes explications ou pièces complémentaires - La déclaration sur le BE est systématiquement requise lors de l'immatriculation ou de déclaration 'activité ainsi que lors de toute inscription modificative, complémentaire ou en cas de radiation. - En cas de changement du BE ou des PPE, une déclaration rectificative ou complémentaire devra être soumise dans un délai de 1 mois à partir de la survenance du changement - L'existence des sanctions administratives et pénales attachées au défaut de la déclaration ou de dépôt d'informations inexacts ou incomplètes. - Les données sont conservées pendant 5 ans

Par ailleurs, l'article 55 du nouveau Code pétrolier prévoit l'obligation pour les titulaires de titre minier d'hydrocarbures de fournir des informations sur leurs bénéficiaires réels conformément aux lois et règlements en vigueur. Cette disposition est complétée par les articles 11 et 17 du décret 2020-2061 fixant les modalités

²⁹⁴ Article 2 de décret N° 2020-791 du 19 mars 2020.

d'application du Code pétrolier qui apporte une précision concernant les demandeurs d'autorisations de prospection et d'exploitation en les soumettant à l'obligation d'effectuer une déclaration sur BE conformément aux dispositions du décret N° 2020-791.

Néanmoins, cette disposition n'a pas d'équivalent dans le cadre légal du secteur minier laissant une ambiguïté quant à l'effectivité de l'application des dispositions du décret N° 2020-791 pour les sociétés non immatriculées au Sénégal et qui sont encore au stade de la demande des titres miniers.

Suite à la promulgation du décret N° 2020-791, de nouveaux textes ont été adoptés en 2021 complétant le cadre juridique de la divulgation des données sur les bénéficiaires effectifs, notamment :

- L'arrêté no 1598 du 05 février 2021²⁹⁵ du ministre de la Justice, Garde des Sceaux qui a établi le formulaire de déclaration qui est présentement utilisé par les entreprises ;
- Le ministère du Pétrole et de l'énergie, a publié le 14 juin 2021 la circulaire n°00001149/MPE/SG/DH/AG/CMB²⁹⁶ sur l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs des entreprises extractives ;
- Le ministère des Mines et de la Géologie, a publié le 15 juin 2021 la circulaire n° 00000882/MMG/DMG²⁹⁷ sur l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs par tous les titulaires de titres miniers ;
- La loi-n°2021-29-du-05-juillet-2021²⁹⁸-portant-loi-de-finances-rectificative-pour-2021 en son article 57 a étendu l'obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs à tous les secteurs de la vie économique.

En août 2021, et sur la base du rapport initial de validation du Sénégal, le CN-ITIE Sénégal a publié la feuille de route²⁹⁹ de mise en œuvre des recommandations relatives à la divulgation des bénéficiaires effectifs.

4.6.2 Cadre juridique de la divulgation de la propriété juridique

En vertu de l'article 35, 10ème de l'Acte uniforme portant sur le droit commercial général, adopté le 15 décembre 2010, le registre de commerce et de crédit mobilier (RCCM) a pour objet « de mettre à la disposition du public les informations » sur les sociétés y compris celles portant sur l'identification des actionnaires des sociétés opérant dans le secteur minier.

Le RCCM est en principe accessible et peut être consulté par tout citoyen pour ce qui concerne les données des propriétaires légaux des entreprises, y compris celles opérant dans le secteur des industries extractives, au Sénégal. Sa mission consiste, à centraliser des informations sur les personnes physiques et morales immatriculées, tenir à jour les évolutions juridiques qui les affectent dans le but d'assurer la transparence, la fiabilité et la sécurité pour une bonne diffusion de l'information économique.

Le RCCM dispose actuellement d'un portail web (<https://seninfogreffe.com/>) qui permet uniquement la consultation de la forme juridique, du numéro d'immatriculation RCCM et le NINEA des entreprises au Sénégal. Le portail ne permet actuellement la consultation des données sur les propriétés juridiques qui peuvent être obtenues par l'introduction d'une requête auprès du greffe du tribunal compétent.

Nous comprenons également que les données disponibles sur le portail web ne sont pas exhaustives et qu'un travail pour la dématérialisation des documents déposés par les sociétés est en cours pour que le portail puisse donner une image exhaustive des sociétés actives au Sénégal.

Il y a lieu de signaler également que le CN-ITIE envisage de travailler à partir de Janvier 2022 (avec les services du Ministère de la Justice) à la révision du décret n°2020-791 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs (RBE) pour inclure l'obligation de divulgation par les titulaires de titres miniers ou pétroliers, des informations relatives à la Propriété légale des entreprises du secteur extractif.

4.6.3 Données collectées sur la Bénéficiaires Effectifs

4.6.3.1 Périmètre et modalités de collecte

L'application effective des dispositions du décret N° 2020-791 a démarré en juin 2021 et concerne tous les détenteurs de titres dans les secteurs minier et pétrolier confondus. La « Commission Bénéficiaires effectifs » du CN-ITIE est en train d'élaborer un Plan d'Action qui permettra d'effectuer un suivi périodique et rapproché du processus de divulgation des BE.

Dans le cadre du présent rapport, les données sur les BE sont divulguées selon les modalités suivantes :

- Périmètre

²⁹⁵ https://itie.sn/?offshore_dl=6017

²⁹⁶ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Circulaire-1149-du-14-Juin-2021-Obligation-de-declaration-des-Beneficiaires-effectifs-des-entreprises-petrolieres.pdf>

²⁹⁷ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Circulaire-822-du-15-Juin-2021-Obligation-de-declaration-des-Beneficiaires-effectifs-des-entreprises-minieres.pdf>

²⁹⁸ https://itie.sn/?offshore_dl=7608

²⁹⁹ https://itie.sn/?offshore_dl=7762

En l'absence d'élément laissant penser que certaines sociétés peuvent être considérées comme à risque, les entités déclarantes ont été retenues par le Comité National ITIE sur la base de la matérialité des paiements.

- Définitions retenues

Les définitions retenues par le Comité National ITIE pour les BE et les PPE sont celles prévues par le décret N° 2020-791 et présentées ci-dessus.

- Procédures d'assurance des données

Les entreprises ont été sollicitées à faire signer leurs déclarations par une personne habilitée.

4.6.3.2 Analyse de la qualité des données

Sur les 26 sociétés ayant soumis une déclaration, 2 sont des sociétés d'Etat et ne sont pas donc concernées par l'identification des BE. Pour les 24 sociétés restantes, l'information sur le BE a été collectée sur la plateforme ([Dashboard - Données Ouvertes ITIE Sénégal](#)) pour 15 sociétés, et à partir des formulaires de déclaration pour les sociétés restantes.

- Sept (7) sociétés parmi onze (11) tenues de communiquer les informations sur les Bénéficiaires Effectifs, ont communiqué des données exhaustives sur leurs BE.
- Sur les sept (7) sociétés, ayant communiqué les informations exhaustives sur leur BE, six (6) ont communiqué cette information à travers le formulaire de déclaration, dont aucun n'a été signé par un représentant habilité.

Aucun des BE reportés par les entreprises n'a été identifié en tant que PPE.

Le tableau ci-après récapitule le résultat de la collecte :

Informations sur la Bénéficiaires Effectifs		Nombre
Sociétés tenues de communiquer les informations sur les Bénéficiaires Effectifs	Nombre de sociétés qui ont communiqué une information exhaustive sur les Bénéficiaires Effectifs	7
	Nombre de sociétés qui ont communiqué une information incomplète sur les Bénéficiaires Effectifs	1
	Nombre de sociétés qui n'ont pas communiqué les informations sur les Bénéficiaires Effectifs	3
Sociétés ne sont pas tenues de communiquer les informations sur les Bénéficiaires Effectifs	Entreprise d'Etat dans le secteur extractif	2
	Sociétés cotées	13
Total		26

Le détail des données sur la propriété juridique et sur la Bénéficiaires Effectifs collectées sont présentées en annexe 3 du présent rapport.

4.7 Divulgence des contrats

4.7.1 Secteur minier

- Politique et cadre légal régissant la publication des contrats

La Loi n 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances publiques³⁰⁰ prévoit dans son article 4.6 que « les contrats entre l'administration publique et les entreprises, publiques ou privées, notamment les entreprises d'exploitation de ressources naturelles et les entreprises exploitant des concessions de service public, sont clairs et rendus publics. Ces principes valent tant pour la procédure d'attribution du contrat que pour son contenu ».

Les dispositions du Code transparence ont été confirmées par l'article 117 du Code minier 2016 qui prévoit que « Après signature, la convention minière est publiée au journal officiel de la République du Sénégal ».

Tous les contrats en cours depuis 1979 ont été publiés sur le site du Comité national ITIE.

- Pratique de la publication des contrats

Après la promulgation du Code minier de 2016, le Ministère en charge des mines a initié une consultation en direction des sociétés minières pour demander leurs accords pour la diffusion des contrats signés antérieurement au nouveau code. Nous comprenons qu'à cette date, 46 sociétés ont marqué leur accord en vue de la publication de leurs conventions. Lesdites conventions peuvent être consultées sur le lien <http://itie.sn/contrats-miniers/>.

³⁰⁰ <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article9605>

Sur la base de la liste des contrats miniers rendus publics à la date du 21 juin 2021³⁰¹, un exercice d'inventaire des contrats et autorisations a été effectué :

- Les conventions minières adossées aux permis de recherche (PR), aux Concessions minières (CM), Exploitations de Petite Mine (AEPM) et Permis d'exploitation (PE) ont été classées selon leur statut de publication.
- Les Autorisations d'Exploitation de Carrière Privée (AECPV) ont été également classées selon la publicité des Arrêtés y relatifs.
- Les Autorisations d'Exploitation de Carrière Publique (AECP), les Autorisations d'Exploitation de Carrière Temporaire (AECT) et les Autorisations d'Exploitation Artisanale (AEA), au regard de leur caractère précaire (non cessibles, non transmissibles et non amodiabiles) et souvent temporaires n'ont pas été considérées dans le présent inventaire. Ainsi, ces autorisations n'ont pas été prises en compte dans le plan de publication.

Les résultats de l'inventaire montrent que sur un total de 251 conventions et autorisations, 250 conventions et arrêtés sont publiés au JO ou sur le site de l'ITIE :

Conventions et autorisations		Publiées	Non publiées
Permis de recherche	68	68	-
Concession Minières	20	20	-
Permis d'exploitation	5	5	-
Autorisations d'Exploitations de Petite Mine	16	16	-
Autorisations d'Exploitation de Carrière Privée	142	141	1
Total	251	250	1

4.7.2 Secteur des hydrocarbures

i. Politique et cadre légal régissant la publication des contrats

En plus des dispositions de la Loi n 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances publiques qui s'appliquent aux contrats signés dans le secteur des hydrocarbures, le Code pétrolier de 1998 prévoyait dans ses articles 17 et 34 que les conventions rattachées aux permis de recherche et les contrats de services sont publiés dans le Journal Officiel. La publication des conventions ou contrats est également prévue par les articles 13 et 14 du décret d'application 98-810 fixant les modalités et conditions d'application de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier. Ces dispositions ont été reconduites le nouveau Code pétrolier de 2019³⁰².

ii. Pratique de la publication des contrats

Dans la pratique, les décrets d'octroi et de renouvellement ainsi que les contrats sont publiés dans le Journal Officiel et peuvent être consultés sur le site web du Journal Officiel. Ils contiennent des informations sur le titulaire du permis, le montant des investissements à réaliser, les parts de l'Etat et de PETROSEN, le taux de l'impôt sur les sociétés, les coordonnées géographiques et la durée de validité du permis³⁰³.

Les contrats pétroliers peuvent aussi être consultés sur le site du gouvernement sénégalais (<https://www.sec.gouv.sn/lois-et-reglements/conventions-minières>) et sur le site du comité national ITIE (<http://itie.sn/hydrocarbure/contrats-petroliers/>).

Sur la base de la situation de l'extrait du répertoire pétrolier au 21/12/2020, un exercice d'inventaire des contrats a été effectué, permettant de conclure que tous les CRPP répertoriés ont été publiés.

Les contrats publiés peuvent être consultés à travers le lien suivant : http://itie.sn/?offshore_dl=7450.

³⁰¹ http://itie.sn/?offshore_dl=7450

³⁰² Articles 18, 19, 20, 26 et 30.

³⁰³ Exemple de décret : <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article7440>



5 Secteur Extractif en chiffres

5. Secteur Extractif en chiffres

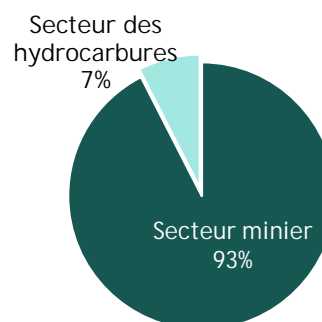
5.1 Recettes budgétaires³⁰⁴

5.1.1 Revenus par secteur

Les revenus extractifs se détaillent par secteur comme suit :

Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Secteur minier	155 175	92,50%
Secteur des hydrocarbures	12 578	7,50%
Total secteur extractif	167 753	100%

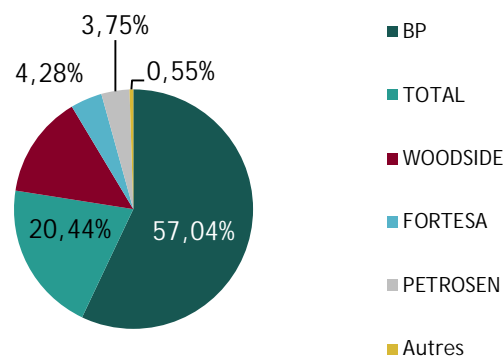
Figure 7 - Contribution par secteur aux revenus budgétaires du secteur extractif



5.1.2 Revenus par société (Le détail par société est présenté en annexe 13)

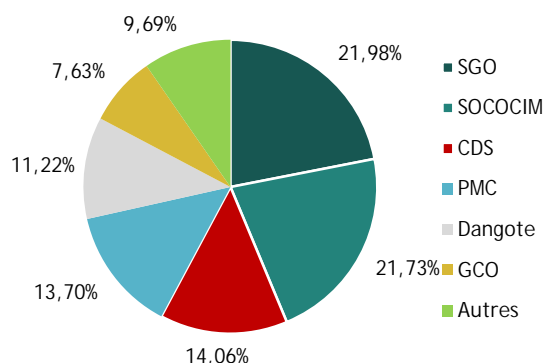
Société	Montant en Millions de FCFA	En %
BP	7 175	57,04%
TOTAL	2 571	20,44%
WOODSIDE	1 752	13,93%
FORTESA	539	4,28%
PETROSEN	472	3,75%
Autres	69	0,55%
Total	12 578	100,00%

Figure 8 - Contribution par société aux revenus budgétaires du secteur des hydrocarbures



³⁰⁴ Les recettes analysées dans cette section prennent en considération la déclaration unilatérale de l'Etat (recouvré sur le compte du trésor) d'un montant de 1 411,77 Millions de FCFA.

Figure 9 - Contribution par société aux revenus budgétaires du secteur minier



Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
SGO	34 102	21,98%
SOCOCIM	33 717	21,73%
CDS	21 817	14,06%
PMC	21 261	13,70%
Dangote	17 405	11,22%
GCO	11 837	7,63%
Autres	15 036	9,69%
Total	155 175	100,00%

5.1.3 Revenus par flux (Le détail par flux est présenté en annexe 14)

Figure 10 - Contribution par flux aux revenus budgétaires du secteur des hydrocarbures

Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Retenues à la source sur bénéfice non commercial	5 574	44,32%
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	3 421	27,20%
Autres flux de paiements significatifs (> 25 millions de FCFA) (réconciliables)	2 664	21,18%
Revenus issus de la commercialisation de la Part de la production de l'État	473	3,76%
Autres flux	445	3,54%
Total	12 578	100,00%

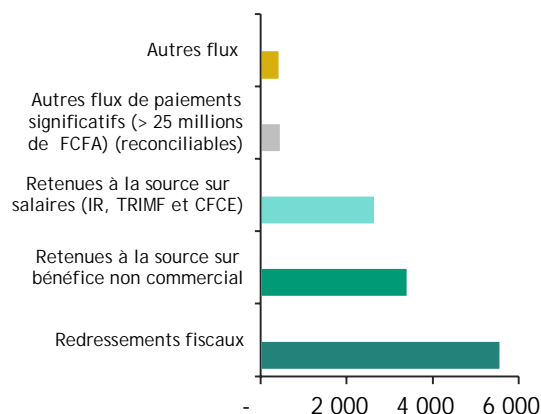
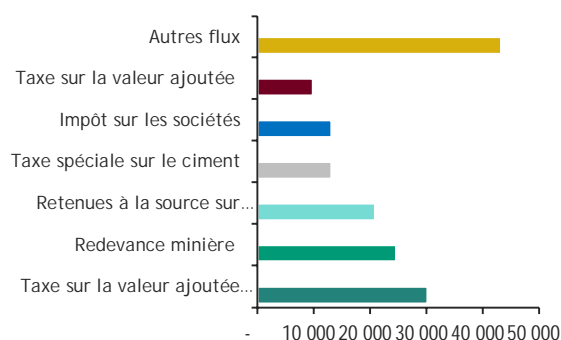


Figure 11 - Contribution par flux aux revenus budgétaires du secteur minier



Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	30 239	19,49%
Redevance minière	24 681	15,91%
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	20 840	13,43%
Taxe spéciale sur le ciment	13 166	8,48%
Impôt sur les sociétés	13 121	8,46%
Taxe sur la valeur ajoutée	9 884	6,37%
Autres flux	43 243	27,87%
Total	155 175	100,00%

5.1.4 Revenus par organisme collecteur

Tableau 19 : Revenus budgétaires par organisme collecteur

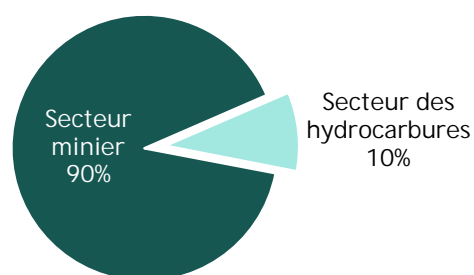
Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)	110 586	65,92%
Direction des Mines et de la Géologie (DMG)	25 734	15,34%
Direction Générale des Douanes (DGD)	15 653	9,33%
Direction Générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT)	15 354	9,15%
Direction Des Eaux Et Forêts, Chasses Et Conservation Des Sols (DEFCCS)	259	0,15%
Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)	168	0,10%
Total	167 753	100,00%

5.2 Paiements des entreprises³⁰⁵

5.2.1 Paiements par Secteur

Figure 12 - Contribution par secteur aux revenus globaux du secteur extractif

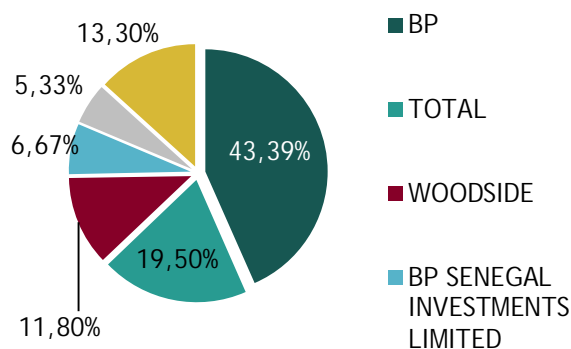
Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Secteur minier	167 520	90,46%
Secteur des hydrocarbures	17 677	9,54%
Total secteur extractif	185 197	100%



5.2.2 Paiements par société (Le détail par société est présenté en annexe 15)

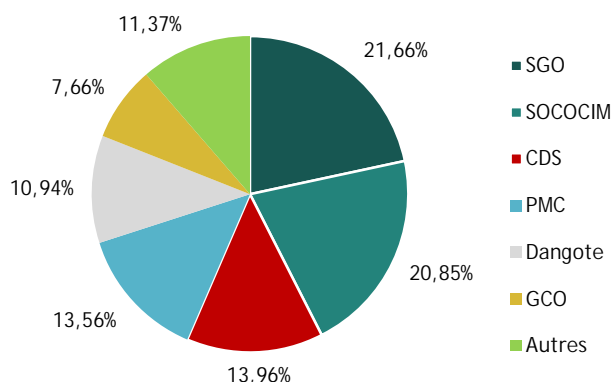
Figure 13 - Contribution par société aux revenus globaux du secteur des hydrocarbures

Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
BP	7 670	43,39%
TOTAL	3 447	19,50%
WOODSIDE	2 086	11,80%
BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	1 179	6,67%
GEOPARTNERS Ltd	943	5,33%
Autres	2 352	13,30%
Total	17 677	100,00%



³⁰⁵ Les recettes analysées dans cette section prennent en considération la déclaration unilatérale de l'Etat (globale) d'un montant de 2 978,74 Millions de FCFA.

Figure 14 - Contribution par société aux revenus globaux du secteur minier



Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
SGO	36 282	21,66%
SOCOCIM	34 933	20,85%
CDS	23 394	13,96%
PMC	22 711	13,56%
Dangote	18 327	10,94%
GCO	12 834	7,66%
Autres	19 040	11,37%
Total	167 520	100,00%

5.2.3 Paiements par flux (Le détail par flux est présenté en annexe 16)

Figure 15 - Contribution par flux aux revenus globaux du secteur des hydrocarbures

Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Redressements fiscaux	5 574	31,53%
Retenues à la source sur bénéfice non commercial	3 421	19,35%
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	2 664	15,07%
Appui à la formation	1 460	8,26%
Autres flux	4 557	25,78%
Total	17 677	100,00%

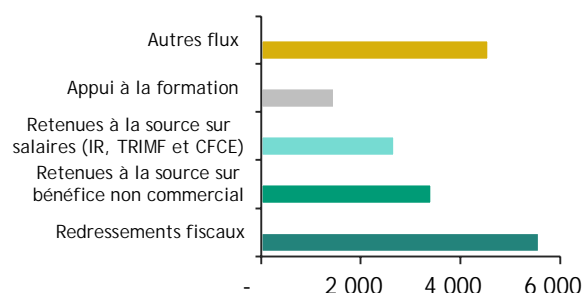
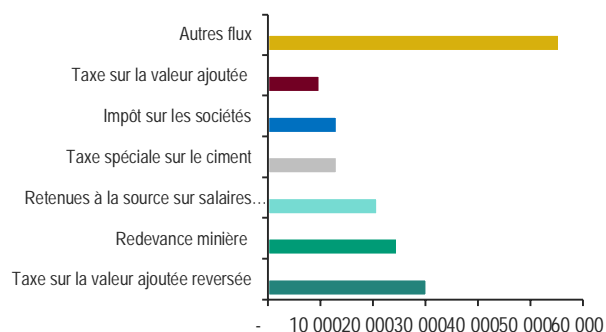


Figure 16 - Contribution par flux aux revenus globaux du secteur minier

Secteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	30 239	18,06%
Redevance minière	24 681	14,74%
Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	20 840	12,44%
Taxe spéciale sur le ciment	13 166	7,86%
Impôt sur les sociétés	13 121	7,83%
Taxe sur la valeur ajoutée	9 884	5,90%
Autres flux	55 547	33,17%
Total	167 479	100,00%



5.2.4 Paiements par organisme collecteur

Tableau 20 : Revenus globaux par organisme collecteur

Organisme collecteur	Montant en Millions de FCFA	En %
Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)	110 586	59,71%
Direction des Mines et de la Géologie (DMG)	26 355	14,23%
Direction Générale des Douanes (DGD)	18 216	9,84%
Direction Générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT)	15 374	8,30%
Autres bénéficiaires (paiements sociaux)	5 766	3,11%
Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES)	3 522	1,90%
La Société des pétroles du Sénégal (PETROSEN)	3 231	1,74%
Caisse de Sécurité Sociale (CSS)	714	0,39%
Direction Des Eaux Et Forêts, Chasses Et Conservation Des Sols (DEFCCS)	677	0,37%
Autres Bénéficiaires (Paiements environnementaux)	517	0,28%
Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)	239	0,13%
Total	185 197	100,00%

5.2.5 Paiements par projet

Intégration des données par projet :

Le Comité national ITIE a adopté en sa séance du 23 Avril 2018 la définition suivante du terme projet : « les activités opérationnelles régies par un seul contrat, licence, bail, concession ou arrangements juridiques similaires et constituant la base d'obligations de paiement en faveur d'un gouvernement. Toutefois, si plusieurs de ces arrangements sont liés entre eux dans leur substance, ils devraient être considérés comme un projet ».

La liste des projets au Sénégal se présente par secteur comme suit :

- Liste des Projets Pétroliers: Diender/ Sangomar/ GTA/ Cayar Offshore Profond/ Cayar Offshore Shallow/ Saint Louis Offshore Shallow/ ROP/ Udo North/ Sangomar
- Liste des Projets Miniers : Falémé / Bargny /Sabodala /Kirène / Diogo /AllouKagne /Tobène/ Pout/ Mako/ Ndendoury/ Boto/ Sabodala/ Bégal/ LamLam/Kébémér/ Diack/ Bandia/ Gandiol/ Massawa

Les entreprises retenues dans le périmètre de rapprochement 2020 ont été sollicitées pour déclarer par projet :

- les paiements effectués au titre des flux retenus dans le périmètre de rapprochement 2020 ;
- la production ; et
- les exportations et ventes locales.

L'état de suivi des déclarations par projet pour les 26 sociétés ayant soumis des formulaires de déclaration se présente comme suit :

Tableau 21 : Etat de suivi de Reporting par projet (secteur des hydrocarbures)

N°	Société	Paiements	Production	Exportation
1	Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	Non	N/A	N/A
2	Fortesa International Sénégal	Oui	Non	N/A
3	Capricorn Sénégal Limited	Oui	N/A	N/A
4	Kosmos Energy Sénégal	Non	N/A	N/A
5	Oranto Petroleum	En partie	N/A	N/A
6	TOTAL E&P Sénégal	Oui	N/A	N/A
7	BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	En partie	N/A	N/A
8	Woodside Energy Sénégal	Oui	N/A	N/A

N/A : Entreprise en phase d'exploration/recherche.

Tableau 22 : Etat de suivi de Reporting par projet (secteur minier)

N°	Société	Paielements	Production	Exportation
1	La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO)	Non	NA	NA
2	Société de Commercialisation du Ciment (SOCOCIM)	En partie	Oui	Oui
3	Sabodala Gold Operations (SGO)	Oui	Oui	Oui
4	Ciments du Sahel (CDS)	Non	Non	Non
5	Grande Côte Opérations (GCO)	Oui	Oui	Oui
6	Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)	Oui	Oui	Oui
7	Industries Chimiques du Sénégal (ICS)	Oui	Oui	NA
8	Dangote Industries Sénégal SA (DANGOTE)	Oui	Oui	Oui
9	Petowal Mining Company (PMC) SA	Oui	Oui	Oui
10	Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (SOMIVA)	Oui	Oui	Oui
11	IAMGOLD BOTO SA	En partie	NA	NA
12	Agem Sénégal Exploration SUARL (AGEM)	Oui	NA	NA
13	Sabodala Mining Company (SMC)	Oui	NA	NA
14	Sephos Sénégal SA (SEPHOS)	Oui	Oui	Oui
15	G-PHOS SA	Oui	NA	NA
16	African Investment Group SA (AIG)	Non	Non	NA
17	Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière (COGECA)	Non	Oui	NA
18	Gécamines (GECAMINES)	Oui	NA	NA

N/A : Entreprise en phase d'exploration/recherche.

NC : Non communiquée

Tableau 23 : Paiements par projet déclarés par les sociétés pétrolières

Projet	Société	Paiements déclarés par projet en Millions de FCFA	Total paiements déclarés en Millions de FCFA	% déclaration par projet
ROP	TOTAL E&P	3 446,51	3 446,51	100,00%
CP	BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	149,42	7 686,92	33,45%
GTA		2 147,71		
SLP		274,24		
RSSD	Woodside	2 085,85	2 085,85	100,00%
Diender	FORTESA	845,85	845,85	100,00%
Sangomar	Capricorn	433,10	433,10	100,00%
CAYAR	Oranto	118,64	298,66	99,31%
SAINT LOUIS		177,95		
N/C	PETROSEN	-	520,71	0,00%
N/C	Kosmos	-	184,24	0,00%
Total		9 679,27	15 501,85	62,44%

Tableau 24 : Paiements par projet déclarés par les sociétés minières

Projet	Société	Paiements déclarés par projet en Millions de FCFA	Total paiements déclarés en Millions de FCFA	% déclaration par projet
BARGNY	SOCOCIM	106,51	34 828,94	0,65%
DIACK		69,45		
POUT-BANDIA		49,07		
NGOUNDIANE		1,50		
Sabodala	SGO	34 788,44	34 788,44	100,00%
Diogo	GCO	12 397,17	12 397,17	100,00%
AllouKagne	SSPT	743,15	743,15	100,00%

Projet	Société	Paiements déclarés par projet en Millions de FCFA	Total paiements déclarés en Millions de FCFA	% déclaration par projet
Tobène	ICS	4 693,88	4 693,88	100,00%
Pout	DANGOTE	18 336,53	18 336,53	100,00%
Mako	PMC	18 531,61	22 311,61	83,06%
Ndendoury	SOMIVA	670,73	670,73	100,00%
BOTO	IAMGOLD BOTO	168,50	914,20	18,43%
BOTO	AGEM	47,00	415,711	100,00%
Noumoufoukha		368,71		
Sabodala	SMC	450,86	450,86	100,00%
Lam Lam	SEPHOS	166,43	166,43	100,00%
Bégal	G-PHOS	0,64	0,64	100,00%
BANDIA	GECAMINES	379,89	4 613,21	100,00%
DIACK		4 233,32		
N/C	MIFERSO	-	16,10	0,00%
N/C	CDS	-	23 027,15	0,00%
N/C	AIG	-	72,73	0,00%
N/C	COGECA	-	2 373,86	0,00%
Total		96 203,38	160 821,34	59,82%

5.3 Contribution dans l'économie

5.3.1 Contribution au budget de l'État

La répartition des revenus de l'Etat Sénégalais en 2020 selon le Tableau des Opérations Financières de l'Etat se présente comme suit :

Tableau 25 : Répartition des revenus budgétaires au Sénégal (2020)³⁰⁶

Indicateurs (En milliards de FCFA)	2020	Contribution en %
Recettes totales	2 965,0	
Recettes budgétaires	2 510,0	84,65%
Dont :		
Recettes fiscales du secteur extractif (*)	167,8	5,66%
Autres recettes fiscales	2 187,2	73,77%
Recettes non fiscales	123,2	4,16%
Recettes Exceptionnelles	31,8	1,07%
Dons	455,0	15,35%

(*) Les recettes fiscales provenant du secteur extractif ne sont pas présentées en désagrégé dans les comptes de l'Etat. Nous nous sommes basés sur les données ITIE 2020.

Selon les données ITIE, la contribution du secteur extractif dans les recettes totales de l'Etat est passée de 5,30% en 2019 à 5,66% en 2020, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 26 : Contribution des revenus budgétaires du secteur extractif dans les recettes totales du pays

Indicateurs (En milliards de FCFA)	2020	2019 ³⁰⁷	Variation
Recettes totales	2 965,00 ³⁰⁸	2 789,07	175,93
Revenus du secteur extractif encaissés au budget	167,75 ³⁰⁹	147,76	19,99
Recettes du secteur des hydrocarbures	12,58	20,41	-7,83
Recettes du secteur minier	155,18	127,35	27,83
Contribution Secteur extractif	5,66%	5,30%	6,75%

³⁰⁶ Ministère des finances et du budget/TOFE.

³⁰⁷ Rapport ITIE 2019

³⁰⁸ Ministère des finances et du budget/TOFE

³⁰⁹ Déclarations ITIE 2020

5.3.2 Contribution au PIB

La contribution du secteur extractif au PIB se présente comme suit :

Tableau 27 : Contribution des recettes budgétaires du secteur extractif dans le PIB

Indicateurs (En milliards de FCFA)	2020 ³¹⁰	2019 ³¹¹	Variation
PIB	13 894,32	13 655,37	238,95
Valeur ajoutée des industries extractives	470,48	480,09	-9,61
Contribution	3,39%	3,52%	-4,02%

5.3.3 Contribution aux exportations

La contribution des industries extractives dans les exportations du Sénégal en 2020 est de 37,88% contre 39,84% en 2019 et se présente comme suit : (En absence Note d'Analyse du Commerce Extérieur de l'ANSD pour l'année 2020,)

Tableau 28 : Contribution du secteur extractif dans les exportations du pays

Indicateurs (En milliards de FCFA)	2020	Contribution 2020 en %	2019 ³¹²	Contribution 2019 en %
Exportations du secteur extractif	733,37 ³¹³	37,88%	790,85	39,84%
Total des exportations pays	1 936,04 ³¹⁴	100,00%	1 985,10	100,00%

5.3.4 Contribution à l'emploi

Les 26 sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement de 2020 ont communiqué le détail de leur effectif, elles emploient 9 409 personnes en 2020³¹⁵. La majorité des effectifs, soit 95,68%, sont des nationaux. La masse salariale globale déclarée est de 106,7 milliards de FCFA dont 98,3 milliards de FCFA pour les employés du secteur minier et 8,4 milliards de FCFA pour les employés du secteur des hydrocarbures.

Les femmes sont en nombre de 724 et représentent 7,69% de l'effectif global. Les chiffres collectés se répartissent comme suit :

Tableau 29 : Détail de l'emploi désagrégé par genre et par qualification

Ressources humaines	Qualification	Effectifs des Nationaux		Effectifs des Non nationaux		Total		Total Général	Total Masse Salariale (FCFA)
		H	F	H	F	H	F		
Personnel de l'entreprise	Cadres supérieurs	372	54	340	16	712	70	782	86 152 812 652
	Techniciens supérieurs et cadres moyens	741	147	15	-	756	147	903	
	Techniciens, Agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	2 822	219	8	1	2 830	220	3 050	
	Employés, manœuvres, ouvriers, apprentis	2 339	203	6	-	2 345	203	2 548	
Personnel Extérieur	Cadres supérieurs	4	1	20	-	24	1	25	20 555 374 707
	Techniciens supérieurs et cadres moyens	27	1	-	-	27	1	28	
	Techniciens, Agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	487	18	-	-	487	18	505	
	Employés, manœuvres, ouvriers, apprentis	1 504	64	-	-	1 504	64	1 568	
Total		8296	707	389	17	8685	724	9409	106 708 187 359
Permanent		6 042	622	369	17	6 411	639	7 050	86 163 409 759
Contractuel		2 254	85	20	-	2 274	85	2 359	20 544 777 600

Le détail des effectifs par société et par genre est présenté en Annexe 5 du présent rapport.

La contribution directe du secteur extractif à l'emploi se présente comme suit :

³¹⁰ Feuille PIB COURANT du fichier de l'ANSD https://www.ansd.sn/ressources/series/Donnees_CNT-serie%20site%20web%20T2%202021_28_10_2021_Rev1.xlsx

³¹¹ Feuille PIB COURANT du fichier de l'ANSD https://www.ansd.sn/ressources/series/Donnees_CNT-serie%20site%20web%20T2%202021_28_10_2021_Rev1.xlsx

³¹² Rapport ITIE 2019

³¹³ En l'absence de la Note d'Analyse du Commerce Extérieur publiée par l'ANSD pour l'année 2020, la valeur des exportations des produits extractifs a été déterminée sur la base des exportations reportées par la DGD.

³¹⁴ https://www.ansd.sn/index.php?option=com_ansd&view=titrepublication&id=11

³¹⁵ Déclarations ITIE 2020.

Tableau 30 : Contribution du secteur extractif dans l'emploi

Indicateurs	2020
Secteur des hydrocarbures (données ITIE)	320
Secteur Minier (données ITIE)	9 089
Total secteur extractif (*)	9 409
Total population active 2020 ³¹⁶	4 255 422
% de contribution direct du secteur extractif	0,22%

(*) Pour le secteur artisanal, la contribution dans l'emploi est estimée sur la base des résultats des études de diagnostic de l'exploitation artisanale de l'Or³¹⁷. Sur cette base, la contribution indirecte pourra être estimée à 0,74% détaillée comme suit :

Indicateurs	2020
Secteur artisanal ³¹⁸	31 359
Total population active 2020	4 255 422
% de contribution indirect du secteur extractif	0,74%

5.3.5 Contribution du secteur informel

Au Sénégal, l'extraction minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) d'or constitue à la fois un secteur important du point de vue écologique, social et économique et un secteur où la grande partie de ses activités est informelle. Les activités de l'EMAPE sont pratiquées dans deux (2) des quatorze (14) régions du Sénégal, en l'occurrence la région de Kédougou et celle de Tambacounda. La région de Kédougou est celle où l'activité est la plus présente. En effet, 96 % des sites se trouvent dans cette région contre 4 % pour Tambacounda.

Dans le cadre d'une étude³¹⁹ réalisée en 2018, il a été estimé que la population minière du Sénégal est d'environ 31 000 personnes. À peu près, 25 000 personnes travaillent dans le secteur dans la région de Kédougou et environ 6 000 à Tambacounda. Parmi cette population on trouve 60 % d'étrangers provenant d'au moins dix (10) pays, principalement du Mali, de la Guinée et du Burkina Faso. Les enfants et les femmes sont également très représentés dans le secteur. En effet, il a été estimé que près de 50 % de la main-d'œuvre est constituée de femmes et 6 % d'enfants.

Dans le cadre de cette étude, il a été estimé en 2018 que 3,9 t/an (3 952,31 kg/an) d'or sont produites par an au Sénégal, dont environ 3 t/ an (2 983,65 kg/an) proviennent de la région de Kédougou et 0,9 t/an (968,66 kg/an) de la région de Tambacounda.

5.4 Production

- Secteur des hydrocarbures :

La production telle que déclarée par PETROEN en 2020, par substance, par projet et par opérateur se présente comme suit :

Tableau 31 : Détail des productions du secteur des hydrocarbures

Opérateur	Projet	Produit	Unité	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation (en millions de FCFA)
Fortesa	Diender	Gaz naturel	Nm3	14 494 076	2 391 ,52

- Secteur minier :

La production du secteur minier telle que déclarée par la DMG en 2020, par substance, par projet et par opérateur se présente comme suit :

³¹⁶ https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.IN?end=2020&locations=SN&most_recent_year_desc=false&start=1990

³¹⁷ <https://www.artisanalgold.org/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/Senegal-Inventory-Report.pdf>, page 18.

³¹⁸ <https://www.artisanalgold.org/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/Senegal-Inventory-Report.pdf>

³¹⁹ Etude financée par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et développée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Conseil de l'Or Artisanal (Artisanal Gold Council -AGC), ainsi que le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) au Mali et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) au Sénégal- <https://www.artisanalgold.org/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/Senegal-Inventory-Report.pdf>

Tableau 32 : Détail des productions du secteur minier

Opérateur	Projet	Produit	Unité	Quantité	Valeur estimée à la commercialisation en Milliards de FCFA
SGO	Sabodala	Or	Tonnes	7,0	217,68
Total production SGO				7,0	218
PMC	Mako	Or	Tonnes	5,8	179,34
Total production PMC				5,8	179
GCO	Diogo	Ilménite 54%	Tonnes	345 531,2	36,87
		Ilménite 56%	Tonnes	26 700,3	3,51
		Ilménite 58%	Tonnes	139 767,6	17,70
		Zircon Premium	Tonnes	34 923,7	27,82
		Zircon Standard	Tonnes	26 917,2	20,33
		Medium Grade Zircon	Tonnes	21 416,2	3,78
		Rutile	Tonnes	3 980,0	2,79
		Leucoxène	Tonnes	5 640,0	2,38
Total production GCO				604 876,2	115,2
ICS	Tobene	Phosphate	Tonnes	1 649 000,0	56,15
Total production ICS				1 649 000,0	56
SEPHOS	Lam Lam	Phosphate	Tonnes	58 310,2	36,87
Total production SEPHOS				58 310,2	37
SOMIVA	Ndendori	Phosphate	Tonnes	431 124,0	14,68
Total production SOMIVA				431 124,0	15
SSPT	Alloukagne	Attapulgités	Tonnes	186 615,1	8,30
Total production SSPT				186 615,1	8
CDS	Kirene	Calcaire	Tonnes	2 404 017,0	5,05
		Argile	Tonnes	367 462,0	1,21
Total production CDS				2 771 479,0	6
SOCOCIM	Bargny	Calcaire	Tonnes	950 428,0	2,09
		Marnes	Tonnes	1 845 762,0	4,05
		Latérites	Mètre cube	138 896,2	0,07
Total production SOCOCIM			Tonnes	2 796 190,0	6
			Mètre cube	138 896,2	
DANGOTE	Pout	Calcaire	Tonnes	2 014 833,0	4,23
		Latérites	Tonnes	61 844,0	N/C
		Argile	Tonnes	206 560,0	0,68
Total production DANGOTE				2 283 237,0	5
COGECA	Diack	Basalte	Mètre cube	2 396 525,4	N/C
Total production COGECA				2 396 525,4	N/C
GECAMINES	Diack	Basalte	Mètre cube	680 947,8	N/C
SODEVIT	Bandia	Calcaire	Mètre cube	6 741,9	N/C
Total production GECAMINES				687 689,6	N/C

5.5 Exportations et ventes locales

- Secteur des hydrocarbures :

Non applicable.

- Secteur minier :

A défaut de déclaration de la DGD de ses exportations par projet, les exportations et ventes locales du secteur minier telle que déclarées par les sociétés minières en 2020, par substance et par opérateur et par pays de destination se présente comme suit :

Tableau 33 : Détail des exportations et ventes locales du secteur minier

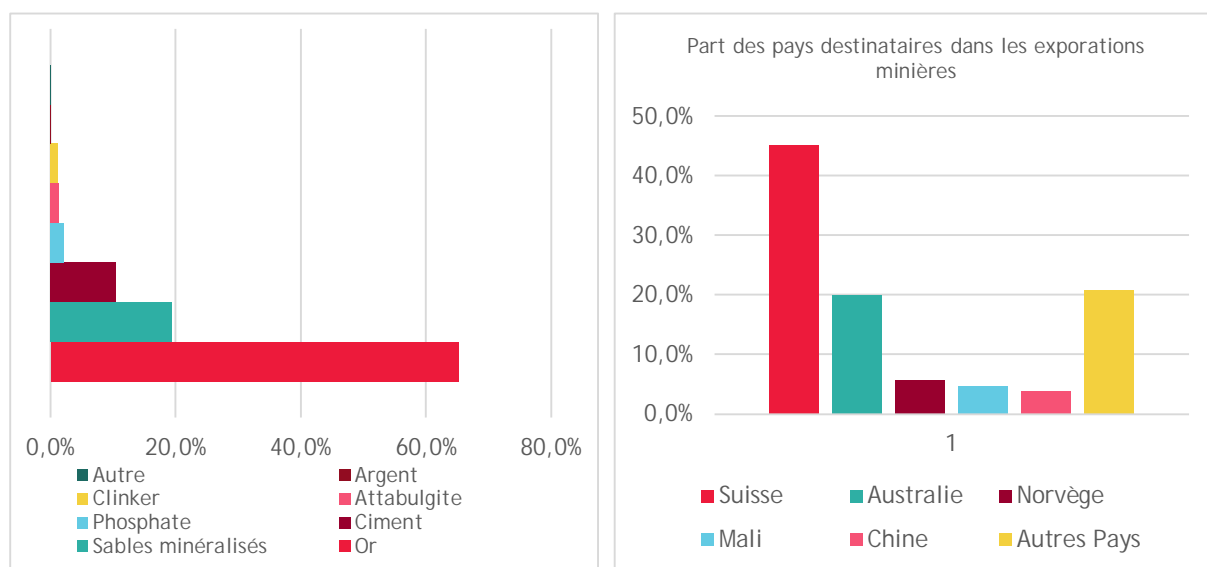
Substance	Opérateur	Projet	Pays destinataire	Unité	Volume	Valeur Totale CFA
Or	PMC	Mako	Australie	Once	128 355	117 267 141 286
			Suisse	Once	42 455	39 522 643 736
	SGO	Sabodala	Sénégal	Once	8 500	8 692 666 730
			Suisse	Once	217 890	220 079 268 751
Total exportations Or					397 200	385 561 720 503
Argent	PMC	Mako	Australie	Once	18 983	219 911 782
			Suisse	Once	16 066	193 308 323
Total exportations Argent					35 050	413 220 105
Ciment	CDS	NC	NC	Tonne	912 826	36 347 814 225
	SOCOCIM	BARGNY	Côte d'Ivoire	Tonne	55	2 200 000
			Gambie	Tonne	47 997	1 895 035 605
			Guinée	Tonne	740	29 230 000
			Guinée-Bissau	Tonne	7 399	386 707 522
			Mali	Tonne	191 134	7 698 913 592
			Mauritanie	Tonne	8 616	337 302 697
	Dangote	POUT	Gambie	Tonne	80 550	2 949 893 720
			GUINEE BISSAU	Tonne	4 097	150 315 420
Mali			Tonne	316 067	12 349 792 020	
Clinker	SOCOCIM	BARGNY	Mali	Tonne	226 093	7 234 987 200
Autres	SOCOCIM		France	N/C	N/C	5 247 656
			Mali	N/C	N/C	11 894 800
Total exportations Ciment					1 795 574	69 399 334 457
Attapulгите	SSPT	ALLOU KAGNE et LAM LAM	ANGLETERRE	Tonne	67 092	2 972 523 698
			France	Tonne	68 552	3 076 614 293
			HOLLANDE	Tonne	46 688	2 051 437 212
Total exportations Attapulгите					182 332	8 100 575 203
Phosphate	SOMIVA	Ndendoury	LEBANON - BEIRUT	Tonne	N/C	4 149 925 243
			SWITZERLAND	Tonne	N/C	7 083 605 121
	SEPHOS	LAM LAM	ESPAGNE	Tonne	21 914	522 260 835
			MALAISIE	Tonne	1 215	68 362 503
			PANAMA	Tonne	6 550	182 076 638
			Sénégal	Tonne	28 174	844 048 602
			SIERRA LEONE	Tonne	25	2 100 930
			THAILAND	Tonne	432	19 404 880
Total exportations et ventes locales Phosphates					58 310	12 871 784 752
Sables minéralisés	GCO	DIOGO	AUSTRALIA	Tonne	598	498 805 389
			BRAZIL	Tonne	496	391 062 137
			CHINA	Tonne	93 975	22 588 939 916
			DUBAI	Tonne	2 200	1 003 919 140
			ENGLAND	Tonne	1 180	579 478 970
			France	Tonne	2 509	2 124 263 915
			GERMANY	Tonne	5 248	4 010 259 387
			INDIA	Tonne	1 978	1 502 838 129
			ITALY	Tonne	1 388	995 666 124
			JAPAN	Tonne	3 316	2 784 151 575
			MALAYSIA	Tonne	758	591 401 281
			MEXICO	Tonne	60 115	8 488 260 636
			NETHERLANDS	Tonne	2 562	1 788 453 170
			NORWAY	Tonne	323 629	33 912 201 300
			SOUTH AFRICA	Tonne	80	34 014 130
			SOUTH KOREA	Tonne	3 320	2 090 982 288
SPAIN	Tonne	21 211	16 015 469 705			
TURKEY	Tonne	3 680	2 752 602 430			

Substance	Opérateur	Projet	Pays destinataire	Unité	Volume	Valeur Totale CFA
			USA	Tonne	76 632	13 020 571 767
Total exportations Sables minéralisés					604 876	115 173 341 389
Engrais	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	96 369	18 778 762 558
			Pays de l'OHADA	Tonne	54 727	11 820 442 475
			Pays hors l'OHADA	Tonne	8 778	1 773 669 262
Total exportations et ventes locales d'Engrais					159 874	32 372 874 295
Acide Phosphorique	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	9	4 917 150
			Pays de l'OHADA	Tonne	457 943	166 008 591 119
Total exportations et ventes locales Acide Phosphorique					457 952	166 013 508 269
Gypse	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	72 599 410	448 992 160
Total ventes locales Gypse					72 599 410	448 992 160
Silex	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	825 772	1 238 658 000
Total ventes locales Silex					825 772	1 238 658 000
Acide Sulfurique	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	174	35 928 900
Total ventes locales acide sulfurique					174	35 928 900
Cendres	ICS	N/C	Sénégal	Tonne	26 774 172	80 322 516
Total ventes locales cendres					26 774 172	80 322 516
Total exportations reportées par les sociétés minières du périmètre						791 710 260 550

La suisse est le premier pays destinataire des exportations du secteur extractif au Sénégal en 2020, avec un volume de 45,1% des exportations. En termes de substances minières, l'Or est la première substance avec une contribution de 65,2% aux exportations du secteur extractif.

Les exportations du secteur extractif réparties par pays de destination se présentent comme suit :

Figure 17 - Contribution par pays destinataires et par substance minière aux exportations globales



5.6 Dépenses sociales

Sur la base des déclarations ITIE des sociétés, les dépenses sociales au titre de 2020 ont atteint un montant de 3 938 202 642 FCFA. Le détail de ces dépenses par secteur et par société est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 34 : Détail des dépenses sociales par société

Société	Paiements sociaux obligatoires	Paiements sociaux volontaires	Total des paiements sociaux
TOTAL E&P Sénégal	161 160 000	0	161 160 000
BP SENEGAL	0	1 179 254 944	1 179 254 944
Kosmos Energy Sénégal	0	232 557 843	232 557 843
Woodside Energy Sénégal	0	30154851	30 154 851
Fortesa International Sénégal	0	6 200 000	6 200 000

Société	Paievements sociaux obligatoires	Paievements sociaux volontaires	Total des paievements sociaux
Total des paievements du secteur des hydrocarbures	161 160 000	1 448 167 638	1 609 327 638
SGO	956 912 909	5 148 000	962 060 909
PMC	368 646 719	541 666 200*	910 312 919
SMC	67 500 000	0	67 500 000
ICS	55 149 110	879 004 541	934 153 651
SOCOCIM	0	100 000 000	100 000 000
AIG	1 248 640	1 673 230	2 921 870
CDS	0	533 020 000	533 020 000
GCO	0	221 242 637	221 242 637
IAMGOLD BOTO SA	0	204 085 773	204 085 773
SOMIVA	0	124 975 664	124 975 664
SSPT	0	50 253 522	50 253 522
Dangote	0	16 798 382	16 798 382
G-PHOS SA	0	15 759 215	15 759 215
SEPHOS	0	10 000 000	10 000 000
AGEM	0	3 250 000	3 250 000
Total des paievements du secteur minier	1 449 457 378	2 706 877 164	4 156 334 542
Total général des paievements sociaux	1 610 617 378	4 155 044 802	5 765 662 180

*Ce montant inclut des contributions de 500 000 000 FCFA au Trésor Général du Sénégal, dans le cadre de son soutien à la riposte contre la COVID-19³²⁰.

Le détail des paievements sociaux (obligatoires et volontaires) est présenté en annexes 6 et 7 du présent rapport.

5.7 Dépenses environnementales

Sur la base des déclarations ITIE des sociétés, les dépenses environnementales reportées ont atteint 517 097 227 FCFA au titre de 2020.

Le détail de ces dépenses par secteur et par société est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 35 : Détail des dépenses environnementales par société

Société	Paievements environnementaux
SGO	378 197 576
PMC	78 161 354
SMC	60 738 297
Total général des paievements environnementaux	517 097 227

(*) Le détail des paievements par société est présenté en annexe 8 du présent rapport.

Par ailleurs, les taxes environnementales reportées par la DEEC et la DEFCCS se sont élevées à 877 253 583 FCFA et sont présentées par société comme suit :

Société	Montant (FCFA)
AGEM	35 194 595
AIG	3 000 000
CDS	25 405 275
COGECA	33 155 000
DANGOTE	200 000 000
GCO	26 550 000
GECAMINES	12 000 000
IAMGOLD BOTO	78 963 190
SGO	192 917 209
SMC	246 018 664
SOCOCIM	9 413 650
SOMIVA	2 064 000
SSPT	12 572 000
Total général	877 253 583

³²⁰ Le rapport des activités du comité de suivi de la mise en œuvre des opérations du fonds de riposte de solidarité contre les effets de la Covid-19 est disponible via le lien <http://www.finances.gouv.sn/wp-content/uploads/2021/09/Rapport-final-des-activit%C3%A9s-du-Comit%C3%A9-de-suivi.pdf>

Le détail par flux est présenté dans l'annexe 8 du présent rapport.

5.8 Dépenses quasi budgétaires

Conformément à l'exigence 6.2 de la Norme, les dépenses quasi budgétaires incluent les dépenses engagées par les sociétés d'Etat ou les établissements publics ou leurs filiales pour le financement de services non commerciaux (sociaux par exemple), d'infrastructures publiques, de subventions sur les combustibles ou de la dette nationale, y compris la bonification des intérêts, en marge du processus budgétaire national.

Dans le contexte du secteur extractif sénégalais, les dépenses quasi budgétaires se rapportent à des opérations commerciales ou non commerciales qui peuvent être réalisées par les entreprises publiques pour le compte de l'Etat impliquant l'augmentation du coût des activités de ces entreprises et se traduisant in fine par une baisse des dividendes et des impôts payés par ces entreprises. Il s'agit notamment de :

- Prestation de services non commerciaux (services sociaux) ;
- Financement d'infrastructures publiques ;
- Services de la dette publique et bonification d'intérêt ; et
- Subventions sous forme de vente des produits à perte ou à des prix inférieurs aux prix de marché.

PETRSOEN et MIFERSO ont été invitées à reporter toute dépense quasi budgétaire réalisée en 2020 au titre des catégories ci-dessus mentionnées. Aucune dépense de cette nature n'a été reportée dans les déclarations de ces entités. Le détail sur la relation financière de ces entités avec l'Etat est présenté dans les sections 4.1.7.3 et 4.2.5.4 du présent rapport.

En conclusion, les dépenses quasi budgétaires au sens de l'exigence 6.2 de la Norme ITIE 2020 ne sont pas applicables pour la période couverte par le présent rapport

5.9 Autres paiements/recettes

Les entités déclarantes ont été sollicitées de reporter tout flux de paiement dont le montant dépasse le seuil de 25 millions de FCFA et non mentionné dans le formulaire de déclaration.

Nous présentons dans les tableaux suivants le détail des autres flux de paiements/recettes significatifs déclarés par les sociétés extractives et par les organismes collecteurs compte tenu des ajustements opérés :

Tableau 36 : Analyse des autres paiements/recettes significatifs

No.	Société	Société	Gouvernement
1	SOCOCIM (1)	93 539 000	3 807 575
2	SGO (2)	81 737 086	13 981 000
3	SSPT	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)	2 275 200
4	AIG	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)	0
5	GECAMINES	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)	937 500
6	FORTESA (3)	200 000 000	200 000 000
7	ORANTO (4)	0	88 976 980,00
8	TOTAL (5)	272 770 004	272 770 004
	Total	651 258 790	581 835 559

(1) SOCOCIM :

- Déclaration de la société : les autres paiements déclarés par la société s'analysent comme suit :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Non renseigné	DGID	43 539 000	Non réconcilié
Non renseigné	Direction du Commerce Intérieur	30 000 000	Non réconcilié
Taxe sur la publicité	Non renseigné	20 000 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Total		93 539 000	

- Déclaration du gouvernement : Ces recettes sont principalement constituées des flux suivants :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Beaux écrits	DGID	57 915	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Beaux écrits	DGID	231 660	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)

Redevances pour assignation de fréquences radioélectriques	DGID	3 500 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Visa pour timbre	DGID	18 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Total		3 807 575	

(2) SGO :

- Déclaration de la société : les autres paiements déclarés par la société s'analysent comme suit :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Paiement Gendarmes	Non renseigné	48 240 000	
Appui autorités locales	Non renseigné	8 786 594	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Jetons de présence	Non renseigné	15 715 492	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
TSVPPM	DGID	8 975 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Taxe municipale publicitaire année 2020	Non renseigné	20 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Total		81 737 086	

- Déclaration du gouvernement : Ces recettes sont principalement constituées des flux suivants :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Autres actes et contrats	DGID	310 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
TSVPPM	DGID	8 975 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Visa pour timbre	DGID	3 196 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Recette contentieuse	DEFCCS	1 500 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Total		13 981 000	

(3) FORTESA :

- Déclaration de la société : les autres paiements déclarés par la société s'analysent comme suit :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Acompte sur les redevances Training, Promotion et Taxes superficielles	PETROSEN	200 000 000	Flux réconcilié
Total		200 000 000	

(4) ORANTO :

- Déclaration de PETROSEN au titre du paiement reçu d'Oranto : les autres paiements déclarés par la société s'analysent comme suit :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
Appui aux projets sociaux	PETROSEN	88 976 980	(150 000 \$) Paiement à tenir en compte dans les prochains exercices,
Total		88 976 980	

(5) TOTAL :

- Déclaration de la société : les autres paiements déclarés par la société s'analysent comme suit :

Nature du flux	Entité perceptrice	Montant FCFA	Commentaire de l'Administrateur Indépendant
TPP	DGID	136 115 672	Flux réconcilié
Taxe d'usage de la route	DGID	87 471 595	Flux réconcilié
FSIPP	DGID	25 446 287	Flux réconcilié
Taxe annuelle sur les véhicules	DGID	21 936 450	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
TSVPPM	DGID	1 800 000	Non significatif (< seuil de 25 Millions de FCFA)
Total		272 770 004	



6 Recommandations de l'AI

6. Recommandations de l'AI

6.1 Recommandations 2020

N	Recommandations du rapport 2020	Implémentation	Commentaires
	<p>Réexaminer et clarifier les conclusions de l'étude sur l'application du cadre légal et réglementaire applicable régissant les octrois et les transferts des licences</p> <p>Le Sénégal a accompli des progrès en matière de clarification des informations sur les processus d'octroi et de transfert des licences et des contrats. Le décret de 2020 portant mise en œuvre du Code pétrolier de 2019 et le nouveau manuel de procédures du ministère des Mines et de la Géologie publié en 2021 ont permis de clarifier les critères réglementaires évalués pour les octrois et les transferts de licences.</p> <p>En 2020, selon le registre des titres miniers communiqué par le DMG, 83 titres miniers et autorisations ont été octroyés et 6 renouvellements accordés. Aussi, selon les services de la DMG, deux transferts de titres miniers ont été opérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transfert du permis d'exploitation de MASSAWA, de la société Rand Gold à la société MASSAWA SA ; - Transfert du permis d'exploitation de BOTO de la société AGEM à la société IAMGOLD BOTO. <p>Le secteur pétrolier n'a pas connu de nouveaux octrois de titres en raison des préparatifs et de la transition vers le Code pétrolier de 2019. Toutefois, deux transferts ont été opérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transfert de 20% des droits, obligations et intérêts détenus par Total E&P Sénégal Limited, résultant du contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et de l'Accord de l'Association relatifs au bloc Ultra Deep Offshore (UDO), à la société Korea National Oil Corporation (KNOC). <p>¹ - Transfert de tous les droits, obligations et intérêts détenus par Capricorn Sénégal Limited, résultant du contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et de l'Accord de l'Association relatifs aux blocs Rufisque Offshore, Sangomar Offshore et Sangomar Deep Offshore</p> <p>Afin de se conformer à l'Exigence 2.2 de la Norme ITIE (2019) et plus spécifiquement l'identification des écarts significatifs par rapport au cadre légal et réglementaire applicable régissant les octrois et les transferts des licences, le CN-ITIE a lancé une étude pour l'examen des pratiques en matière d'octroi et de transfert des licences minières en 2020.</p> <p>L'examen des résultats de l'étude a fait ressortir les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre des octrois s'élève à 61 titres tel que décrit dans l'étendu des travaux, alors que l'annexe 1 de la même étude fait référence à 83 octrois au titre de l'année 2020 ; - l'étude ne précise pas si le champ d'application a couvert les transferts et les renouvellements opérés sur les titres ; - L'étude n'a pas couvert les transferts opérés sur les titres pétroliers ; et - Les dossiers d'attribution de cinq (5) titres n'ont pas été communiqués par la DMG au consultant. <p>Sur la base de ce qui précède, nous invitons la DMG à réexaminer et clarifier les conclusions de l'étude afin d'apporter les réponses nécessaires aux observations relevées ci-dessus. Nous recommandons également au Comité National ITIE d'élargir le champ d'application de l'étude aux transferts opérés sur les titres pétroliers.</p>		

Mettre les données du cadastre minier dans un format de données ouvertes / Mise à jour du cadastre minier

La DMG utilise un système de gestion des titres miniers associant le logiciel « FlexiCadastre » et la plateforme « ArcGIS » pour la gestion du Cadastre Minier. Le Map Portal (Portail cartographique) <https://portals.landfolio.com/senegal/fr/>, permet d'effectuer la recherche par permis ou par entreprise de toutes les informations requises par l'Exigence 2.3 de la norme ITIE 2019. Il est à noter que le portail du Cadastre Minier permet aussi de visualiser les données géographiques de tous les titres miniers.

2 Cependant, les données sur le cadastre minier ne sont pas accessibles sous format de données ouvertes et les utilisateurs ne peuvent que visualiser les données sans pouvoir les télécharger et les utiliser dans l'objet des leurs analyses et recoupements avec différentes sources. Les utilisateurs ne peuvent pas aussi obtenir une liste complète des tous les titres miniers et de carrières actifs au Sénégal à partir du Portail cartographique.

Par ailleurs, l'examen du registre des licences communiqué par la DMG montre que les permis enregistrés dans le cadastre ont le statut "actif" ou "renouvellement encours" et le cadastre ne permet pas systématiquement de repérer les permis actifs renouvelés et la dernière date de renouvellement ; les permis actifs transférés et la date du transfert ainsi que toute autre statut qu'un permis peut avoir.

Il est recommandé de mettre les données sur le registre des droits miniers sous format de données ouvertes pour atteindre les objectifs ultimes de la transparence et de l'accessibilité du public à ces données. Ce format de données ouvertes permettra à toute personne d'utiliser ces informations pour ses besoins spécifiques. Aussi, nous invitons la DMG à examiner et expliquer les manquements et anomalies relevés au niveau du registre minier et s'assurer que toutes les opérations effectuées sur les titres miniers y sont reflétées.

Amélioration du processus de recouvrement des amendes, pénalités et redressements douaniers

3 Le montant des amendes, pénalités et redressements douaniers reporté par les sociétés extractives du périmètre s'est élevé à 471 millions de FCFA en 2020. Ce flux n'a pas été reporté dans la déclaration ITIE de la DGD. En effet, les pénalités et amendes, sont gérées manuellement par les services de la douane, ce qui ne facilite pas la tenue, recherche et exploitation des quittances. La DGD n'a pas réagi également pour confirmer ou pas ces paiements.

Face à cette situation, il est fortement recommandé d'automatiser le traitement des liquidations et des recouvrements pour toutes les amendes, pénalités et redressements douaniers. Entretemps, la douane doit vérifier les déclarations des entreprises au titres de ces flux afin de donner l'assurance sur l'exactitude des paiements déclarés.

Respect des mécanismes de fiabilisation des données retenus par le Comité National ITIE

Afin de se conformer à l'Exigence 4.9 de la Norme ITIE (2019) visant à garantir la fiabilité des données déclarées par les entreprises extractives et les régies financières, le Comité National ITIE a décidé que :

-le formulaire de déclaration porte la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée de l'entité aussi bien pour les sociétés extractives et les entités publiques déclarantes ;

- soit certifié par un auditeur externe et accompagné des rapports d'audit et des états financiers de l'entreprise pour l'année 2020, pour les sociétés extractives ;

- soit certifié par la Cour des Comptes qui devra produire une lettre d'affirmation que la vérification a été effectuée conformément aux normes internationales pour les entités publiques déclarantes.

Toutefois, à la date de ce projet de rapport, nous notons que :

4 -les formulaires de six (6) sociétés extractives ne sont pas conformés aux mécanismes de fiabilisation des données retenus par le Comité National ITIE ;

- sur les 24 sociétés ayant confirmé que leurs états financiers ont été certifiés par un CAC, trois (3) sociétés n'ont pas communiqué leurs rapports d'audit ou Lettre d'affirmation du CAC ;

- le formulaire de déclaration de PETROSEN ne s'est pas conformé au mécanisme de fiabilité adopté par le Comité National. En effet, le formulaire n'a pas été signé par un haut responsable ou d'une personne habilitée de l'entité, et n'a pas fait l'objet de certification par un auditeur externe à l'entité ;

- le formulaire de déclaration de la CSS n'a pas fait l'objet de certification par un auditeur externe à l'entité ;

- le formulaire de déclaration unilatérale de la DGID n'a pas fait l'objet de certification par la Cour des Comptes ;

Dans le cadre de l'élaboration des prochains rapports, le CN-ITIE doit prendre les mesures nécessaires permettant de s'assurer que toutes les déclarations des entités déclarantes sont conformes aux mécanismes de fiabilisation des données retenus

Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données ajustées par l'Administrateur Indépendant

La procédure convenue avec le Comité National ITIE pour assurer la crédibilité et la fiabilité des données inclut, entre autres, la certification des formulaires de déclaration de l'Etat par la Cour des Comptes.

Dans le cadre de la finalisation du présent rapport, nous avons constaté des écarts entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données des régies déclarantes après ajustement, ces écarts sont détaillés comme suit :

5

Régie	Etendu	Déclaration initiale	Ajustement	Déclaration ajustée	Montant attesté ou certifié	Ecart	Explication
DMG	Périmètre	25 328 773 227	381 188 156	25 709 961 383	25 302 846 404	407 114 979	(1)
DMG	Hors Périmètre	644 647 807	-	644 647 807	559 647 807	85 000 000	(2)
DGID	Périmètre	105 673 386 650	4 023 145 343	109 696 531 993	133 156 052 718	-23 459 520 725	(3)
DGID	Hors Périmètre	889 650 557	-	889 650 557	-	N/A	(4)
DEEC	Périmètre	167 525 325	71 219 890	238 745 215	167 525 325	71 219 890	(5)

N Recommandations du rapport 2020 Implémentation Commentaires

DEEC	Hors Périmètre	-	-	-	-	-	-
DEFCCS	Périmètre	658 774 468	-	658 774 468	676 796 468	18 022 000	(6)
DEFCCS	Hors Périmètre	18 170 500	-	18 170 500	20 170 500	2 000 000	
DGD	Périmètre	18 212 377 935	-	18 212 377 935	18 215 931 379	-	-
DGD	Hors Périmètre	3 553 444	-	3 553 444	-	-	
DGCPT	Périmètre	1 086 403 257	14 251 645 000	15 338 048 257	3 259 419 324	12 078 628 933	(7)
DGCPT	Hors Périmètre	36 310 900	-	36 310 900	58 840 615	22 529 715	(8)

(1) L'écart provient essentiellement des ajustements effectués par l'AI sur les déclarations initiales des sociétés du périmètre.

(2) Cet écart provient de l'appui institutionnel des sociétés hors périmètre. En effet, l'appui institutionnel dans la déclaration unilatérale certifiée par la Cour des Comptes s'élève à 92 495 822 FCFA contre 177 495 822 FCFA.

(3) (*) L'écart provient d'une erreur dans le formulaire certifié par la Cour des Comptes. En effet, le formulaire soumis à la Cour des Comptes pour certification, inclut des recettes relatives à des "Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation" pour un montant total de 25 158 351 853 FCFA. Ces recettes n'ont pas été reportées par la DGID dans son formulaire de déclaration initial, ni par les sociétés concernées lors de la phase de réconciliation.

Ainsi, les paiements suivants ont été certifiés par la Cour des Comptes sous la rubrique "Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation" alors qu'il s'agit bien de recettes perçues par d'autres régies ; et qui ont fait objet de réconciliation :

- 15 310 544 956 par SGO : l'examen des détails de ce montant montre qu'il inclut des bonus payés à la DGCPT pour une somme de 8,943 milliards de FCFA, et des redevance minières payées à la DMG totalisant 6,367 milliards de FCFA. Ces paiements ont fait l'objet de réconciliation et de confirmation par les régies concernées. Par ailleurs, les paiements au titre du flux "Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation" se sont élevés à 342 009 500 FCFA et ont fait objet de réconciliation ;

- 4 000 000 000 par GCO : l'examen des détails de ce montant montre que ces 4 milliards de FCFA font partie d'un montant total de 5 milliards de FCFA payé par GCO à la DMG comme redevances minières, et rapproché avec les paiements déclarés par la DMG ;

- 5 658 514 279 par PMC : l'examen des détails de ce montant montre que ces paiements font partie d'un montant total de 8,3 milliards de FCFA payé par PMC à la DMG comme redevances minières, et rapproché avec les paiements déclarés par la DMG ;

- 189 292 618 par FORTESA : l'examen des détails de ce montant montre qu'il est intitulé "revenus du domaine minier" alors que la société relève du secteur des hydrocarbures. Ces paiements n'ont pas été trouvés dans la déclaration de la société.

(4) Ce montant ne figure pas dans le rapport de la Cour des Comptes.

(5) L'écart provient des ajustements effectués par l'AI sur les déclarations initiales des sociétés du périmètre

(6) Cet écart provient de la taxe d'abattement. En effet les taxes d'abattages certifiées par la Cour des Comptes reçues des sociétés SGO, SSPT, AGEM, COGEC et SODEVIT n'ont pas été reportés par la DEFCCS dans les déclarations ITIE.

(7) L'écart provient des ajustements effectués par l'AI sur les déclarations initiales des sociétés du périmètre et qui n'ont pas été inclus dans la déclaration certifiée par la Cour des Comptes. Ces ajustements sont les suivants :

- 1 308 000 000 FCFA sur la déclaration de SOCOIM (CE)
- 8 943 645 000 FCFA sur la déclaration de SGO (Bonus)
- 3 780 000 000 FCFA sur la déclaration de PMC (Dividendes)

Les paiements de 2 147 708 258 FCFA reçus de BP Sénégal certifiés par la Cour des Comptes, n'ont pas été reportés par la DGCPT dans les déclarations ITIE.

(8) L'écart provient de :

- la non-prise en compte dans la déclaration unilatérale de la DGCPT pour le calcul du revenu extractif, des Frais de bornage (Autres recettes locales) pour un montant de 15 922 600 FCFA, tel que certifié par la Cour des Comptes ;

- le montant 36 310 900 FCFA de la déclaration unilatérale de la DGCPT, n'est pas détaillé par nature de taxe.

Les ajustements par rapport aux déclarations initiales des régies financières, ayant servi comme base pour la certification de la Cour des Comptes, ont été effectués sur la base de justificatifs fournis par les sociétés et confirmés par les régies. Toutefois, nous comprenons que ces ajustements n'ont pas été communiqués par les régies à la Cour des Comptes pour qu'elle puisse en tenir compte dans le cadre de ses travaux de certification.

Nous recommandons pour les exercices futurs que les régies communiquent systématiquement les ajustements identifiés par l'Administrateur Indépendant à la Cour des Comptes pour qu'elle puisse les prendre en compte dans l'appréciation de la régularité des déclarations des régies.

Mise en œuvre des recommandations formulées par la Cour des Comptes :

Afin de se conformer à l'exigence 4.9 de la Norme ITIE 2019 visant à garantir que les données soumises par les entités déclarantes soient crédibles, le Comité National ITIE a adopté une procédure d'assurance des données qui consiste dans l'approche décrite au niveau de la Sous-section 4.5.5 du présent rapport et qui inclut la certification des formulaires des déclarations des entités déclarantes.

Selon la procédure convenue, la Cour des Comptes s'est chargée de la certification des déclarations des Administrations et Organismes Collecteurs. La Cour a émis un avis favorable sous réserve :

- De faire prendre les dispositions nécessaires par le Ministre des Finances et du Budget pour la désagrégation des données relatives aux recettes ITIE par les administrations financières selon la nature des impôts, taxes ou autres droits versés, le montant par bénéficiaires et par partie versante
- De s'assurer de la fiabilité des données déclarées dans le portail Fusion en veillant à leur exhaustivité et à leur exactitude ;
- 6 - De réconcilier les déclarations de la DGMG et de la comptabilité des comptables assignataires (RGT et TPR)
 - De se conformer aux instructions ITIE en ce qui concerne la taxe d'extraction pour le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor et au Directeur général des Mines et de la Géologie, et dénouer les écarts constatés sur les revenus miniers entre les deux administrations ;
 - De demander aux régisseurs de recettes relevant de ses services pour le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, d'indiquer clairement, conformément à la circulaire n° 30/MFB/DGCPT/DCP/DRC du 17 avril 2019, les informations relatives à la nature des impôts, taxes ou autres droits versés, à leur montant par bénéficiaires et à la partie versante sur les états de reversement des recettes collectées auprès du secteur extractif ;
 - De veiller à transmettre au Percepteur de Dakar-Port par le CN-ITIE, du formulaire de déclaration présentant les impôts et taxes par nature et par entreprise.

Nous recommandons aux régies financières de prendre les mesures nécessaires afin de pallier les réserves et insuffisances relevées dans le rapport de certification de la Cour des Comptes.

6.2 Suivi des Recommandations 2019

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
	<p>Mise en œuvre de la recommandation formulée dans le rapport 2018 de l'UNECA sur la Gouvernance en Afrique :</p> <p>Le secteur extractif sénégalais est composé essentiellement d'exploitations de mines et carrières (or, phosphates et calcaires pour la fabrication du ciment). De ce fait, le potentiel de création d'emplois est limité. Par ailleurs, la faible contribution du secteur au PIB dénote un manque de diversification, de transformation sur place des produits miniers en produits finis ayant une plus grande valeur ajoutée, et de renforcement des liaisons intersectorielles pouvant accélérer le développement industriel.</p> <p>1 Le Rapport 2018 de l'UNECA sur la Gouvernance en Afrique recommande aux Etats de "renforcer leur engagement en faveur de stratégies de développement basées sur les ressources qui intègrent systématiquement la diversification, les liens entre les secteurs en aval et en amont, les infrastructures souples et matérielles, l'innovation technologique et un large développement humain dans les processus de coordination des politiques et stratégies de transformation aux niveaux sous-national, national et régional.</p> <p>Il est recommandé d'entamer une discussion avec les parties prenantes en vue de prendre les mesures nécessaires afin de mettre en œuvre la recommandation formulée par le rapport 2018 de l'UNECA sur la Gouvernance en Afrique.</p>	Oui	<p>La Présidente du Comité national ITIE a adressé des correspondances à toutes les Autorités concernées par cette recommandation. Le Président de la République lors du Conseil des Ministres du 27 janvier 2021, a demandé au Ministre des Finances et du Budget et au Ministre des Mines et de la Géologie, d'engager une concertation rapide, avec la Présidente du Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et la Chambre des Mines, afin de finaliser une doctrine d'accroissement des ressources collectées et perçues par l'Etat, dans le cadre de l'exploitation du Patrimoine minier du Sénégal³²¹.</p> <p>Ainsi, le Comité national ITIE a été associé à l'élaboration de la Stratégie nationale du Contenu local dans le secteur.</p>
2	<p>Revue des procédures d'octroi des titres miniers & Situation du cadastre Minier :</p> <p>Dans le cadre du présent rapport, les procédures d'octroi des titres miniers ont fait l'objet d'une étude qui a porté sur un échantillon de huit (08) titres octroyés en 2019. La revue des documents constituant l'échantillon sus-indiqués, a fait ressortir les insuffisances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour certains permis sélectionnés, les dossiers d'attribution nous n'ont pas été communiqués ; - Pour les dossiers communiqués, plusieurs documents et informations prévus dans le décret d'application du code minier, sont manquant dans les demandes de permis disponibles dans les dossiers d'attribution. <p>Les résultats de la revue de conformité ont montré des insuffisances qui sont détaillées à la section 4.1.5.6 du présent rapport.</p> <p>Aussi, l'examen de la situation du Cadastre minier au 31/12/2019 telle que présentée en annexe 10 du présent rapport fait apparaître les deux insuffisances suivantes :</p>	En Partie	<p>Le Comité National a engagé une étude sur les conditions d'octroi des titres miniers pour la période 2019-2020.</p> <p>Pour l'année 2019, la vérification a porté sur 97 titres miniers (y compris l'échantillon sélectionné dans le rapport ITIE 2019), et a abouti aux résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les demandes de permis de 75 titres sont jugées conformes à la réglementation ; et - Les dossiers d'attribution de 22 titres n'ont pas été communiqués par la DMG au consultant. <p>En ce qui concerne les huit (8) titres retenus dans l'échantillon examiné lors du rapport ITIE 2019, les résultats d'évaluation dans l'étude menée par le CN-ITIE se présentent comme suit :</p>

³²¹ <https://www.sec.gouv.sn/actualite/C3%A9/conseil-des-ministres-du-27-janvier-2021>

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires																																																
	<p>- Les transactions (Renouvellement, transfert...) sur les titres miniers, autres que les octrois, ne sont pas renseignées.</p> <p>- Le cadastre n'est pas accessible en ligne.</p> <p>Ces insuffisances doivent être prises en compte dans le cadre du projet de mise à jour et de reconfiguration du système de Cadastre minier dont l'implémentation est prévue dans les prochains mois. Ceci permettra de mettre en place un cadastre minier modernisé capable d'intégrer toutes les données garantissant une gestion transparente et efficiente des permis.</p> <p>Nous recommandons de finaliser le manuel de procédure pour la gestion des titres miniers qui en cours d'élaboration à la DMG et de prévoir des contrôles systématiques sur les transactions opérées sur les titres miniers. Les dossiers ne contenant pas tous les informations et documents prévus par Le décret d'application du code minier 2016, ne doivent pas être étudiés avant que le demandeur ne fournisse les documents ou informations exigés.</p>		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Type de titre</th> <th rowspan="2">Société - Nom du Permis</th> <th rowspan="2">Code</th> <th colspan="2">Etude sur les conditions d'octroi des titres miniers 2019-2020</th> </tr> <tr> <th>Constatations</th> <th>Statut de conformité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PR</td> <td>AGROMINE SUARL - LAMBAYE</td> <td>A001928</td> <td>7-10</td> <td>PC</td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>ARDIMINES - Tombo</td> <td>2734</td> <td>7*-10</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>PE</td> <td>G-PHOS S.A.U - BEGAL -BAITI</td> <td>D2019-113</td> <td>3-4</td> <td>PC</td> </tr> <tr> <td>AEPM</td> <td>MAPATHE NDIUOCK - Aoure</td> <td>A019787</td> <td>7*-10</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>AECP</td> <td>SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION - Diack</td> <td>A027114</td> <td>10</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>AECT</td> <td>Compagnie Sahélienne d'Entreprise Granulats SABODALA</td> <td>1066</td> <td>0</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>AECT</td> <td>GOLD OPERATIONS SA (SGO)</td> <td>ACT000568</td> <td>0</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>AEA</td> <td>ATIC SARL - GOKIROUWOL</td> <td>A00366</td> <td>7-10</td> <td>PC</td> </tr> </tbody> </table>	Type de titre	Société - Nom du Permis	Code	Etude sur les conditions d'octroi des titres miniers 2019-2020		Constatations	Statut de conformité	PR	AGROMINE SUARL - LAMBAYE	A001928	7-10	PC	PR	ARDIMINES - Tombo	2734	7*-10	C	PE	G-PHOS S.A.U - BEGAL -BAITI	D2019-113	3-4	PC	AEPM	MAPATHE NDIUOCK - Aoure	A019787	7*-10	C	AECP	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION - Diack	A027114	10	C	AECT	Compagnie Sahélienne d'Entreprise Granulats SABODALA	1066	0	C	AECT	GOLD OPERATIONS SA (SGO)	ACT000568	0	C	AEA	ATIC SARL - GOKIROUWOL	A00366	7-10	PC	<p>Le rapport de l'étude explique ces différences par le fait que des documents clés ont été retrouvés et les dossiers sont accessibles sur demande.</p> <p>Il est aussi à noter que les transactions (Renouvellement, transfert...) sur les titres miniers, autres que les octrois, ne sont pas renseignées en 2020.</p> <p>Le Cadastre minier a été mis en ligne, il est accessible au grand public via la page : https://portals.landfolio.com/Senegal/fr/ /</p> <p>Par ailleurs, le Manuel de procédure pour la gestion des titres miniers a été publié par le Ministère des Mines et de la Géologie sur son site : https://www.minesgeologie.gouv.sn/sites/default/files/Manuel%20de%20procedures_MMG_VF_compressed.pdf .</p>
Type de titre	Société - Nom du Permis	Code	Etude sur les conditions d'octroi des titres miniers 2019-2020																																																
			Constatations	Statut de conformité																																															
PR	AGROMINE SUARL - LAMBAYE	A001928	7-10	PC																																															
PR	ARDIMINES - Tombo	2734	7*-10	C																																															
PE	G-PHOS S.A.U - BEGAL -BAITI	D2019-113	3-4	PC																																															
AEPM	MAPATHE NDIUOCK - Aoure	A019787	7*-10	C																																															
AECP	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION - Diack	A027114	10	C																																															
AECT	Compagnie Sahélienne d'Entreprise Granulats SABODALA	1066	0	C																																															
AECT	GOLD OPERATIONS SA (SGO)	ACT000568	0	C																																															
AEA	ATIC SARL - GOKIROUWOL	A00366	7-10	PC																																															
3	Situation du répertoire des titres pétroliers :	Oui	Le Cadastre pétrolier a été mis en ligne par le Ministère du Pétrole et des Energies et est accessible au grand public à																																																

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
	<p>L'examen de la situation du répertoire pétrolier au 31/12/2019 telle que présentée en annexe 9 du présent rapport montre que ce répertoire est arrêté manuellement et ne renseigne pas toutes les informations exigées par la Norme ITIE, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées géographiques et la façon d'y accéder - la date de la demande - les dates de renouvellement et les décrets associés <p>Il est recommandé que ces manquements soient pris en compte dans le projet d'implémentation du système de Cadastre pétrolier au Sénégal en cours et dont la plateforme en mode test est prévue pour mi-décembre 2020. Ceci permettra de mettre en place un cadastre pétrolier capable d'intégrer toutes les données garantissant une gestion transparente et efficiente des titres pétroliers.</p>		<p>L'adresse web : https://cadastre-petrolier.senegal.revenue-dev.org/dashboard .</p> <p>Toutes les informations exigées par la Norme ITIE (noms des blocs pétroliers, coordonnées géographiques, dates de demande et d'octroi, dates de renouvellement ou d'expiration etc. sont accessibles.</p>
4	<p>Mise en œuvre du plan de publication des contrats :</p> <p>Pour se conformer à l'exigence 2.4 de la Norme ITIE 2019, un plan de publication des contrats miniers et pétroliers a été élaboré. En effet, un inventaire des différents accords (Convention, contrat, autorisation..) a été établi en renseignant pour chaque accord si le document contractuel est publié ou pas ainsi que le lien de publication. Toutefois, ce plan présenté au niveau de l'annexe 20 du rapport 2019, ne mentionne pas des délais pour la publication :</p> <p>1/ de 205 conventions et autorisations minières</p> <p>2/ des accords suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de principe entre Etat Sénégal et Teranga gold 2013 - Accord de principe entre Etat Sénégal et TOSYALI 2018 - Protocole Exploitation Massawa entre Etat du Sénégal et Teranga gold 2019 <p>Ce plan pourra reprendre aussi les éventuels accords de prêts et subvention signés entre l'Etat/Entreprise d'Etat/Opérateur. Nous nous référons à l'éventuel accord de prêt signé entre Kosmos et PETROSEN qui résulte de l'analyse des données financières publiées par Kosmos (Voir section 4.2.5).</p> <p>Etant donnée, l'importance de ces accords et les polémiques qu'ils suscitent, il est recommandé de prévoir les délais de leur publication dans le plan de publication des contrats et de préciser les mesures à prendre pour surmonter les obstacles pouvant limiter toute divulgation.</p>	Oui	<p>Le plan de publication des contrats a été mis à jour et tous les contrats ainsi que les protocoles ont été publiés au niveau des pages https://itie.sn/contrats-miniers/ et https://itie.sn/contrats-petroliers/ .</p>

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
5	<p>Mise en œuvre de la divulgation de la Bénéficiaires Effectifs :</p> <p>Selon le document du Conseil d'administration ITIE 43-5-B³²², la conformité à l'exigence 2.5 se fera sur la base d'une évaluation technique de la conformité et d'une évaluation d'efficacité.</p> <p>L'évaluation technique nécessite notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La documentation de la politique du gouvernement et des discussions du Groupe multipartite en matière de divulgation relative aux bénéficiaires effectifs avec notamment des informations détaillées sur les dispositions légales pertinentes, les pratiques de divulgation réelles et toute réforme prévue ou en cours ; • Demander la divulgation publique des informations relatives aux bénéficiaires effectifs par les entreprises qui font une demande de licence ou de contrat pétrolier, gazier ou minier, de production ou d'exploration, ou y détiennent une participation directe ; • L'évaluation des éventuelles lacunes ou incertitudes dans la déclaration des informations sur les bénéficiaires effectifs et la mise en place d'un plan visant à surmonter les difficultés identifiées ; et • La garantie de l'accessibilité des informations sur les propriétaires légaux et leur participation au capital des entreprises. <p>Par ailleurs, l'évaluation d'efficacité nécessite notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de garantir la fiabilité des données provenant d'entreprises à haut risque, telles que celles des entreprises appartenant à des personnes politiquement exposées ; • L'évaluation par le Groupe multipartite des raisons qui expliquent les lacunes et les faiblesses des données ; • La divulgation des informations complètes sur les bénéficiaires effectifs pour les entreprises qui versent des paiements significatifs au gouvernement, détiennent des concessions importantes ou ont récemment obtenu des licences ; • L'adéquation du seuil retenu dans la définition des PR ; • La mise en place de procédures permettant d'une vérification indépendante des informations sur la propriété effective ; et • La divulgation des données dans un format accessible et utilisable <p>En plus des actions déjà entreprises par le Comité au niveau de son rapport « Rapport d'Activités Commission ad-hoc sur la Divulgation des bénéficiaires effectifs des</p>	Oui.	<p>Pour la bonne exécution de l'obligation de déclaration par les entreprises, le Secrétariat Technique de l'ITIE (ST-ITIE) a adressé le courrier n°00033/PR/CN-ITIE/SP en date du 09 juin 2021 aux entreprises concernées. Ces dernières ont aussi été notifiées de cette obligation par des circulaires du Ministère du Pétrole et des Energies n°00001149/MPE/SG/DH/AG/cmb, et du ministère des Mines et de la Géologie n° 00000882/MMG/DMG du 15 juin 2021.</p> <p>Le Gouvernement du Sénégal vient également de renforcer l'obligation de déclaration des Bénéficiaires effectifs (BE) pour toutes les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif par la loi n°2021-29 du 05 juillet 2021 portant Loi de finances rectificative pour l'année 2021, en ses articles 57 et 58 (articles 633 et 667 du Code général des impôts).</p> <p>Le CN-ITIE a procédé à une évaluation du niveau de déclaration des BE à la date du 31 Août 2021. Il s'avère que sur les deux cent quatre-vingt-quatre (284) détenteurs de titres dans les secteurs minier et pétrolier confondus, treize (13) ont déposé leurs déclarations de BE auprès des greffiers compétents. Pour plus d'informations, les données sont disponibles sur la page : https://donnees.itie.sn/dashboard/#b%C3%A9n%C3%A9ficiaires-effectifs .</p> <p>Pour pallier cette situation, la « Commission Bénéficiaires effectifs » du CN-ITIE a aussi élaboré (avec ses partenaires du Ministère de la Justice, des Ministères de tutelle, et du prestataire technique GAINDE 2000) un <u>Plan d'Action</u> qui permettra d'effectuer un suivi périodique et rapproché du processus de divulgation des BE.</p>

³²² https://eiti.org/files/documents/fr_board_paper_43-5-b_assessing_progress_in_meeting_requirement_2.5_on_beneficial_ownership.pdf

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
	<p>entreprises extractives » daté au 31 Mai 2020, nous recommandons l'implémentation des actions suivantes pour la prochaine validation :</p>		
	<p>Exigence 2.5</p>		
	<p>Recommandations</p>		
	<p>L'évaluation technique</p>		
	<p>La documentation de la politique du gouvernement et des discussions du Groupe multipartite en matière de divulgation relative aux bénéficiaires effectifs avec notamment des informations détaillées sur les dispositions légales pertinentes, les pratiques de divulgation réelles et toute réforme prévue ou en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion des options permettant de garantir un accès libre aux données sur les BE tout en prenant en compte les contraintes prévues par les articles 1 et 12 du décret 2020-791 et le droit de communication dont bénéficie le président du Comité National ITIE. 	
	<p>Demander la divulgation publique des informations relatives aux bénéficiaires effectifs par les entreprises qui font une demande de licence ou de contrat pétrolier, gazier ou minier, de production ou d'exploration, ou y détiennent une participation directe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Etudier avec le Ministère de la justice l'activation de la publication de l'arrêté portant modèle de déclaration des BE pour rendre effectif le décret N° 2020-791 • Etudier avec le Ministères des Mines l'inclusion dans le cadre légal régissant le secteur minier des dispositions similaires à celles introduites par l'article 55 du nouveau Code pétrolier 	
	<p>L'évaluation des éventuelles lacunes ou incertitudes dans la déclaration des informations sur les bénéficiaires effectifs et la mise en place d'un plan visant à surmonter les difficultés identifiées</p>	<p>Etudier avec le Ministère de la justice l'opportunité de traiter dans l'arrêté portant modèle de déclaration des BE les lacunes dans le décret N° 2020-791 concernant les données à collecter par rapport à celles requises par l'exigence ITIE 2.5 à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les sociétés cotées : Les données sur la Bourse de valeurs et le lien vers la documentation qu'elles ont à déposer auprès de l'autorité financière ou du marché boursier • Pour les BE identifiés : le degré de participation, et les modalités 	

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
	<p>d'exercice de cette participation ou du contrôle</p> <ul style="list-style-type: none"> • La chaine de participation/sociétés intermédiaires (facultatif) <p>La garantie de l'accessibilité des informations sur les propriétaires légaux et leur participation au capital des entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudier avec le RCCM la faisabilité et les modalités de mise en ligne des données sur la propriété légale à travers le site du Tribunal de Commerce ou le site web de l'ITIE-Sénégal • Publier un guide d'accès des données sur les propriétaires légaux sur le site web de l'ITIE-Sénégal 		
	<p>Evaluation d'efficacité</p>		
	<p>Garantir la fiabilité des données provenant d'entreprises à haut risque, telles que celles des entreprises appartenant à des personnes politiquement exposées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Documenter l'avis du Comité National sur la procédure d'assurance de la fiabilité des données dans le décret 2020-791. • Documenter les actions du Comité pour traiter les faiblesses du décret 2020-791 notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> ➢ L'absence d'une interconnexion du RBE avec d'autres registres nationaux ➢ L'absence d'un système de signalement permettant d'identifier les entités à risque surtout si l'on considère le seuil relativement faible pour l'identification des BE ➢ La non-adoption de Normes internationales en matière de traitement des données sur les BE pour faciliter les échanges d'information avec des RBE d'autres pays ➢ L'adoption d'une définition des PPE différente de celle prévue par loi n°2014-17 du 2 avril 2014 ➢ L'absence d'une obligation de tenue d'un registre sur le BE au niveau des 	

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
	<p>entités déclarantes incluant tous les justificatifs</p> <p>L'évaluation par le Groupe multipartite des raisons qui expliquent les lacunes et les faiblesses des données</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des entreprises pendant la phase de transitoire de l'application du décret 2020-791 • Faire un état des lieux des entreprises défaillantes ou des entreprises ayant déposées des informations manquantes • Envoyer des questionnaires à ces entreprises sur les raisons qui ne leur ont pas permis de divulguer des données complètes sur leurs PR 		
6	<p>Publication des documents financiers des Entreprises d'Etat :</p> <p>Selon l'Exigence 2.6 (b) de la norme ITIE 2019, Il revient aux Entreprises d'État de rendre publics leurs comptes financiers audités ou principaux documents financiers (c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le flux de trésorerie) si des états financiers ne sont pas disponibles.</p> <p>Dans le cadre de l'élaboration du présent rapport nous avons noté que les rapports d'audit et les rapports annuels ne sont pas publiés dans les sites web des deux entreprises d'Etat, PETROSEN et MIFERSO.</p> <p>L'examen de ces rapports permettra de collecter des éléments pertinents qui répondent aux exigences de la Norme, notamment le rôle de ces entreprises, la nature de leurs relations financière avec l'Etat et avec leurs filiales, les accords signées avec les opérateurs minier et pétrolier (prêts, garanties, subventions...).</p> <p>Nous comprenons que le Comité National a accordé une priorité à la publication des états financiers des entreprises d'Etat. Nous recommandons que cette publication soit périodique et que ces données soient accessibles sur un support permettant leur exploitation et consultation par le grand public.</p>	En Partie	<p>Les états financiers de PETROSEN pour la période 2015-2019 sont accessibles au public³²³. Cependant ceux de 2020 ne sont pas publiés.</p> <p>Les états financiers arrêtés au 31/12/2019 de MIFERSO sont également accessibles au public³²⁴</p> <p>Cependant les EF des eux sociétés pour l'année 2020 ne sont pas publiés. Les états financiers de MIFERSO ont été communiqués à l'administrateur indépendant dans le cadre de préparation du présent rapport.</p>

³²³ [Etats Financiers - Petrosen](#)

³²⁴ itie.sn/wp-content/uploads/2020/12/ETATS-FINANCIERS-2019-Certifiés.pdf

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
7	<p>Détail des dettes et créances financières figurant au bilan arrêté au 31/12/2019 :</p> <p>Les états financiers 2019 déposés par MIFERSO à l'administration fiscale font ressortir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une dette court terme sous forme de compte courant associés pour un solde de 445 249 272 FCFA au 31 décembre 2019. Ce solde n'a pas subi de variation entre 2018 et 2019. • Une dette financière sous forme d'une avance reçue de l'Etat pour un solde de 405 676 000 FCFA au 31 décembre 2019. Ce solde n'a pas subi de variation entre 2018 et 2019. • Une créance vis-à-vis des associés pour un solde de 3 588 441 579 FCFA au 31 décembre 2019. Ce solde n'a pas subi de changement entre 2018 et 2019. <p>Ces éléments ont fait l'objet d'une demande d'explication adressée à la société MIFERSO. Toutefois, nous n'avons pas reçu d'explication jusqu'à la date d'élaboration du présent rapport.</p> <p>Il est recommandé à MIFERSO de fournir une explication sur les dettes et créances financières (bénéficiaires, objet, conditions et toutes autres informations utiles...), figurant dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019.</p>	Oui.	<p>Les données complémentaires se rapportant aux dettes et créances de la société vis-à-vis de ses actionnaires ont pu être collectées (courrier du ministre des Mines et de la Géologie no 00216 en date 10 février 2021) et analysées par le GMP.</p> <p>A l'issue de l'analyse, l'expert au sein du GMP a conclu :</p> <p>Concernant le point sur la dette de 445 249 272 FCFA, les états financiers proposent en page 16 l'explication suivante :</p> <p>Comptes courants actionnaires : 445 249 272</p> <p>« Il s'agit de sommes versées par l'actionnaire SEREM/BRGM en financement du fonctionnement de la société. Il est à préciser que la part versée par l'Etat du Sénégal est non remboursable et figure par conséquent en produits ».</p> <p>L'anomalie ne réside pas dans le fait que le montant n'ait pas varié d'une année sur l'autre, mais dans son traitement comptable : le compte courant d'actionnaires utilisé est destiné à recevoir des montants à court terme, c'est-à-dire à échéance de moins d'un an. La dette demeurant constante sur plus d'un an, il serait souhaitable de la loger dans un compte de haut de bilan.</p> <p>Concernant la dette financière 405 676 000 FCFA Ce point précédent devrait, à mon avis, subir le même traitement comptable.</p> <p>Voir page 15 des états financiers.</p> <p>Pour le point sur la créance de 3 588 441 579 FCFA, le fait que le montant subsiste au-delà d'une année suggère un classement en haut de bilan dans les créances à long et moyen terme (comptes 25 et 27).</p>

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
8	<p>Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données ajustées par l'Administrateur Indépendant :</p> <p>La procédure convenue avec le Comité National ITIE pour assurer la crédibilité et la fiabilité des données inclut, entre autres, la certification des formulaires de déclaration de l'Etat par la Cour des Comptes.</p> <p>Dans le cadre de la finalisation du présent rapport, nous avons constaté des écarts entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données de la DGI après ajustement, ces écarts sont détaillés dans l'annexe 20 du présent rapport :</p> <p style="text-align: right;">FCFA</p> <p>Les ajustements par rapport aux déclarations initiales des régies financières, ayant servi comme base pour la certification de la Cour des Comptes, ont été effectués sur la base de justificatifs fournis par les sociétés et confirmés par les régies. Toutefois, nous comprenons que ces ajustements n'ont pas été communiqués par les régies à la Cour des Comptes pour qu'elle puisse en tenir compte dans le cadre de ses travaux de certification.</p> <p>Nous recommandons pour les exercices futurs que les régies communiquent systématiquement les ajustements identifiés par l'Administrateur Indépendant à la Cour des Comptes pour qu'elle puisse les prendre en compte dans l'appréciation de la régularité des déclarations des régies.</p>	En cours	<p>Les régies financières ont été saisies afin de communiquer systématiquement les ajustements identifiés par l'Administrateur Indépendant à la Cour des Comptes.</p>

N°	Recommandations du rapport 2019	Implémentation	Commentaires
9	<p>Mise en œuvre des recommandations formulées par la Cour des Comptes :</p> <p>Afin de se conformer à l'exigence 4.9 de la Norme ITIE 2019 visant à garantir que les données soumises par les entités déclarantes soient crédibles, le Comité National ITIE a adopté une procédure d'assurance des données qui consiste dans l'approche décrite au niveau de la Sous-section 4.5.5 du présent rapport et qui inclut la certification des formulaires des déclarations des entités déclarantes.</p> <p>Selon la procédure convenue, la Cour des Comptes s'est chargée de la certification des déclarations des Administrations et Organismes Collecteurs. La Cour a émis un avis favorable sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la poursuite du processus de mise en place du système d'information comptable qui permet une traçabilité des recettes et un rapprochement clair des données entre les régies financières et celles de la comptabilité publique ; - De la correction des différences constatées au tableau n° 5 du rapport de la cour des comptes, entre les encaissements déclarés et les balances consolidées de la RGT et des TPR de Kaolack, de Fatick, de Saint-Louis, de Tambacounda et de Ziguinchor ; - De l'intégration, dans les déclarations de la DGID, des recettes recouvrées auprès du secteur des industries extractives et relatives aux majorations, amendes, pénalités et intérêts de retard. <p>Nous recommandons aux régies financières de prendre les mesures nécessaires afin de pallier les réserves et insuffisances relevées dans le rapport de certification de la Cour des Comptes.</p>	En cours	<p>Les circulaires n°23 et 30 MFB/DGCPT/DCP respectivement du 28 avril 2021 et du 21 mai 2021, et portant sur la comptabilisation des recettes ITIE versées par les régies DGID et autres que la DGID ont été reçues par le Comité national ITIE.</p> <p>Un atelier a été tenu du 05 au 09 juillet 2021 à Dakar par le ministère des Finances et du Budget à travers la Direction Générale du Budget, pour l'intégration de ces recettes dans la Nomenclature budgétaire de l'Etat et l'élaboration d'un guide didactique sur l'utilisation des classifications.</p>
10	<p>Mécanismes de redevabilité des bénéficiaires des revenus affectés à des régions ou à des programmes spécifiques :</p> <p>L'évaluation des mécanismes de redevabilité garantissant la redevabilité des revenus affectés à des régions ou à des programmes spécifiques des bénéficiaires et l'efficacité de leurs utilisations on fait l'objet d'une évaluation.</p> <p>Cette évaluation a fait ressortir les insuffisances suivantes :</p>	En cours	

Recommandations du rapport 2019				Implémentation	Commentaires
Revenus (secteur)	% Affectation des revenus	Régions /programmes bénéficiaires		Mécanismes de redevabilité (Insuffisances)	
		% d'affectation par bénéficiaire	Bénéficiaire		
Droits fixes et de la redevance minière (secteur minier)	20%	60%	-Collectivités territoriales abritant le (s) site (s) des opérations minières. - Collectivités territoriales de la région circonscription administrative abritant les opérations minières.	(-) Les textes ne prévoient pas une affectation des fonds obtenus pour des activités spécifiques ou l'obligation de leur utilisation pour le financement des plans de développement locaux (-) Les textes ne prévoient la publication d'un rapport spécifique sur l'utilisation des ressources par les bénéficiaires	
		40%	Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales (FECT)		
Contribution des sociétés Fonds d'appui au développement local (secteur minier)	100%	100%	Collectivités territoriales situées dans les zones d'intervention des sociétés minières.	(-) Les textes ne prévoient pas de mécanismes pour l'utilisation de ces ressources (-) Les textes ne prévoient la publication de rapports annuels adoptés par les collectivités bénéficiaires, de mécanismes de contrôle et la diffusion des rapports d'exécution	
Recettes minières (secteur minier)	20%	100%	Fonds d'appui au Secteur Minier	(-) Le décret n° 2020-1711 ³²⁵ du 10 septembre 2020 fixe les modalités d'alimentation,	

³²⁵ https://itie.sn/?offshore_dl=6013

N°	Recommandations du rapport 2019			Implémentation	Commentaires
				d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Secteur Minier.	
Garantie de réhabilitation minière (secteur minier)	100%	100%	Fonds pour la réhabilitation des sites miniers	(-) Le décret fixant les modalités d'opérations et d'alimentation de ce fonds n'est pas encore publié.	
<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la formation - Appui à l'équipement - Loyer superficiaire - vente de données sismique 	100%	100%	PETROSEN	(-) Les états financiers audités et les rapports financiers pour la période 2015 à 2019 sont publiés sur ce lien https://www.petrosen.sn/index.php/publication/s/etats-financiers-petrosen-2015-2019/ .	
<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la patente - Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB) - Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB) - Appui institutionnel aux collectivités locales - Impôt du minimum fiscal (Secteur extractif) 	100%	100%	Collectivités territoriales d'implantation des établissements des sociétés extractives	(-) La cotisation des sociétés extractives n'est pas tracée dans un compte distinct rendant techniquement impossible aux collectivités bénéficiaires de confirmer les données reportées par les sociétés.	

Il est recommandé d'entamer une discussion avec les parties prenantes en vue d'améliorer les mécanismes garantissant la redevabilité des bénéficiaires des revenus affectés à des régions ou à des programmes spécifiques et l'efficacité de leurs utilisations.

6.3 Suivi des recommandations des rapports ITIE antérieures

Recommandation	Implémentation	Commentaires
Recommandations du rapport 2018		
<p>7.1.1. Publication des conventions et des contrats :</p> <p>L'exigence 2.4 « Contrats » version juin 2019, stipule que « Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus, à compter du 1er janvier 2021, de divulguer tous les contrats et licences qui sont octroyés, conclus ou modifiés. Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à divulguer publiquement tous les contrats et licences qui fixent les conditions d'exploitation du pétrole, du gaz et des minéraux. Il appartient au groupe multipartite de valider et de publier un plan de divulgation des contrats qui précisera les délais de mise en œuvre et définira les mesures à prendre pour surmonter les obstacles pouvant limiter cette divulgation. Ce plan devra être intégré aux plans de travail couvrant les exercices à partir de 2020. »</p> <p>Toutefois, dans le cadre de notre mission nous avons relevé que les contrats signés entre le Gouvernement et les entreprises minières et pétrolières ne sont pas publiés exhaustivement.</p> <p>Nous recommandons au Comité national, en collaboration avec le Ministère en charge des Mines et celui en charge des Hydrocarbures, d'élaborer un plan de divulgation des contrats qui précisera les délais de mise en œuvre et définira les mesures à prendre pour surmonter les obstacles pouvant limiter cette divulgation. Il devra considérer la publication exhaustive des contrats et conventions en cours ainsi que la divulgation systématique des contrats à venir, afin de se conformer à la Norme ITIE 2019. Ce plan devra être intégré aux plans de travail couvrant les exercices à partir de 2020. Par « contrat » il faut entendre :</p> <p>i. Le texte intégral de tout contrat, licence, concession, accord de partage de production ou autre accord conclu par ou avec le gouvernement et fixant les conditions d'exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières ;</p> <p>ii. Le texte intégral de tout addenda, annexe ou avenant fixant les détails relatifs aux droits d'exploitation mentionnés au point 2.4(d)(i), ou à leur exécution ;</p> <p>iii. Le texte intégral de toute modification ou de tout amendement aux documents décrits aux points 2.4(d)(i) et 2.4(d)(ii).</p>	Oui	Le plan de publication des contrats a été mis à jour et tous les contrats ainsi que les protocoles ont été publiés au niveau des pages https://itie.sn/contrats-miniers/ et https://itie.sn/contrats-petroliers/ .
<p>7.1.2. Efficience du système d'octroi des licences et de valorisation de la production :</p> <p>Conformément à l'exigence 2.2 « Octroi des licences et des contrats » version juin 2019 stipule que « (a) Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de divulguer les informations suivantes relatives à tous les octrois de licences, de contrats et aux transferts ayant eu lieu au cours de l'exercice fiscal couvert par les divulgations les plus récentes de l'ITIE, y compris pour les entreprises dont les paiements sont inférieurs au seuil de matérialité adopté :</p> <p>i. Une description du processus d'attribution ou de transfert de la licence ;</p> <p>ii. Les critères techniques et financiers qui ont été utilisés ;</p> <p>iii. Les informations relatives aux bénéficiaires des licences octroyées ou transférées (en spécifiant, le cas échéant, les membres du consortium) ;</p> <p>iv. Tous les écarts significatifs par rapport au cadre légal et réglementaire applicable régissant les octrois et les transferts de licences. »</p> <p>En outre, l'exigence 3.2 stipule que « Les pays mettant en œuvre l'ITIE devront divulguer les données de production en temps voulu, y compris les volumes de production et la valeur par matière première.</p>	Oui	Un manuel de procédures décrivant les différentes procédures relatives à l'octroi et à la gestion des titres minier ; et le processus de suivi et de contrôle des productions ainsi que le recouvrement de la redevance due par les entreprises minières pour l'exploitation des ressources minières du Sénégal a été mis en place par le ministère des Mines et de la Géologie en août 2021 ³²⁶ .

³²⁶ <https://itie.sn/wp-content/uploads/2021/06/Manuel-de-procedures-Ministere-des-Mines-et-de-la-Geologie-Ed.-Mars-2021.pdf>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>Ces données pourront être désagrégées par région, entreprise ou projet et comprendre les sources des données de production et les méthodes de calcul de ces volumes et valeurs de production. »</p> <p>Toutefois, dans le cadre de notre mission nous avons examiné les procédures d'octrois pour un échantillon de titres miniers octroyés en 2019 et nous avons relevé ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'absence de critères techniques et financiers préétablis servant de base pour l'évaluation des demandes de titres miniers ; - L'absence d'une procédure claire et détaillée pour l'attribution des titres miniers. <p>En outre, nous avons aussi noté que les quantités produites ainsi que leurs valorisations tel que déclaré par la DMG sont basés sur les Arrêtés de Redevances Minières qui ne précisent pas les méthodes de calcul de ces volumes et valeurs de production.</p> <p>Nous recommandons au Ministère en charge des Mines, en concertation avec le Comité national, d'élaborer et rende public un manuel de procédures relatif notamment à l'octroi des titres et permis, au suivi des opérations, et au recouvrement des recettes. Ce manuel devra inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les critères financiers et techniques qui serviront de base à l'évaluation des demandes des titres et permis miniers ainsi que la pondération des dits critères ; - mettre en place une procédure claire pour l'octroi des nouveaux titres et permis miniers ; et - une description des procédures mises en place par la DMG pour la collecte et le suivi des volumes de production et les méthodes de calcul utilisés pour leur valorisation. 		
<p>7.1.3. Elaboration d'un guide de calcul des coûts en amont de l'exploitation des projets extractifs :</p> <p>L'article 80 du code Minier 2016 stipule : « Outre les traitements, les salaires et les frais divers relatifs au personnel effectivement engagé dans le cadre des travaux de recherche au Sénégal, doivent être pris en considération dans la détermination des dépenses de recherche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'amortissement de matériel effectivement utilisé dans le cadre de travail de recherche pour la période correspondant à leur utilisation ; - les dépenses engagées au Sénégal dans le cadre de travaux de recherche proprement dits sur le périmètre du titre minier, y compris les frais encourus à l'extérieur relatif à l'établissement des programmes de travaux, essais, analyses, études, formation ; - les frais relatifs aux sous-traitants dûment approuvés par le Ministre chargé des Mines ; - les frais généraux engagés au Sénégal dans le cadre de l'exécution des programmes de travaux de recherche agréés ; - les frais de siège engagés dans le cadre de l'exécution des programmes de travaux de recherche agréés et dans la limite du taux fixé par le Code général des impôts. <p>Le montant total des dépenses de recherche certifiées que le titulaire du permis de recherche aura engagées au jour de la constitution d'une société d'exploitation pour l'exploitation de tout ou partie du périmètre du permis de recherche sera actualisé à cette dernière date ; conformément aux dispositions fiscales en la matière et avec l'accord du Ministre chargé des Finances, et amorti en phase d'exploitation. »</p> <p>Dans la pratique, nous comprenons que les coûts historiques de recherche capitalisés par les sociétés minières durant la phase de recherche et destinés à être déduit des bénéfices réalisés postérieurement ne font pas l'objet d'un audit ou d'une certification en amont de l'entrée en exploitation. Ceci pourrait entraîner la déduction sur les revenus engendrés durant la phase d'exploitation de coûts historiquement qualifié de coût de recherche sans qu'ils satisfassent pleinement à la définition adoptée par l'article 80 mentionné ci-dessus.</p> <p>Nous recommandons au Ministère des Finances, en concertation avec le Ministère en charge des Mines de considérer l'élaboration d'un guide pour la mise en place d'un modèle de calcul des coûts en amont de la phase d'exploitation. Ce guide aura pour objectif de définir et éclaircir le champ des coûts admissibles à la</p>	<p>En cours</p>	<p>Les différents Ministères ont été saisis par courrier en date du 25 Mars 2020, et leurs réponses sont encore attendues par rapport à cette recommandation.</p>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>déduction fiscale pendant la phase d'exploitation. Ce guide servira de base pour la certification des coûts engagés par les sociétés minières en phase de recherche.</p>		
<p>7.1.4. Dépenses fiscales et avantages fiscaux accordés aux sociétés extractives :</p> <p>Conformément aux dispositions de la Directive n°01/2009 du 27 mars 2009 portant Code de Transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA et à la Décision n° 08/2015/CM/UEMOA instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan a publié cinq rapports portant sur l'évaluation des dépenses fiscales.</p> <p>Au cours de notre mission, nous avons noté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dernier rapport public du Sénégal sur les dépenses fiscales date de 2016 et porte sur l'année 2014 ; et - le non-paiement de certaines redevances superficielles qui devraient être collectées auprès des entreprises dont les conventions sont régies par le code minier de 1988, ainsi que les redevances ferroviaires dues à l'Agence Nationale des Chemins de Fer. <p>4 En outre, la recommandation numéro 21 du rapport de validation ITIE du Sénégal en 2018 incite le Groupe Multipartite du Comité National ITIE à examiner les avantages d'une clarification du niveau des incitations fiscales accordées aux entreprises extractives, pour répondre aux demandes d'information des parties prenantes.</p> <p>Sur cette base, nous avons adressé une requête à la Direction de la Législation au sein du ministère des finances afin de collecter et de clarifier les régimes fiscaux spéciaux ou dérogatoires dont bénéficierait les sociétés minières et pétrolières du périmètre mais nous n'avons pas reçu de réponse.</p> <p>Nous recommandons, au Ministère des Finances d'entreprendre un exercice de clarification du niveau des mesures fiscales incitatives accordées aux sociétés extractives conformément aux recommandations de la Validation du Sénégal en 2018. Cet exercice devra en outre conduire une analyse de l'impact des mesures fiscales incitatives sur les agrégats macroéconomiques (PIB, emploi).</p>	<p>En cours</p>	<p>Le ministère des Finances a été saisi pour la mise en œuvre de la recommandation.</p>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>7.1.5. Déclaration des données financières par projet :</p> <p>Selon l'Exigence 4.7, « une déclaration par projet est requise, pour autant qu'elle soit conforme aux normes reconnues de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC - Commission américaine des opérations boursières) et aux futures exigences de l'Union Européenne. ».</p> <p>Toutefois, le Conseil National de l'ITIE a rendu la publication des données financières obligatoire pour les rapports couvant les exercices fiscaux clos à compter du 31 décembre 2018 et au plus tard le 31 décembre 2020.</p> <p>Dans le cadre de ce rapport, le Comité National ITIE au Sénégal a décidé d'intégrer la déclaration par projet dans le processus ITIE de 2018. Ainsi, la notion de « projet » a été définie et les parties prenantes ont été sollicitées à reporter les données par projet.</p> <p>5 Toutefois, nos travaux de conciliation nous ont mené aux constatations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les 25 sociétés du périmètre, seules cinq (5) sociétés ont divulgué leurs paiements désagrégés par projet ; et - pour les organismes collecteurs, seuls la DMG et PETROSEN203 ont divulgué les paiements collectés par projet. <p>Cette situation n'est pas de nature à garantir la conformité du rapport ITIE à l'Exigence 4.7 pour les prochains exercices.</p> <p>Nous recommandons au Comité National d'entreprendre les actions nécessaires pour sensibiliser les parties prenantes à divulguer ces informations.</p> <p>Le Comité National pourrait également engager une étude sur la faisabilité technique et les modalités pratiques nécessaires pour une intégration réussite des déclarations par projet dans le contexte sénégalais.</p>	<p>Oui</p>	<p>Pour rappel, le Comité national ITIE a adopté en sa séance du 23 Avril 2018 la définition suivante d'un projet</p> <p>: « les activités opérationnelles régies par un seul contrat, licence, bail, concession ou arrangements juridiques similaires et constituant la base d'obligations de paiement en faveur d'un gouvernement. Toutefois, si plusieurs de ces arrangements sont liés entre eux dans leur substance, ils devraient être considérés comme un projet ».</p> <p>Note : Lorsqu'un paiement couvert par le champ d'application du Rapport ITIE est collecté au niveau de l'entité légale plutôt que du projet, l'entreprise pourra divulguer le paiement au niveau de l'entité légale.</p> <p>Ainsi l'ensemble des entreprises extractives retenues dans le périmètre de réconciliation 2019 ont effectué leurs déclarations de paiements par projet.</p>
Recommandations du rapport 2017		
<p>7.2.1 Publication de la liste des permis dont les titulaires ont opté pour le nouveau code dans le cadre des mesures transitoires :</p> <p>Selon l'article 141 du code minier de 2016, les titres miniers attribués avant la date d'entrée en vigueur du nouveau code, restent soumis, pour la durée restant à courir et pour les substances pour lesquelles ils ont été délivrés, à la loi et aux règlements qui lui sont applicables. Ils peuvent néanmoins, sur demande de leur titulaire adresser au Ministre chargé des mines, dans les douze mois suivant la date de l'entrée en vigueur du présent code, être soumis aux dispositions de celui-ci.</p> <p>1 Toutefois, le code ne prévoit la publication de la liste des permis pour lesquels les titulaires ont opté pour les dispositions du nouveau Code.</p> <p>Cette situation ne permet pas d'informer le public sur le régime définitif applicable aux projets miniers existant à la date d'entrée en vigueur du nouveau Code.</p> <p>Nous recommandons que la liste des permis dont les titulaires vont opter pour le nouveau code minier soit rendue publique et si possible de l'acter par arrêté et/ou l'amendement des conventions minières pour l'introduction des nouveaux droits et obligation conformément aux dispositions du nouveau code.</p>	<p>En cours</p>	<p>Le Comité national a demandé à la DMG de soumettre l'extrait de cadastre qui spécifie le code minier applicable pour chaque permis ou autorisation.</p>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>7.2.2 Gestion des paiements des entreprises à la douane :</p> <p>Nous comprenons que la gestion des paiements des entreprises à la douane est réalisée par le biais des transitaires et que les entreprises ne disposent, dans la plupart des cas, que des factures de débours communiquées par ces transitaires pour justifier les paiements effectués. Cette situation n'a pas permis aux entreprises de communiquer les données avec référence de la quittance de paiement.</p> <p>2 Afin d'éviter que les écarts ne se reproduisent dans les prochains rapports, il est recommandé aux entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'acquérir d'ici la fin de l'année 2019 un numéro de crédit afin de leur faciliter le suivi et la comptabilisation de leurs paiements à la douane, et la réconciliation de leurs paiements dans le cadre du Rapport ITIE ; - d'inviter leurs transitaires à utiliser leur numéro de crédit dès acquisition, et dans ce cas l'utilisation du crédit en douane est strictement limitée opérations propres à l'entreprise." 	<p>En cours</p>	<p>Pour les besoins de la réalisation du Rapport ITIE 2018, les membres du CN-ITIE ont rencontré les entreprises membres de la Chambre le 27 juin 2019, pour leur présenter les formulaires de déclarations, les modifications de la Norme ITIE 2019, et faire le point sur les recommandations concernant les entreprises minières.</p> <p>Un rappel a été effectué pour la mise en œuvre de la recommandation par le Secrétaire Permanent par un courrier en date du 30 Mars 2020 adressé aux entreprises du périmètre.</p>
<p>Recommandations du rapport 2015-2016</p>		

Recommandation	Implémentation	Commentaires																										
<p>7.2.3 Procédure d'octroi des titres miniers et des permis pétroliers : Description de la constatation : Les procédures d'octroi des titres miniers dans les secteurs miniers, pétroliers et gazier ont fait l'objet d'une étude séparée dont les conclusions sont publiées sur le site web du Secrétariat de l'ITIE Sénégal. Pour l'exercice 2015, l'étude a couvert 20 contrats et permis répartis comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Secteur/Structure concernée</th> <th>Type</th> <th>2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="3">Nombre des titres miniers</td> </tr> <tr> <td rowspan="5">Secteur Minier - DMG</td> <td>Permis de recherche - PR</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Permis d'exploitation - PE</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Concessions minières - CM</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Autorisations d'exploitation artisanale - AEA</td> <td>7</td> </tr> <tr> <td>Autorisations d'exploitation de petite mine - AEPM</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Nombre des titres miniers d'hydrocarbures</td> </tr> <tr> <td>Secteur des hydrocarbures - PETROSEN</td> <td>Contrats de recherche et de partage de production - CRPP</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td>20</td> </tr> </tbody> </table> <p>Nous présentons dans les tableaux ci-dessous le statut de conformité pour chacun des contrats Vérifiés :</p> <p>Tableau 1 - Résumé de la conformité</p> <p>Conforme C : Un contrat est jugé conforme lorsque le processus d'attribution ne présente pas des cas de divergences significatives par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi.</p> <p>Partiellement Conforme PC : Un contrat est jugé partiellement conforme lorsque les cas de non-conformité rencontrés par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi n'étaient pas significatifs pour remettre en cause le processus d'attribution.</p> <p>Conforme NC : Un contrat est jugé non conforme lorsque nous avons noté des divergences significatives par rapport à la réglementation et aux pratiques d'octroi.</p> <p>Limitation des travaux LT : Une limitation des travaux est considérée lorsque nous n'avons pas reçu la documentation relative au processus d'attribution.</p> <p>Titres miniers et titres d'hydrocarbures attribués en 2015 :</p>	Secteur/Structure concernée	Type	2015	Nombre des titres miniers			Secteur Minier - DMG	Permis de recherche - PR	10	Permis d'exploitation - PE	0	Concessions minières - CM	1	Autorisations d'exploitation artisanale - AEA	7	Autorisations d'exploitation de petite mine - AEPM	1	Nombre des titres miniers d'hydrocarbures			Secteur des hydrocarbures - PETROSEN	Contrats de recherche et de partage de production - CRPP	1	Total		20	En cours	<p>Pour les besoins de la réalisation du Rapport ITIE 2018, les membres du CN-ITIE ont rencontré les entreprises membres de la Chambre le 27 juin 2019, pour leur présenter les formulaires de déclarations, les modifications de la Norme ITIE 2019, et faire le point sur les recommandations concernant les entreprises minières.</p> <p>Un rappel a été effectué pour la mise en œuvre de la recommandation par le Secrétaire Permanent par un courrier en date du 30 Mars 2020 adressé aux entreprises du périmètre.</p> <p>Le Ministère du pétrole et des énergies est en train d'intégrer les recommandations dans le projet de décret en application du code pétrolier notamment l'introduction des dispositions relatives à l'appel d'offre et à la formalisation du groupe en charge des négociations des contrats pétroliers.</p> <p>Le Ministère du pétrole et des énergies a intégré les recommandations dans le code pétrolier à son article 12 notamment l'introduction des dispositions relatives à l'appel d'offre et à la formalisation du groupe en charge des négociations des contrats pétroliers.</p> <p>Le premier appel d'offres du genre a été publié sur le site de l'ITIE et de PETROSEN.</p>
Secteur/Structure concernée	Type	2015																										
Nombre des titres miniers																												
Secteur Minier - DMG	Permis de recherche - PR	10																										
	Permis d'exploitation - PE	0																										
	Concessions minières - CM	1																										
	Autorisations d'exploitation artisanale - AEA	7																										
	Autorisations d'exploitation de petite mine - AEPM	1																										
Nombre des titres miniers d'hydrocarbures																												
Secteur des hydrocarbures - PETROSEN	Contrats de recherche et de partage de production - CRPP	1																										
Total		20																										

Recommandation						Implémentation	Commentaires
Structure concernée	Type de titre	Réf n°	Société - Nom du Permís	Code	Constatations	Statut de conformité	
DMG	AEA	16	GIE JAMA GUIGUI - Makabingui	A01053	1	PC	
		17	Zhongal - KOUROUDIAKO	A01049	1	PC	
		18	MADISSIMO - LUIGI	A01577	5	PC	
		19	AJOCME DEVELOPPEMENT - OUEST BOKOLI	A04119	1 - 5	PC	
		20	GIE CARRACOL - KHARAHEINA	A04165	5	PC	
		21	SENGOLD COMPANY - KONKOUTOU	A019381	1 - 5	PC	
	22	SENETRANS AFRICA BUSINESS (SETAB) - KANOUWERING	A019383	1 - 5	PC		
	PR	23	BOYA SA - DIAMBA NORD	A011842	1 - 5 - 14 - 12	PC	
		24	BOYA SA - Diamba Sud	A011843	1 - 5 - 14 - 12	PC	
		25	G-PHOS S.A.U - NIAKHENE	A12950	1 - 5 - 14 - 12	PC	
26		Nabadji Minerals - Nabadji	A12951	5 - 14 - 12	PC		

Recommandation						Implémentation	Commentaires
		27	ERIN RESOURCES SENEGAL - Youboubou	A013430	1 - 5 - 14 - 12	PC	
		28	Amafrique Senegal - Thilogne	A013832	2 - 5 - 14 - 12	LT	
		29	Spotlight Global-SARL - Namel	A013833	1 - 5 - 14 - 12		
		30	MIWRAN NATURAL RESSOURCES (MNR) - GOSSAS	A013834	5 - 14 - 12	PC	
		31	Kanel Resources - Sud Kanel	A016133	2 - 5 - 14 - 12	LT	
		32	SIRIK INTERNATIONAL MINING SUARL - DIDE	A020755	2 - 5 - 14 - 12	LT	
	CM	33	Société des Mines de Fer de la Falémé (MIFERSO)	D2015-1385	1 - 5 - 14 - 12	PC	
	AEPM	34	Gadde Bissik Operation Sarl - Gadde Bissik	A09810	2 - 5 - 14	LT	
PETROSEN	CRPP	35	ORANTO Petroleum Ltd - Saint Louis Offshore Shallow	Décret n° 2015-1181	2-17-18- 12	PC	

Nous présentons dans le tableau ci-dessous un résumé des constatations :

Ref	Description	Priorité	Secteur (Structure) concerné(e)
1	Demandes de titres miniers et de titres d'hydrocarbures non conformes aux exigences réglementaires	1	DWG, PETROSEN
2	Absence des demandes de titres miniers et de titres d'hydrocarbures dans certains dossiers d'attribution communiqués pour la revue	1	DWG, PETROSEN

Recommandation				Implémentation	Commentaires
3	Absence des registres spéciaux prévus par la législation	2	DMG, DH		
4	Absence des actes de reconnaissance de recevabilité des demandes	1	DMG, PETROSEN		
5	Absence des preuves de versement des droits fixes	3	DMG		
6	Non-conformité de la composition de la Commission Interne de Négociation des Contrats Pétroliers par rapport au manuel de procédure de PETROSEN	1	PETROSEN		
7	Absence de droit des demandeurs/titulaires d'accéder aux données cadastrales	2	Hydrocarbures		
8	Dispositif de consignation des nouvelles demandes d'octroi	3	Mine		
9	Délais non délimités pour l'instruction des demandes	2	Mine/Hydrocarbures		
10	Revue administrative ou judiciaire des décisions d'octroi non prévue	3	Mine/Hydrocarbures		
11	Gestion des conflits d'intérêt dans le processus d'octroi	2	Mine/Hydrocarbures		
12	Absence des AND du Ministère des Finances dans les dossiers d'attribution	1	DMG et PETROSEN		
13	Titre minier attribué en 2016 existant dans les dossiers physique mais non existant sur le cadastre minier	1	DMG		
14	Prise en compte des critères techniques et financiers dans la - Note Technique - utilisée pour l'évaluation des demandes d'attribution de titres miniers	2	DMG		
15	Conditions et critères minimaux pour la recevabilité des demandes non spécifiés	2	Mine/Hydrocarbures		
16	Archivage inadéquat des dossiers	2	DMG-DH-PETROSEN		
17	Evaluation insuffisante des demandes dans le secteur des hydrocarbures	1	DH- PETROSEN		
18	Formalisation insuffisante des réunions de négociation des propositions des sociétés pétrolières	1	DH- PETROSEN		
20	Non-respect du délai réglementaire accordé au Ministère des Finances pour donner son avis sur les conventions minières	1	DMG		

Recommandation :

Nous recommandons au Comité National de mettre en place un groupe de travail incluant notamment les représentants des parties prenantes de la DMG, de PETROSEN et de la DH en vue d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations formulées.

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>7.2.6 Respect des conditions et des modalités de partage des recettes (transferts infranationaux) : L'article 55 du Code Minier prévoit qu'une partie des ressources fiscales provenant des opérations minières soit versée dans un fonds de péréquation destiné aux collectivités locales. Les conditions et les modalités de ce versement sont fixées par le Décret n°2009-1334 du 30 novembre 2009 portant création et fixant le taux et les modalités du fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales. Ce décret prévoit que la quote-part des ressources annuelles provenant des opérations minières à verser au fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales est équivalent à 20% des droits fixes et de la redevance minière. L'article 4 dudit décret traite également de la répartition des parts revenant à chaque circonscription administrative abritant les opérations minières. Cette répartition se présente comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20% aux collectivités locales abritant le(s) site(s) des opérations minières, proportionnellement à leur contribution et au prorata de la taille de la population ; et - 80% aux autres collectivités locales de la région, circonscription administrative abritant les autres opérations minières. <p>Sur la base de la déclaration de la DGCPT, nous notons qu'aucun transfert des recettes minières n'a été effectué au titre de l'année 2014. Nous avons compris également à partir de nos entretiens avec la DGCPT qu'aucun transfert n'a été opéré.</p> <p>Dans le cadre du renforcement de l'impact local des industries extractives au Sénégal et de favoriser le développement équitable des régions impactées par les activités extractives, il est recommandé d'œuvrer pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'application régulière des dispositions du Décret n°2009-1334 du 30 novembre 2009 ; - le redressement de la situation actuelle en publiant les arrêtés au titre de la répartition des revenus miniers pour la période 2010-2014 ; et - la publication des critères appliqués et les montants transférés au titre de chaque année ainsi que les utilisations des fonds transférés aux collectivités. 	En cours	<p>Sensibilisation du Ministre en charge des Mines et celui en charge de l'Economie et des Finances sur la question de la péréquation.</p> <p>2- Rencontre le 04 juillet 2017 avec le Ministre des Mines qui a indiqué qu'une Commission regroupant les techniciens du Ministère des Finances, du Ministère des Mines et de la Géologie, et du Ministère en charge des collectivités locales travaille sur la question afin qu'il soit procédé à la répartition avant la fin de l'année 2017.</p> <p>3- Un arrêté interministériel n°22469 du 20 Décembre 2017 portant répartition des fonds de péréquation pour la période 2010 à 2015³²⁷</p> <p>4- Le Conseil des Ministres du 02 Septembre 2020 a adopté le projet de décret fixant les modalités de répartition du Fonds d'appui et de péréquation aux Collectivités territoriales³²⁸.</p>
<p>7.2.8 Mise en œuvre des recommandations formulées par la Cour des Comptes : Afin de se conformer à l'Exigence 4.9 de la Norme ITIE (version 2016) visant à garantir que les données soumises par les entités déclarantes soient crédibles et compte tenu des insuffisances liées à la crédibilité des données dans le rapport ITIE 2013, le Comité National a adopté une procédure d'assurance des données qui consiste dans l'approche décrite au niveau de la Section 2.4 du présent rapport et qui inclut la certification des formulaires des déclarations des entités déclarantes.</p> <p>Selon la procédure convenue, la Cour des Comptes s'est chargée de la certification des déclarations des Administrations et Organismes Collecteurs. La Cour a émis un avis avec réserve que les recettes déclarées reçues par la DGID, la DGD, la DMG et la DGCPT, concernant les industries extractives au titre de la gestion 2014, sont dans tous leurs aspects significatifs, conformes à la situation desdites recettes comptabilisées dans les écritures des comptes du Receveur Général du Trésor (RGT) et des TPR à la fin de l'exercice budgétaire.</p> <p>En effet la Cour a relevé dans son rapport que le délai qui lui a été donné, moins d'un mois après la date de dépôt des déclarations (29 juillet 2016), est assez limité pour lui permettre de dérouler un programme de contrôle plus approfondi. La Cour a relevé également que la plupart des organismes ont accusé un retard pour la transmission des versions signées des déclarations.</p>	Oui	<p>1 - Renouvellement du Protocole avec la Cour des Comptes pour la certification des données des Administrations effectué en juin 2017.</p> <p>2- Des TDR ont été élaborés et partagés avec la DGCPT pour discuter des options possibles pour que les recettes entrant dans le champ de la norme ITIE soient individualisées.</p> <p>3- Pour la mise en place d'un système intégré, un appel d'offre a été lancé en Juillet 2018 pour la sélection d'un Cabinet qui va conduire une étude de faisabilité^{329,330}.</p>

³²⁷ http://itie.sn/?offshore_dl=2875

³²⁸ <https://www.sec.gouv.sn/actualite/C3%A9/conseil-des-ministres-du-02-septembre-2020>

³²⁹ <http://itie.sn/selection-dun-cabinet-de-consultants-charge-de-letude-de-faisabilite-systeme-de-tele-declaration-et-base-de-donnees-sur-le-secteur-extractif/>

³³⁰ <http://www.lesoleil.sn/2016-03-22-23-21-32/item/79160-mamadou-fall-kane-secetaire-permanent-adjoint-du-cos-petrogaz-l-etat-est-majoritaire-dans-tous-les-contrats-petroliers.html>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>A la date de la rédaction du rapport de la Cour, seuls PETROSEN (29 juillet 2016), la DMG (2 août 2016), la DGCPT (3 août 2016) et la DGID (17 août 2016) ont envoyé des déclarations signées.</p> <p>La Cour a constaté également que le système comptable et informatique en place à la RGT n'est pas à même de générer à la première demande la situation de toutes les recettes versées par les contribuables du secteur des industries extractives. Cette situation a conduit à relever des écarts significatifs entre les déclarations des certains organismes notamment celles relatives aux paiements à la douane.</p> <p>Nous recommandons au Comité National de prendre les mesures nécessaires afin de pallier ces manquements par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sensibilisation des parties prenantes de l'importance de ce volet dans le processus ITIE ; - la fixation pour la Cour des Comptes d'un délai raisonnable pour la vérification et la certification des données ; - la prise en compte par le Ministère de l'Economie des Finances et des Plans (MEFP), dans la réforme envisagée du plan comptable, les recettes entrant dans le champ de la norme ITIE afin qu'elles soient individualisées ; et - la mise en place d'un système intégré permettant de délivrer à première demande des statistiques sectorielles sur les industries extractives ; - la mise en place d'un système intégré de suivi des droits et taxes dus par les sociétés minières et pétrolières entre les services compétents de la Direction générale des Douanes et ceux du Trésor ; et - la mise en place au niveau du Ministères du Pétrole et des Energies et du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable d'un système de contrôle interne des données ITIE avant leur transmission. 		<p>L'Etude a été conduite par le Cabinet Revenue Development Foundation en 2019 et la mise en place du système est effective³³¹.</p> <p>4- Le Directeur Général du Trésor nous a transmis par courrier la - Circulaire no30 MFB/DGCPT/DCP/DRC relative aux modalités de suivi des recettes extractives au niveau des postes comptables, pour la mise en œuvre de la recommandation.</p>

³³¹ <http://itie.sn/2019/08/09/gestion-des-donnees-du-secteur-extractif-un-portail-public-dinformation-en-chantier/>
<http://senegal-mcas.revenue-dev.org/NTR/login/auth>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>7.2.10 Amélioration du processus de recouvrement des recettes douanières</p> <p>Sur la base des entretiens conduits avec la DGD, nous comprenons que toutes les recettes déclarées par cette dernière sont extraites du système de gestion des déclarations douanières. Nous comprenons également que la DGD ne gère que les liquidations sur ledit système et que les recouvrements sont effectués manuellement au niveau de la DGCPT. Sur cette base, la DGCPT a été sollicitée pour confirmer la déclaration des paiements des droits de douane dans le cadre de l'élaboration du présent rapport.</p> <p>Il ressort de l'examen du processus de liquidation et de recouvrement des droits de douane, en vigueur en 2014, les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la confirmation du recouvrement des liquidations constitue une procédure complexe et longue pour la DGCPT, où le recouvrement s'effectue manuellement d'une part (jusqu'à avril 2016) et sans mentionner le nom du contribuable. Cette situation a conduit à la prise en compte des données communiquées par la DGD qui a procédé à une extraction des liquidations recouvrées sur le système sans pouvoir les confirmer avec la DGCPT ; et - les pénalités et amendes, gérées manuellement par la DGD, n'ont pas été reportées dans la déclaration ITIE initiale. Cette situation a engendré des écarts dans les déclarations des sociétés SSPT et ICS qui ont reporté avoir payé respectivement 60 000 000 FCFA et 150 000 000 FCFA. Les quittances relatives à ces paiements ont été transmises à la DGD pour vérification. En l'absence d'une confirmation de cette dernière, ces montants n'ont pas pu être ajustés dans la déclaration de la DGD. <p>Dans le but de simplifier le système de liquidation et de recouvrement des recettes douanières et réduire les écarts dans les prochains rapports, il est recommandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lancer une revue du processus actuel afin de permettre une gestion des recouvrements par contribuable à l'instar des recouvrements des recettes fiscales par la DGID ; - automatiser le traitement des liquidations et des recouvrements pour toutes les recettes douanières ; et - interfacer le système de gestion des liquidations avec celui utilisé pour le recouvrement en adoptant le principe de l'unicité des quittances par rapport aux contribuables. 	<p>En cours</p>	<p>Le Comité National a initié en février 2017 une rencontre conjointe avec la DGD et la DGCPT sur le recouvrement des recettes douanières et l'interfaçage des logiciels de la DGD et de la DGCPT.</p> <p>Un projet d'interfaçage des deux systèmes (ASTER et GAINDE) est en cours à travers la réalisation d'un Système Intégré de Gestion de l'Information Financière (SIGIF)³³²</p>
<p>7.2.12 Instauration des meilleures pratiques dans la gestion des recettes pétrolières :</p> <p>Il ressort de l'adhésion du Sénégal dans le processus ITIE et des différentes réformes engagées et exposées dans le présent rapport que les autorités sénégalaises se sont engagées à améliorer la transparence des recettes pétrolières. Cependant, il convient de relever quelques axes d'amélioration qu'il convient d'explorer surtout que le Sénégal est en passe de devenir un des leaders pétroliers de la zone ouest-africaine à la suite des récentes découvertes de gaz et de pétrole.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accès du public à l'information sur l'importance des réserves pétrolières et sur l'utilisation des ressources de cette richesse reste encore limité. Hormis les données publiées dans les rapports ITIE, il existe très peu d'informations actualisées ou de statistiques publiées sur le secteur. - Les relations entre la DH et PETROSEN manquent de clarté. Le suivi et le contrôle des activités pétrolières relève à la fois de la DH et de PETROSEN. Dans la pratique, la DH ne disposant pas des ressources adéquates pour assurer les prérogatives qui lui sont assignées, c'est PETROSEN qui assure 	<p>En cours</p>	<p>Le Comité National a constaté lors de la mise en place du Comité d'Orientation Stratégique du pétrole et du gaz (COS Petrogaz), que le Président de la République a demandé à cette institution de lui soumettre un projet de loi portant sur une utilisation pertinente des revenus futurs en tenant en compte des objectifs de développement et des principes de transparence et d'équité. Le Comité National est partie prenante dans le COS Petrogaz.</p> <p>Le COS PETROGAZ a présenté lors des concertations nationales sur le pétrole et le gaz, tenues le 12 Juin 2018, un projet de loi relative à l'utilisation des revenus pétroliers et gaziers.</p>

³³² <https://www.sigif.org/publication/sigif-info-n2-4ieme-trimestre-2017/>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>le contrôle des opérateurs dans le secteur, gère les participations dans les champs pétroliers et négocie les contrats pour le compte de l'Etat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fiscalité pétrolière relève également de plusieurs intervenants : PETROSEN (pour les bonus et loyers superficiaires), la DGID (pour l'IS, la TVA, les RAS...), la DGCPT et de la DGD. <p>Afin d'instaurer des meilleurs pratiques dans la gestion des flux de recettes pétrolières, il faudrait améliorer et institutionnaliser la coordination entre ces intervenants dans l'objectif d'assurer un meilleur suivi, un contrôle plus efficace et une plus grande maîtrise des recettes pétrolières. Cette coordination serait d'une grande utilité dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).</p>		<p>Le projet de loi relatif à la répartition et l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures a été validé le mardi 21 décembre 2021 par le Conseil présidentiel, qui a été présidé par le chef de l'Etat³³³.</p>
<p>7.2.13 Flux de paiements non prévus par la loi :</p> <p>Dans le cadre des travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence d'un bonus de signature payé par les deux sociétés REX ATLANTIC et AZ Petroleum pour des montants respectifs de 0,5 million US\$ et 1 millions USD. Ces montants ont été encaissés et confirmés par PETROSEN.</p> <p>Nous comprenons que ces bonus ont été prévus par les CRPP signés avec ces sociétés dont les termes prévoient que ces bonus devront être versés « directement au nom et au profit de l'Etat du Sénégal ».</p> <p>8 Nous notons également que la loi organique relative aux lois de finances²¹² prévoit que toutes les impositions fiscales et quasi-fiscales ne peuvent en principe être instituées que par le législateur. Toutefois, ni le code pétrolier ni son décret d'application ne prévoit la perception de bonus. Le régime fiscal de ces bonus (caractère récupérable de la charge) n'est pas clairement défini en conséquence.</p> <p>Nous recommandons de prévoir dans le nouveau code pétrolier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les types et modalités de perception des bonus (de signature, de production et de découverte) ; - de clarifier leur régime fiscal ; - de clarifier le rôle de PETROSEN dans le recouvrement et la perception des bonus. 	<p>Oui</p>	<p>Le Code pétrolier 2019³³⁴ mentionne les bonus et indique le régime fiscal et clarifie le rôle de PETROSEN dans le recouvrement.</p>
<p>7.2.14 Amélioration de la traçabilité des paiements sociaux :</p> <p>Selon l'Exigence 6.1 de la Norme ITIE 2016, « lorsque des dépenses sociales significatives de la part des entreprises sont rendues obligatoires par la loi ou par un contrat avec le gouvernement qui contrôle l'investissement extractif, le rapport ITIE doit les divulguer et, quand c'est possible, réconcilier les transactions qui y sont liées ».</p> <p>La même Exigence préconise également que « lorsque le Groupe Multipartite convient que les dépenses sociales discrétionnaires et transferts sont significatifs, il est encouragé à élaborer un processus de déclaration en vue d'atteindre un niveau de transparence équivalent à la divulgation des autres paiements et flux de revenus reçus par les entités de l'État ».</p> <p>9 Les paiements sociaux obligatoires déclarés par les sociétés minières en 2014 représentent environ 317 millions de FCFA. Nous comprenons toutefois qu'il n'existe pas actuellement une structure qui assure le suivi des engagements des entreprises en la matière. Nous comprenons également qu'il n'existe pas de mécanismes pour la comptabilisation et le suivi des paiements sociaux que ce soit au niveau de l'administration centrale ou au niveau des collectivités locales.</p> <p>Dans le but d'assurer une traçabilité des paiements sociaux et de renforcer le contrôle des engagements pris par les sociétés en la matière, il est recommandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place une structure ayant pour attribution le suivi des engagements des entreprises extractives en matière environnementale et sociale ; et 	<p>En cours</p>	<p>En application de l'article 115 de la Loi n° 2016-32 du 8 novembre 2016 portant Code Minier, il sera créé en 2017 un Fonds d'appui au développement local. Les ressources du Fonds proviendront des engagements financiers des titulaires de titres miniers au titre de leur responsabilité social d'entreprise.</p> <p>En outre, le Comité National est partie prenante dans le projet de mise en place d'une plateforme RSE qui sera chargée d'assurer la concertation entre les représentants de l'Etat, le secteur privé, les collectivités territoriales, les organisations syndicales, les populations et la société civile autour des aspects relatifs à la responsabilité sociétale des entreprises.</p>

³³³ <https://itie.sn/2021/12/23/projet-de-loi-relative-a-la-repartition-et-a-lencadrement-de-la-gestion-des-recettes-issues-de-lexploitation-des-hydrocarbures-lessentiel-a-retenir/>

³³⁴ http://itie.sn/?offshore_dl=3295

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> - mettre en place des mécanismes en vue d'assurer la traçabilité des paiements sociaux dans l'objectif de maximiser leurs impacts sur les populations locales. 		
<p>7.2.15 Mise en place d'une base de données sur le secteur extractif</p> <p>La nouvelle norme ITIE requière la publication des données contextuelles sur le secteur extractif incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vue d'ensemble sur le secteur extractif en termes de régions, de projets, de réserves et de gouvernance ; - la contribution du secteur dans le PIB, les exportations, les revenus de l'Etat et l'emploi ; et - une description du processus d'octroi des permis, les données sur la Bénéficiaires Effectifs, etc. <p>Lors de la collecte de ces informations, nous avons rencontré certaines difficultés puisqu'elles étaient soit non disponibles (PIB sectoriel, emploi) soit non actualisées (exportations, revenus) ou bien éparpillées entre plusieurs structures. Nous avons également noté que ces données sont pour la plupart inaccessibles au public (données sur la production, les revenus de commercialisation de gaz, les rapports annuels des entités publiques).</p> <p>Pour accroître la transparence dans le secteur extractif, il est nécessaire que toutes les informations sur le secteur extractif soient répertoriées, traitées et rendues accessibles au public d'une manière périodique.</p> <p>Nous recommandons d'étudier la possibilité de la mise en place d'une base de données sur le secteur extractif qui soit en mesure de centraliser toutes les données contextuelles du secteur et qui soit mise à jour d'une manière régulière à partir des bases de données des structures administratives disposant de ces données.</p>	Oui	<p>Pour la mise en place d'une base de données, un appel d'offre a été lancé en Juillet 2018 pour la sélection d'un Cabinet qui va conduire une étude de faisabilité³³⁵</p> <p>Le portail public mis en place est accessible depuis Juin 2020 : https://itiesenegal.revenuedev.org/</p>
<p>7.2.16 Activation du FONSI pour une gestion efficace de ressources naturelles</p> <p>Le FONSI a pour mission de promouvoir le rôle de l'Etat du Sénégal, en tant qu'investisseur, partenaire et complément du secteur privé, ceci dans le but de soutenir les investissements directs afin d'accélérer le développement économique et social du pays, en créant de la richesse et des emplois pour les générations présentes et futures.</p> <p>Ce fonds compte parmi ses ressources l'affectation d'une partie des revenus des certains secteurs, notamment des secteurs miniers, pétroliers. Le montant de l'affectation est déterminé chaque année en commun accord avec le Ministre en charge des Finances conformément aux lois et règlements.</p> <p>Nous comprenons que depuis la création de ce fonds et jusqu'en 2014, aucune alimentation n'a été effectuée à partir des revenus du secteur extractif. Nous comprenons également que la réglementation régissant le secteur extractif ne traite pas des règles et des modalités d'affectation des revenus miniers et pétroliers à ce fonds.</p> <p>Dans le but promouvoir une bonne gouvernance du fonds, il est recommandé de compléter le dispositif réglementaire et organisationnel en envisageant les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir des règles budgétaires claires (pour l'alimentation et l'utilisation du fonds) qui soient alignées sur les objectifs du fonds ; - établir des règles d'investissement des fonds disponibles qui soient conformes aux objectifs ; - clarifier la répartition des responsabilités entre l'instance qui exerce l'autorité ultime sur le fonds, le gestionnaire du fonds et les différentes fonctions qui relèvent de ce gestionnaire ; - prévoir des normes de déontologie et de résolution de conflits d'intérêts dans la gestion du fonds ; et - divulguer périodiquement des informations sur la gestion des fonds et les résultats des audits. 	En cours	<p>Le Comité National a constaté lors de la mise en place du Comité d'Orientation Stratégique du pétrole et du gaz (COS Petrogaz), que le Président de la République a demandé à cette institution de lui soumettre un projet de loi portant sur une utilisation pertinente des revenus futurs en tenant en compte des objectifs de développement et des principes de transparence et d'équité. Le Comité National est partie prenante dans le COS Petrogaz.</p> <p>Le COS PETROGAZ a présenté lors des concertations nationales sur le pétrole et le gaz, tenues le 12 Juin 2018, un projet de loi relative à l'utilisation des revenus pétroliers et gaziers. Une partie des fonds sera destinée à un fonds intergénérationnel qui sera</p>

³³⁵ <http://itie.sn/selection-dun-cabinet-de-consultants-charge-de-letude-de-faisabilite-systeme-de-tele-declaration-et-base-de-donnees-sur-le-secteur-extractif/>

Recommandation	Implémentation	Commentaires
		<p>logé au FONSIS. De ce fait, le projet de loi prévoit de modifier les statuts du FONSIS³³⁶.</p> <p>Le projet de loi relatif à la répartition et l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures a été validé le mardi 21 décembre 2021 par le Conseil présidentiel, qui a été présidé par le chef de l'Etat.</p>
<p>7.2.17 Harmonisation des classifications budgétaires utilisées avec les normes internationales</p> <p>L'Exigence 5.1 (b) de la Norme ITIE, « les Groupes Multipartites sont encouragés à se référer aux systèmes nationaux de classification des revenus ainsi qu'à des normes internationales, tel que le Manuel de Statistiques des Finances Publiques du FMI215 ».</p> <p>La classification actuelle des revenus dans les comptes de l'Etat sénégalais ne prévoit pas une nomenclature spécifique au secteur extractif. Les données sur les revenus générés par le secteur extractif ne sont donc pas disponibles au niveau des documents de finances publiques et des rapports budgétaires.</p> <p>Cette situation n'est pas de nature à favoriser l'accès du public et des parlementaires aux données sur le secteur extractif, l'analyse des données fiscales et pour effectuer des prévisions en vue d'une meilleure utilisation des ressources.</p> <p>Dans le cadre du renforcement de la gouvernance du secteur extractif et notamment en matière de planification et gestion des revenus, il est recommandé de revoir le système actuel de classification en se référant aux normes internationales.</p>	<p>Oui</p>	<p>Des réunions d'information ont été tenues en février 2017 sur la recommandation avec la Cour des Comptes et le point focal ITIE du Trésor. Il en est ressorti qu'une transposition de la Directive N° 08/2009CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant nomenclature budgétaire de l'Etat est en cours.</p> <p>Selon le rapport 2018 du FMI sur l'Évaluation de la transparence des finances publiques³³⁷, une documentation budgétaire importante est mise à la disposition du public via le site du MEF³³⁸ ainsi que les sites des différentes administrations, comme l'atteste en particulier la bonne position du Sénégal dans le classement de l'indice sur le budget ouvert (OBI) (score de 51 en 2017, supérieur de 10 points au score moyen mondial, et troisième position en Afrique subsaharienne).</p>

³³⁶ <http://www.cospetrogaz.sn/concertation/>

³³⁷ <https://www.imf.org/~/-/media/Files/Publications/CR/2019/French/cr1934f.ashx>

³³⁸ www.finances.gouv.sn

Recommandation	Implémentation	Commentaires
		<p>En outre, l'Arrêté n°022158 du 11 Octobre 2018 fixant les lignes budgétaires et les catégories de la dépense³³⁹ arrête conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2018- 1932 du 11 octobre 2018 modifiant le décret n°2012-673 du 04 juillet 2012 portant nomenclature budgétaire de l'Etat, pour chaque paragraphe de la classification des recettes et de la classification économique des dépenses, les lignes budgétaires et la catégorie des dépenses au sens de l'article 11 de la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2016-34 du 23 décembre 2016. Ainsi, ledit arrêté a prévu des lignes budgétaires spécifiques aux revenus miniers et pétroliers notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 715110 : Taxe spéciale sur le ciment - 721204 : Revenu du domaine minier - 7213 : Revenu du pétrole et du gaz.
Recommandations du rapport 2014		
<p>13 7.2.19 Disponibilité de l'information au sein des organismes collecteurs</p> <p>Les principaux organismes collecteurs ouverts par le Périmètre du Rapport ITIE 2012 disposent de bases de données informatisées leur permettant de renseigner leurs déclarations ITIE dans des délais raisonnables. Nous comprenons néanmoins que la DGTCP, en charge notamment du suivi des paiements aux collectivités locales, est contrainte à un processus déclaratif plus lourd : le détail des règlements (identité du contribuable ; nom de l'impôt) n'est en effet disponible que sur papier logé au sein des entités territoriales décentralisées.</p> <p>Afin de consolider le suivi des revenus publics collectés, au niveau local, nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE-Sénégal d'encourager le Ministère de l'Économie et des Finances à doter la DGCPT d'un outil informatique en réseau, qui lui permettra de suivre les liquidations effectuées (identité du contribuable ; nom de l'impôt) en temps réel, et à l'échelle, du territoire.</p>	Oui	<p>La divulgation systématique des données, encouragée par la norme ITIE ainsi que la conduite de certaines réformes dans le domaine des finances publiques apparaissent comme des solutions pour une implémentation plus effective/optimale des nouvelles exigences de la norme. A ce titre, sur la base des recommandations de l'étude de faisabilité réalisée sur la problématique, l'ITIE a procédé à la mise en place d'une solution technique comprenant deux systèmes interconnectés, et connectés avec les systèmes gouvernementaux déjà en place :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une plateforme, FUSION, pour la centralisation périodique des données sur les flux financiers collectées par les administrations publiques ; 2. un module de soumission électronique des données (GovIn) pour les entreprises extractives / déclarantes. <p>Le système d'information centralisé est installé sur le serveur de la DGCPT et les données du présent rapport ITIE ont été extraites dudit système.</p>

³³⁹ http://www.budget.gouv.sn/documents/public_download/5c6e7c0a-a7f4-4f20-8337-81cd0a2a028a/telechargement

Recommandation	Implémentation	Commentaires
<p>7.2.21 Circularisation de l'AGC</p> <p>Nous comprenons que l'AGC est une instance internationale qui n'est pas soumise, contrairement aux institutions publiques sénégalaises, à l'adhésion du pays à l'ITIE.</p> <p>De même, les entreprises ayant signé un CRPP avec l'AGC ne sont pas tenues aux mêmes engagements que les entreprises opérant en zone maritime et territoriale strictement sénégalaise. De fait, nous ne sommes pas parvenus à rencontrer l'AGC lors de nos différentes missions organisées à Dakar.</p> <p>14 Néanmoins, le Protocole d'Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'AGC stipule bien que le Sénégal détient 67,5% du capital de l'Entreprise AGC, contre 32,5% pour la Guinée---Bissau. Dans ce contexte, il nous paraîtrait donc très utile que les autorités sénégalaises parviennent à circulariser à la fois : Les éventuels paiements versés à l'AGC par les entreprises titulaires de permis sur la zone.</p> <p>Les potentiels reversements effectués par l'Entreprise AGC au budget de l'État du Sénégal au titre des opérations engagées sur la zone.</p> <p>Nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE---Sénégal d'engager des démarches de haut niveau auprès du Ministère du Pétrole et des Energies et de l'AGC, afin que les revenus de la zone maritime commune puissent être ouverts par les prochains Rapports ITIE.</p>	En cours	<p>Pour le cas particulier la zone maritime commune avec la Guinée-Bissau, le Comité national a maintenu le principe d'une déclaration unilatérale par les organismes collecteurs des revenus provenant de l'Agence de Gestion et de Coopération entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (AGC) et de la société AGC. D'autant plus que par courrier en date du 29 Avril 2020, le Secrétaire Général de l'Agence a indiqué que l'accord entre les deux Etats la validité de l'Accord du 14 octobre 1993 arrivera à échéance le 18 octobre 2020.</p>
<p>7.2.20 Renforcement de la tutelle du secteur des hydrocarbures</p> <p>Nous comprenons que la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) du Ministère de du Pétrole et des Energies, instance en charge de la tutelle du secteur, ne dispose pas des moyens suffisants pour effectuer un suivi effectif des opérations en cours ou de la bonne application de la réglementation en vigueur, comme l'obligation de publier les CRPP signés. Dans les faits, ce suivi est assuré par PETROSEN, par ailleurs acteur du secteur des hydrocarbures, notamment en tant que partenaire d'opérateur pétroliers et gaziers, en production et en exploration.</p> <p>15 Une telle articulation ne nous paraît pas optimale pour garantir une supervision et un suivi de qualité du secteur dans son ensemble ; elle ne répond, en tout état de cause, ni aux bonnes pratiques de gouvernance observées, qui voudraient une distinction plus claire entre la tutelle et l'opérateur, ni à la réglementation en vigueur.</p> <p>Le secteur des hydrocarbures sénégalais étant amené à se développer sur le court et moyen terme, nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE-Sénégal d'encourager le Ministère du Pétrole et des Energies à doter la DGH des moyens humains et financiers nécessaires à la supervision effective des activités du secteur.</p>	Oui	<p>L'arrêté 009864 du 08 Mai 2020 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Direction des Hydrocarbures³⁴⁰ prévoit le renforcement des effectifs et des moyens de la Direction pour effectuer un suivi effectif des opérations. De même, la mise en place du cadastre pétrolier est en cours suite à l'appel d'offres lancé l'année dernière³⁴¹.</p>

³⁴⁰ <http://itie.sn/wp-content/uploads/2020/10/Arrêté-fixant-les-règles-dorganisation-DH-mai-2020.pdf>

³⁴¹ <http://www.energie.gouv.sn/wp-content/uploads/2019/10/TDR-SIG-implementation-dun-systme-de-cadastre-petrolier-au-S%C3%A9n%C3%A9gal.pdf>



Annexes

Annexes (Voir fichier Excel joint au rapport)

Annexe 1 - Profil des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement

Annexe 2 - Sociétés retenues pour une déclaration unilatérale

Annexe 3 - Structure de capital et Bénéficiaires Effectifs des sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement

Annexe 4 - Fiabilisation des déclarations

Annexe 5 - Effectif des employés

Annexe 6 - Paiements sociaux obligatoires

Annexe 7 - Paiements sociaux volontaires

Annexe 8 - Paiements environnementaux

Annexe 9 - Répertoire des titres pétroliers

Annexe 10 - Répertoire des titres miniers

Annexe 11 - Définition des flux de paiement

Annexe 12 - Fiche de conciliation par société

Annexe 13 - Détail des revenus budgétaires par société extractive

Annexe 14 - Détail des revenus budgétaires par flux de paiement

Annexe 15 - Détail des paiements des entreprises par société extractive

Annexe 16 - Détail des paiements des entreprises par flux de paiement

Annexe 17 - Détail de la déclaration Unilatérale de l'Etat

Annexe 18 - Formulaire de déclaration 2020

Annexe 19 - Etat des permis octroyés et des permis renouvelés en 2020

Annexe 20 - Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données après ajustements pour l'année 2019

Annexe 21 - Ecart entre les données certifiées par la Cour des Comptes et les données après ajustements pour l'année 2020

Annexe 22 - Détail des transactions effectuées avec les fournisseurs locaux

Annexe 23 - Détail des transactions effectuées avec les fournisseurs étrangers

Annexe 24 - Détail des ventes du Gaz



BDO Tunisie Consulting

Immeuble Ennour 6^{ème} étage

Centre Urbain Nord

1082 Tunis - TUNISIA

Tél +216 22 453 323

Fax +216 71 221 616

www.bdo.tn

**G&G Professional Services
SAS**

Villa n°9383, rue SC-96

Sacré Cœur 3

Dakar - SENEGAL

Tél +221 33 864 22 82

<http://www.gandgcorp.com>

